



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

45^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 152 N° 114
Le jeudi 30 avril 2026

Présidence de l'honorable Francis Scarpaleggia

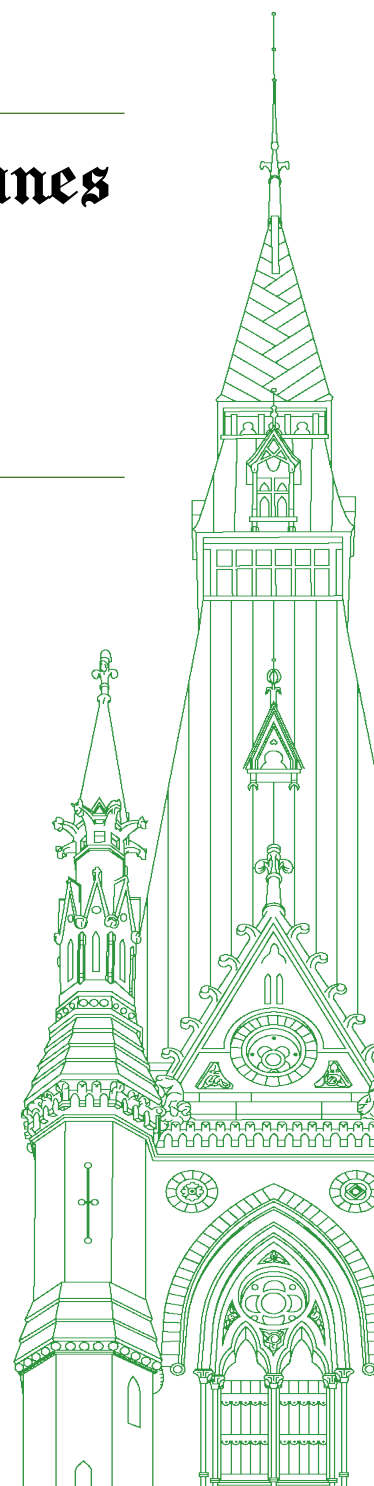


TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 30 avril 2026

La séance est ouverte à 10 heures.

Prière

AFFAIRES COURANTES

• (1000)

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement et à la politique actuelle sur le dépôt des traités au Parlement, j'ai l'honneur de déposer, dans les deux langues officielles, le traité intitulé « Accord se rapportant à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer et portant sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique marine des zones ne relevant pas de la juridiction nationale », adopté à New York le 19 juin 2023.

* * *

[Français]

LES COMITÉS DE LA CHAMBRE

ANCIENS COMBATTANTS

Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le quatrième rapport du Comité permanent des anciens combattants, intitulé « La prévention du suicide chez les vétérans canadiens ».

Conformément à l'article 109 du Règlement, le comité demande au gouvernement de déposer une réponse globale à ce rapport.

[Traduction]

Blake Richards (Airdrie—Cochrane, PCC): Monsieur le Président, je dépose le rapport supplémentaire des conservateurs au rapport du comité des anciens combattants sur la prévention du suicide.

Le suicide chez les vétérans est devenu une véritable épidémie au Canada, et il coûte plus de vies que bon nombre des conflits survenus au cours de ce siècle. Malgré les cris de détresse des conjoints, parents, et frères et sœurs éplorés, le gouvernement ne prend toujours pas les mesures qui s'imposent pour l'enrayer.

Même si le rapport est un pas dans la bonne direction, les appels à l'action doivent être plus énergiques et précis. C'est pourquoi, dans leur rapport supplémentaire, les conservateurs ont présenté un plan d'action pour garantir que les vétérans ne subissent plus de nouveaux traumatismes de la part de leur gouvernement et qu'ils peuvent obtenir des soins quand ils en ont besoin, ce qui leur per-

mettrait de trouver la paix avant qu'il soit trop tard. Nous soulevons également la question de l'aide médicale à mourir qu'on essaie d'imposer à des vétérans, qui cherchent uniquement de l'aide pour vivre leur vie.

À toutes les personnes qui ont servi le Canada et qui se sont suicidées, je tiens à dire que nous saluons leur service envers le Canada et que nous pleurons leur disparition. Agissons dès maintenant pour éviter de perdre d'autres héros canadiens.

[Français]

Marie-France Lalonde: Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le cinquième rapport du Comité permanent des anciens combattants, qui concerne la motion adoptée le 20 avril 2026 au sujet de la création d'un conseil canadien indépendant d'examen des distinctions militaires.

[Traduction]

ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

Shannon Miedema (Halifax, Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le troisième rapport du Comité permanent de l'environnement et du développement durable, intitulé « Le plan de réduction des émissions pour 2030 du Canada: la politique climatique fédérale à la croisée des chemins ».

Conformément à l'article 109 du Règlement, le Comité demande que le gouvernement dépose une réponse globale à ce rapport.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour déposer le rapport dissident des conservateurs, dans les deux langues officielles. Bien que son rapport documente l'échec du plan de réduction des émissions des libéraux, le Comité recommande ensuite de poursuivre dans la même voie. Il demande une hausse des taxes sur le carbone pour les industries ou un plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier qui ferait fuir les investissements, les emplois et la production hors du Canada.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, je dépose aujourd'hui à la Chambre le rapport complémentaire du Bloc québécois, qui vise à monter d'un cran l'ambition du rapport principal déposé sur le plan de réduction...

Le Président: Le député doit demander le consentement unanime pour déposer un rapport complémentaire.

Patrick Bonin: Monsieur le Président, je demande le consentement unanime pour déposer notre rapport complémentaire.

Le Président: Est-on d'accord?

Des voix: D'accord.

Travaux des subsides

● (1005)

Patrick Bonin: Monsieur le Président, je dépose aujourd'hui à la Chambre ce rapport complémentaire du Bloc québécois pour monter d'un cran l'ambition du rapport principal de l'étude sur le Plan de réduction des émissions pour 2030 du Canada. Ces rapports sont l'aboutissement de la première étude du Comité permanent de l'environnement et du développement durable de la présente législature, laquelle a été proposée par le Bloc québécois.

Nous avons proposé cette étude en réponse au risque dangereux, mais de plus en plus réel que le Canada n'atteigne pas ses objectifs de réduction de gaz à effet de serre. Nous l'avons fait parce que, malgré l'actualité internationale, la crise climatique n'a pas disparu. Elle n'a pas été mise en pause par les guerres tarifaires, par les conflits armés, notamment en Iran. Au contraire, ces tensions se sont juxtaposées à la multiplication des événements climatiques extrêmes et ne font que souligner l'urgence d'agir ici, maintenant, pour nous libérer de notre dépendance aux hydrocarbures.

Le Bloc se réjouit donc de constater que le rapport principal recommande que le gouvernement fédéral mette à jour son plan d'action climatique d'ici la fin du mois de juin pour démontrer clairement qu'il compte atteindre la cible de 2030. C'est essentiel. Les solutions, elles existent. Ce qui manque, c'est la volonté politique. Le gouvernement doit se ressaisir après avoir abandonné, et même affaibli plusieurs de ses mesures climatiques.

Dans ce rapport complémentaire, le Bloc québécois recommande un moratoire immédiat sur tout nouveau projet pétrolier ou gazier, la fin des subventions aux combustibles fossiles, ainsi que 11 mesures concrètes que le gouvernement peut et doit mettre en œuvre.

Le Canada et le Québec ont tout à gagner à se libérer rapidement des hydrocarbures sur le plan environnemental, social, économique et de la santé, ainsi qu'en matière de création d'emplois d'avenir. La transition doit se faire maintenant, pas en 2050.

[Traduction]

COMPTES PUBLICS

John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter, dans les deux langues officielles, le 13^e rapport du Comité permanent des comptes publics, qui porte sur la motion adoptée le mercredi 22 avril 2026, intitulé « Rapport sur les réformes du Programme des étudiants étrangers — Rapports du printemps 2026 de la vérificatrice générale du Canada ».

La nouvelle demande de vérification présentée par le comité des comptes publics au Bureau du vérificateur général lui demande de poursuivre son examen du système d'immigration défaillant du Canada, notamment des mécanismes de contrôle et des activités frauduleuses. Les Canadiens veulent trouver des solutions pour améliorer notre système d'immigration et déterminer les mesures à prendre pour y parvenir. Nous avons constaté que les lacunes relevées par la vérificatrice générale sont bien ancrées et touchent plusieurs ministères qui ne collaborent pas entre eux.

Nous exhortons la vérificatrice générale à se charger de cette vérification et à en faire rapport au Parlement dès que possible.

LOI SUR LA PROTECTION DES JEUNES CONTRE L'EXPOSITION À LA PORNOGRAPHIE

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC) demande à présenter le projet de loi S-209, Loi limitant l'accès en ligne des jeunes au matériel pornographique.

— Monsieur le Président, je suis heureuse de prendre la parole aujourd'hui pour déposer le projet de loi S-209. Je tiens d'abord à remercier la sénatrice Miville-Dechéne du leadership dont elle a fait preuve pour présenter cette mesure législative. Les efforts soutenus qu'elle déploie pour faire avancer la mesure témoignent de son engagement ferme à mieux protéger les enfants et les jeunes en ligne. Je remercie également la députée de Newmarket—Aurora d'avoir appuyé le projet de loi.

Tout comme sa version précédente à la dernière session, le projet de loi est appuyé par tous les partis. Il témoigne d'un engagement commun des députés et des sénateurs à mieux protéger les jeunes. Je me réjouis à la perspective de travailler avec tous mes collègues à la Chambre pour faire avancer cette importante mesure législative.

(La motion est adoptée et le projet de loi est lu pour la première fois.)

* * *

QUESTIONS AU FEUILLETON

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je demande que toutes les questions restent au Feuilleton.

Le Président: D'accord?

Des voix: D'accord.

[Le texte des questions et des réponses est disponible sur le site Web des questions écrites.]

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

● (1010)

[Français]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE FONDS SOUVERAIN

L'hon. Pierre Poilievre (chef de l'opposition, PCC) propose:

Que, étant donné que,

(i) les fonds souverains doivent être composés de fonds provenant d'excédents budgétaires et de recettes provenant de l'exploitation des ressources,

(ii) ce gouvernement n'a fait aucun excédent, mais seulement des déficits, depuis les 11 dernières années et n'a aucun fonds à investir,

(iii) le premier ministre propose de mettre son fonds de 25 milliards de dollars sur la carte de crédit nationale, ce qui augmentera encore davantage la pression inflationniste,

(iv) le premier ministre a déjà créé 12 nouvelles sociétés d'État, agences et organisations bureaucratiques,

(v) quand le gouvernement affecte des fonds, ceux-ci vont toujours à ceux qui ont de l'influence politique et non pas à ceux qui le méritent,

(vi) les libéraux ont fait sortir du Canada plus d'un billion de dollars en argent de fonds de retraite que nous pourrions rapatrier en accélérant l'attribution de permis, en réduisant les impôts et en favorisant la libre entreprise,

(vii) l'augmentation des prix du carburant et des aliments constitue déjà un fardeau pour les ardents travailleurs canadiens qui ne peuvent se permettre de payer plus pour faire des cadeaux aux initiés libéraux et aux élites du monde des affaires,

la Chambre demande donc au gouvernement d'abandonner ce fonds de dette souveraine.

— Monsieur le Président, aujourd'hui, je réagis aux patentes à gosses coûteuses du premier premier ministre, qui veut mettre maintenant 25 milliards de dollars sur la carte de crédit nationale, afin de financer des faveurs pour des entreprises bien connectées, des élites libérales et des forces coopératives, tout ça en augmentant le coût de la vie de tout le monde, des travailleurs, des petites entreprises, des aînés. On a vu que ce gouvernement libéral a déjà mis 11 déficits sur la carte de crédit national. Après un an de ce premier ministre, on voit plus de coûts, plus de dettes, plus de taxes, plus d'argent sur la carte de crédit. Il est juste un autre libéral.

Pour avoir un fonds souverain, il faut avoir des fonds. Il n'y a pas de fonds parce qu'il n'y a pas de surplus, comme en Arabie saoudite, à Singapour, en Norvège et j'en passe. Ces pays ont des surplus chaque année qu'ils mettent dans des épargnes pour leur pays. Ils n'ont pas de déficit.

Les conservateurs veulent éliminer les obstacles gouvernementaux afin d'attirer de nouveau les investissements privés, de stimuler notre économie et de payer nos factures grâce à la production privée, pour que le coût de la vie baisse pour les Canadiens qui paient déjà trop cher. C'est comme ça que nous allons libérer notre économie et que nous rétablirons l'abordabilité. Nous deviendrons forts chez nous et maîtres chez nous.

[Traduction]

Imaginons que quelqu'un se rende chez son médecin et que, soudain, celui-ci lui injecte une substance étrange. La personne lui demande ce que c'est, et il répond qu'il s'agit d'un poison. Elle lui demande alors pourquoi il lui a injecté un poison. Immédiatement, le médecin prend une autre seringue et lui injecte un antidote, puis lui explique qu'il a fait cela pour pouvoir lui sauver la vie grâce à l'antidote. Le patient lui demande alors pourquoi il lui a injecté un poison au départ, et le médecin répond qu'il voulait lui sauver la vie parce que c'est son métier. C'est exactement ainsi que fonctionne l'économie libérale. Les libéraux causent d'énormes dégâts économiques à notre pays, puis ils prétendent en être la solution, l'antidote.

Le gouvernement entrave la construction de logements par des taxes et des formalités administratives, puis crée une quatrième agence fédérale du logement pour subventionner le logement. Le premier ministre libéral bloque les projets d'exploitation des ressources par des taxes élevées, des délais d'obtention des permis de 19 ans et des interdictions de transport de pétrole au large des côtes de la Colombie-Britannique, puis il crée de grands bureaux pour faire avancer les projets, des bureaux qui promettent des exemptions, des renflouements et des subventions aux entreprises favorables.

Le premier ministre bloque les investissements par des taxes élevées, chasse pour 1,2 billion de dollars de fonds de pension hors du pays, puis subventionne l'investissement avec de nouveaux programmes d'aide aux entreprises parasites. Il fait grimper le coût de la vie et le prix des aliments avec la planche à billets inflationniste, les taxes sur le carbone et les formalités administratives, puis imprime encore plus d'argent pour verser aux gens des paiements en espèces afin de les aider à faire face au coût de l'alimentation, qu'il

Travaux des subsides

a lui-même fait grimper. Il freine le développement, taxe la production, réglemente les investissements, retarde l'octroi des permis, fait fuir les capitaux, tue les projets et étouffe les constructeurs.

Puis, quand l'économie ralentit, le premier ministre arrive avec une subvention, un fonds, une banque, un sommet, un groupe de travail et une séance de photos pour régler le problème qu'il a lui-même causé. Plutôt que de respecter le serment d'Hippocrate selon lequel il doit s'abstenir de tout mal, le gouvernement cause beaucoup de mal, puis prétend qu'il offre un remède. Comme l'a dit le grand Ronald Reagan, si quelque chose bouge, un libéral le taxe. Si ça continue de bouger, il le réglemente. Et quand ça arrête de bouger, il le subventionne.

Pourquoi ne pas simplement se tasser du chemin et laisser les choses bouger? Pourquoi ne pas laisser le constructeur construire, le travailleur travailler, l'investisseur investir, l'agriculteur cultiver, le mineur miner, le fabricant fabriquer, et le transporteur transporter? C'est parce que le politicien libéral n'aurait alors plus aucun rôle à jouer, aucun pouvoir à s'arroger, aucun contrôle à exercer, aucun permis à autoriser et aucun chèque à distribuer.

Si les gens pouvaient simplement lancer une entreprise, produire des ressources, cultiver des aliments et bâtir des logements, le premier ministre et les autres avec lui dans son château perdraient leur utilité. À la place, il s'assure que tout doit passer par lui. Il crée essentiellement une prison réglementaire et demande une rançon à quiconque veut construire quelque chose pour arriver à s'en sortir. Si quelqu'un veut se loger ou se nourrir, il doit attendre que le gouvernement lui redonne une partie de son argent. S'il veut construire une maison ou un pipeline, il doit s'agenouiller devant le roi et le quémander. S'il veut des investissements pour son entreprise, il doit se prosterner devant l'État.

C'est grâce au capitalisme de copinage contrôlé par l'État que le premier ministre libéral s'est enrichi. En fait, ses investissements dans Brookfield profitent de faveurs qui n'enrichissent généralement qu'un petit groupe de preneurs politiquement puissants, mais improductifs, au détriment de la grande masse de producteurs productifs.

• (1015)

L'aide, c'est l'aversion de la médaille du contrôle. C'est l'illusion que créent les individus qui sont à l'origine du problème, l'illusion d'un investissement que créent ceux qui ont fait fuir les investisseurs et l'illusion de la croissance que créent ceux qui ont fait obstacle à celle-ci. Après tout, selon le modèle libéral, l'économie n'appartient pas au peuple, mais plutôt aux politiciens, aux bureaucrates et aux autres autorités qui exercent un contrôle sur lui ainsi qu'aux pouvoirs qui les influencent.

Le vrai débat dans l'économie actuelle confronte l'économie politique et l'économie de marché. L'économie politique répartit la richesse en fonction du pouvoir, alors que l'économie de marché le fait en fonction du libre choix. Voilà maintenant qu'entre en scène le fonds d'investissement souverain, qui ne repose sur aucune richesse. Ce n'est encore une fois que des accroires de la part des libéraux.

Travaux des subsides

Les pays qui possèdent un véritable fonds souverain, comme Singapour, la Norvège, l'Arabie saoudite ou les Émirats arabes unis, accumulent des excédents tous les ans. Ils les mettent de côté pour les investir afin de les faire croître grâce aux rendements, pour le bien de leur population. Le premier ministre libéral, lui, n'a aucun excédent à investir. Au contraire, les avoirs nets de l'État totalisent -1,3 billion de dollars. Quand on additionne tous les actifs et qu'on soustrait tous les éléments de passif, c'est ce qu'il reste. C'est ce qu'on appelle notre dette nationale.

Avant-hier, le premier ministre a annoncé un 11^e déficit libéral et il l'imputera sur la carte de crédit nationale. Encore plus de dettes, plus de taxes et d'impôts et plus de dépenses finissent sur la carte de crédit.

Le premier ministre n'est qu'un libéral comme les autres. Il a d'ailleurs fait doubler le déficit depuis que Trudeau a quitté ses fonctions, alors ce qu'il a à verser dans le fonds d'investissement souverain, ce n'est pas de la richesse, c'est des dettes. Il entend ajouter 25 milliards de dollars sur la facture de notre carte de crédit nationale afin d'investir dans des entreprises qui ont leurs entrées auprès du parti. À qui ira l'argent? Il ira aux gens qui sont puissants sur le plan politique.

Le premier ministre libéral entend organiser un nouveau sommet, cette fois-ci avec des multinationales et des milliardaires, afin de leur faciliter l'accès aux fonds publics et de leur permettre d'échapper aux formalités administratives excessives ainsi qu'au fardeau fiscal qu'il impose à toutes les autres entreprises. En contrepartie, ces entreprises, qui finiront par obtenir les autorisations nécessaires pour aller de l'avant et éviter les contraintes administratives et les impôts restrictifs, devront céder une part de leur entreprise au gouvernement. C'est presque comme si le gouvernement réclamait une rançon pour laisser certaines entreprises sortir de la prison réglementaire qu'il a lui-même créée. Or, près d'un million de petites entreprises, privées de lobbyistes, resteront coincées dans ce système, forcées de payer des impôts pour subventionner leurs concurrents plus gros et plus puissants sur le plan politique.

C'est la règle d'or: ceux qui roulent sur l'or dictent les règles. Le pouvoir devient richesse, la richesse engendre plus de pouvoir, et le cycle se répète. À la fin, une poignée d'initiés accumule tout, en s'enrichissant pendant que tous les autres s'appauvrissent.

Dans une économie politique, le succès des élites ne se mesure pas à la qualité de leurs produits, mais à l'étendue de leur influence. La valeur pour les clients importe peu par rapport à l'influence exercée sur les ministres, les organismes de réglementation, les agences et les cercles d'initiés. Au bout du compte, l'influence et le pouvoir deviennent les véritables produits du système.

Dans une économie de marché, les gens prospèrent en étant au service de la population. Un produit se vend seulement si quelqu'un veut l'acheter. On embauche un travailleur seulement si le travailleur choisit librement l'emploi et que l'employeur accorde de l'importance au travail. On attire des investissements uniquement si on peut prouver qu'on peut créer plus de valeur demain qu'on n'en consommera aujourd'hui. C'est la magie du libre marché. Les gens ne peuvent pas améliorer leur sort sans améliorer celui d'autrui. Nous le savons parce qu'ils ne concluaient pas de transaction volontaire si ce n'était pas à leur avantage.

C'est pourquoi, dans un marché libre, lorsqu'on achète quelque chose et qu'on remercie le vendeur, il ne répond pas toujours « je vous en prie ». Souvent, il dit lui aussi « merci ». C'est parce que le

vendeur accorde plus d'importance à l'argent qu'à ce qu'il a vendu et que l'acheteur accorde plus d'importance au produit qu'à ce qu'il a payé. Si quelqu'un veut une pomme et qu'il a une orange, et que moi je veux une orange et que j'ai une pomme, et que nous faisons l'échange, il y a toujours une pomme et une orange entre nous, mais nous sommes tous les deux plus riches parce que chacun d'entre nous a obtenu quelque chose qui vaut plus pour lui que ce qu'il avait avant, d'où le double « merci » quand on fait du commerce.

À l'inverse, une économie contrôlée par l'État repose uniquement sur la force. Tout ce que fait le gouvernement, il le fait par la force parce que les taxes sont obligatoires et pas facultatives. C'est pourquoi personne n'écrit « Merci » sur sa déclaration de revenus. La transaction est obligatoire. La transaction est peut-être bonne, mais elle n'est pas libre. L'échange libre permet d'échanger le travail contre un salaire, un produit contre un paiement ou un investissement contre un intérêt. Les gens libres font des choix en toute liberté et ils construisent un pays libre.

● (1020)

En revanche, une économie contrôlée par le gouvernement fonctionne différemment. Comme je l'ai déjà dit, le gouvernement a recours à la contrainte et, dans les relations marquées par la contrainte, le plus fort gagne toujours et le plus faible se fait toujours écraser. Le premier ministre a cité Thucydide dans son discours à Davos pour dire que les forts agissent selon leur volonté et que les faibles doivent en subir les conséquences. Le gouvernement impose des taxes et des règlements, il nuit à la productivité de l'économie, puis il se sert de l'argent des contribuables pour créer des programmes qui promettent de régler les torts qu'il a lui-même causés. Il est plus un shérif de Nottingham qu'un Robin des Bois. Il soutire de l'argent aux travailleurs, aux constructeurs, aux contribuables et aux investisseurs, il le fait passer par l'appareil bureaucratique, les consultants, les lobbyistes et les proches du parti, puis il laisse tomber quelques miettes pour les gens qui ont payé au départ.

Il s'agit d'un capitalisme de copinage contrôlé par l'État, un système où le gouvernement concentre l'argent entre les mains d'un nombre restreint de gens en fonction de leur influence politique, et où la plupart des entreprises et des citoyens n'ont jamais le poids politique nécessaire pour obtenir une rencontre, une exclusion ou une subvention, ou pour échapper à cette prison réglementaire. Ne nous méprenons pas: il s'agit bel et bien d'une prison réglementaire. Si on veut construire une mine ou un pipeline, il faut attendre. Si on veut construire une maison, il faut attendre. Si on veut construire un port, une route, une ligne de transport d'électricité, une usine, un terminal, une raffinerie ou un chemin de fer, il faut attendre, remplir des formulaires, embaucher des consultants, faire du lobbying auprès d'un ministre, satisfaire l'organisme de réglementation et accroître son influence politique. Ce n'est qu'alors, peut-être, qu'on aura une chance. Après des années d'attente, on pourrait obtenir le soutien du gouvernement, comme le premier ministre aime le dire.

Si un projet est assez bon pour recevoir l'appui des organismes de réglementation, pourquoi ne pas simplement l'approuver d'emblée? Pourquoi une entreprise devrait-elle convaincre un politicien pour arriver à construire quelque chose? Pourquoi une entreprise devrait-elle céder une partie de la propriété de son projet à l'État pour échapper à la prison que représente la réglementation excessive? Le premier ministre libéral croit en ce modèle, et ce, parce que celui-ci lui a permis de s'enrichir, non pas en faisant des affaires sur le marché, mais en utilisant son influence politique afin d'obtenir des faveurs pour son entreprise.

Nous nous souvenons que le premier ministre a réclamé des subventions pour les thermopompes. Eh bien, Brookfield vend des thermopompes. Nous nous souvenons qu'il a fait pression pour une hausse de l'inflation par l'impression d'argent. Eh bien, le PDG de Brookfield a confirmé le 20 mai dernier que Brookfield tire profit de l'inflation, en déclarant ceci: « Bon nombre de nos opérations sont réglementées, facturées par activité ou contractuelles, et l'inflation est en fait un facteur positif, de sorte que lorsqu'elle entre en jeu, elle devient une source de revenus des entreprises. »

Le premier ministre a dit, il y a un peu plus d'un an, qu'il avait réussi à faire du lobbying en faveur d'une forme plus coûteuse de carburant d'aviation prétendument durable juste avant que Brookfield, son entreprise, investisse 1 milliard de dollars dans ce même type de carburant. Ce carburant plus coûteux, dont l'entreprise du premier ministre a ensuite profité, a forcé les passagers canadiens à payer plus cher pour leurs billets d'avion. Ce ne sont pas des affaires, c'est de la manipulation politique. Ces gestes augmentent le coût pour tout le monde, en particulier ceux qui n'ont pas de pouvoir politique. Voilà la différence entre l'économie réelle et l'économie protégée.

Dans l'économie réelle, l'inflation pèse lourdement sur les ménages. Elle fait grimper le coût du panier d'épicerie. Elle fait augmenter les loyers et les mensualités hypothécaires. Elle rend l'essence, le chauffage et l'électricité plus chers pour tout le monde. Elle empêche les jeunes d'accéder à la propriété et de fonder une famille.

Dans une économie politique, l'inflation peut servir d'outil pour enrichir l'élite et les maniganceurs. Le gouvernement établit les règles. Les règles façonnent le marché. Les proches du parti au pouvoir anticipent ces règles. Ils investissent, et le consommateur finance les profits de ceux qui sont bien branchés. On fait croire à tout le monde qu'il s'agit là de progrès. Les Canadiens en paieront le prix: une inflation plus forte à l'épicerie, des impôts sur leurs salaires et des intérêts sur la dette pour les générations futures.

Ce scénario n'est pas nouveau. Je viens de mentionner qu'un grand sommet réunira toute une série de multinationales et de milliardaires qui chercheront à mettre la main sur ces 25 milliards de dollars. Le concept n'est pas nouveau. En 2016, le gouvernement libéral avait organisé un autre sommet international d'investisseurs à l'hôtel Shangri-La pour dévoiler la Banque de l'infrastructure, un véritable trésor de 45 milliards de dollars qui a servi à subventionner les investissements de quelques privilégiés. Nous voici, 10 ans plus tard, et un gouvernement libéral organise le même genre de sommet pour permettre à la même élite de s'enrichir au détriment de la dette.

Depuis sa création, la Banque de l'infrastructure a enregistré des pertes se chiffrant à plusieurs centaines de millions de dollars. Au cours de ses sept premières années d'existence, ses revenus d'investissement n'ont même pas suffi à couvrir ses frais d'exploitation. Le

Travaux des subsides

directeur parlementaire du budget a constaté que, tous ordres de gouvernement confondus, deux dollars sur trois consacrés aux projets financés par la banque provenaient des contribuables, et non des entreprises. Les contribuables y ont perdu, tandis que les privilégiés y ont gagné.

• (1025)

La banque a dépensé un quart de milliards de dollars en frais de fonctionnement. Son PDG gagne 600 000 \$ par année. En un an, la banque a versé 8 millions de dollars de primes. Voilà pourquoi un comité parlementaire a recommandé son élimination après avoir réalisé une étude approfondie. Au lieu de cela, les libéraux viennent le bonifier avec une autre caisse noire.

En septembre 2024, la ministre des Finances libérale de l'époque, Chrystia Freeland, s'était engagée à créer un Fonds de croissance du Canada, financé avec l'argent des contribuables, pour tenter de rapatrier les 1,2 billion de dollars de fonds de pension que le gouvernement libéral avait envoyés à l'étranger. Qui a été chargé d'administrer ce fonds? Brookfield.

C'était il y a à peine deux ans, et aujourd'hui, rebelote. La même vieille idée libérale a droit à un autre sommet, à un autre fonds, à un autre bureau de transition et à un autre nom. On nous donne l'illusion d'un changement, mais c'est du pareil au même.

Selon Desjardins, le fonds proposé présente de nombreuses similitudes avec la Banque de l'infrastructure. L'Institut économique de Montréal a signalé que c'était « essentiellement la Banque de l'infrastructure du Canada sous un nouveau nom ». C'est le même poison sur lequel on a collé une nouvelle étiquette. C'est plus de coûts, plus de corruption, plus de dettes, plus d'impôts et plus de dépenses à crédit. Le premier ministre libéral n'est qu'un autre libéral.

Nous avons constaté qu'il est possible de créer de la richesse en libérant le pouvoir de la libre entreprise. La solution ne consiste pas à alourdir l'économie en ajoutant encore plus d'organismes gouvernementaux alors qu'ils étaient déjà innombrables il y a un an et que le premier ministre en a créé 13 depuis. Nous devons libérer le potentiel de nos ressources et de la population canadienne.

La solution, c'est une plus grande liberté économique, comme la liberté de construire, de produire, d'embaucher, d'investir et de soutenir la concurrence. Nous devons remplacer une économie fondée sur les exceptions, les cadeaux et les coups de main à l'intention des proches d'un parti par une économie axée sur le libre choix, les possibilités et l'abordabilité. Si un projet est sûr, légal et dans l'intérêt national, approuvons-le. Si une entreprise peut construire sans l'argent des contribuables, qu'elle le fasse dès maintenant. Si les travailleurs peuvent gagner de plus gros chèques de paie en produisant de l'énergie, des minéraux, de la nourriture, des maisons, de l'acier, de l'aluminium, du cuivre et plus encore, il faut que le gouvernement leur laisse le champ libre et les laisse agir. Laissons les entreprises se faire concurrence pour attirer des clients, et non pour obtenir des faveurs politiques. Laissons les entrepreneurs gagner parce qu'ils ont le meilleur produit, et non les meilleurs lobbyistes. Laissons les travailleurs gagner un bon chèque de paie au lieu d'attendre les largesses du gouvernement. Laissons les Canadiens bâtir leur richesse souveraine, au lieu d'emprunter des dettes souveraines.

Travaux des subsides

Le choix est le suivant: un capitalisme de copinage contrôlé par l'État, où l'influence politique devient la denrée la plus précieuse, ou un marché libre où le travail, l'épargne, la prise de risques et le service créent la prospérité pour tous. Les options sont un système capitaliste de copinage, contrôlé par l'État et imposé d'en haut, ou un système de libre entreprise, fondé sur le mérite et émanant de la base. Le choix se pose entre une aristocratie politique et une méritocratie économique.

Nous voulons que ce pays tienne à nouveau sa promesse envers la population: que toute personne qui travaille fort puisse se loger à un prix abordable, vivre dans des rues sécuritaires, avoir de quoi bien manger et réaliser ses rêves. Nous voulons un pays où nos concitoyens ont du succès grâce à la qualité de leurs produits et de leur travail, et non grâce à leur influence politique.

Nous ne voulons pas d'un pays de bureaucrates et de fouineurs, d'empêcheurs de tourner en rond et d'escrocs, de percepteurs d'impôts et de gardes-barrières. Nous voulons un pays d'artistes et d'aventuriers, d'entrepreneurs et d'explorateurs, de travailleurs et de guerriers, de pionniers et de patriotes. C'est ce pays que nous voulons bâtir. Maintenant, mettons-nous au travail.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il y a un an, les Canadiens ont pris une décision. Elle a été prise en fonction de la situation économique. Les gens étaient vraiment préoccupés par le président Trump, les droits de douane et le commerce. Ils étaient préoccupés par l'économie et l'abordabilité. Ils ont comparé le chef du Parti conservateur au chef du Parti libéral, qui avait été nommé gouverneur de la Banque du Canada et gouverneur de la Banque d'Angleterre, et qui avait mené une brillante carrière dans le domaine économique.

Le Canada a besoin d'un fonds d'investissement souverain comme le Fonds pour un Canada fort. C'est une mesure que les Canadiens appuieront, car ils savent qu'il faut soutenir à la fois l'économie canadienne et les Canadiens.

Pourquoi le chef du Parti conservateur n'appuie-t-il pas un gouvernement qui investit dans le Canada et dans les Canadiens?

• (1030)

L'hon. Pierre Poilievre: Le voilà qui recommence, monsieur le Président. Le député livre le même discours depuis les banquettes libérales depuis 10 ans. Il parle et en réalité...

Une voix: Comme vous le faites depuis 22 ans.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, ces 22 dernières années, j'ai eu raison sur chaque question économique, alors que le premier ministre libéral s'est trompé sur chaque question économique.

Le premier ministrea eu tort d'affirmer qu'il nous fallait des taxes sur le carbone plus élevées et plus étendues. Il a eu tort de dire qu'il fallait laisser 50 % du pétrole canadien dans le sol. Il a eu tort de témoigner devant un comité parlementaire contre l'oléoduc Northern Gateway, qui acheminerait aujourd'hui pour 30 milliards de dollars de pétrole vers l'étranger si le gouvernement n'avait pas bloqué le projet. Il s'est trompé lorsqu'il a déclaré que nous connaîtrions une déflation après la pandémie de COVID. Il a eu tort de dire qu'imprimer des billets n'entraînerait pas d'inflation. Il a eu tort de dire, il y a quelques semaines à peine, que l'abordabilité n'a jamais été aussi bonne depuis 10 ans. Comment se fait-il qu'il ait eu tort à ce point pendant si longtemps?

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je veux féliciter le chef de l'opposition officielle, parce que je pense qu'il a visé dans le mille en commençant son discours en qualifiant le nouveau Fonds pour un Canada fort de « patente à gosses ». Je veux le remercier au nom du Bloc québécois.

Le chef de l'opposition officielle possède une expertise en économie. J'ai entendu beaucoup de députés et ministres, et même le premier ministre libéral, comparer le nouveau Fonds pour un Canada fort au fonds souverain de la Norvège.

Le chef de l'opposition officielle pourrait-il expliquer la différence entre le fonds souverain, le vrai fonds souverain de la Norvège, et le fonds souverain du nouveau gouvernement libéral?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, j'aimerais remercier le député de ses compliments à propos de l'expression que j'ai utilisée, soit « patente à gosses ». J'essaie chaque jour d'apprendre un peu plus la langue française, la langue de Molière. Un peu de poésie, ça procure parfois du bonheur.

La différence, c'est que le fonds souverain de la Norvège contient des fonds. C'est simple. On n'a pas de fonds ici. Les gens de la Norvège ont des surplus, car ils prennent des revenus provenant de l'industrie pétrolière, qui représente 25 % de leur économie, et ils mettent ces revenus dans un fonds, ils les investissent.

Ici, on n'a pas de surplus, on a des déficits année après année. Ce gouvernement va simplement mettre cet investissement sur la carte de crédit. Il prend des grands risques avec l'argent des générations futures en mettant de l'argent sur la carte de crédit. C'est irresponsable et c'est le contraire de ce que font les gens de la Norvège.

[Traduction]

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, nous avons vu les statistiques. Au Canada, le nombre de fermetures d'entreprises dépasse celui des ouvertures depuis six trimestres consécutifs. C'est une véritable période de sécheresse entrepreneuriale. Bien sûr, on parle de Canadiens qui travaillent dur, ouvrant tôt, fermant tard et faisant des sacrifices personnels. Ils invoquent l'incertitude réglementaire, les retards dans l'octroi des permis et la surimposition. Ce sont là des dollars canadiens qui quittent bel et bien le pays.

Voici ma question pour le député: pense-t-il que ce fonds permettra de résoudre ces problèmes?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, c'est une excellente question. La députée a tout à fait raison. Depuis six trimestres consécutifs, le nombre de fermetures d'entreprises au Canada est supérieur à celui des ouvertures. Une enquête récente a montré que, en 2024, il y a eu deux fois plus d'entreprises canadiennes qui ont ouvert leurs portes à l'étranger qu'au pays.

Je tiens à dire aux gens ici qui prétendent jouer du coude que les Canadiens créent désormais plus d'entreprises aux États-Unis qu'au Canada. Au cours des 10 dernières années, 1 billion de dollars d'investissements nets ont quitté le pays. Selon Statistique Canada, la majorité des fonds de pension canadiens sont investis à l'étranger et non ici, chez nous, un problème qui s'est aggravé depuis l'entrée en fonction du premier ministre.

Revenons à la question qui était très précise: le million de petites entreprises de tout le pays en tireraient-elles profit? Bien sûr que non. Elles ne seront pas invitées au sommet sur l'investissement, qui sera réservé aux grandes multinationales qui détiennent le pouvoir politique. Les petites entreprises au service des clients seront perdantes. Les multinationales au service des politiciens au pouvoir seront gagnantes.

• (1035)

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face de son discours, mais je ne partage évidemment pas son pessimisme à l'égard du fonds souverain. Il y a des générations, il y a eu les obligations de la Victoire et les obligations de guerre. Tout au long de notre histoire, des Canadiens se sont mobilisés, en particulier à des moments où la souveraineté du Canada était mise à l'épreuve, où les Canadiens voulaient participer à l'investissement dans l'avenir qu'ils souhaitent bâtir pour ce pays.

Le député ne convient-il pas que le gouvernement met de l'avant une excellente occasion pour les Canadiens de participer à la prospérité et à la croissance?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, il n'y a ni prospérité ni croissance dont on puisse profiter. L'économie canadienne n'a pas connu de croissance depuis une décennie. En réalité, le Canada a affiché les pires résultats économiques de tous les pays du G7. Depuis que le premier ministre libéral est arrivé au pouvoir, rien n'a changé. Il n'y a eu aucune réforme réglementaire ni aucune réforme fiscale, et pas une seule loi hostile au développement n'a été abrogée. À part le fait de renommer la taxe sur le carbone « Norme sur les combustibles propres », il n'y a pas eu de véritable réforme fiscale. Enfin, et je suppose que c'est la seule différence, le déficit est maintenant deux fois plus élevé qu'il ne l'était sous Justin Trudeau.

Pour ce qui est de contribuer à la croissance de l'économie canadienne, les gens ont déjà la liberté d'investir dans un indice boursier canadien s'ils le souhaitent. Je ne comprends pas pourquoi ils auraient besoin que le gouvernement les oblige à s'endetter de 25 milliards de dollars sur la carte de crédit pour que le gouvernement libéral distribue cette somme, à partir de sa caisse noire, à de grandes entreprises influentes sur le plan politique.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, un des rôles qui seront dévolus à ce fameux fonds souverain — appelons-le comme ça puisque c'est le slogan que le gouvernement libéral lui a donné comme nom — va être d'investir dans les projets qui sont sélectionnés par le Bureau des grands projets. Or, les projets envoyés au Bureau des grands projets sont sélectionnés par le premier ministre lui-même.

Quand on nous dit que le fonds souverain serait indépendant, comment explique-t-on qu'il soit indépendant si c'est le premier ministre qui choisit les projets qu'il va financer?

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, le premier ministre veut être un roi économique. Il garde en place toutes sortes de réglementations qui nuisent aux entreprises. Les entreprises qui vont de l'avant sont frappées par de grandes taxes, sauf un petit groupe sélectionné par le premier ministre personnellement. Le dé-

Travaux des subsides

puté a entièrement raison; dans la loi, c'est le premier ministre qui a tous ces pouvoirs. Ce n'est pas une exagération. Ces entreprises spéciales vont pouvoir contourner toutes les règles et recevoir des subventions et des cadeaux de ce fonds. Ça ouvre la porte à la corruption et ça laisse des millions de petites entreprises en dehors de ces occasions.

Pourquoi ne pas ouvrir le libre marché pour que toutes les entreprises puissent être prospères?

[Traduction]

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, la question que je pose au chef de l'opposition porte sur le fait que ce fonds est, en substance, financé par l'argent public. Or, nous payons déjà pour assurer le service de notre dette nationale, et ce fonds ne fera que l'alourdir. À l'avenir, ce fonds aura des répercussions sur la capacité des enfants du chef de l'opposition, de ma fille et des jeunes Canadiens à mener une vie prospère.

L'hon. Pierre Poilievre: Monsieur le Président, les intérêts annuels se chiffrent maintenant à 60 milliards de dollars. Il s'agit d'argent pour les banquiers et les créanciers obligataires, et non pour les médecins et le personnel infirmier. Les intérêts sur la dette fédérale coûteront 3 400 \$ à chaque famille canadienne cette année. Ce montant augmentera de 50 % au cours des cinq prochaines années. L'intérêt sur la dette est le poste du budget gouvernemental qui connaît la plus forte croissance.

La mesure va enrichir les banquiers et les créanciers obligataires au détriment des vaillants travailleurs et compromettre l'avenir de nos enfants. Il faut donc rétablir la responsabilité financière, équilibrer les budgets et exercer un contrôle sur les dépenses.

Ryan Turnbull (secrétaire parlementaire du ministre des Finances et du Revenu national et du secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, personne ne sera surpris d'apprendre que je ne partage pas les opinions et le pessimisme du chef conservateur à la Chambre.

Je suis heureux d'avoir l'occasion de parler aujourd'hui du fonds d'investissement souverain que le premier ministre et le ministre des Finances ont annoncé juste avant la mise à jour économique du printemps.

Il ne fait aucun doute que l'économie canadienne se trouve à un moment très important, à un moment charnière. Partout dans le monde, les pays rivalisent pour les investissements, les talents et les possibilités. Les chaînes d'approvisionnement changent radicalement, les systèmes énergétiques mondiaux évoluent rapidement et les changements technologiques s'accroissent, en particulier avec la révolution de l'intelligence artificielle. Dans ce contexte, la force économique n'est pas le fruit du hasard. Elle se construit délibérément grâce à des politiques intelligentes, à des partenariats solides et à une orientation claire vers la croissance à long terme.

Le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut contrôler. Il y a beaucoup de choses qu'on ne peut pas contrôler, mais il y en a beaucoup qu'on peut contrôler. Nous pouvons bâtir une économie forte, durable et inclusive, une économie soutenue par un plan ambitieux visant à permettre la réalisation d'investissements de 1 billion de dollars au total partout au Canada au cours des cinq prochaines années. La réalisation de ce plan est en bonne voie. Dans la mise à jour économique du printemps, nous avons vu de nombreux signes de progrès.

Travaux des subsides

Alors que nous bâtissons un Canada plus fort, nous devons veiller à ce que tous les Canadiens puissent en profiter, aujourd'hui et pour les générations à venir. La mise à jour économique du printemps de 2026 s'inscrit dans la continuité du budget de 2025, avec des investissements stratégiques qui favorisent la productivité, l'innovation, la croissance et la compétitivité, et qui placent le Canada sur la voie de la prospérité à long terme. Cela signifie la réalisation de projets d'infrastructure et d'intérêt national d'envergure, comme les 21 projets énumérés, 125 milliards de dollars d'argent frais et plus de 60 000 emplois.

Cela signifie également la diversification des échanges commerciaux du Canada sur le plan international. Nous avons signé 20 nouveaux accords commerciaux et de sécurité et enregistré une hausse de 38 % des échanges avec les pays autres que les États-Unis sur le court terme, soit en l'espace d'environ huit mois. Nous soutenons également les travailleurs et les jeunes. Dans la mise à jour économique du printemps, il est question d'une initiative visant à recruter, former et embaucher 80 000 à 100 000 travailleurs qualifiés supplémentaires. En ce qui concerne la construction de logements, nous accélérons la mise à disposition de 7 milliards de dollars de financement à faible coût pour la construction d'appartements locatifs.

Cela signifie également protéger la sécurité des Canadiens. La mise à jour économique du printemps prévoit la création d'une agence contre les crimes financiers et la protection des lieux de culte. Ce sont là des initiatives très importantes. Nous investissons également dans des communautés fortes. Nous soutenons le sport, du terrain de jeu au podium. Nous soutenons les ports de plaisance, principalement dans le Canada atlantique, tout en reconnaissant qu'ils sont présents dans toutes les collectivités côtières et qu'ils sont essentiels à l'édification de communautés fortes.

Le gouvernement fait ces investissements clés tout en continuant de gérer ses finances avec rigueur, ce qui a permis au Canada, selon le Fonds monétaire international, d'afficher le deuxième taux de croissance du G7 et d'atteindre la position financière la plus solide du G7. Je me permets de le répéter. Selon le FMI, nous avons la position financière la plus solide du G7. C'est une bonne nouvelle. Je sais que les conservateurs n'aiment pas entendre cela, mais c'est une bonne nouvelle pour le Canada et certainement un signe que nous bâtissons la prospérité en position de force.

Parmi les mesures annoncées dans la mise à jour économique du printemps, il y a la création du Fonds pour un Canada fort, soit le premier fonds d'investissement souverain du Canada. Plus qu'un outil financier, c'est avant tout un investissement dans l'édification et l'avenir du pays, parce que le Canada croît à son propre avenir. Le Fonds s'appuie sur les revenus d'aujourd'hui, souvent générés par une force économique durement gagnée, et les investit dans un but précis, avec discipline et selon une vision à long terme.

Au lieu de tout dépenser dans l'immédiat, on construit, avec le fonds d'investissement souverain, des actifs durables qui peuvent soutenir les générations à venir. C'est l'objectif du Fonds pour un Canada fort. C'est exactement ce qu'il fera. Il aidera un plus grand nombre de Canadiens à participer à la création de la richesse générationnelle que nous réalisons ensemble. Grâce à une contribution fédérale initiale de 25 milliards de dollars, le fonds investira stratégiquement, de concert avec le secteur privé et selon des conditions commerciales, dans des entreprises et des projets canadiens qui stimuleront notre transformation économique.

● (1040)

Cela comprend des projets dans les domaines de l'énergie propre et conventionnelle, des minéraux critiques, de l'agriculture et des infrastructures dont nous avons besoin dans notre pays. Les rendements seront réinvestis pour faire croître le Fonds pour un Canada fort, ce qui permettra une croissance composée et renforcera sa capacité au fil du temps. À mesure que ce fonds se développera, il orientera les capitaux vers les investissements qui offrent le meilleur rendement potentiel pour le Canada et les Canadiens.

Afin de permettre aux Canadiens d'investir dans la croissance de notre pays et de bénéficier du rendement des investissements, le gouvernement lancera un produit d'investissement destiné au grand public, dont le capital sera protégé. Cela permettra aux Canadiens de participer directement à la prospérité à long terme de notre pays et contribuera à la constitution d'une richesse nationale durable.

Le Fonds pour un Canada fort fonctionnera de manière indépendante du gouvernement. Nous créerons une nouvelle société d'État dont les activités seront dirigées par un PDG et un conseil d'administration indépendant et compétent. Ce modèle garantira que, tant à court terme qu'à long terme, ce fonds restera concentré sur sa mission: soutenir la transformation de l'économie et créer de la richesse pour les Canadiens.

Des entreprises et des investisseurs canadiens se mobilisent pour bâtir l'avenir du Canada, et des investisseurs du monde entier choisissent d'investir dans cet avenir. Nous en avons vu de nombreux exemples, comme les investissements étrangers directs au Canada, qui ont atteint leur plus haut niveau en près de 20 ans, soit 97 milliards de dollars d'entrées de capitaux. Il s'agit d'un progrès important réalisé au cours des 20 dernières années. Nous considérons qu'il s'agit d'un haut fait. La RBC, la plus grande banque au pays, et le Régime de pensions du Canada, le plus grand régime de pensions au pays, nous ont dit que le Canada attire l'attention de nombreux investisseurs étrangers. C'est une preuve très convaincante que notre plan fonctionne.

Les projets transformateurs et les entreprises qui contribueront à bâtir une économie forte, indépendante et résiliente pour le Canada bénéficieront du fonds souverain. Le Fonds pour un Canada fort va encore plus loin en veillant à ce que tous les Canadiens bénéficient des rendements financiers que ces projets généreront.

Non seulement nous facilitons le démarrage de ces projets par l'entremise du Bureau des grands projets, mais nous veillons également à ce que nos partenaires autochtones puissent y participer grâce au programme de garantie de prêts que le gouvernement a financé. Nous voulons également que tous les Canadiens puissent bénéficier des recettes qui découleront des excellents rendements de bon nombre de ces grands projets d'infrastructure.

Voilà comment nous veillons à ce que les Canadiens contribuent directement à la prospérité à long terme du pays. C'est l'une des nombreuses mesures prises par le gouvernement pour bâtir un Canada fort. Outre le Fonds pour un Canada fort, le gouvernement s'emploie à créer un avenir prospère, concurrentiel et souverain grâce à des initiatives comme la politique « Achetez canadien » et le Bureau des grands projets.

Je veux prendre un moment pour parler de solidarité. Dans le célèbre discours qu'il a prononcé à Davos, le premier ministre a parlé de solidarité. Je pense que, plus que jamais, les Canadiens veulent faire partie du plan « Un Canada fort ». Ils veulent participer à l'édification du pays le plus fort et le plus prospère du G7. Cette vision les inspire, et je crois qu'ils sont conscients de son potentiel.

Le fonds d'investissement souverain, le tout premier au Canada — qui m'est longtemps apparu comme une bonne idée —, permet aux Canadiens de manifester leur solidarité en investissant de modestes sommes dans l'avenir du Canada, selon leur capacité, puis de profiter des retombées et de la prospérité que nous aurons bâtie ensemble. Pour moi, c'est un important geste de solidarité. Les Canadiens peuvent contribuer à bâtir le pays de bien des façons. Ils peuvent devenir des gens de métier spécialisés, mais ils peuvent aussi investir dans de grands projets d'infrastructure et des projets de grande envergure. C'est une façon d'apporter sa contribution.

Le fonds souverain s'associera à des investisseurs institutionnels du Canada et de partout dans le monde pour garantir que les Canadiens tirent de nombreux avantages de ces projets. Ces grands projets d'infrastructure contribueront non seulement à stimuler notre productivité, car bon nombre d'entre eux nous aideront à acheminer plus de marchandises vers les marchés étrangers et donc à diversifier notre économie, mais ils généreront également des retombées substantielles. Nous voulons nous assurer que les Canadiens peuvent en profiter.

La mise à jour économique du printemps présentait un plan clair pour bâtir un Canada fort et résilient, construit par des Canadiens avec des matériaux canadiens pour les Canadiens.

• (1045)

L'objectif est très simple, en fait. L'objectif, c'est que le Canada puisse soutenir la concurrence mondiale, attirer les investissements dont il a besoin et créer des débouchés ici, au pays, pour tous les Canadiens. C'est aussi de bâtir une économie résiliente face aux changements qui se produisent à l'échelle mondiale et aux nombreux défis et vents contraires auxquels nous sommes confrontés, une économie dont les résultats sont porteurs d'inclusivité et assez forte pour soutenir les générations futures. Nous voulons nous assurer que le Canada que nous bâtissons créera de la richesse générationnelle pour les Canadiens. Il faut faire, aujourd'hui, des choix réfléchis qui prépareront le Canada non seulement à croître, mais aussi à être un chef de file pour l'avenir.

Le Fonds pour un Canada fort illustre à merveille comment nous allons atteindre ces objectifs. Nous allons transformer les ressources d'aujourd'hui en possibilités pour demain et investir pour favoriser la prospérité à long terme, la résilience et un sentiment commun de réussite nationale. C'est animés par ce sentiment de solidarité que ressentent tous les Canadiens, cette fierté à l'égard de notre pays, cette force que nous avons en nous, cette détermination que nous avons en tant que Canadiens que nous voulons bâtir un avenir meilleur et le faire ensemble car, en tant que pays, nous participons tous à la même mission et à la même vision, et nous devrions tous participer à la prospérité que nous bâtissons ensemble et en bénéficier.

Je serai heureux de répondre aux questions.

• (1050)

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je trouve cela fascinant. En tant que conservateurs, nous pensons que le Canada est l'un des plus grands pays du monde et

Travaux des subsides

qu'il devrait être le plus riche. Nous disposons de ressources naturelles illimitées. Le monde entier nous envie pour nos ressources énergétiques. Pourtant, nous voilà confrontés à des déficits colossaux accumulés depuis 10 ans sous les gouvernements libéraux.

D'après le député, d'où devraient provenir les ressources destinées à ce prétendu fonds souverain?

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je sais que le député d'en face et moi avons de nombreuses divergences, mais nous sommes d'accord sur un point: le Canada est le plus grand pays du monde et il possède un potentiel énorme pour devenir encore plus fort et plus prospère qu'il ne l'est en ce moment. Voilà exactement ce que vise à faire le fonds souverain. Je répète qu'il s'agit d'aider tous les Canadiens à profiter de la prospérité que nous sommes en train de bâtir, ainsi que des grands projets, qui généreront des rendements élevés. Je sais que les députés d'en face croient en bon nombre de ces projets qui sont prévus dans leurs régions, qui vont profiter à leurs collectivités en créant des emplois et en générant de nouvelles recettes fiscales pour les autres ordres de gouvernement, y compris le gouvernement fédéral. Le fonds souverain va nous aider à donner aux Canadiens la possibilité de participer à cette prospérité.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, j'ai une question simple pour le député d'en face. On nous parle d'un fonds souverain, mais on sait très bien que c'est une mascarade, parce que, dans à peu près tous les pays du monde, il existe des fonds souverains. Ce sont des fonds qui sont basés sur des économies et qu'on décide de mettre de côté pour les besoins futurs. Cependant, dans ce cas-ci, ce ne sont pas des économies, c'est de l'endettement.

Voici mes questions pour mon collègue d'en face. De combien le Canada s'est-il endetté pour créer ce faux fonds souverain? Quel sera le coût annuel de cette dette supplémentaire pour les contribuables?

[Traduction]

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je sais que nous avons beaucoup à apprendre d'autres entités dans le monde similaires au fonds d'investissement souverain du Canada. Nous pouvons tirer des leçons du Fonds des générations du Québec et du Fonds du patrimoine de l'Alberta. Nous pouvons tirer des leçons de l'expérience de la Norvège et de Singapour. Bon nombre de ces grands fonds souverains générateurs de revenus ont été créés au fil des décennies. Je crois qu'il est temps pour le Canada d'en établir un. Nous aurions probablement dû le faire il y a 30 ans, selon moi, mais c'est vraiment une excellente chose que nous le fassions maintenant afin de nous constituer une réserve financière qui crée de la richesse au Canada et la distribue aux Canadiens ordinaires.

Travaux des subsides

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je me demande si mon collègue pourrait nous dire à quel point ces efforts sont importants dans le contexte de notre plan de bâtir une économie forte et saine. Nous nous sommes fixé comme objectif de devenir le pays le plus solide du G7. C'est notre objectif. Pour y arriver, il faut notamment reconnaître une chose: que ce soit la recherche de débouchés commerciaux, ou les mesures visant à attirer des investissements au Canada, ou le Fonds pour un Canada fort, ou le fonds d'investissement souverain, tous ces efforts font partie d'un ensemble beaucoup plus large présenté à la Chambre par le premier ministre et le gouvernement dans le but de montrer à quel point il est essentiel de bâtir un Canada fort pour tous les Canadiens.

• (1055)

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, c'est une question à laquelle je tiens beaucoup à répondre, car nous faisons beaucoup de choses sur de nombreux fronts.

De toute évidence, le Bureau des grands projets s'attaque aux problèmes auxquels le pays a été confronté en simplifiant les projets et en obtenant les approbations nécessaires dans les cas où les investissements n'ont pas été suffisants au Canada. C'est précisément l'objectif du Bureau des grands projets: éliminer un grand nombre d'obstacles à l'investissement au Canada et simplifier ce processus afin que nous puissions à nouveau réaliser de grands projets dans ce pays.

C'est une excellente nouvelle, mais ce n'est qu'une partie du tableau. Dans notre budget, nous avons proposé de nouveaux crédits d'impôt à l'investissement et renforcé les crédits d'impôt à l'investissement dans l'économie propre. Nous avons mis en place des déductions importantes et la passation en charges immédiate pour les entreprises partout au Canada afin qu'elles puissent investir dans de nouvelles machines et de nouveaux équipements, dans la recherche et le développement, dans la protection de leur propriété intellectuelle et bien plus encore. Ces mesures contribuent à attirer des investissements dans notre pays.

C'est exactement ce que nous faisons et le fonds souverain illustrent bien la manière dont nous veillons à ce que les Canadiens puissent en bénéficier.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, les gens de la Saskatchewan ont déjà vécu ce cauchemar: «Faites-nous confiance; le gouvernement peut faire mieux.» Cela me rappelle le gouvernement du NPD dans les années 1990 et au début des années 2000 en Saskatchewan, qui a investi l'argent des sociétés d'État et des contribuables dans des entreprises comme Spudco, dans laquelle il a perdu 30 millions de dollars, Navigata, dans laquelle il a perdu 12 millions de dollars, et des mégabingos, dont pas un seul n'a été exploité correctement et dans lesquels il a perdu 14 millions de dollars.

Le député vient de mentionner que de nombreux fonds au Canada et dans le monde sont semblables à celui-ci. La grande différence, et la partie qu'il a omise et que tous les libéraux omettront, c'est que tous ces fonds ont été créés avec des excédents budgétaires. L'Alberta, par exemple, a créé son fonds en 1972, sous l'ancien premier ministre Peter Lougheed, à une époque où il y avait des excédents. Ce fonds, qui valait 32 milliards de dollars au début de 2025, repose sur des excédents.

Pourquoi les libéraux ne comprennent-ils pas que les gouvernements font fructifier de l'argent quand ils en ont, et non quand ils en empruntent?

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, je ne comprends pas pourquoi le député d'en face s'oppose autant à l'idée que les Canadiens ordinaires devraient pouvoir faire cela. Quand j'étais enfant, je livrais des journaux. J'économisais de l'argent chaque mois, et mes parents m'encourageaient à acheter des obligations d'épargne du Canada. Il s'agit essentiellement de faire la même chose. Le gouvernement du Canada affirme que le fonds contribuera à attirer les investissements et à renforcer l'économie canadienne, et il souhaite créer des possibilités d'investissement pour que les Canadiens ordinaires, assis à leur table de cuisine, puissent dire: «Hé, nous voulons participer à la prospérité que l'on est en train de bâtir.»

Pour une raison que j'ignore, évoquer le fait que j'ai livré des journaux dans mon enfance déplaît aux députés d'en face, mais il reste que l'achat d'obligations d'épargne du gouvernement constituait un excellent moyen d'accumuler de la richesse, ce que mes parents m'encourageaient à faire quand j'étais jeune. Ce moyen a été utilisé pendant la guerre et chaque fois que notre souveraineté a été mise à rude épreuve au cours de notre histoire. À mon sens, c'est le moment idéal pour rendre le processus intéressant pour les Canadiens et pour leur donner l'occasion d'y participer.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, c'est hallucinant, ce que nous entendons aujourd'hui. Tantôt, en réponse à une question de mon collègue de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, l'honorable député d'en face a eu le culot de dire que le nouveau fonds souverain du Canada était similaire à celui de la Norvège, alors que, comme mon collègue l'a bien exprimé, ce sont deux choses complètement différentes.

Il y a une autre chose qui est différente dans l'argumentaire des libéraux relativement à ce nouveau fonds souverain. Ils disent que ce fonds est souverain et indépendant. Or on sait pertinemment qu'il s'agira de projets financés par le truchement du Bureau des grands projets et qu'ils découleront directement de décisions prises par le premier ministre. Ils nous le disent eux-mêmes.

Quand ils nous disent que ce fonds est indépendant, comment peuvent-ils justifier ça de façon claire, transparente et honnête?

[Traduction]

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, le député peut avoir l'assurance que l'organisme sera indépendant, car il s'agira d'une société d'État distincte, avec un conseil d'administration et un dirigeant indépendants, et l'organisme évoluera dans un contexte commercial. Il investira de l'argent afin d'obtenir un rendement pour les Canadiens. Nous verrons ce fonds croître au fil des années et nous continuerons d'investir dans de grands projets qui offrent un bon rendement financier et qui rapporteront des dividendes aux Canadiens ordinaires. C'est une excellente idée.

Je sais que les députés d'en face ont tout à fait le droit d'en débattre. C'est à cela que sert la Chambre des communes. Ce qui me pose problème, c'est leur attitude généralement pessimiste à l'égard d'un fonds d'investissement souverain. De nombreux exemples dans le monde montrent que cela peut vraiment contribuer au patrimoine national et générationnel.

• (1100)

Warren Steinley: Monsieur le Président, j'ai une question très simple. Lequel des amis banquiers du premier ministre sera à la tête de l'organisme responsable de ce fonds?

Ryan Turnbull: Monsieur le Président, ce qui est formidable avec ce fonds, c'est que nous tirons parti des solides assises financières du Canada. Encore une fois, le Fonds monétaire international a déclaré que le Canada a la position financière la plus solide du G7. Nous venons d'annoncer une réduction du déficit de 11 milliards de dollars. Nous avons réduit les dépenses de fonctionnement, dont la croissance est passée en moyenne de 8 % à 2 %. Nous faisons cela tout en soutenant les Canadiens au moyen de mesures d'abordabilité et en bâtissant une économie plus forte.

Nous voulons nous assurer que les Canadiens peuvent bénéficier du patrimoine générationnel que nous sommes en train de bâtir.

[Français]

Gabriel Ste-Marie (Joliette—Manawan, BQ): Monsieur le Président, je vais partager mon temps de parole avec mon collègue et ami le député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères.

Le Fonds pour un Canada fort, « qu'ossa donne »?

D'abord, on nous dit que c'est un fonds souverain. Moi, quand j'entends le mot « souverain », je me dis que ça doit être autonome, indépendant, un peu fier, un fonds qui décide tout seul. Or, on nous explique que c'est le gouvernement qui choisit les projets. C'est souverain, mais encadré; indépendant, mais surveillé; libre, mais avec permission. C'est un peu comme un adolescent à qui on dit qu'il est libre, tant qu'il rentre à 21 heures, qu'il fait ses devoirs et qu'il fait ce qu'on lui dit. Je me demande: un fonds souverain, « qu'ossa donne », si ce n'est pas souverain?

Après ça, on dit que ce n'est pas une dépense. Ça, c'est beau: 25 milliards de dollars, mais ce n'est pas une dépense. Imaginons ça dans la vraie vie: notre blonde arrive et a acheté un chalet, mais, non, ce n'est pas une dépense, c'est une opération non budgétaire adossée à un actif. En plus, elle ajoute qu'elle a emprunté pour le payer, mais ça ne compte pas. On parle de 25 milliards de dollars qui ne comptent pas. J'aimerais ça, avoir une carte de crédit qui fonctionne comme ça. On dépense, mais ça ne paraît nulle part: le rêve d'un Canada fort.

Les médias disent que le gouvernement s'endette moins que prévu, parce que l'économie a été un peu mieux que prévu; qu'il y a eu moins de catastrophes naturelles que prévu; qu'on construit moins de batteries que prévu; et que, les 25 milliards de dollars, ils ne les ont pas vus. Je me demande: un fonds qui coûte 25 milliards de dollars, mais qui ne compte pas, « qu'ossa donne »?

Attention, on emprunte 25 milliards de dollars pour investir là où le secteur privé ne veut pas investir, parce que c'est trop risqué et que ça ne devrait pas rapporter. C'est comme dire qu'on n'a pas d'argent et qu'on va emprunter. Pendant ce temps, les intérêts sur la dette augmentent, passant de 54 milliards de dollars aujourd'hui à 81 milliards de dollars d'ici quelques années. On parle de 81 milliards de dollars juste pour les intérêts, ce qui représente beaucoup plus que l'argent consacré à la santé. C'est comme payer l'hypothèque d'une maison toute sa vie, la maison n'est jamais à soi, mais on continue parce qu'on a le Fonds pour un Canada fort. Je me demande: un fonds qui augmente la dette, « qu'ossa donne »?

On compare ça à la Norvège qui, elle, s'il y a des surplus, investit à l'étranger dans des devises étrangères pour contrer le mal hollan-

Travaux des subsides

dais et pour mieux encaisser les chocs économiques. Son fonds vaut 3 000 milliards de dollars. Ici, on est en déficit et on emprunte. En plus, le Fonds choisit les projets décidés par le premier ministre, tout en étant souverain. Ce n'est pas la même ligue. En Norvège, c'est la LNH; ici, c'est du hockey cosom dans un sous-sol d'église, et on nous dit que c'est pareil. C'est comme dire: moi aussi, j'ai un compte en banque, comme Bill Gates. Oui, mais ce n'est pas le même chiffre qu'il y a dedans. Je reviens à ma question. Un fonds comme celui de la Norvège, mais pas comme celui de la Norvège, « qu'ossa donne »?

Partout sur la planète, il y a des fonds et, partout sur la planète, ils sont générés à partir de surplus. Partout sur la planète, ils ont un objectif clair. Le fonds de la Chine sert à acheter des infrastructures stratégiques partout dans le monde, comme des ports en Afrique ou en Europe. Ceux des pays du golfe Persique servent à mettre de l'argent de côté pour faire leur transition lorsqu'ils n'auront plus de réserve. Le Fonds des générations du Québec sert à réduire l'endettement pour les générations futures. Cependant, ici, c'est un fonds de dette qui sert à on ne sait pas trop quoi encore. Il s'agit d'un fonds de 25 milliards de dollars de dette qui va décider souverainement ce que le premier ministre va lui dire de décider.

Dans la mise à jour économique, on nous dit à quoi ça va servir. Tenons-nous bien et attachons notre tuque avec de la broche. À la page 63, le ministre des Finances a écrit ceci: « Le Fonds pour un Canada fort servira principalement à bâtir le Canada. ». Voilà la réponse à notre question, il fallait y penser. C'est bien vrai. On le sait maintenant, « qu'ossa donne ».

Ça devient encore plus beau. Le Fonds va financer des projets sans passer par le Parlement. Ça, c'est pratique. C'est pratique parce que, le Parlement, ça pose des questions, ça débat, ça dérange. Avec ça, on a une agence. Si ça ne marche pas, ce n'est pas le gouvernement, c'est l'agence. Qui est-ce qui l'a créée? C'est le gouvernement. Qui la contrôle? Ce n'est pas lui, puisqu'elle est indépendante. Elle est indépendante, sauf pour ce qui est de choisir les projets. Ça, c'est fait par le gouvernement. C'est comme dire qu'on ne conduit pas, mais qu'on tient le volant. Un fonds qui ne rend pas de comptes au Parlement, « qu'ossa donne »?

Je ne parle pas du reste: des agences, des structures, des couches de bureaucratie; on en crée encore et encore. En effet, quand ça ne marche pas, on n'améliore pas, on ajoute. C'est comme mettre des couches de peinture sur un mur craqué. À un moment donné, c'est pas mal plus épais, mais ce n'est pas du tout plus solide.

Il y a déjà une banque de l'infrastructure, il y a déjà des fonds, il y a déjà des outils, mais on en fait un autre. Le gouvernement a déjà créé la Banque de l'infrastructure du Canada pour financer le développement d'infrastructures. Son but, c'est, comme le fonds souverain, d'attirer le privé pour financer des projets d'infrastructure.

Travaux des subsides

● (1105)

Il existe aussi d'autres fonds, comme le Fonds de croissance du Canada. Au lieu de modifier le mandat de la Banque de l'infrastructure du Canada pour y inclure une participation directe dans les projets via l'achat d'actions, par exemple, le gouvernement décide de créer une autre structure, qui aura un autre directeur qui sera certainement très bien payé. C'est sûr que ça prend un autre président, un autre bureau et d'autres salaires, un beau grand Canada fort, mais surtout bien organisé. Un fonds de plus pour faire ce qu'on faisait déjà, « qu'ossa donne »?

Le bout que j'aime, c'est lorsqu'on nous dit que le privé va investir. Pourquoi le privé voudrait-il soudainement investir dans des projets que personne ne veut financer? C'est parce que le gouvernement en fait partie. C'est rassurant. En plus, on va peut-être garantir leur capital. C'est le rêve. Si ça marche, le privé gagne. Si ça ne marche pas, le public va payer. C'est du beau capitalisme. C'est la belle histoire du Dominion qui continue à s'écrire. Un fonds où le risque est public et où les profits sont privés, « qu'ossa donne »?

Pendant ce temps, des entreprises et des travailleurs souffrent à cause des droits de douane de 25 % sur l'acier, l'aluminium et le cuivre. La forêt et des régions entières sont affectées. Pour ça, il n'y a pas grand-chose. Cependant, on a un fonds. On a un beau gros fonds, invisible au budget, juste visible dans la dette et incertain dans les résultats. C'est comme si ma maison brûle, mais que je me dis que c'est correct parce que je me suis acheté un beau gros barbecue en acier inoxydable. Ça impressionne en titi. Je me suis donc posé la question non pas pour les accuser ni pour chialer, mais juste pour comprendre: le Fonds pour un Canada fort, « qu'ossa donne »?

Ça donne un fonds pas souverain, financé par de la dette, hors budget et contrôlé par le gouvernement, qui ne rend pas de comptes au Parlement, qui investit dans des projets risqués et qui espère que tout va bien aller. Ça donne de la complexité, de l'apparence et beaucoup d'espoir. Des espoirs, j'aime bien ça; j'en ai déjà eu. Cependant, d'habitude, ça me coûtait moins cher que 25 milliards de dollars.

[Traduction]

William Stevenson (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, ce serait drôle si la réalité n'était pas si triste.

J'aimerais connaître l'avis de mon collègue sur ce qu'a dit l'intervenant précédent au sujet de la volonté des Canadiens de pouvoir investir. Dans ce contexte, pense-t-il que les gens feront une contribution financière qui ne serait pas volontaire? Le gouvernement pige dans l'argent des contribuables pour le faire, ce qui représente une approche totalement différente de celle avancée par les libéraux.

[Français]

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord avec mon collègue.

Le premier ministre nous dit qu'on va investir pour bâtir un Canada fort, mais qu'en fait, c'est le privé qui va investir dans les projets pétroliers, les ports et tout ça, qu'il y a de l'argent à faire. Il attend un peu, il établit ses contacts, il fait le tour du monde, puis il se rend compte qu'il n'y a personne qui est au rendez-vous. Il se demande alors quoi faire, puis il se dit que la solution est de mettre notre argent.

Cependant, il s'est déjà endetté. Il a des déficits deux fois plus gros que ceux de Justin Trudeau. Il n'a plus d'argent, alors il se dit:

on va emprunter pour remettre ça, mais le privé va pouvoir embarquer. Comment le privé va-t-il pouvoir embarquer? Il nous a dit, la veille de la mise à jour économique, qu'il n'avait pas trop de détails à donner à ce moment, que peut-être l'argent pourrait être garanti et qu'il donnerait des détails lors de la mise à jour économique. Le lendemain, lors de la mise à jour économique, on nous a dit que les détails seront donnés dans quelques mois. Nous sommes donc dans le brouillard absolu.

Le Fonds pour un Canada fort fait à peu près la même chose que la Banque de l'infrastructure du Canada. S'il y avait une volonté d'investir de l'argent direct, de l'argent qui est emprunté, on pourrait modifier la structure plutôt que d'en créer une autre, ce qui n'est pas nécessaire. De toute évidence, le gouvernement choisit plutôt d'investir en s'endettant avec l'argent des contribuables pour des projets qui ne sont pas rentables pour le secteur privé.

● (1110)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, on peut dire que l'alliance contre nature entre le Bloc et le Parti conservateur est bien vivante: ils se sont encore une fois unis pour s'opposer à une bonne idée. Le Fonds pour un Canada fort a pour but d'appuyer, de manière très concrète, le développement potentiel de grands projets. Ces projets permettraient de créer des milliers d'emplois et d'augmenter le PIB du Canada.

Je suppose que ce ne sont que des mauvaises nouvelles pour le Parti conservateur et le Bloc aujourd'hui. Ils ne comprennent pas le principe qui sous-tend la création d'un fonds d'investissement souverain.

D'autres pays ont mis en place de tels fonds, alors pourquoi pas le Canada? Pourquoi le Bloc et le Parti conservateur s'opposent-ils à la création d'un fonds d'investissement souverain au Canada alors que d'autres pays dans le monde en possèdent?

[Français]

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, les libéraux voulaient eux aussi un fonds souverain et ils ont décidé d'appeler ça le Fonds pour un Canada fort.

Les fonds souverains sont bâtis à même les surplus, mais on est tellement endetté, ici. On a donc décidé de s'endetter encore plus pour le faire. Quels seront les détails et tout ça? Ça devait être dans la mise à jour économique, mais, quand la mise à jour a été présentée, on a dit que les détails seraient donnés quelques mois plus tard. Nous ne savons donc pas trop quels sont les détails.

On disait que plusieurs projets au Canada créeraient des emplois et que le privé participerait. Finalement, le privé n'est pas là, alors qu'est-ce qu'on fait? On fait, comme le disait le journaliste Francis Vailles, une « patente à gosses », parce qu'on ne comprend pas ce que c'est. Ça aurait pu être la Banque de l'infrastructure du Canada. Non, on veut une nouvelle structure à côté.

Travaux des subsides

Ça n'a rien à voir avec un fonds souverain. C'est un endettement de 25 milliards de dollars qui n'apparaît pas dans les opérations budgétaires, ce qui réduit artificiellement le déficit.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, l'argument du secrétaire parlementaire, essentiellement, c'est qu'il faudrait qu'on ait un fonds souverain ici, parce qu'il y en a d'autres qui ont des fonds souverains. Toutefois, ce qu'il oublie, c'est que les autres qui ont des fonds souverains ont des surplus au lieu d'avoir des dettes pour constituer le fonds souverain.

C'est un peu comme si je m'achetais une maison coûtant trois fois le prix que j'ai les moyens de payer. Disons que j'achète une maison de 10 millions de dollars alors que je gagne 50 000 \$ par année, parce que mon voisin, qui gagne 300 000 \$ par année, s'est acheté cette maison.

Est-ce que c'est logique d'agir comme ça, simplement parce que le voisin l'a fait, alors qu'on n'a pas les moyens de le faire?

Gabriel Ste-Marie: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord sur ce que mon collègue vient de dire.

Un fonds souverain, c'est généré à partir des surplus. Comme on n'a pas de surplus, on s'endette pour faire semblant. Ce n'est pas un fonds souverain du tout. Ce n'est pas pour rien que la plupart des analystes dans les médias demandent à quoi ça sert. Je répète les propos de Francis Vailles, de *La Presse*, qui a dit que c'était une « patente à gosses ».

Les fonds souverains ont un objectif clair. Or, à quoi sert ce fonds souverain? Je vais citer le ministre des Finances et du Revenu national, qui a indiqué ce qui suit à la page 63 de sa mise à jour économique: « Le Fonds pour un Canada fort servira principalement à bâtir le Canada ».

Eh bien, tout est dit.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, aujourd'hui, nous sommes ici pour discuter de la motion de l'opposition conservatrice concernant le fameux nouveau fonds souverain, soit le Fonds pour un Canada fort, que les libéraux ont annoncé dans leur mise à jour économique. En résumé, la motion des conservateurs, qui s'étend sur une page, soutient qu'on ne devrait pas avoir ce fonds et propose de l'abolir afin de limiter l'endettement, plutôt que d'endetter davantage les gens.

Je dois annoncer quelque chose tout de suite aux gens qui sont ici aujourd'hui. Ce n'est pas tous les jours que le Bloc québécois est d'accord avec les conservateurs. Je dirais même que c'est plutôt rare que ça se produise. Si, présentement, j'annonce mon intention, que l'ensemble des députés de mon parti devrait également partager, de voter en faveur de la motion conservatrice, je pense que cela envoie un signal. Ce signal est une mauvaise nouvelle pour les libéraux, mais ce n'est pas grave, car ils ont une majorité.

C'est triste, parce que si le gouvernement n'avait pas cette fameuse majorité, cela lui permettrait peut-être d'éviter des erreurs comme celle qu'il est en train de commettre. Les libéraux nous présentent le fonds souverain comme s'ils venaient de réinventer le pain tranché, en nous disant qu'il y a plein d'autres pays dans le monde qui ont des fonds souverains et que, en se constituant un fonds souverain, le Canada pourra être riche comme ces autres pays.

Si je vais à la banque et que j'emprunte 200 000 \$ parce que j'ai envie d'acheter une maison plus grande ou de faire des rénovations chez moi, je ne suis pas plus riche le lendemain matin parce que je me suis endetté de 200 000 \$. C'est exactement ce que les libéraux viennent de faire. Ils viennent de prendre 25 milliards de dollars et ils vont émettre des obligations, mais ils oublient peut-être quelque chose: il y a des intérêts à payer.

Il y a une autre chose qu'ils oublient. Il y a un fonds souverain, alors, ce montant de 25 milliards de dollars, il va falloir qu'ils en fassent quelque chose afin de pouvoir payer les intérêts. C'est ça, le pari des libéraux. Ils nous disent que, comme on a 25 milliards de dollars, on est riche. En fait, on n'est pas riche, on a des dettes. Ça s'ajoute à la dette déjà monstrueuse que le Canada a accumulée au fil des ans, particulièrement sous le dernier gouvernement libéral, qui est encore au pouvoir aujourd'hui. Ce gouvernement est là depuis plus de 10 ans. J'ai hâte de voir où ça va finir après les trois prochaines années, parce que ça commence à être inquiétant.

On est arrivé à un point où l'entièreté de la TPS sert à payer les intérêts sur la dette. Les intérêts sur la dette vont même dépasser l'argent qui est versé par Ottawa pour les transferts en santé. Bientôt, on ne pourra plus aller à l'hôpital. En fait, ce n'est pas qu'on ne pourra plus aller à l'hôpital, mais Ottawa ne paiera plus sa part pour les hôpitaux parce qu'on va être trop endetté. Qu'est-ce que le gouvernement va faire? Il va couper dans les transferts aux provinces. Toutefois, il a un fonds souverain.

À quoi sert un fonds souverain, de façon générale? Souvent, un fonds souverain est mis en place par des pays qui mettent de l'argent de côté quand ils ont des surplus parce qu'ils ne veulent pas créer une hyperinflation dans leur pays ou parce qu'ils décident de mettre de l'argent de côté en sachant que certaines ressources qu'on exploite aujourd'hui ne seront peut-être plus disponibles à l'avenir.

Comme on le sait, certaines ressources exploitées, par exemple, le pétrole, sont des énergies qui ne sont pas renouvelables. Une fois qu'on a vidé les puits de pétrole, il n'y a plus de pétrole dans le puits. Il y a des pays qui ont eu l'intelligence de mettre de l'argent de côté. Ainsi, le jour où il n'y aura plus de pétrole, ils auront encore de l'argent, au lieu d'avoir tout dépensé leur argent, et ils pourront continuer à aider leurs concitoyens. Ils pourront, par exemple, faire une transition énergétique, ainsi qu'une transition économique en mettant tout simplement de l'argent de côté de toutes sortes de façons pour continuer à financer, entre autres, les services publics qu'ils veulent donner à leur population.

Dans le cas qui nous concerne, nous nous demandons encore où sont les fameuses réserves d'argent provenant de l'exploitation pétrolière canadienne. La réponse est simple: on n'a pas mis une cenne de côté et on l'a tout flambé. On se réveille aujourd'hui et on dit qu'il aurait peut-être fallu mettre de l'argent de côté. Toutefois, il est un peu tard. On se rend compte, quand on se compare à d'autres pays, que ces pays commencent à avoir une meilleure situation économique que la nôtre.

Toutefois, une question se pose. Il faudra rembourser ce fonds souverain. À tout le moins, si on ne le rembourse pas, il va falloir payer les intérêts sur la dette. Comment fera-t-on pour payer les intérêts sur la dette? Si on n'arrive pas à générer davantage de revenus que le coût de la dette associée à ce fameux fonds souverain, que se passera-t-il finalement? On va s'appauvrir encore plus. Quel est le pari du gouvernement pour faire de l'argent pour enrichir les Canadiens? À quoi le fonds souverain servira-t-il? Il va servir à investir dans le Canada.

Travaux des subsides

• (1115)

C'est assez large. C'est à peu près n'importe quoi. On va investir dans le Canada, mais là on nous dit qu'on va investir pour attirer des capitaux privés. Je trouve ça intéressant parce que, généralement, quand on veut attirer des capitaux privés, c'est parce que les capitaux privés vont faire de l'argent. Pourquoi les capitaux privés investiraient-ils dans des investissements dans lesquels ils ne veulent pas investir présentement? C'est ça, l'idée du fonds souverain. C'est de prendre des projets risqués dans lesquels le privé ne veut pas investir pour faire en sorte qu'il y ait des investissements et que, finalement, les projets se réalisent. C'est exactement la mission de la Banque de l'infrastructure du Canada, ou BIC. Par tout hasard, on a décidé de doubler la structure avec 25 autres milliards de dollars, avec une autre pyramide bureaucratique, avec d'autres personnes qui vont obtenir des gros salaires pour gérer ça, plutôt que d'avoir confié le mandat à la BIC de continuer son travail. Nous pourrions longuement débattre de la BIC de façon large, mais ce n'est pas le sujet du débat d'aujourd'hui. Quelle est donc l'idée derrière ça, finalement? C'est une mascarade. L'idée est de donner un spectacle, d'annoncer la mise en place d'un fonds souverain comme le font les pays qui ont de l'argent de côté, alors qu'on n'a pas une cenne de côté ici. C'est ça, la réalité. On fait semblant d'avoir quelque chose qu'on n'a pas.

J'étais en train de dire qu'il va falloir rembourser cette dette, à tout le moins payer les intérêts. Comment fera-t-on pour payer les intérêts sur des projets dans lesquels le privé ne voulait pas investir initialement parce qu'ils étaient trop risqués et parce que le privé pensait qu'il ne pourrait pas faire de sous avec ça? Quelle est la méthode classique qu'on utilise? En fait, les fonds publics servent à réduire les risques des projets, et donc d'en absorber les risques et d'absorber les pertes si jamais les projets ne fonctionnent pas, ou du moins à faire en sorte qu'on rende le projet rentable pour le privé. S'il n'y avait pas de rentabilité initialement, c'est le public qui absorbera la perte. Comment fera-t-on pour faire de l'argent avec quelque chose dont le privé disait qu'il n'y avait pas d'argent à faire et pour, en plus, rembourser l'intérêt sur la dette de 25 milliards de dollars qu'on vient de faire? J'ai beaucoup de difficulté à comprendre comment on va arriver à faire ça. Je vais avoir besoin de sérieuses explications de la part des gens de l'autre côté de la Chambre. Pour l'instant, ce n'est vraiment pas fort. C'est surtout très inquiétant lorsqu'on joue au casino avec les fonds publics.

Ce gouvernement, tout ce qu'il cherche à faire, c'est du marketing pour nous vendre toutes sortes de beaux rêves. Ça m'inquiète parce que, en plus, les projets dans lesquels il va y avoir de l'investissement, ce ne sont pas des projets pour lesquels les décisions vont se prendre de façon indépendante. Le gouvernement nous dit qu'il va y avoir un conseil d'administration indépendant. Qu'en est-il dans la réalité? Les projets qui seront financés par ce fameux fonds souverain vont être ceux qui seront référés par le Bureau des grands projets. Quels sont les projets qui seront référés par le Bureau des grands projets? Ce sont les projets qui auront été choisis par le premier ministre. Ce qu'on nous dit, donc, c'est que le premier ministre choisira les projets référés au Bureau des grands projets, qui, eux-mêmes, vont être référés au fonds souverain. C'est surprenant, parce que c'est exactement ce qui se passe présentement avec la Banque de l'infrastructure du Canada. On va devoir m'expliquer qui fait quoi, mais c'est une autre histoire.

Comment vont-ils faire pour prendre les décisions en toute indépendance si, dès le départ du processus de sélection, le processus est politisé? Que signifie un processus politisé? Cela veut dire que

le premier ministre va choisir les projets en fonction de ce que lui considère comme étant de bons projets. Un projet dont on pense qu'il est bon et porteur d'avenir n'est pas toujours un projet pour lequel il y a des profits à faire initialement. Là où ça devient encore plus inquiétant, c'est qu'on invite M. et Mme Tout-le-Monde à mettre de l'argent dans ce fonds souverain en leur disant qu'il n'y a pas d'inquiétude, qu'on va potentiellement garantir leur investissement. En général, quand on garantit un investissement, c'est parce que le rendement va être moindre. Comment fait-on pour attirer des capitaux privés alors qu'on a garanti l'investissement des citoyens et qu'on a de l'intérêt à payer sur cette dette, sur ces fameux 25 milliards de dollars? La réalité, c'est qu'on risque d'avoir une comptabilité où on essaie de faire en sorte que les gens ne comprennent pas trop ce qui se passe.

Le fameux fonds souverain où tous les projets sont choisis par le premier ministre, moi, je trouve ça intéressant. On appelle ça un « fonds souverain », mais je pense qu'il manque deux lettres. On devrait l'appeler le « fonds du souverain ». On sait qu'on a un premier ministre qui s'inspire beaucoup de la monarchie et j'ai l'impression que c'est vers ça qu'on est en train de se tourner: une situation où le premier ministre, tout seul dans son bureau, décide totalement de ce qui va être l'avenir et de ce qui va se passer avec l'argent du monde, et ça, c'est particulièrement inquiétant.

• (1120)

Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, l'Institut économique de Montréal a déclaré ceci: « On n'a pas besoin d'une deuxième version de la Banque de l'infrastructure du Canada 2.0 ». De plus, le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités a formulé la recommandation suivante: « Que le gouvernement du Canada abolisse la Banque de l'infrastructure du Canada. »

Compte tenu de ces faits, le député reconnaît-il que les Canadiens n'ont pas besoin de ce fonds souverain?

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, la question de mon collègue est très intéressante parce qu'elle me permet d'aborder certains éléments que je n'ai pas eu l'occasion de mentionner dans mon discours.

On ajoute une nouvelle bebelles, qui est un fonds souverain, alors que la Banque de l'infrastructure du Canada existe déjà. Le Comité permanent des transports, de l'infrastructure et des collectivités, auquel je siège, a effectivement proposé d'abolir cette banque parce qu'on s'est rendu compte que c'était une bebelles politique qui servait de porte-tournante au gouvernement libéral.

On a vu Michael Sabia, le président, passer au ministère des Finances, au bureau du premier ministre et à la Banque de l'infrastructure du Canada. Il y a aussi tous les liens avec des firmes-conseils qui sont proches du gouvernement, comme BlackRock. En fait, je ne suis pas sûr que c'est BlackRock. Bref, tout ça pour dire qu'il y a lieu de se demander s'il est vraiment nécessaire de répéter ce qui existe déjà.

En plus, il y a d'autres institutions qui existent, comme le Fonds de croissance du Canada, la Banque de développement du Canada et Exportation et développement Canada. Il y a donc déjà plusieurs organisations qui peuvent financer des projets. Ce qu'on fait, c'est en rajouter des nouvelles pour faire du marketing.

• (1125)

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est quelque peu décevant de constater que les députés conservateurs et bloquistes s'accordent à dire que le pays n'a pas besoin d'une telle mesure. En réalité, s'ils faisaient preuve d'un peu de vision et d'un véritable leadership, ils comprendraient et reconnaîtraient la valeur réelle de la création d'un fonds souverain.

Il existe une différence notable entre ce qui est proposé et la Banque de l'infrastructure. Il est regrettable que les députés ne saisissent pas forcément la différence entre les deux. Nous avons la possibilité de générer des investissements pour renforcer l'économie. Je peux comprendre pourquoi le Bloc québécois s'oppose à ce que le Canada devienne un pays plus fort, relativement parlant, mais je ne comprends pas pourquoi les conservateurs s'opposeraient à cette mesure, que d'autres pays dans le monde ont adoptée, d'ailleurs.

Pourquoi ne serait-ce pas un bon choix pour le Canada si d'autres pays l'ont jugé nécessaire?

[Français]

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, la question de mon collègue est vraiment intéressante. Il dit que je ne connais pas la différence entre la Banque de l'infrastructure du Canada, ou BIC, et le fonds souverain que le gouvernement propose.

C'est difficile de vraiment connaître la différence parce que le gouvernement lui-même ne la connaît pas. Il n'a pas encore expliqué totalement à quoi va servir le fonds souverain et quel sera son système de fonctionnement. Or, selon ce qu'il a annoncé, l'objectif est à peu près le même. La différence réside plutôt dans le fonctionnement des deux appareils. D'un côté, il y a 35 milliards de dollars, et de l'autre, 25 milliards de dollars.

Or, que se passe-t-il avec les 35 milliards de dollars de la BIC? Les objectifs d'investissement sont basés sur des politiques émises par le gouvernement. Il y a des orientations en ce qui concerne les investissements que la BIC devrait faire. Dans le cas du fonds souverain, les investissements seront dictés carrément par le gouvernement parce qu'ils seront décidés par le Bureau des grands projets, qui est administré par le bureau du premier ministre.

Il y a donc encore moins d'indépendance et encore plus de politisation. C'est ça, la réalité.

[Traduction]

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Monsieur le Président, je remercie mon collègue du comité des transports et de l'infrastructure de son excellent discours. Comme nous l'avons mentionné lors des travaux du comité, et comme le député l'a lui-même dit à maintes reprises, nous dénonçons le manque de transparence qui entoure la Banque de l'infrastructure du Canada, les nombreux liens avec des membres de l'entourage du Parti libéral qui semblent être à l'œuvre et, bien sûr, les conditions très avantageuses accordées aux projets des initiés.

Le député craint-il que, avec le fonds de dette souveraine, nous nous engagions exactement dans la même voie? Pourrait-il nous en dire davantage à ce sujet?

Travaux des subsides

[Français]

Xavier Barsalou-Duval: Monsieur le Président, ce qui m'inquiète le plus dans ça, c'est que ça ressemble de plus en plus à une économie dirigée où c'est un gouvernement qui décide lui-même dans quel projet économique on va investir. Cependant, le rôle d'un gouvernement est de créer un climat favorable aux affaires et d'offrir des services publics à la population.

Je trouve ça très inquiétant, parce que le gouvernement va prendre des risques dans le cadre d'investissements et de projets, alors que c'est le privé qui devrait normalement prendre des risques dans le cadre de ces investissements et de ces projets. Finalement, on fait ça avec l'argent de M. et Mme Tout-le-Monde, qui en ont besoin pour obtenir des services publics et qui espèrent ne pas devoir payer pour leurs petits-enfants.

[Traduction]

Warren Steinley: Monsieur le Président, conformément à l'article 43(2a) du Règlement, j'aimerais informer la Chambre que les périodes d'intervention restantes du Parti conservateur seront partagées en deux.

Costas Menegakis (Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux d'intervenir au sujet de l'énoncé économique du printemps.

Avant de commencer, par contre, je tiens à rappeler une fois encore à quel point c'est un privilège et un honneur de représenter les formidables habitants d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill, une circonscription hautement dynamique et diversifiée qui se situe en plein cœur du Grand Toronto.

Aujourd'hui, nous débattons de l'énoncé économique du printemps. Prenons un instant pour nous mettre en contexte.

Le gouvernement libéral a de nouveau été porté au pouvoir le 28 avril 2025. Nous étions impatients de prendre connaissance du premier budget. Nous pensions qu'il serait présenté en mai ou, au pire, en juin. Vu que l'exercice commence le 1^{er} avril, nous nous étions dit qu'il serait prudent de présenter le budget à tout le moins après quelques mois, puisque l'élection avait un peu retardé les choses, sauf que non: le gouvernement libéral a décidé que l'idéal, ce serait de le présenter à la Chambre des communes, au Parlement, pas moins de sept mois après le commencement de l'exercice, c'est-à-dire sept mois après qu'il aurait dépensé les sept douzièmes de l'argent du budget qu'il allait présenter, ce qui n'a évidemment aucun sens. En tout cas, ça ne fait aucun sens aux yeux des Canadiens, qui savent qu'on ne doit pas dépenser son argent avant de l'avoir gagné ou d'avoir le droit de le dépenser.

Néanmoins, les libéraux ont présenté leur budget en grande pompe. C'était un projet omnibus de près de 500 pages, je crois. Nous avons alors pu constater qu'ils poursuivaient le même genre de leadership qu'ils avaient développé au fil des ans sous le règne de Justin Trudeau. Bien sûr, nous savons qu'il n'y a pas eu beaucoup de changements de l'autre côté, puisque la plupart des ministres actuels occupaient déjà ces rôles sous Trudeau. Nous ne nous attendions pas à beaucoup de changement, mais nous pensions qu'avec un nouveau premier ministre qui se vantait d'être un expert de l'économie et des systèmes bancaires, les choses seraient quand même différentes. Malheureusement, le gouvernement a continué d'afficher les mêmes déficits année après année, laissant très peu d'espoir aux Canadiens pour que l'économie se redresse bientôt.

Travaux des subsides

Cela dit, ils ont présenté le budget à la Chambre et nous en avons débattu. Après tous ces échanges, nous avons attendu avec beaucoup d'impatience le nouveau document que le ministre des Finances a présenté à la Chambre mardi dernier et qui s'intitule « Un Canada fort pour tous: Mise à jour économique du printemps de 2026 ».

Je me suis dit: « Il y a peut-être quelque chose de bon là-dedans. Ils avaient peut-être besoin de plus de temps pour bien faire les choses et s'organiser. » Et lorsque, la veille de la présentation de cette mise à jour, le premier ministre s'est adressé aux médias et a dit que le ministre des Finances aurait de « bonnes nouvelles » à annoncer, ça m'a rendu encore plus optimiste. Ça a donné plus d'espoir aux Canadiens.

Le jour de la mise à jour économique, à seulement une heure et demie de sa présentation prévue à 16 heures, chaque ministre et secrétaire d'État libéral qui a pris la parole à la période des questions s'est assuré de dire que nous allions entendre de « bonnes nouvelles » de la part du ministre des Finances. Je me suis alors dit qu'il devait y avoir quelque chose de vraiment bon à annoncer.

Comme nous tous ici à la Chambre et comme tant de Canadiens d'un bout à l'autre du pays, j'attendais qu'il prenne la parole, dans l'espoir d'un peu de répit financier pour les gens, les familles, les collectivités et les entreprises.

Puis, le ministre des Finances a commencé à parler et ces livrets ont été distribués à tous les parlementaires. Nous avons jeté un coup d'œil rapide au document pour en comprendre l'essentiel. Qu'avons-nous vu? Des déficits qui s'enchaînent d'une année à l'autre. Pourtant, l'ancien premier ministre, que l'actuel premier ministre considère comme un mentor, ne prévoyait qu'un déficit de 31 milliards de dollars pour l'exercice en cours.

• (1130)

Ce document nous a été remis, et le ministre des Finances a annoncé en grande pompe que de perdre 67 milliards de dollars était une bonne nouvelle pour le Canada. Il a été le seul à tenir ce discours. Puis, bien sûr, les libéraux l'ont applaudi à tout rompre, ravis et enthousiastes à l'idée que les Canadiens et le gouvernement du Canada perdraient 67 milliards de dollars supplémentaires.

J'ai parcouru le document pour voir quelles étaient leurs projections. Je me suis dit que c'était peut-être seulement cette année, mais non. Au cours des cinq prochaines années, ils prévoient des pertes à répétition, ce qui endettera les Canadiens de 363 milliards de dollars supplémentaires. Il n'y a aucun espoir de redresser l'économie, aucun espoir de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. En fait, on constate ensuite qu'ils empruntent tout cet argent. Ils ne peuvent pas imprimer l'argent; ils l'empruntent auprès des banques et des institutions financières. On peut supposer qu'ils empruntent à des banques canadiennes, américaines, asiatiques et européennes. Ils empruntent de l'argent partout où ils le peuvent.

Qu'est-ce que cela signifie? Cela signifie que nous devons payer des intérêts sur ce montant, comme tous les Canadiens doivent le faire pour leur hypothèque, leur voiture ou tout autre prêt. Les Canadiens paient des intérêts pour cela. On prévoit que les paiements d'intérêts dépasseront cette année le montant que nous consacrons aux soins de santé. Je pense que si nous frappions à la porte de n'importe quelle famille canadienne pour lui demander ce qui est le plus important entre payer des intérêts ou bénéficier de meilleurs soins de santé, elle répondrait à 100 % que ce devrait être les soins de santé. Or, c'est le contraire que nous voyons ici.

Les libéraux continuent d'emprunter et ils font grimper le poste budgétaire pour les intérêts à 80 milliards de dollars en cinq ans. Voici ce qu'on peut faire avec 80 milliards de dollars par année pour les Canadiens. Avec 80 milliards de dollars, on peut faire le doublage de l'oléoduc Trans Mountain. Avec 80 milliards de dollars, on peut construire 47 hôpitaux de la même taille que le tout nouveau et très bel Hôpital Cortellucci de Vaughan, dans la région d'York, où j'habite. Avec 80 milliards de dollars, on peut acheter 800 chasseurs F-35. Quatre-vingts milliards de dollars, c'est plus d'argent que tout l'argent transféré au titre du Transfert canadien en matière de santé. À ce moment-là, cette somme dépassera d'environ 30 milliards de dollars le montant que nous consacrerons aux soins de santé. Si on avait ces 80 milliards de dollars, on pourrait abolir la TPS. Chaque Canadien pourrait en profiter, mais non, on s'en sert pour payer des intérêts.

Le premier ministre, économiste et banquier, a beau avoir reçu une excellente formation dans de prestigieux établissements universitaires du monde entier, il lui manque toutefois l'expérience pratique. Les conseils qu'il a donnés au ministre des Finances, inspirés de ceux de son prédécesseur et mentor Justin Trudeau, se résument à poursuivre dans la même voie, celle qui consiste à endetter de plus en plus le Canada. D'ailleurs, ils trouvent maintenant des mots fantaisistes et attrayants, comme « fonds souverain », qui est bien sûr un fonds de dette. Ils pourraient créer un fonds souverain, mais il faudrait qu'ils aient de l'argent pour le faire. Or, s'ils ont annoncé au Parlement qu'ils allaient accumuler une perte de 67 milliards de dollars cette année, c'est qu'ils n'ont pas d'argent. Ils n'ont certainement pas d'argent s'ils affirment qu'ils vont devoir payer 80 milliards de dollars d'intérêts d'ici cinq ans, ou qu'ils vont alourdir la dette de 363 milliards de dollars; c'est pourquoi le premier ministre a eu cette idée fantaisiste.

L'autre chose qu'ils disent, en face, c'est qu'ils dépensent moins pour pouvoir investir davantage. En quoi dépensent-ils moins? Ils ne dépensent pas moins. Ils dépensent davantage. En fait, la somme la plus élevée jamais dépensée par le gouvernement du Canada dans l'histoire du pays depuis la Confédération se trouve dans le budget de cette année. Quand ils dépensent de l'argent, il n'y a pas de transparence. Nous ne devrions pas nous attendre à de la transparence de la part de ces libéraux. S'il y avait de la transparence, nous saurions qui avait l'argent de la caisse noire environnementale. S'il y avait de la transparence, le ministre des Finances ne dirait pas qu'il s'abstient de parler d'Alto, le fiasco de 90 milliards de dollars, parce que sa femme est vice-présidente principale de cette société. Il a dit qu'il avait participé à la décision, mais maintenant il se récusé parce que le monde a découvert que sa famille a un intérêt direct dans cette affaire.

En fin de compte, les Canadiens se préoccupent de l'abordabilité, de leur note d'épicerie, de leur paiement hypothécaire, de leur entreprise et de leur emploi. Le gouvernement est complètement insensible aux demandes du Canada.

• (1135)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je dirais que c'est le contraire. Ce n'est pas le gouvernement qui est insensible, mais bien le chef du Parti conservateur et l'ensemble des députés conservateurs qui veulent rester les bras croisés et ne rien faire ou, pour reprendre leurs propres mots, s'écarter du chemin.

Comparons cela à un gouvernement qui s'est montré très proactif en augmentant les exportations, en favorisant les échanges commerciaux, en attirant des investissements et en cherchant des moyens de bâtir une économie plus forte et plus saine. L'établissement d'un fonds souverain contribuerait grandement à l'avenir du Canada en créant des dizaines de milliers d'emplois et en favorisant une économie plus forte et plus indépendante. Les conservateurs nous disent de nous écarter du chemin. Je ne suis pas d'accord.

Je demande au député d'en face s'il ne voit pas l'intérêt pour le Canada...

• (1140)

Le vice-président: Je dois donner au député d'Aurora—Oak Ridges—Richmond Hill l'occasion de répondre.

Costas Menegakis: Monsieur le Président, le secrétaire parlementaire aurait une certaine crédibilité s'il ne tenait pas les mêmes propos à la Chambre des communes depuis les 11 dernières années. Les libéraux ont eu 11 ans pour bien faire les choses. Pendant 11 ans, le secrétaire parlementaire a défendu Justin Trudeau et, maintenant, il défend le premier ministre actuel. Pendant 11 ans, les déficits se sont accumulés. Pendant 11 ans, les libéraux n'ont pas répondu aux attentes des Canadiens.

Le député a raison sur un point: nous disons que les libéraux doivent s'écarter du chemin. Nous le pensons réellement. Ils doivent s'écarter du chemin. Ils devraient écouter ce que nous disons et laisser les conservateurs diriger le pays. On constaterait ainsi une grande différence, car ce sont les Canadiens qui en bénéficieraient, et non les amis hauts placés des libéraux.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, mon collègue a parlé des préoccupations des députés de ce côté-ci de la Chambre. Je pense aux jeunes de 18 ans qui, à l'heure actuelle, se projettent dans l'avenir. Au cours des six prochaines années, ils iront à l'école pour apprendre un métier ou une profession, puis ils devront composer avec les 406,6 milliards de dollars d'intérêts qui s'ajouteront à une dette toujours croissante.

Que pense le député de ce que le gouvernement est en train de faire à la prochaine génération de Canadiens?

Costas Menegakis: Monsieur le Président, c'est une question très importante, car nous parlons de la prochaine génération, de nos jeunes. Lorsque nous faisons le budget, nous planifions pour l'avenir, et les jeunes sont les futurs dirigeants de ce pays. Malheureusement, on leur a enlevé tout espoir. Ils ne peuvent pas trouver d'emploi ni acheter une maison. Lorsqu'ils se marient et fondent une famille, ils ne peuvent pas vivre dans la collectivité où ils ont grandi parce que tout coûte très cher.

Quand je dis « insensible », c'est ce que je veux dire. J'aimerais que le secrétaire parlementaire, le premier ministre et le gouvernement libéral frappent aux portes des Canadiens pour découvrir ce que ces jeunes ressentent. Ils sont désespérés et se disent que l'avenir n'est pas brillant pour eux. Ils cherchent des débouchés à l'étranger, ce qui est insensé.

Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, Lib.): À ce propos, monsieur le Président, j'ai fait du porte-à-porte récemment. J'ai frappé à bien des portes dans Terrebonne.

Compte tenu des résultats des trois récentes élections partielles, où le vote conservateur a dégringolé dans Terrebonne — je pense qu'il est passé de 18 % à 3 % — et où il a baissé de moitié dans

Travaux des subsides

University—Rosedale et Scarborough-Sud-Ouest, je me demande pourquoi le député pense que les électeurs canadiens dans leur ensemble sont si peu sensibles au brio avec lequel il contribue au débat.

Costas Menegakis: Monsieur le Président, je tiens à remercier le député d'avoir reconnu que je contribue au débat avec brio. Je lui suis reconnaissant de sa remarque.

Le député a parlé de trois élections partielles et il tente d'établir un lien avec le sujet du débat. Nous débattons du budget du gouvernement et de la dette qu'il impose aux Canadiens. Le député, lui, veut parler de politique et de pourcentages aux élections. Si les libéraux continuent ainsi, nous verrons bien ce qui se passera aux prochaines élections. Nous sommes là et nous n'irons nulle part. Nous continuerons de nous battre pour les Canadiens.

Le travail des députés de l'opposition officielle consiste à demander des comptes au gouvernement. Nous ne nous montrerons pas indulgents. Les Canadiens méritent mieux que ce qu'on leur donne.

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, les Canadiens ont reçu, présentée dans un nouvel emballage, une mise à jour économique sur l'état du déclin géré par les libéraux. Le premier ministre libéral a annoncé la création de ce qu'il appelle un fonds pour un Canada fort. Un soi-disant fonds d'investissement souverain.

Soyons précis, car les mots ont de l'importance à la Chambre. Un fonds souverain a besoin d'une chose par-dessus tout: de la richesse. Après 11 ans de mauvaise gestion libérale, de déficits galopants, d'inflation débridée, de chômage endémique et d'abandon de nos ressources dans le sol, le Canada n'a pas de richesse souveraine. Ce que nous avons en abondance, c'est une dette souveraine.

Les véritables fonds souverains, qu'ils soient en Norvège, à Singapour ou ailleurs, reposent sur des excédents budgétaires persistants. Ils sont fondés sur la discipline. Ils proviennent de gouvernements qui vivent selon leurs moyens et qui investissent les excédents de la prospérité nationale pour le bien des générations futures. C'est un concept simple que les libéraux ne semblent jamais avoir compris.

Qu'ont entendu les Canadiens cette semaine? Ils ont entendu parler d'un gouvernement libéral qui enregistre le plus grand déficit en dehors de la pandémie. C'est un déficit deux fois plus gros que celui que nous a légué le dernier premier ministre libéral. Ils ont entendu parler d'un premier ministre libéral dont les politiques ont fait grimper la dette fédérale de 1,3 billion de dollars. Ils ont entendu parler d'un gouvernement libéral dont les dépenses de programmes directes ont augmenté de 12,5 %, alors même que les Canadiens ont du mal à payer leur épicerie et leur loyer. Pour couronner le tout, on leur dit maintenant que 25 milliards de dollars supplémentaires seront empruntés aux contribuables. La carte de crédit nationale financera ce nouveau stratagème libéral.

Ce n'est pas un fonds d'investissement souverain. C'est un fonds de dette souveraine.

Travaux des subsides

Appelons ce prétendu Fonds pour un Canada fort par son vrai nom: une caisse noire libérale déguisée en fonds de dette souveraine. Le gouvernement libéral va emprunter de l'argent, dont les intérêts seront payés sur le dos des contribuables canadiens et des générations futures, alors même que les Canadiens croulent déjà sous les dettes. Le gouvernement libéral placera ensuite tout cet argent emprunté dans un véhicule d'investissement géré à des fins politiques. Il prendra des risques avec cet argent et espérera que les rendements dépasseront le coût d'emprunt. Si ce n'est pas le cas, ce sont les Canadiens qui y perdront. Si c'est le cas, les initiés libéraux profiteront des bénéfices générés aux dépens des Canadiens.

C'est sans parler du fait que les véritables fonds souverains ont des mandats d'investissement qui leur permettent d'investir à l'échelle mondiale. Ils ne sont pas artificiels et ne se contentent pas d'investir dans quelques projets nationaux spécialement choisis et liés à des proches du Parti libéral. Ce n'est pas la politique budgétaire saine dont le premier ministre libéral aime tant se vanter. C'est un pari risqué avec l'argent des autres. C'est l'argent des Canadiens.

Pour revenir aux proches du Parti libéral, parlons de ceux qui bénéficieront de ce fonds, car l'idée d'une caisse noire souveraine des libéraux n'est pas apparue en vase clos. En 2024, ce concept même de fonds d'investissement de plusieurs milliards de dollars a été proposé par nul autre que Brookfield Asset Management. N'oublions pas que le premier ministre libéral a été président du conseil d'administration de Brookfield pendant toute l'année 2024.

La proposition des initiés était simple. Il s'agissait de créer un grand véhicule d'investissement public et de demander à Brookfield de contribuer à sa gestion et d'y mettre son grain de sel en choisissant des investissements dans des projets appartenant à des initiés, projets qui obtiendraient un traitement réglementaire préférentiel et auraient accès à des approbations accélérées par rapport aux concurrents. Cet arrangement bénéficierait à Brookfield d'une deuxième façon, puisque l'entreprise proposerait d'investir elle aussi aux côtés du soi-disant fonds souverain et de participer à toute hausse de la valeur. L'arrangement lui bénéficierait même d'une troisième façon, puisqu'elle facturerait d'importants frais de gestion, peu importe le rendement du fonds.

Autrement dit, Brookfield prendrait l'argent des contribuables, le verserait dans une caisse noire conçue pour les proches d'un parti politique et permettrait à des acteurs financiers privés d'y participer; elle gèrerait les fonds, facturerait des frais puis choisirait des projets qui auraient des liens avec des proches du parti politique. Cela signifie que le premier ministre libéral et les proches du parti profiteraient du stratagème et siphonneraient les fonds de multiples façons, tandis que les Canadiens absorberaient les risques.

Revenons à cette semaine. Le premier ministre libéral, qui a entretenu des liens étroits avec Brookfield, et qui a eu des options d'achat d'actions et des parts dans cette entreprise, dévoile maintenant un fonds basé sur un modèle étonnamment semblable. Les Canadiens ont raison de se demander à qui profite réellement ce fonds. Est-ce un fonds pour les travailleurs qui ont du mal à se payer une maison? Est-ce un fonds pour les familles qui doivent payer 3 400 \$ par année en intérêts juste pour le service de la dette fédérale? Ou alors est-ce un fonds pour les sociétés financières bien branchées, les gens d'affaires et les amis proches des libéraux et du premier ministre libéral qui cherchent à gérer et à siphonner des milliards de dollars de capitaux publics?

C'est le même genre de corruption que nous avons vue de la part du premier ministre libéral précédent, mais avec plus de procé-

dures, de bureaucratie, d'organismes, de structures juridiques complexes, et avec une nouvelle image de marque libérale. Cela soulève de sérieuses questions sur les conflits d'intérêts. Quand le premier ministre libéral propose une politique qui ressemble beaucoup à une proposition faite par une entreprise dont il était le président, et à laquelle il était lié financièrement, les Canadiens méritent d'obtenir des réponses. Ils méritent de la transparence. Ils méritent de savoir si les décisions sont prises dans l'intérêt public ou dans l'intérêt du premier ministre libéral et de ses proches du milieu des affaires.

C'est une situation que l'on connaît bien. Ce n'est pas la première fois que cela se produit. Nous avons vu la même chose sous le gouvernement du premier ministre libéral précédent.

● (1145)

N'oublions pas que les libéraux ont déjà créé la Banque de l'infrastructure du Canada, le Fonds de croissance du Canada et la Banque de la défense. Chaque fois, ils ont promis d'attirer les investissements, de stimuler la croissance de la productivité et de favoriser la création de richesse. Chaque fois, ils ont mis en place de nouvelles structures bureaucratiques pour des consultants et des fonctionnaires grassement payés, ainsi que des postes dans le privé pour leurs amis libéraux, tout en injectant des fonds dans des projets liés à des initiés du Parti libéral. Malgré tout cela, le Canada affiche toujours le pire bilan en matière d'investissement parmi les pays du G7.

Combien de fonds faudra-t-il encore avant que les libéraux admettent que le problème ne vient pas d'un manque de structures gouvernementales? Le problème, c'est la politique du gouvernement libéral et la corruption des libéraux.

Réfléchissons un instant. Si un projet repose sur une analyse de rentabilité solide et qu'il est viable, concurrentiel et productif, il attirera naturellement des capitaux privés et les investisseurs le financeront, non pas parce que le gouvernement affirme qu'il sera couronné de succès, mais parce que le projet générera des rendements ajustés au risque qui dépasseront le coût de l'emprunt. C'est ainsi que fonctionnent les marchés libres. C'est ainsi que la croissance se concrétise dans la réalité. Cependant, si un projet ne peut attirer des investissements privés par ses propres mérites, pourquoi les contribuables canadiens doivent-ils assumer ce risque de perte? Peut-être parce que les bénéficiaires du projet seraient des amis des libéraux et des initiés du monde des affaires.

Au lieu de dépenser l'argent des contribuables, nous pourrions rapatrier 1 billion de dollars en argent de fonds de retraite que les libéraux ont fait sortir du Canada, en accélérant la délivrance de permis, en réduisant les impôts et en favorisant la libre entreprise. Pourquoi une mère célibataire ou un petit entrepreneur de Richmond Hill-Sud devrait-il assumer le risque lié à des investissements spéculatifs décidés pour des raisons politiques par les libéraux et qui ne profitent qu'aux initiés du monde des affaires? Ils ne devraient pas.

Prenons un peu de recul et examinons la situation économique globale telle qu'elle se présente sous le premier ministre libéral. Aujourd'hui, après un an de mandat du premier ministre, les données concernant le Canada sont les suivantes: le taux d'endettement des ménages le plus élevé du G7, le marché immobilier le moins abordable du G7, l'investissement par travailleur le plus faible du G7, la plus forte inflation alimentaire du G7, l'avant-dernière place en matière de productivité au sein du G7 et l'avant-dernière place au sein du G7 quant à l'ampleur du taux de chômage. La liste est encore longue. Je sais que les libéraux adorent les slogans, mais ce n'est pas là le bilan d'un Canada fort. C'est le bilan d'un déclin causé par la mauvaise gestion des libéraux.

Voilà maintenant qu'après tout cela, les libéraux demandent aux Canadiens de leur accorder leur confiance pour injecter 25 milliards de dollars dans ce fonds de dette souveraine tenant lieu de caisse noire destinée aux initiés du Parti libéral, mais les Canadiens ne sont pas dupes. La mise à jour économique de cette semaine ne peut être qualifiée que de mise à jour du relevé de la carte de crédit libérale. Cette mesure budgétaire doublerait le déficit laissé par le gouvernement libéral précédent et elle se traduirait par une hausse des dépenses, des impôts, de la dette et de l'inflation.

Examinons la mise à jour économique de plus près. On y trouve 37 milliards de dollars de nouvelles dépenses nettes, 3 milliards de dollars supplémentaires pour des caisses noires destinées au financement international de la lutte contre les changements climatiques, 11 millions de dollars pour une nouvelle série de séances de photos avec des investisseurs et 2,3 milliards de dollars pour subventionner des véhicules électriques construits à l'étranger.

La mise à jour économique du gouvernement libéral a vu juste sur un point. Elle prévoit une baisse de la croissance et une hausse de l'inflation cette année. À cela s'ajoute un fonds souverain tout juste créé, mais dépourvu de fonds. Il ne s'agit en réalité que d'un fonds de dette souveraine servant de couverture à une caisse noire libérale destinée aux initiés du monde des affaires.

Les Canadiens y voient clair. Ils comprennent bien ce qui se passe. On leur demande une fois de plus de payer plus pour en avoir moins. Les conséquences se font déjà sentir. Les Canadiens paient désormais 59 milliards de dollars par an en intérêts sur la dette, soit une hausse de 10 % en seulement un an. C'est plus que ce que nous dépensons pour les transferts en santé. C'est plus que ce que nous percevons au titre de la TPS. Ainsi, chaque famille canadienne devrait désormais débours 3 400 \$ pour payer les intérêts de la dette libérale, rien que pour assurer le service de la dette. Cet argent ne servirait pas à construire quoi que ce soit de ce que le premier ministre libéral prétend vouloir construire. Il ne permettrait pas de faire un seul des investissements que le premier ministre libéral dit vouloir faire. Plutôt, cet argent des Canadiens qui travaillent fort servirait uniquement à payer des intérêts aux banquiers et aux détenteurs d'obligations.

C'est pourquoi le soi-disant Fonds pour un Canada fort n'est pas la solution. Il s'agit là d'un symptôme d'un gouvernement libéral à court d'idées, qui croit que le simple fait de créer une nouvelle institution libérale, un nouvel acronyme libéral ou une nouvelle structure organisationnelle complexe, le tout présenté dans le cadre d'une nouvelle annonce libérale, avec l'argent des contribuables géré par des initiés du gouvernement libéral grassement rémunérés, suffira d'une manière ou d'une autre à relancer la croissance.

Le problème, ce n'est pas le problème en soi. Le problème, c'est que le gouvernement libéral est totalement incapable de cerner la

Travaux des subsides

nature du problème. La croissance ne découle pas des opérations de relations publiques menées par les libéraux ni des décisions dictées par le gouvernement d'Ottawa. Elle découle de la confiance des investisseurs et des consommateurs. Elle découle de l'absence d'incertitude sur le plan du commerce international et de la réglementation. Elle découle d'une économie concurrentielle et de marchés financiers efficaces. Le gouvernement libéral a réussi à saboter toutes ces conditions.

Si le premier ministre libéral voulait vraiment rendre le Canada plus fort et plus prospère, il ne créerait pas un fonds de dette souveraine aux dépens des Canadiens qui travaillent dur. Il supprimerait plutôt les obstacles qui freinent le pays. Il abrogerait la loi contre l'exploitation des ressources naturelles, le projet de loi C-69, lèverait l'interdiction des pétroliers, supprimerait la taxe sur le carbone pour les industries, abolirait l'impôt sur les gains en capital réinvestis au Canada et approuverait un ou deux projets de pipeline d'ici cet été. Voilà comment nous relancerons l'investissement et libérerons le potentiel de la libre entreprise. Voilà comment nous créerons des emplois et favoriserons la prospérité. Voilà comment nous générerons une richesse réelle et durable pour la prochaine génération.

Le Canada n'a pas besoin d'un fonds de dette souveraine servant de caisse noire pour les proches du Parti libéral. Il a besoin d'un gouvernement qui cesse de faire obstacle, qui libère l'économie et qui laisse les Canadiens créer la richesse dont ce pays a toujours été destiné à bénéficier, de génération en génération.

• (1150)

Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue a vraiment dénigré le type de fonds dont il est question alors que celui-ci a connu un immense succès dans des pays comme la Norvège et Singapour. Ces deux pays ont mis en place un tel fonds dans des circonstances similaires, alors qu'ils n'enregistraient pas d'excédent budgétaire.

Puis-je demander au député pourquoi il estime que ce genre de fonds est si peu efficace alors que des fonds similaires ont donné de bons résultats ailleurs?

• (1155)

Vincent Ho: Monsieur le Président, les autres pays ne laissent pas leurs richesses naturelles enfouies dans le sol. Ils n'empêchent pas leur main-d'œuvre locale de réussir. Ces autres pays, comme la Norvège, n'ont pas le taux d'endettement des ménages le plus élevé du G7, les logements les moins abordables du G7, l'investissement par travailleur le plus faible du G7, ni la pire inflation alimentaire du G7; ils ne se classent pas au deuxième rang des pays du G7 pour la pire productivité et le pire taux de chômage.

Pour une fois, le député devrait peut-être laisser de côté son manuel d'économie pour débutants et lire un rapport sur la situation de l'emploi. Il devrait aller faire un peu de porte-à-porte, discuter avec ses concitoyens et découvrir ce que les Canadiens vivent réellement au quotidien.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, ma question à mon honorable collègue est assez évidente.

Travaux des subsides

Il y en a qui nous reprochent de nous allier aux conservateurs, parce que nous sommes contre l'idée. Ça n'a rien à voir. Nous avons analysé la proposition du gouvernement, et il fait des comparaisons en disant que c'est semblable à d'autres fonds sur la planète. Il n'y a pas un seul de ces fonds qui a été financé en empruntant et en payant des intérêts sur cet emprunt. Donc, non seulement ce n'est pas un fonds souverain, mais ce n'est pas un fonds politiquement indépendant, parce que les projets seront choisis par le premier ministre au bout du compte.

Qu'est-ce que ce fonds a à voir avec le fonds souverain de la Norvège, le fonds souverain de l'Arabie saoudite et le fonds souverain de Singapour?

J'aimerais que mon collègue explique aux collègues libéraux à quel point ils sont dans le champ avec leur comparaison.

[Traduction]

Vincent Ho: Monsieur le Président, la question du député repose sur la prémisse que la caisse noire des libéraux n'a rien de semblable aux fonds souverains qui ont été créés avec succès par d'autres pays dans le passé.

Premièrement, les autres fonds souverains sont autorisés à investir à l'échelle mondiale dans un éventail de placements qui maximiseraient les rendements ajustés au risque. La caisse noire libérale, elle, se limiterait à quelques choix de placements qui favoriseraient des projets liés à des proches du Parti libéral.

Deuxièmement, cette caisse noire a été proposée par Brookfield, qui n'est nulle autre que la société financière dont le premier ministre libéral présidait le conseil d'administration en 2024. Et les députés peuvent-ils deviner quand elle a été proposée? C'était en 2024.

Ce fonds de dette souveraine nous rappelle de manière frappante la corruption libérale dont nous avons été témoins par le passé.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour féliciter Maria Gaihey, qui a déjà travaillé pour moi. En fin de semaine, elle s'est fiancée avec son petit ami Toby, et je souhaite les féliciter tous les deux.

Ma question à mon collègue porte sur les fonds souverains. L'Alberta a un fonds du patrimoine. C'est quelque chose qui a déjà été fait au Canada. Le fonds a été créé à un moment où l'Alberta réalisait des profits records grâce au secteur pétrolier. Ce fonds existe toujours, et sa valeur s'élève aujourd'hui à 32 milliards de dollars.

Je me demande si le député a quelque chose à dire à ce sujet.

Vincent Ho: Monsieur le Président, c'est précisément là que le gouvernement libéral fait fausse route. Il mettrait en place une nouvelle bureaucratie et un nouveau fonds qui seraient dotés en personnel et supervisés par des proches du Parti libéral. Rien que l'année dernière, le gouvernement libéral a déjà créé 13 structures bureaucratiques, toutes supervisées ou gérées par des proches des libéraux. Le gouvernement affirme que ce fonds serait géré de manière professionnelle, mais en réalité, il serait géré de manière à échouer et à ne profiter qu'aux initiés du monde des affaires. C'est l'une des plus grandes différences que nous constatons par rapport à d'autres modèles qui ont fait leurs preuves.

Nous pourrions mettre à profit nos ressources et attirer des investissements. Nous n'avons pas besoin d'alourdir la dette publique qui sera remboursée par les contribuables et la prochaine génération. Le

fonds d'investissement souverain devrait reposer sur une seule chose: la richesse. Or, ce qui ne manque pas, après 11 ans de gouvernements libéraux, c'est la dette.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, il est intéressant de noter que, il y a à peine un an, les Canadiens ont choisi un nouveau gouvernement, un nouveau premier ministre et une orientation qui, à mon avis, était assez claire. Comme d'autres députés, j'ai frappé à des milliers de portes pendant la dernière campagne électorale. J'ai une assez bonne idée des attentes des Canadiens. Je comprends assez bien pourquoi les Canadiens ont pris la décision qu'ils ont prise. Environ 8,5 millions de Canadiens ont voté pour le premier ministre, le Parti libéral et les plus de 300 candidats dans tout le pays. Les Canadiens ont obtenu le changement qu'ils voulaient au niveau gouvernemental.

Cependant, à écouter le dernier intervenant, il semble qu'il n'y ait eu absolument aucun changement dans l'approche du Parti conservateur à l'égard du Canada. Ses députés ne cessent de dire que rien ne va plus au Canada. Leurs allégations, que je trouve vraiment de mauvais goût et qui sont constantes, visent à donner l'impression que des députés sont corrompus. Les propos diffamatoires que tiennent les conservateurs à l'endroit du gouvernement sont assez lamentables. C'est vraiment continu.

Ce qui motive le premier ministre et tous les membres du caucus libéral, les électeurs nous l'ont exprimé: c'est le désir de faire du Canada un pays plus fort et plus sain. Ce n'est pas de s'écarter du chemin, mais de reconnaître que le gouvernement a un rôle à jouer. Voilà le message que nous avons reçu il y a un an, presque jour pour jour, lorsque les électeurs se sont rendus aux urnes.

Ils voulaient un gouvernement qui serait là pour protéger et défendre les intérêts canadiens en cette période d'incertitude économique, causée en grande partie par le président Trump, ses menaces de droits de douane et les différends commerciaux. Telle était la situation à laquelle les Canadiens étaient confrontés il y a un an, et ils voulaient entendre ce que les politiciens avaient à dire.

Les Canadiens ont mis les chefs de partis en balance. Le chef du Parti conservateur a été, pour ainsi dire, un politicien de carrière et rien d'autre. Les Canadiens l'ont comparé à l'actuel premier ministre, celui qu'ils ont choisi: il avait été nommé gouverneur de la Banque du Canada par un premier ministre conservateur, Stephen Harper, en plus d'avoir été gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Dans tous les pays du G20 et au-delà, le premier ministre est reconnu comme un éminent économiste, qui comprend véritablement l'économie. Voilà pourquoi le discours qu'il a prononcé à Davos a été si bien accueilli. Le premier ministre comprend comment construire une économie. Dès le lendemain des élections, le gouvernement a concentré tous ses efforts sur cet objectif: servir les Canadiens d'abord et avant tout.

En ce qui concerne les propos dénigrants que tiennent les députés du Parti conservateur sur l'intégrité de députés, que ce soit le premier ministre ou d'autres ministres, honte à eux de donner de fausses impressions aux Canadiens et de les induire en erreur ici à la Chambre, sur les médias sociaux ou dans les millions de courriels qu'ils envoient. Leurs propos causent du tort. On s'attend à ce que l'opposition officielle critique le gouvernement, mais j'ai été dans l'opposition pendant de nombreuses années et, comme je l'ai déjà dit, la marge est mince.

● (1200)

En fait, la marge est plutôt très large, mais les conservateurs l'ont quand même franchie. À tout le moins, la direction actuelle du Parti conservateur l'a fait dans le but de courtiser l'extrême droite, pour ne pas dire l'extrême, extrême droite. Peut-être que ça plaît à une partie de ses membres, sauf qu'il est temps de commencer à se concentrer sur ce que disent les Canadiens et sur l'intérêt du pays. Il est temps que le Parti conservateur extrême droitiste d'aujourd'hui et son équipe de direction à la Chambre commencent à s'intéresser plus aux besoins des Canadiens qu'à ceux de leur équipe de direction nombriliste. Si j'emploie ce genre de vocabulaire, c'est en réaction aux attaques personnelles qui n'arrêtent pas de fuser, comme quoi ce qui nous motiverait, c'est notre intérêt personnel ou l'offre de je ne sais quoi de politique à de supposés amis.

J'assure aux députés que le gouvernement a accordé des subventions à des conservateurs, à des néo-démocrates, à des libéraux et à des particuliers apolitiques. Ce n'est pas ainsi qu'on évalue le progrès qu'accomplit notre grand pays. Il s'agit avant tout de bâtir une économie canadienne solide, au bénéfice de tous les Canadiens. Voyons ce que nous avons mis en branle jusqu'ici. Conjuguées, ces mesures font la différence et elles donnent espoir en l'avenir de l'économie canadienne.

Tous les députés libéraux croient que le Canada est le meilleur pays où vivre dans le monde, et nous sommes déterminés à donner suite aux espoirs, aux désirs et aux besoins actuels de la population afin que le Canada continue d'être le meilleur pays où vivre dans le monde. Ça ne veut pas dire que nous devons nous tasser du chemin et ne rien faire. Regardons ce que le premier ministre, le ministre des Finances et, en fait, l'ensemble du caucus libéral ont proposé: un fonds d'investissement souverain.

Il y a une alliance contre nature entre le Bloc et le Parti conservateur. Ils forment l'opposition en ce moment, et ils se sont unis pour dire: « Non, non, ce n'est pas bon pour le Canada. » Il existe des dizaines de fonds souverains dans le monde, mais l'opposition ne croit pas que le Canada devrait avoir le sien. Avec notre fonds, le Fonds pour un Canada fort, nous avons une occasion fantastique d'offrir des débouchés aux investisseurs d'ici et d'ailleurs. Je me plais également à croire qu'il servira aussi aux gens qui ont un peu d'argent en surplus, et qui aimeraient pouvoir participer à un fonds stratégique qui contribue à notre souveraineté, avoir un outil pour afficher leur fierté à l'égard du Canada, profiter de certaines garanties et investir au pays.

En ce qui concerne l'administration, pensons au bureau chargé de la construction, le Bureau des grands projets, qui est situé dans les Prairies, comme il se doit. Jetons un coup d'œil à bon nombre des investissements prévus et à ce qui, à bien des égards, sera le moteur du développement au cours des prochaines années. Nous voulons des grands projets. Non seulement nous les voulons, mais nous voulons aussi qu'ils se concrétisent.

Travaux des subsides

Je dirais qu'il faudrait remonter plusieurs générations pour trouver un premier ministre aussi déterminé à attirer les types d'investissements nécessaires et à faire le travail nécessaire pour créer le type de soutien indispensable à la construction et à la réalisation de grands projets. Ce faisant, nous créerons des débouchés, nous créerons des emplois, nous augmenterons les revenus et nous stimulerons la croissance du PIB. Même si nous ne parvenons pas à accomplir tout cela d'ici un an ou deux, mettons le processus en branle.

● (1205)

Que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de la Chambre, il est un peu risible d'entendre le chef du Parti conservateur essayer de se comparer au premier ministre en disant que ce dernier ne comprend rien au fonctionnement de l'économie. C'est comme dire que Wayne Gretzky ne sait pas patiner ou que Céline Dion ne sait pas chanter. N'est-ce pas ridicule? Franchement, les conservateurs pensent-ils réellement qu'il existe qui que ce soit pour croire de telles affirmations de la part du chef du Parti conservateur?

Si je remonte à une semaine environ après les dernières élections fédérales, je me souviens du projet de loi C-5, la Loi sur l'unité de l'économie canadienne, et des mesures que le gouvernement fédéral a prises, littéralement quelques semaines après la reprise des travaux, pour éliminer les obstacles afin d'unifier l'économie canadienne, du moins, du point de vue national. Des efforts ont été déployés à l'époque, comme aujourd'hui, pour continuer d'inciter les autres premiers ministres à commencer à éliminer certains obstacles provinciaux. Qu'il s'agisse des produits de consommation ou de la mobilité de la main-d'œuvre, nous devons continuer à promouvoir, à encourager et à soutenir l'approche « Équipe Canada » pour bâtir un Canada fort.

Le besoin est là, et il a été démontré tout au long de la campagne électorale, lorsque les gens nous ont dit, à moi et à tout le monde, qu'ils s'inquiétaient de la dépendance du Canada à l'égard des États-Unis en raison des menaces de droits de douane sur nos produits. Nous avons réagi de bien des façons. Le projet de loi C-5 n'est qu'un de ces moyens: une économie canadienne unifiée. Cependant, ce n'était pas suffisant. Au cours de cette même période de deux ou trois semaines, nous nous sommes engagés à mettre sur pied le Bureau des grands projets, et le premier ministre a fait savoir que nous voulions entendre des idées. Nous voulions que les premiers ministres provinciaux et les intervenants, des secteurs privé et public, parlent des types d'idées qui nous permettront non seulement de bâtir, mais de bâtir à grande échelle.

Beaucoup d'idées ont été proposées. Les provinces ont répondu à l'appel de manière très concrète dans toutes les régions du pays. Pour la première fois, nous parlions de grands projets et de la façon dont le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux, en collaboration avec d'autres, peuvent accélérer, encourager et promouvoir de grands projets et, en fin de compte, les concrétiser chaque fois que cela est possible. L'Alberta est un excellent exemple. Pensons aux tensions qui régnaient en Alberta dans bon nombre des discussions qui ont eu lieu.

Travaux des subsides

Le premier ministre, qui a des racines dans les Prairies, à Edmonton, dans le Nord, est particulièrement sensible à cette situation et il souhaite que nous allions de l'avant avec de grands projets. C'est la raison pour laquelle, en ce qui concerne les pipelines, nous avons maintenant un protocole d'entente avec l'Alberta. Les députés se souviennent-ils de l'époque où le premier ministre et la première ministre de l'Alberta ont annoncé ce protocole d'entente et où nous en avons discuté? Certains des députés conservateurs de l'Alberta sont restés les bras croisés sans rien dire tandis que leurs collègues critiquaient le fait que, même si nous avons conclu un protocole d'entente, ce n'était pas suffisant.

Une voix: Oh, oh!

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, ils demandent: « Qu'est-ce qui se construit? » Eh bien, pendant les plus de 10 ans où le chef du Parti conservateur a été au pouvoir, les conservateurs n'ont pas construit le moindre pouce de pipeline vers la côte.

• (1210)

Contrastons ce bilan avec ce que le premier ministre actuel a fait en un an pour l'avancement de...

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député de Saint John—St. Croix invoque le Règlement.

John Williamson: Ce député induit la Chambre en erreur, monsieur le Président. Il y a quatre pipelines. Je fournirai les noms très bientôt...

Le vice-président adjoint (John Nater): Ce n'est pas un rappel au Règlement.

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre.

Le secrétaire parlementaire invoque le Règlement, et j'espère qu'il s'agit d'un nouveau rappel au Règlement.

• (1215)

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député me prête des intentions. Il affirme que j'induis intentionnellement en erreur...

Le vice-président adjoint (John Nater): Non, il a parlé d'induire en erreur et non d'induire intentionnellement en erreur. Il y a une différence, même si elle est subtile.

Arrêtons-nous un instant. Il y a des échanges de part et d'autre de la Chambre. Il nous reste 4 minutes et 51 secondes sur les 10 minutes de questions et observations. Il reste donc beaucoup de temps pour aborder ces questions...

Des voix: Oh, oh!

Le vice-président adjoint (John Nater): Le député peut conclure ses observations.

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je maintiens ce que j'ai dit; j'ai hâte que le député revienne à la Chambre pour m'indiquer quel pipeline vers la côte Ouest son chef a réellement fait construire. Il est vrai qu'il y a eu des pipelines vers les États-Unis, mais souvenons-nous de l'objet du débat.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kevin Lamoureux: Il dit que je m'embrouille, monsieur le Président. Il y a une différence entre l'ouest et l'est, d'une part, et le nord et le sud, d'autre part.

Le fait est qu'il y a de grands projets. La seule approche du Parti conservateur, c'est nous demander de nous tasser du chemin. Le gouvernement, quant à lui, reconnaît la valeur de sa participation, notamment grâce à des initiatives telles que le fonds souverain, qui changera la donne, et la Banque de l'infrastructure, à laquelle le Parti conservateur s'oppose systématiquement, comme on le sait. Nous avons vu des investissements se chiffrant littéralement en milliards de dollars dans différents domaines, réalisés par différents ordres de gouvernement et par le secteur privé. Ces fonds ont été injectés dans l'économie: les autobus, les transports, l'énergie et bien d'autres domaines. Le Fonds pour un Canada fort...

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, ce sont là d'excellentes idées, et si les conservateurs avaient fait leurs devoirs, ils le sauraient. Le problème, c'est qu'ils s'en remettent trop à leurs officines, à leurs interprétations partisans et à ChatGPT. C'est sur cela qu'ils s'appuient pour formuler leurs interventions à la Chambre des communes.

Les députés d'en face devraient se calmer.

Bref, lorsqu'une bonne proposition est présentée à la Chambre des communes, il n'y a rien de mal à la soutenir. Il n'y a rien de mal à admettre qu'une mesure est bénéfique pour le Canada. Cela ne signifie pas pour autant qu'un député doive y adhérer à 100 %. Il peut soulever certaines questions ou exprimer certaines préoccupations sur le sujet, mais on ne devrait pas laisser entendre que la proposition est contraire aux intérêts du Canada.

Qu'il s'agisse de la mesure qui fait l'objet du débat ou d'autres mesures annoncées par le gouvernement, ce qui nous motive avant tout, c'est de tenir compte de ce que les Canadiens nous disent sur le pas de leur porte. Les députés — ceux du caucus libéral, du moins — travaillent avec leurs concitoyens. Les députés nous font part de leurs réflexions, idées et préoccupations sur l'emploi ou l'abordabilité, et y répondent de manière concrète.

C'est ce que fait entre autres la mise à jour du printemps. Elle rassure les gens. C'est rassurant de savoir que le gouvernement veut stimuler l'économie et qu'il est prêt à rendre la vie plus abordable en offrant l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels et en bonifiant le régime de soins dentaires. C'est un gouvernement qui comprend que ça nous aidera d'accroître les débouchés commerciaux, d'attirer des investissements et de construire de grands projets, ce qui fera augmenter le PIB et créera des emplois si nécessaires. Ainsi, nous pourrions mieux financer les programmes sociaux.

Il est temps que les conservateurs changent d'attitude, qu'ils se mettent à écouter ce qu'on leur a dit aux dernières élections et qu'ils fassent passer les intérêts des Canadiens avant les intérêts du Parti conservateur. Je suis certain que s'ils suivaient mon conseil, ils s'en tireraient un peu mieux. Peut-être leur chef serait-il en meilleure posture à long terme.

• (1220)

John Williamson (Saint John—St. Croix, PCC): Monsieur le Président, je pense que votre décision était judicieuse. Comme vous l'avez dit, je n'ai pas utilisé le terme « intentionnellement ». À voir l'air ahuri du député quand j'ai dit que nous avions construit quatre pipelines, on comprenait bien qu'il avait passé trop de temps à lire les notes truffées de faussetés des libéraux.

Le projet Alberta Clipper d'Enbridge s'étend sur plus de 1 600 kilomètres. Le projet Keystone de TransCanada s'étend sur plus de 1 200 kilomètres. Il faut également compter l'inversion de la canalisation 9B d'Enbridge et le projet Anchor Loop de Kinder Morgan: ces pipelines permettent de transporter 1,2 million de barils par jour. J'ai travaillé au sein du gouvernement Harper à la construction du projet Énergie Est, que le gouvernement libéral a torpillé par voie réglementaire après un investissement de 1 milliard de dollars par TransCanada.

Dans quelle situation se trouverait le Canada aujourd'hui si le projet Énergie Est et les autres gazoducs et oléoducs que le gouvernement a torpillés avaient vu le jour?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, ce qui est bien avec le harsard, c'est qu'on a juste à le consulter pour savoir ce que j'ai dit. Le député vient de le prouver.

Le pipeline dont le député parle ne se rend pas jusqu'aux côtes, et c'est ce que j'ai dit. Pas un pouce de ce pipeline ne se rend jusqu'aux côtes. Par contre, le pipeline TMX s'y rend. Le projet n'a pas été réalisé sous les conservateurs, mais sous les libéraux. Le plus grand investissement dans un partenariat privé-public a été le projet de gaz naturel liquéfié du gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique et du gouvernement libéral fédéral. Ça n'a rien à voir avec Harper ou les conservateurs.

Les conservateurs parlent beaucoup. Souvent, ils se montrent très irrespectueux parce qu'ils sont plus occupés à salir les réputations qu'à contribuer à l'élaboration de bonnes politiques publiques.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, j'avoue que j'aime toujours quand les libéraux et les conservateurs s'obstinent pour savoir qui a construit le plus de pipelines. Pour eux, il n'y a plus de crise climatique pour eux. Ça n'existe pas, les changements climatiques, ni d'un côté ni de l'autre.

D'ailleurs, mon collègue d'en face a dit pendant son discours qu'il était vraiment content que le Bureau des grands projets soit situé dans les Prairies, parce que c'est là que les projets majeurs vont se faire. Il est en train de nous confirmer que le gouvernement va utiliser cet argent-là pour accélérer la crise climatique, sans aucune retombée pour le Québec, avec l'argent des Québécois.

Est-ce que c'est ça, sa vision d'un Canada fort?

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, c'est tout simplement faux, et le député sait très bien que ce qu'il vient de dire est faux. Parmi les grands projets, figure l'agrandissement du port de Montréal. Or, je rappelle au député que Montréal se trouve au Québec. En fin de compte, il y a de grands projets dans toutes les régions du Canada. Il faut bien que le Bureau se trouve quelque part, et je suis très fier que ce soit en Alberta.

Cela dit, penchons-nous sur les grands projets. Comme je l'ai dit, il y a l'agrandissement du port de Montréal et un projet nucléaire en

Travaux des subsides

Ontario. On peut parler des lignes de transport d'énergie dans le Canada atlantique, des pipelines en Alberta, des mines de cuivre et du GNL en Colombie-Britannique, ainsi que du potentiel du port de Churchill au Manitoba.

Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Monsieur le Président, nous entendons le premier ministre et mon collègue comparer le fonds d'investissement souverain au fonds norvégien. Le fonds d'investissement souverain de la Norvège est indépendant et il ne sert que le bien public. Il n'est pas utilisé à des fins politiques ni pour ce que les libéraux appellent des projets d'intérêt national, qui pourraient finir par canaliser de l'argent vers le pipeline dont rêve Danielle Smith sur la côte nord, des milliards de dollars pour un pipeline que le secteur privé n'appuie même pas, sans parler des Premières Nations côtières, qui s'y opposent.

Mon collègue est-il d'accord pour dire que le fonds d'investissement souverain devrait être indépendant et ne servir que le bien public, et non soutenir des projets privés qui ne sont pas économiquement viables?

• (1225)

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'ai pleine confiance en la capacité du Bureau des grands projets de formuler des recommandations et de prendre des décisions concernant les projets. Le fonds d'investissement souverain a du potentiel. Le député a parlé de pipelines. Cela va bien au-delà de ce type de projets.

J'espère que des fonds finiront par être acheminés à toutes les régions du pays, en reconnaissant que toutes les régions ont beaucoup à apporter à la richesse et à l'avenir du Canada, comme c'est le cas. J'encourage le NPD à l'appuyer. Je ne sais pas trop quelle est la position des néo-démocrates à ce sujet, mais j'espère qu'ils l'appuieront.

Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, Lib.): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours enflammé de 20 minutes. Je...

Une voix: Oh, oh!

Anthony Housefather: Je remercie également la députée de Lakeland, qui a le meilleur rire à la Chambre.

Monsieur le Président, il est curieux de constater qu'il existe tant de statistiques favorables sur le rendement du Canada au sein du G7, mais que certains députés de l'opposition prétendent que cela n'a guère d'importance. Ils se contentent de comparer notre rendement actuel à notre rendement passé, et ils ne se soucient aucunement du ratio d'endettement de la France ou de l'Angleterre. Puis, lorsqu'ils jugent que certaines statistiques nous présentent sous un jour défavorable par rapport aux autres pays du G7, ils les citent constamment.

Le député trouve-t-il cela contradictoire?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il y a de nombreuses années, j'ai suivi un cours sur les statistiques et sur la façon dont on peut, entre autres, en déformer le sens. En fin de compte, je crois que si nous comparons le Canada aux autres pays du G20 ou du G7, nous constaterons, plus souvent qu'autrement, que le Canada se classe parmi les trois premiers pays, et souvent parmi les deux premiers, en termes de rendement global. Je suis très satisfait de notre position par rapport à celle d'autres pays, en particulier ceux du G20.

Travaux des subsides

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, ce fonds de dette souveraine n'a rien de nouveau. Le gouvernement libéral a déjà mis en place des fonds de ce type. L'un d'entre eux est la Banque de l'infrastructure du Canada. Celle-ci est censée avoir dépensé l'intégralité de son enveloppe de 35 milliards de dollars d'ici 2027-2028, mais le 10 juillet, le directeur parlementaire du budget a indiqué qu'elle n'avait dépensé que 14,9 milliards de dollars et était donc à 21 milliards de dollars de son objectif. Ces libéraux échouent à chaque fois qu'ils tentent d'attirer des investissements. Ce premier ministre ne connaît que des échecs partout où il passe, que ce soit à la Banque d'Angleterre ou à la Banque du Canada. Il imprime de l'argent et provoque de l'inflation partout. Les habitants de la Saskatchewan ont déjà vu ce scénario, où le gouvernement pense pouvoir investir leur argent mieux qu'eux, et cela aboutit toujours à un échec complet et à un exode. J'ai peur de voir la même chose arriver au Canada, que j'aime tant.

Pourquoi les gens feraient-ils confiance à ce gouvernement corrompu et dépourvu d'éthique pour investir correctement leur argent?

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, le député tente de faire croire à la population canadienne que rien ne va plus au Canada et que tout est un échec total en véhiculant des informations factuellement fausses. Personne ne le croit. Pour ma part, je continuerai de soutenir que le Canada est et continuera d'être le meilleur pays...

Le vice-président adjoint (John Nater): À l'ordre. Le député de Regina—Lewvan invoque le Règlement.

Warren Steinley: Monsieur le Président, le député a dit que j'ai fait une fausse déclaration. J'aimerais qu'il précise ce qui était faux.

Le vice-président adjoint (John Nater): Cette fois encore, ce n'est pas un rappel au Règlement. Nous sommes à la période des questions et observations. Je ne vais pas donner l'occasion de répondre parce qu'il n'y a pas de rappel au Règlement.

[*Français*]

Nous reprenons les questions et les observations. L'honorable député de Lac-Saint-Jean a la parole.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, le nouveau fonds souverain du Canada n'est ni souverain ni indépendant, et, pourtant, mon collègue continue à le comparer au fonds souverain de la Norvège. La seule chose que ces deux fonds ont en commun — parce que, oui, ils ont une chose en commun — c'est le nom.

Ma question est très précise, et j'aimerais que mon collègue y réponde. Si le gouvernement achète un chat et dit à tout le monde que c'est un cheval, est-ce qu'il pense que les gens vont appeler ça un cheval ou un chat?

[*Traduction*]

L'hon. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je pense que, dans l'ensemble, les Canadiens sont très intelligents. Ils comprennent que des dizaines d'autres pays dans le monde disposent d'une forme ou d'une autre de fonds d'investissement souverains. La création du Fonds pour un Canada fort, qui sera le fonds d'investissement souverain national du Canada, est une bonne chose. Je peux comprendre que le Bloc ne souhaite pas voir ce projet aboutir. Je suis déçu que les conservateurs s'y opposent, mais au bout du compte, ce fonds générera des investissements importants. Il créera des milliers d'emplois, je dirais même à long terme. Il stimulera

l'économie. Il contribuera à la croissance du PIB dans son ensemble. Je crois que nous devrions soutenir cette initiative.

• (1230)

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, il y a une vieille blague à propos d'un homme qui accumule une énorme dette de carte de crédit, contracte une deuxième hypothèque, ouvre un compte d'épargne et dit à sa femme que cela ne leur a rien coûté. Cette blague décrit assez bien la politique économique du gouvernement, et c'est la population canadienne qui est le dindon de la farce.

Le premier ministre a annoncé la création de ce qu'il appelle un fonds d'investissement souverain de 25 milliards de dollars, et les Canadiens méritent qu'on leur explique concrètement ce qui leur est proposé. Commençons par la question la plus fondamentale: qu'est-ce qu'un fonds d'investissement souverain, exactement? Un véritable fonds d'investissement souverain serait constitué à partir d'excédents réels. Aujourd'hui à la Chambre, on nous a parlé de la Norvège. Le fonds de pension gouvernemental norvégien, ce modèle que le premier ministre aime tant citer, a été capitalisé grâce aux revenus du pétrole. Il dispose d'un actif de 1 billion de dollars parce que la Norvège a épargné quand tout allait bien.

Le Canada n'est pas la Norvège. La Norvège a de l'argent provenant du pétrole alors que le Canada, lui, a des impressions et un relevé de carte de crédit de 25 milliards de dollars. Nous accusons un déficit de près de 70 milliards de dollars rien que pour l'exercice en cours, soit le double de celui laissé par le gouvernement libéral précédent. Nous n'avons pas d'excédents à investir. Nous avons des déficits à rembourser, et les 25 milliards de dollars que nous placerions initialement dans ce fonds ne sont pas des économies. C'est de l'argent emprunté, peu importe l'angle sous lequel on examine la question. Autrement dit, c'est un financement par l'endettement, comme toutes les autres dépenses fédérales qui excèdent nos revenus. Le premier ministre ne crée pas de fonds d'investissement. Il crée un fonds de dette, et il devrait être honnête avec les Canadiens à ce sujet.

Soyons clairs sur ce que cela signifie pour chaque ménage canadien. Le gouvernement emprunte à un taux de 3,5 % ou 4 % sur des obligations à 10 ans, et il espère qu'une société d'État bureaucratique dirigée par des personnes nommées par favoritisme politique aura un rendement supérieur à ce coût. En réalité, c'est une pure spéculation dont les contribuables assument le risque, et non un projet d'intérêt national comme le prétend le premier ministre.

J'ai entendu des députés du gouvernement libéral dire que ce fonds sera différent, qu'il sera plus transparent, plus responsable et mieux géré. Je croirais davantage à cette affirmation s'ils pouvaient nous dire qui en sera responsable, comment les projets seront sélectionnés, quand le fonds sera opérationnel et quel lien il aura avec la Banque de l'infrastructure du Canada ou le Fonds de croissance du Canada. Ils ne peuvent répondre à aucune de ces questions aujourd'hui; nous le constaterons au fil de la journée. Je ne suis certainement pas la seule à les poser.

Cette annonce est tombée à plat. La proposition d'un fonds souverain a été accueillie avec un scepticisme quasi général, avec incrédulité et même avec raillerie. Le *Globe and Mail*, qui n'est pourtant pas connu pour ses opinions conservatrices, a rapporté cette semaine que les fonds de pension qui sont censés s'associer à ce projet, y compris l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, n'ont même pas été consultés avant cette annonce.

Il faut reconnaître à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada qu'il a déclaré que la clé du succès à long terme de tout organisme public de placement réside dans « un mandat commercial clair, une gouvernance solide et une indépendance opérationnelle ». C'est une façon polie de dire qu'il a des inquiétudes, et il a raison d'en avoir, car cette question touche au cœur même de tout ce projet. Le mandat du fonds est politiquement orienté vers les infrastructures nationales comme les ports, les mines et les corridors commerciaux, la diversification n'étant explicitement pas une priorité. Il ne s'agit donc pas vraiment d'un fonds d'investissement.

Selon ce qu'affirme le *Globe and Mail*, il s'agit d'un « instrument de politique financière hors bilan ». C'est en réalité un fonds souverain gouvernemental déguisé. Il ne s'agit en fait que d'un programme gouvernemental de plus. C'est du déjà-vu, et on sait ce qui en résultera. Technologies du développement durable Canada, dont les députés se souviennent peut-être comme de la caisse noire environnementale, a versé 400 millions de dollars à des projets favorisés des libéraux, ce qui a entraîné la déclaration de 186 conflits d'intérêts, aucune obligation de rendre des comptes et aucun résultat mesurable.

La Banque de l'infrastructure du Canada s'est également vue allouer 45 milliards de dollars pour les infrastructures. Elle n'a consacré qu'une fraction de cette somme à des travaux de construction, tout en versant 8 millions de dollars de primes depuis 2024. Le premier ministre a lui-même fait ces comparaisons en début de semaine. Avec tout le respect que je lui dois, je ne pense pas que cela constitue l'appui qu'il s'imagine.

● (1235)

Nous avons là un problème plus profond. Si les grands projets ne se concrétisent pas au Canada, ce n'est pas faute de capital gouvernemental, et c'est là où je veux en venir. Le capital ne manque pas au Canada. On peut demander à n'importe qui. Si un projet d'infrastructure n'aboutit pas, c'est presque toujours parce que les parties prenantes du secteur privé ont conclu qu'il n'était pas économiquement viable ou à cause du climat réglementaire absurde. On nous l'a bien dit. On ne remédie pas à un cadre réglementaire lourd en créant une nouvelle société d'État pour financer des projets que le secteur privé a déjà refusés. On corrige le problème en réformant réellement le cadre réglementaire. Des chefs de file de l'industrie ont même dit au *Financial Times* — pas un blogue conservateur, mais le *Financial Times* de Londres — que le gouvernement piétine dans ses efforts pour réduire les formalités administratives et que cette inaction occasionne des pertes commerciales supérieures au coût des droits de douane imposés par Trump. Les dirigeants du secteur forestier sont à bout. Les dirigeants du secteur pétrogazier sont aussi exaspérés, tout comme les dirigeants du secteur automobile. Et que faisons-nous? Au lieu de réparer ce qui ne fonctionne pas, on choisit encore une fois de contourner le problème.

Les libéraux ont créé un fardeau réglementaire qui coûtera 18 milliards de dollars par année. Les obstacles fédéraux au commerce interprovincial privent notre PIB de 200 milliards de dollars. Les libéraux sont accrochés au projet de loi C-69 sur l'interdiction des pétroliers, une politique d'incertitude qui a fait fuir un billion de dollars de l'économie canadienne en 10 ans. Au Canada, la fuite des capitaux n'a pas été causée parce qu'il n'y a pas de banque publique pour subventionner les projets, mais parce qu'il n'est pas rentable de faire des affaires ici. Une solution de fortune de 25 milliards de dollars ne referme pas un trou béant. Elle devient seulement une solu-

Travaux des subsides

tion de fortune très coûteuse dont les Canadiens finiront par payer la note.

Il existe d'autres solutions viables. On pourrait alléger sensiblement le fardeau fiscal de manière à laisser davantage d'argent dans les poches des familles, tous les mois, et à donner aux entreprises une raison de rester au pays ou même d'y ouvrir leurs portes. On pourrait faire le ménage dans les formalités administratives et les barrières commerciales, qui font perdre des centaines de milliards de dollars par année au chapitre de l'activité économique. Je ne comprends tout simplement pas pourquoi les libéraux n'optent jamais pour cette solution-là. Au lieu de financer un énième bureau à Ottawa pour qu'il mène des études de faisabilité en vue d'éventuellement, un jour, peut-être bâtir quelque chose, on pourrait accélérer les approbations afin que les chantiers de construction puissent être lancés. On pourrait se débarrasser des lois nocives, sans parler des mesures issues du projet de loi C-69, de l'interdiction des pétroliers et de la taxe sur le carbone pour les industries. Les libéraux font délibérément obstacle à la construction de pipelines, de mines et de terminaux méthaniers. Ce n'est pas nous, de ce côté-ci de la Chambre, qui le disons: ce sont les représentants des industries eux-mêmes. Rien de tout cela ne nous obligerait à nous renflouer en empruntant 25 milliards de dollars. On ne ferait que créer largement plus de richesse que le gouvernement ne pourrait jamais espérer le faire.

Voilà comment on bâtit un pays. Ce n'est pas en injectant de l'argent emprunté dans une société d'État dont le cadre de gouvernance, le mandat et les mécanismes redditionnels n'ont pas encore été définis, bien qu'ils aient déjà été annoncés, avec les détails à suivre, en laissant le soin aux Canadiens de payer la note.

La Chambre a le droit d'exiger des réponses que le gouvernement n'a pas fournies. Qui gère le fonds? Combien ont-ils reçu en frais de gestion? Selon quels critères les projets sont-ils approuvés? Qu'est-ce qui les empêche de devenir un autre véhicule pour les mêmes réseaux de copinage libéraux qui ne cessent de mettre le gouvernement dans l'embarras? Nous allons continuer à poser ces questions. Nous allons continuer d'être la voix de tous les Canadiens qui voient clairement dans son jeu.

Je n'ai pas vu beaucoup de gens emballés par cette annonce, exception faite des députés d'en face. Ils ne cessent de dire aux Canadiens que ces derniers n'en comprennent pas le potentiel et que cette nouvelle mesure mise sur l'espoir, mais tout ce qu'elle ferait est à l'opposé de ce que le gouvernement dit qu'il va faire. Il va dépenser de l'argent emprunté, choisir qui gagnera et qui perdra au sein de notre propre économie — et il y aura surtout des perdants —, et fausser le marché.

Au Canada, le déficit fédéral s'élève à 2,1 % du PIB. Il n'a pas baissé depuis l'année dernière; il a augmenté. Il va dans la mauvaise direction. Les intérêts sur la dette dépasseront les 80 milliards de dollars par année, soit le double de ce qu'ils étaient il y a à peine quatre ans.

Je terminerai en formulant une demande sincère au gouvernement. Rangeons ce chèque de 25 milliards de dollars, cessons les grandes annonces au Musée des sciences et de la technologie du Canada et essayons enfin quelque chose de vraiment nouveau, quelque chose que le gouvernement n'a pas réussi à faire en plus d'une décennie. Tassons-nous du chemin afin que les capitaux privés et les entreprises privées puissent être mis à contribution une fois pour toutes.

Travaux des subsides

● (1240)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai déjà eu l'occasion de poser quelques questions aujourd'hui. Un thème revient constamment du côté du Parti conservateur. Il s'agit d'une idée très simple, celle de se tasser du chemin. C'est ce que les conservateurs répètent, non seulement à propos de cette politique, mais à propos de pratiquement toutes les politiques qu'ils semblent vouloir privilégier.

Les députés du nouveau Parti conservateur croient-ils qu'il y a des mesures que le gouvernement peut prendre pour soutenir l'économie, par exemple des fonds souverains ou une banque de l'infrastructure? La députée a-t-elle...

Le vice-président adjoint (John Nater): La députée de Thornhill a la parole.

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, je sais que nous parlons aujourd'hui du fonds d'investissement souverain, mais ce n'est pas ce que propose le gouvernement. En fait, n'arrivent même pas à en parler dans leur question. Le fonds d'investissement souverain, ou plutôt le fonds de dette souveraine, qu'ils proposent est tout l'opposé de ce qui fonctionnerait vraiment. Ce fonds fonctionnerait dans une économie où il y a des excédents et des recettes provenant de l'exploitation des ressources. Il ferait des investissements à l'étranger et il ne fausserait pas le marché en choisissant les projets mêmes qui minent sa rentabilité pour les entreprises qui pourraient y investir.

C'est là le problème avec le gouvernement libéral. Leur solution consiste toujours à intervenir et à fausser, réglementer et subventionner le marché, de sorte que personne ne puisse investir ici. À preuve, des capitaux de l'ordre de 1 billion de dollars ont fui le pays.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, je félicite ma collègue pour son discours. Nous sommes parfois d'accord avec les conservateurs. Quand ça se produit, le gouvernement devrait peut-être écouter.

Le gouvernement, dans le cadre de son Fonds pour un Canada fort, qu'il aime qualifier de fonds souverain, a déterminé que la sélection des projets serait faite par le Bureau des grands projets et que ces projets auraient d'abord été choisis par le bureau du premier ministre.

Ma collègue trouve-t-elle rassurant de voir qu'un prétendu fonds indépendant devra au bout du compte sélectionner ses investissements parmi les choix du premier ministre?

[Traduction]

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, c'est toujours une journée intéressante lorsque nous nous entendons avec le Bloc québécois.

Le gouvernement vient de créer une 13^e structure bureaucratique. Toutes ces structures ont une chose en commun: elles servent à fausser le marché. Lorsque les entreprises décident de ne pas investir dans des activités, le gouvernement intervient pour remplacer des capitaux qui existent déjà au pays et il choisit les projets qui vont de l'avant. Cela va à l'encontre du fonctionnement du marché libre. C'est contraire à la façon dont le pays a été bâti pendant des générations. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi le gouverne-

ment libéral choisit toujours la mauvaise voie pour bâtir l'avenir du Canada.

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC):

Monsieur le Président, en ce qui concerne le fonds souverain de la Norvège, j'ai décidé de faire la même chose que le premier ministre parce que c'est un homme sage. Je me suis dit que j'allais utiliser presque tout le crédit de ma carte, transférer l'argent dans mon compte d'épargne et appeler ce dernier le « fonds de retraite de Scott ». Ensuite, je suis allé voir mon comptable, qui m'a dit que je ne prendrais jamais ma retraite. Je me demande si la députée peut m'expliquer pourquoi.

Melissa Lantsman: Monsieur le Président, c'est ce que certains appellent « les mathématiques de filles ». Moi, j'appelle cela des « mathématiques libérales ».

Il m'est déjà arrivé de faire la même chose. Je vois quelque chose de très cher que je ne peux absolument pas me permettre, et je l'achète quand il est à 5 % de rabais. Je me convaincs que je peux l'acheter parce que j'ai beaucoup d'économies. Voilà comment fonctionnent les mathématiques libérales. Voilà comment fonctionnent les mathématiques à la Chambre.

Les Canadiens n'ont pas besoin d'un fonds d'investissement. Ils ont besoin d'un gouvernement qui gèrera le coût de la vie de manière responsable et qui cessera d'utiliser la carte de crédit nationale, de sorte que les Canadiens n'aient pas à utiliser la leur pour faire l'épicerie.

● (1245)

Shannon Stubbs (Lakeland, PCC): Monsieur le Président, comme beaucoup de Canadiens, je me souviens d'une époque où ceux qui travaillaient fort étaient récompensés, où les gens pouvaient lancer une entreprise ou fonder une famille avec l'espoir d'un avenir radieux et prospère, et où le gouvernement ne mettait pas des bâtons dans les roues des entreprises, ne choisissait pas les gagnants et les perdants dans l'industrie et la société et ne cherchait pas tous les moyens possibles d'alourdir le fardeau fiscal des Canadiens, des entreprises et des entrepreneurs. C'était il y a un peu plus d'une décennie, sous le dernier gouvernement conservateur, dirigé par Stephen Harper. Le Canada avait un budget équilibré et un excédent de 1 milliard de dollars. Le Canada avait l'économie la plus forte du G7, avec la classe moyenne la plus nombreuse et la plus prospère au monde. C'est le Canada que les libéraux ont hérité. Depuis, ils ont imposé des lois punitives qui entravent et bloquent les Canadiens, les entrepreneurs, les investisseurs et les inventeurs avec une bureaucratie coûteuse, des messages contradictoires et des politiques et règlements qui changent constamment.

Travaux des subsides

Aujourd'hui, le premier ministre occupe le poste dont il a conseillé le titulaire précédent pendant les cinq dernières années, incitant ce dernier à adopter des politiques qui ont étranglé l'économie canadienne et fait fuir 1 billion de dollars d'investissements vers les États-Unis, ce qui explique sans doute pourquoi il a déménagé Brookfield de l'autre côté de la frontière. Les résultats sont éloquentes. Après 11 ans sous le même gouvernement libéral composé des mêmes principaux acteurs et une année sous le premier ministre actuel, le Canada affiche désormais le niveau d'endettement des ménages le plus élevé, les logements les moins abordables, le niveau d'investissement par travailleur le plus faible, l'avant-dernière productivité et le second taux de chômage en importance parmi les pays du G7. Le premier ministre ne peut pas mettre cela sur le compte de facteurs mondiaux. D'autres pays subissent les mêmes pressions et alors qu'il y font face en prenant des mesures concrètes et en concluant des accords commerciaux solides, les libéraux tardent à réagir et s'enlisent dans la confusion. Les Canadiens se trouvent dans cette situation parce que les politiques libérales pénalisent le travail et font fuir les investissements au profit d'une idéologie anti-développement et de la mainmise du gouvernement.

Quelle est la réponse des libéraux? Ils proposent un autre stratagème boiteux. Cette semaine, le premier ministre a annoncé la création d'un soi-disant fonds souverain ou, comme il l'appelle, « un fonds qui appartiendra à la population ». Je me demande si ce nom lui est venu lors de sa visite à Pékin. Au cours de cette longue opération médiatique purement rhétorique, il a déclaré que ce fonds financerait des projets d'envergure au Canada, car rien ne symbolise mieux la libre entreprise qu'un fonds public qui ressemble à une mesure de contrôle par l'État, n'est-ce pas?

Il a toutefois cité la Norvège et Singapour comme exemples. Examinons ses affirmations et comparons-les à son projet pour le Canada. La Norvège, bien sûr, est un État unitaire où il y a un seul gouvernement centralisé. Elle enregistre régulièrement des excédents budgétaires, car elle exploite ses abondantes ressources, notamment le pétrole et le gaz, ce qui stimule son économie, crée des emplois et finance des services publics solides sans accabler les contribuables. En fait, l'excédent budgétaire de la Norvège est l'un des plus importants au monde et dépasse de loin la moyenne de l'OCDE. Le gouvernement norvégien place cet excédent dans son fonds souverain.

Le premier ministre a également mentionné Singapour, une petite cité-État qui a su créer un milieu très attirant pour les affaires, qui se caractérise par des impôts peu élevés et un minimum de formalités administratives, ce qui attire les investissements, les emplois et les entreprises. À Singapour, les sociétés jouissent d'un taux d'imposition faible, d'importantes exonérations fiscales, d'une absence d'impôt sur les gains en capital, ainsi que d'un système juridique hautement efficace, transparent et indépendant chargé de l'octroi de permis et de l'exécution des contrats. Singapour attire les investissements; elle ne les fait pas fuir. Oh, et elle enregistre également un important excédent budgétaire. Le gouvernement singapourien place cette richesse dans son fonds souverain.

Au Canada, c'est une autre histoire. Le premier ministre a dit qu'il imposerait au Canada un déficit budgétaire de 66,9 milliards de dollars, soit le double de celui de M. Trudeau. Bref, c'est le contraire d'un excédent. Le premier ministre a également révélé que le service de la dette s'élèverait à lui seul à 59 milliards de dollars par année et qu'il augmenterait de 50 %, pour atteindre 80 milliards de dollars, en 2030. Bien sûr, ça ne s'arrête pas là. Le Bureau des

grands projets des libéraux, qui a coûté 264 millions de dollars, n'a approuvé aucun projet. Il n'y a ni date de début, ni date d'échéance, ni point de départ, ni point d'arrivée, et il n'y a pas vraiment de progrès concret concernant le pipeline promis par le premier ministre vers le Pacifique, et les formalités administratives des libéraux continuent de faire fuir les entreprises du Canada.

Pas plus tard que cette semaine, des chefs d'entreprise ont déclaré que les lois libérales hostiles au développement sont pires pour le Canada que les droits de douane imposés par M. Trump. François Poirier, PDG de TC Energy, a dit ceci: « Les capitaux vont là où ils sont les bienvenus. Depuis trop longtemps, ils ne se sentent pas les bienvenus ici. » David Pierce, de la Chambre de commerce du Canada, a dit: « J'ai entendu parler de projets d'exploitation des ressources qui nécessitent des centaines de permis en raison d'exigences fédérales, provinciales et municipales. » Il dit vrai. Enbridge, la principale société de pipelines en Amérique du Nord, a déclaré que « des changements doivent être apportés aux politiques et à la réglementation », non seulement pour la construction d'un nouveau pipeline, mais aussi « pour que les producteurs aient la confiance nécessaire pour augmenter la production ». Ce n'est pas ce que j'appelle un climat d'affaires intéressant.

Sous le gouvernement libéral actuel, le Canada n'affiche aucun excédent budgétaire à cause d'une fuite des capitaux sans précédent, surtout vers les États-Unis, qui a commencé en 2015 et qui empire tous les ans. Par ailleurs, le Canada n'exploite pas tout le potentiel de ses ressources naturelles et il n'en favorise pas l'exportation, que ce soit dans l'intérêt des Canadiens ici au pays ou de nos alliés à l'étranger. Au lieu de cela, le gouvernement bloque les projets, paralyse la production et interdit les exportations. Après, il se demande pourquoi il y a une fuite des capitaux.

Rien ne sert de comparer le soi-disant fonds d'investissement souverain du Canada, qui est clairement un fonds de dette souveraine, à ceux de la Norvège ou de Singapour, sauf pour donner l'impression que les libéraux ont un bon plan. En fait, c'est seulement une illusion.

● (1250)

Quel argent va réellement dans ce soi-disant fonds d'investissement? Il semble que le premier ministre ait eu une idée. On pourrait dire que c'est la bonne vieille méthode des libéraux. Bien sûr, ils prendront l'argent des Canadiens, comme ils le font toujours, car, en cas de doute, ils se contenteront de taxer les Canadiens: ils les taxeront jusqu'à les chasser de leur maison, de leur entreprise et, au bout du compte, du Canada. Le premier ministre a dit que les Canadiens qui avaient un petit surplus d'argent pourraient le lui donner — quelques dollars ici et là —, parce qu'il a besoin de plus de leur argent. Il pense qu'il n'en a pas assez pris.

Les libéraux veulent toujours dépenser d'abord, taxer tout et tout le monde ensuite. Pourquoi le premier ministre veut-il notre argent? D'abord, à quoi sert ce fonds de dette souveraine? Il semble que ce soit pour que le premier ministre ait le pouvoir de financer des projets triés sur le volet tout en prétendant qu'ils sont indépendants. Il pourra choisir les gagnants parmi une poignée de personnes et faire des perdants parmi le reste de l'économie canadienne. Il veillera, une fois pour toutes, à ce que les quelques chanceux qui récitent les beaux discours libéraux et qui répètent comme des perroquets son programme mondialiste, européen et néo-marxiste s'en mettent plein les poches, afin qu'ils puissent embaucher les meilleurs consultants, remplir leurs poches et ajouter quelques zéros de plus à leurs généreuses primes.

Travaux des subsides

Pour le reste, ils sont exclus et ensevelis sous les taxes, les règlements et les lois anti-développement. On leur dit d'attendre en file pendant que le premier ministre garde la porte grande ouverte pour ses copains de l'élite des grandes banques, tous ses acolytes qui l'ont aidé à parvenir là où il est rendu aujourd'hui. Comme l'a dit Dan Kelly, président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, « tous les autres propriétaires d'entreprise de la classe populaire [restent] coincés dans l'ancien système qui ne fonctionne pas ». Pendant ce temps, les banques alimentaires reçoivent 2,2 millions de visites par mois, deux fois plus qu'il y a sept ans. Les Canadiens sont obligés de se passer de produits de base et de remettre des aliments sur les tablettes. De plus en plus de jeunes Canadiens perdent espoir de pouvoir un jour acheter une maison, fonder une famille ou améliorer leur sort, peu importe à quel point ils travaillent fort.

Créer une nouvelle bureaucratie n'est pas la solution face au 1 billion de dollars d'investissements perdus. Ce n'est pas la solution face à toutes les occasions manquées partout au Canada après une décennie de règne libéral. Or, on dirait bien que les libéraux fonctionnent mieux? Nous connaissons la définition de la folie. C'est encore plus de bureaucratie, un autre fonds qui ne donne aucun résultat pour les Canadiens, mais des mots qui sonnent bien à l'oreille. Ce qu'ils ont accompli, c'est un plus grand nombre de bureaux financés par les contribuables et de cadres qui touchent des salaires à six chiffres pendant que tout le reste de la population souffre.

Au lieu d'injecter davantage d'argent dans un système défaillant, les libéraux devraient corriger les lois et les règlements qui l'ont rendu défaillant au départ, mais quel intérêt pour eux? Tant que les libéraux exerceront un contrôle total, grâce à leurs lois, leurs politiques, leurs taxes et leurs formalités administratives, ils pourront faire chanter les entreprises privées et les provinces pour arriver à leurs fins et mettre en œuvre leur programme politique. Ainsi, le premier ministre pourra s'assurer que son projet de s'immiscer davantage dans la vie des Canadiens, dans les compétences provinciales, territoriales et municipales, ainsi que dans le secteur privé canadien se concrétise. Cela me fait penser à un certain régime communiste. Après tout, le premier ministre semble désormais beaucoup plus à l'aise à l'idée de se rapprocher de Pékin puisqu'il autorise la circulation de ses véhicules électriques sur les routes canadiennes, alors même que la Chine espionne les Canadiens et s'ingère dans les élections, le milieu universitaire, les réseaux sociaux, les forces de l'ordre, la défense et l'exploitation des ressources naturelles de notre pays.

L'intérêt même du secteur privé et d'une économie libre est censé être l'absence d'ingérence du gouvernement et la liberté pour les entreprises de prospérer et de créer des emplois sans devoir payer des impôts exorbitants. En effet, l'allègement du fardeau fiscal se traduit toujours par une augmentation des recettes publiques, ce qui permet aux Canadiens de satisfaire à leurs besoins sans devoir compter sur les programmes gouvernementaux pour survivre. Cela est aussi nécessaire pour garantir la viabilité des mesures de soutien destinées aux Canadiens vulnérables qui ont réellement besoin d'un filet de sécurité.

C'est pourquoi les conservateurs ne cesseront jamais de se battre pour rendre l'énergie et les exportations canadiennes abordables et abondantes, pour réduire le coût de fonctionnement de l'État afin que l'inflation et les taxes demeurent peu élevées, pour favoriser la libre concurrence, ainsi que pour assurer l'autonomie, la souveraineté et la sécurité du Canada.

Les choses pourraient être différentes. Dans un pays aussi riche en ressources naturelles et humaines que le Canada, aucune entreprise ne devrait être acculée à la faillite et aucune famille ne devrait avoir à choisir entre se chauffer et nourrir ses enfants. La beauté et la résilience du Canada résident dans la diversité de ses régions, de ses ressources et de ses habitants qui travaillent, vivent et coopèrent sans être soumis à la microgestion du gouvernement, qui bâtissent le pays grâce à leur travail acharné et qui partagent les occasions et la prospérité afin de transmettre à la génération suivante un monde meilleur et plus fort, qui n'est pas contrôlé par Ottawa, ni freiné par les formalités administratives, mais animé par le travail assidu, l'innovation et la fierté de ce que les Canadiens peuvent construire eux-mêmes et de leur identité. C'est pour cela que les conservateurs ne cesseront jamais de se battre.

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté la position des conservateurs sur tout ce qui peut aider les Canadiens à l'avenir et sur les moyens d'accroître notre richesse et de faire croître notre économie. À moins que l'idée ne vienne d'eux, ils s'y opposent. À les entendre, on a presque l'impression qu'ils sont contre le Canada. Ils parlent de créer des débouchés pour les Canadiens, mais ils votent constamment contre les intérêts des Canadiens.

Ma collègue peut-elle me dire pourquoi ils continuent de voter contre le Canada?

• (1255)

Shannon Stubbs: Monsieur le Président, j'aimerais d'emblée donner un conseil à la députée. Je pense qu'elle devrait participer à la discussion sur les politiques plutôt que de prêter des intentions à des personnes dûment et équitablement élues, qui représentent des centaines de milliers de Canadiens et qui se soucient de notre pays autant, voire davantage, que quiconque, et c'est pourquoi nous nous battons si fort pour le sauver.

Je pense qu'en tant que députée libérale, elle devrait prendre la parole ici et expliquer tous les détails du fonds: comment il fonctionnerait exactement, qui le gèrerait et ce qu'il apporterait aux Canadiens qui n'ont pas les moyens de payer leur loyer ou leur hypothèque, ou même de se nourrir. Des gens doivent rationner leurs produits de base et faire des sacrifices parce que c'est ce que le gouvernement les oblige à faire. Il incombe à la députée de répondre à ces questions.

Dan Muys (Flamborough—Glanbrook—Brant-Nord, PCC): Monsieur le Président, ma collègue de Lakeland a tout à fait raison. Il y a 11 ans, le Canada avait la classe moyenne la plus riche et la plus prospère au monde, mais nous en sommes bien loin aujourd'hui. En raison du fardeau réglementaire et fiscal qui tarit et fait fuir les investissements, le Canada a le plus faible taux d'investissement du secteur privé dans son économie de tous les pays de l'OCDE.

J'aimerais que la députée nous dise ce qu'elle pense du fait que neuf mois se sont écoulés depuis que la création du Bureau des grands projets a été approuvée par voie législative et qu'aucun projet n'a été mis en chantier, alors que l'Allemagne a construit un terminal de gaz naturel liquéfié en 6,5 mois, les Pays-Bas en 6 mois et la Finlande en 4 mois.

Shannon Stubbs: Monsieur le Président, je remercie le député de militer sans relâche pour le développement énergétique et de redonner un pouvoir d'achat à tous les Canadiens, aux quatre coins du pays.

Il a tout à fait raison, évidemment. Le Bureau des grands projets n'est que le plus récent exemple des grandes promesses et des discours grandiloquents du gouvernement, qui s'efforce de faire accroire qu'il n'a plus rien à voir avec ce qu'il était avant alors qu'il est exactement le même, celui qui a fait fuir les investisseurs. Le député évoque d'ailleurs un détail déterminant: en 2015 — je me demande bien ce qui est arrivé cette année-là —, pour la première fois de l'histoire canadienne, les capitaux ont commencé à circuler depuis le Canada vers les États-Unis plutôt que l'inverse, et c'est de pis en pis depuis.

Maintenant, après une année, le Bureau des grands projets n'a pas désigné le moindre projet d'intérêt national. La plupart des projets qu'il annonce ont déjà été terminés, dans la plupart des cas après avoir franchi les étapes imposées par les organismes de réglementation ou les autorités de leur province. Il y en a un tas d'autres qui sont complètement dans les limbes. Il y a des centaines de personnes qui font beaucoup d'argent, mais les libéraux n'ont pas produit le moindre résultat, qu'il s'agisse de leurs promesses relatives à la réalisation de grands projets ou de celles d'alléger les formalités administratives et d'abolir les barrières au commerce interprovincial. Là est le problème. Ils...

[Français]

Le vice-président adjoint (John Nater): L'honorable député de Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères a la parole.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, d'entrée de jeu, je dois dire que j'ai été assez impressionné par l'intensité du discours de ma collègue. J'ai trouvé qu'il y avait beaucoup de contenu. Je n'ai pas réussi à tout attraper tellement il y en avait.

J'aimerais l'entendre parler davantage de la pertinence de créer un fonds comme celui-là, un fonds dit souverain, dans le but de bâtir des grands projets, alors qu'il semblerait que la Banque de l'Infrastructure du Canada soit déjà utilisée pour ça.

Pourquoi lancer un nouveau fonds alors que nous avons déjà un instrument pour faire la même chose?

[Traduction]

Shannon Stubbs: Monsieur le Président, nous sommes tout à fait d'accord. Les libéraux ne cessent de semer le chaos, l'incertitude et la confusion en créant une multitude de fonds qui ne donnent aucun résultat positif. Le coût de la vie ne cesse d'augmenter pour les Canadiens ordinaires.

Je pense que tous les partis de l'opposition doivent s'unir pour pousser les libéraux à dire exactement ce qu'ils comptent faire. Selon moi, les libéraux désigneront des gagnants et des perdants dans l'ensemble du pays, de la société et de l'économie conformément à leur programme visant à exercer un contrôle total, ce qui, comme ils nous le montrent à la Chambre, est leur objectif.

De plus, pour répondre à un autre commentaire, les députés savent-ils que 71 promoteurs sont actuellement devant trois organismes de réglementation canadiens, et qu'ils sont tous bloqués, que leurs projets ne sont pas accélérés de quelque façon que ce soit, peu importe...

Travaux des subsides

Le vice-président adjoint (John Nater): La députée de London-Ouest invoque le Règlement.

* * *

● (1300)

LES ATHLÈTES OLYMPIQUES ET PARALYMPIQUES DU CANADA

L'hon. Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, il y a eu consultations entre les partis et vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, à la fin de la période prévue pour les questions orales le mercredi 27 mai 2026, la Chambre se forme en comité plénier afin d'accueillir les athlètes canadiens des Jeux olympiques et paralympiques de Milano Cortina 2026, pourvu que:

- a) le Président prononce le mot de bienvenue au nom de la Chambre;
- b) le nom des athlètes présents soit réputé lu et imprimé dans les Débats de la Chambre des communes de cette journée;
- c) à la fin de ses délibérations, le comité lève sa séance;
- d) seuls les photographes autorisés soient permis de prendre des photos durant les délibérations du comité.

Le vice-président adjoint (John Nater): Que tous ceux qui s'opposent à ce que la députée propose la motion veuillent bien dire non. Le consentement est accordé.

La Chambre a entendu la motion. Que tous ceux qui s'y opposent veuillent bien dire non.

(La motion est adoptée.)

* * *

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE FONDS SOUVERAIN

Motion

La Chambre reprend l'étude de la motion.

Anthony Housefather (secrétaire parlementaire de la ministre de la Gestion des urgences et de la Résilience des communautés, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec la députée de Saanich—Gulf Islands.

C'est un plaisir de participer au débat d'aujourd'hui sur le plan du gouvernement visant à bâtir un Canada plus fort, plus indépendant et plus résilient pour tous. C'est un plan qui prévoit la construction de logements plus abordables. C'est un plan qui prévoit la construction d'infrastructures majeures. C'est un plan qui contribuera à transformer notre économie. C'est aussi un plan qui permettra de réduire les coûts afin d'aider les Canadiens à améliorer leur sort.

Avec la mise à jour économique du printemps annoncée en début de semaine, nous présentons un bilan clair et transparent du rendement de l'économie canadienne dans un monde de plus en plus incertain. Nous estimons que cette transparence est essentielle pour aider les entreprises à saisir de nouvelles occasions et donner aux familles la confiance nécessaire pour planifier leur avenir. Au cœur de ce plan figure l'annonce faite plus tôt cette semaine par le premier ministre et le ministre des Finances concernant le lancement du premier fonds d'investissement souverain du Canada, le Fonds pour un Canada fort.

Travaux des subsides

Au moyen d'une contribution fédérale initiale de 25 milliards de dollars sur trois ans, ce fonds investira de manière stratégique, aux côtés du secteur privé, dans des projets et des entreprises du Canada qui sont les moteurs de notre transformation économique. Il s'agira notamment de projets dans les domaines de l'énergie propre et conventionnelle, des minéraux critiques, de l'agriculture et des infrastructures.

Les rendements seront réinvestis pour faire croître le Fonds pour un Canada fort, ce qui renforcera sa capacité au fil du temps. À mesure que ce fonds se développera, il orientera les capitaux vers les investissements qui offrent le meilleur rendement potentiel pour le Canada et les Canadiens. Afin de permettre aux Canadiens d'investir dans la croissance de notre pays et de bénéficier du rendement des investissements, le gouvernement lancera un produit d'investissement destiné au grand public. Cela permettra aux Canadiens de participer directement à la prospérité à long terme de notre pays et contribuera à la constitution d'une richesse nationale durable.

[Français]

Le gouvernement fédéral va mener des consultations dans les prochains mois sur les spécificités de ce nouvel instrument. Des détails supplémentaires sur ce fonds seront donnés dans les prochains mois.

[Traduction]

Des entreprises et des investisseurs canadiens se mobilisent pour bâtir l'avenir du Canada, et des investisseurs du monde entier choisissent d'investir dans cet avenir. Les projets transformateurs et les entreprises qu'ils contribueront à bâtir créeront une économie forte, indépendante et résiliente pour tous les Canadiens. Le Fonds pour un Canada fort va encore plus loin en veillant à ce que tous les Canadiens bénéficient des résultats financiers que ces projets génèrent.

Il s'agit tout simplement d'un vote de confiance envers les entrepreneurs, les entreprises et les travailleurs canadiens, car, de ce côté-ci de la Chambre, nous savons que, malgré les énormes perturbations économiques auxquelles nous sommes confrontés, l'économie canadienne est particulièrement bien placée pour croître et prospérer au XXI^e siècle. Le secteur privé le sait, la communauté internationale le sait, comme en témoigne le fait que les investissements étrangers directs viennent d'atteindre leur plus haut niveau en 20 ans, et les Canadiens le savent. C'est pourquoi ils ont si hâte d'investir dans notre prospérité commune future au moyen de ce fonds.

Nous mettons ce fonds en place parce que nous savons que les changements géopolitiques et économiques dont nous sommes témoins sont soudains et sans précédent. Comme l'indique la mise à jour économique du printemps:

L'économie mondiale subit une profonde rupture depuis plus d'un an. La sécurité économique, la politique industrielle et les rivalités géopolitiques façonnent de plus en plus les investissements, les échanges commerciaux et les décisions financières. Le récent conflit au Moyen-Orient, qui perturbe des routes maritimes essentielles et occasionne des dommages à des infrastructures énergétiques, a entraîné une flambée des prix de l'énergie, mis en évidence la fragilité des chaînes d'approvisionnement mondiales et amplifié l'incertitude déjà très élevée.

Malgré ce contexte, l'économie du Canada a poursuivi son expansion, affichant un gain de 1,7 % en 2025. La récession a été évitée et l'activité intérieure est demeurée solide, même si la hausse des droits de douane [imposés par les États-Unis] et les tensions commerciales l'ont freinée. Les chaînes d'approvisionnement en Amérique du Nord [se sont avérées plus résilientes] que prévu, l'Accord Canada—États-Unis—Mexique [...] protégeant environ 85 % des exportations de marchandises canadiennes contre les récentes mesures des États-Unis.

Cela ne veut pas dire pour autant que, pour les 15 % qui ne sont pas protégés, il n'existe pas d'incertitude importante à laquelle nous devons faire face ensemble. La mise à jour poursuit ainsi:

Les entreprises et les travailleurs font preuve d'une résilience remarquable, malgré la grande incertitude. Les entreprises ont repris confiance et diversifient leurs fournisseurs et leurs marchés. En outre, le Canada, qui continue d'attirer des capitaux mondiaux importants, se trouve d'ailleurs à la tête des pays du G7 pour ce qui est des flux d'investissement direct étranger par habitant. L'enquête menée par Statistique Canada en 2026 sur les dépenses en immobilisations indique que les entreprises prévoient d'accroître leurs dépenses en immobilisations cette année. À la lumière de cette capacité d'adaptation, le Fonds monétaire international [...] s'attend à ce que le Canada se classe au deuxième rang du G7 pour ce qui est du rythme de croissance au cours de 2026 et 2027.

Les conditions du marché du travail sont demeurées résilientes. Depuis le début de 2025, le Canada a créé près de trois fois plus d'emplois par habitant [...] que les États-Unis [...] Le secteur privé a été à l'origine de la majorité de ces emplois [...] La croissance des salaires, qui est supérieure à l'inflation depuis maintenant plus de trois années consécutives, a fait constamment augmenter le revenu réel.

● (1305)

Du point de vue des finances publiques, la résilience de l'économie, soutenue par les politiques du gouvernement visant à répondre aux défis immédiats par de l'aide temporaire, a permis d'améliorer de 11,5 milliards de dollars le solde budgétaire [...] projeté en 2025-2026. Cette vigueur se répercute sur les exercices ultérieurs en améliorant le solde budgétaire, par rapport au Budget de 2025, de 10,7 milliards de dollars par année en moyenne de 2026-2027 à 2029-2030, avant les nouvelles mesures. [Grâce à cette marge de manœuvre financière, le gouvernement pourra] accroître l'abordabilité et relever le niveau de vie des Canadiens et des Canadiennes en prenant des mesures stratégiques ciblées, particulièrement au chapitre du carburant, de la nourriture et du coût du logement.

C'est dans le budget de 2025 qu'on a commencé notre stratégie visant à investir davantage dans les Canadiens. Selon la mise à jour économique du printemps:

Le Budget de 2025 a marqué un changement stratégique dans la façon dont le gouvernement gère les finances publiques, afin d'axer l'augmentation des dépenses en capital fédérales sur la mobilisation d'investissements, tout en assurant une gestion budgétaire responsable. En prévoyant d'importants investissements dans les infrastructures, l'innovation et le développement des capacités industrielles nationales, le Budget de 2025 a établi un plan clair pour bâtir l'économie la plus forte du G7.

Ce plan budgétaire reste ancré dans la responsabilité financière — non pas pour son propre bien, mais pour créer la capacité d'investir dans la force économique à long terme et une plus grande autonomie. Conformément à cette approche, les décisions prises dans la mise à jour économique du printemps sont guidées par les deux cibles budgétaires du gouvernement: équilibrer les dépenses de fonctionnement avec les recettes d'ici 2028-2029 et maintenir un ratio déficit-PIB en baisse.

[Français]

Ce sont des bonnes nouvelles pour les Canadiens, même si ce sont des mauvaises nouvelles pour mes collègues conservateurs. À mon avis, il faut parler en bien du Canada. Il faut pousser notre économie. Nous allons continuer de faire avancer notre plan.

[Traduction]

Nous traversons une période difficile, et, dans un monde marqué par l'instabilité géopolitique, les gouvernements doivent repenser leur manière d'affronter les difficultés et de renforcer la résilience pour l'avenir. L'immobilisme n'est pas une option, car l'inaction et le sous-investissement peuvent avoir des conséquences lourdes, notamment un ralentissement de la croissance, une baisse de la compétitivité et un affaiblissement de la sécurité. Heureusement:

Le Canada est en excellente position pour transformer cette période d'incertitude mondiale en des possibilités à l'échelle nationale.

Le ratio de la dette nette au PIB du pays s'élève à tout juste 10,2 %, comparativement au ratio moyen [...] des pays du G7 [...]

Le fardeau de la dette nette du Canada est plus faible aujourd'hui que dans tout autre pays du G7, et même inférieur au ratio de la dette de ces pays avant la pandémie.

Le Canada a également l'un des déficits les plus faibles du G7 en proportion de l'économie.

Cet avantage financier donne au gouvernement la capacité et la responsabilité d'agir de manière à bâtir une économie plus forte, pour rendre la vie plus abordable et créer des emplois bien rémunérés au pays et nous permettre de prendre soin les uns des autres et de décider de notre avenir.

La situation budgétaire du Canada se démarque aussi par rapport à 30 autres économies avancées, en affichant un ratio du déficit au PIB plus bas que la moyenne et l'un des plus bas ratios de la dette nette au PIB du groupe.

Le Canada est aussi l'une des deux seules économies du G7, avec l'Allemagne, à maintenir une cote AAA auprès de grandes agences de notation de crédit mondiales. Cette cote AAA assure la confiance des investisseurs et contribue à garder les coûts d'emprunt aussi bas que possible.

Comme je l'ai indiqué plus tôt:

Dans un contexte mondial incertain, le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut contrôler: produire des retombées économiques durables pour les Canadiens tout en renforçant la rigueur budgétaire, afin que le Canada conserve son avantage financier dans l'avenir.

Dans le cadre de la mise à jour économique du printemps, le gouvernement a démontré que la santé financière du Canada reste solide, tout en continuant à investir pour les Canadiens là où cela compte vraiment, afin d'assurer la prospérité du pays aujourd'hui et pour la prochaine génération. Le Fonds pour un Canada fort constitue un pilier essentiel de ce plan.

Nous stimulons une série de projets d'intérêt national dans les domaines de l'énergie, du commerce, des minéraux critiques, des transports, des données et bien d'autres encore, des projets qui rendront le Canada plus fort, plus résilient et plus indépendant. Grâce au Fonds pour un Canada fort, tous les Canadiens auront la possibilité de profiter directement de ces retombées. C'est leur pays. C'est leur avenir. C'est notre pays. C'est notre avenir. Nous devons le bâtir ensemble, et j'encourage tous mes collègues à appuyer le Fonds pour un Canada fort.

• (1310)

Scott Anderson (Vernon—Lake Country—Monashee, PCC): Monsieur le Président, en ce qui concerne le fonds d'investissement souverain, j'ai posé la même question à ma collègue plus tôt. L'autre jour, mon voisin m'a montré son compte bancaire, et le solde était colossal. Je me suis dit: « C'est ça le secret! » Alors, j'ai utilisé toutes mes cartes de crédit jusqu'à leur limite et j'ai versé l'argent sur mon compte d'épargne. Pour une raison que j'ignore, quand je suis allé voir mon comptable, il m'a dit que je ne pourrais jamais prendre ma retraite.

Je me demande si le député peut m'expliquer la différence entre le compte bancaire de mon voisin, sur lequel il a économisé de l'argent au fil du temps, et mon compte d'épargne, sur lequel je viens tout juste de déposer de l'argent. Pouvez-vous m'expliquer la différence entre ces deux situations?

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle au député qu'il doit adresser ses questions à la présidence.

Le secrétaire parlementaire a la parole.

Anthony Housefather: Monsieur le Président, j'ai du mal à croire que le député mette sur le même plan la fortune personnelle d'un particulier et l'obligation qui incombe à l'État de financer des projets d'envergure sur le territoire national. Le fait que les pays recourent à l'emprunt pour stimuler la croissance de leur économie ne date pas d'hier.

Il va de soi qu'il faut faire preuve de prudence financière. Le plan du gouvernement concilie cette prudence financière avec un bilan très solide, qui affiche le ratio dette-PIB le plus bas parmi les éco-

Travaux des subsides

nomies du G7, tout en partant du principe que nous devons mettre en place de solides projets d'intérêt national pour l'avenir. C'est un moyen pour le pays de tirer profit de tels projets à long terme, ainsi que pour les Canadiens d'investir leur propre argent dans ces projets.

[Français]

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, dans le cadre du fameux fonds souverain proposé par le gouvernement libéral, on propose entre autres d'utiliser ces 25 milliards de dollars empruntés pour investir dans des projets trop risqués pour le privé, des projets dans lesquels le privé ne voulait pas investir. On propose aussi de permettre aux particuliers, aux individus comme nous et aux citoyens qui votent pour nous, d'investir dans ce fameux fonds souverain, tout en garantissant la sécurité de leurs investissements. On dit que, grâce à ces investissements dans le fonds souverain, on va attirer davantage d'investissements privés, et, grâce à ce fonds souverain, on va « dérisquer » ces opérations. Dans ce contexte, ce qu'on comprend, c'est que le fonds souverain va absorber le risque pour que le privé fasse les profits.

Étant donné son grand enthousiasme à l'égard du fonds souverain, mon collègue d'en face a-t-il l'intention de se départir de ses actifs personnels pour les mettre dans le fonds souverain, comme il pourrait le faire?

Anthony Housefather: Monsieur le Président, j'aimerais dire deux choses.

Premièrement, personne n'a dit que ces projets étaient trop risqués pour les investissements privés. Il s'agit plutôt d'attirer d'autres investissements. En démontrant la confiance des Canadiens et du gouvernement du Canada à l'égard de ces projets, on va attirer des investissements privés d'ici et d'autres pays.

Deuxièmement, j'investirais mon argent là-dedans avec beaucoup d'enthousiasme, mais, en tant que secrétaire parlementaire, je n'en ai pas le droit, parce que je ne gère pas mes propres finances. Mes fonds sont dans une fiducie que je n'ai pas le droit de regarder ou de gérer.

Guillaume Deschênes-Thériault (Madawaska—Restigouche, Lib.): Monsieur le Président, je partage l'enthousiasme de mon collègue relativement au fait que notre gouvernement a lancé le premier fonds souverain national du Canada, soit le Fonds pour un Canada fort. C'est un modèle qui a été mis en place dans d'autres pays et qui permet de générer des revenus sur plusieurs décennies. Ici, au Canada, nous allons avoir un fonds adapté à nos réalités et à notre économie qui se concentrera sur notre croissance à long terme.

Selon mon collègue, pourquoi est-ce important de mettre en place des mesures comme celles-là qui sont structurantes et qui vont avoir des retombées à long terme pour renforcer notre économie et, en fin de compte, notre pays?

Anthony Housefather: Monsieur le Président, mon collègue pose une excellente question. Je suis tout à fait d'accord.

Travaux des subsides

Un des meilleurs atouts de ce gouvernement, c'est le fait que nous avons un premier ministre qui veut envisager l'avenir du Canada. Il ne pense pas seulement à demain, il ne prend pas seulement des décisions politiques pour le prochain mois ou la prochaine année, il prend des décisions à long terme. Si ce fonds souverain fonctionne comme ceux de Singapour et de la Norvège, il attirera beaucoup d'argent, ce qui va contribuer à améliorer le sort de tous les contribuables du Canada dans les années 2030, 2040, 2050 et au-delà.

• (1315)

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'aimerais d'abord remercier mon cher collègue de Mont-Royal, le secrétaire parlementaire, d'avoir partagé son temps de parole avec moi. J'espère qu'il ne le regrettera pas après avoir entendu mon discours, parce qu'il y a plusieurs éléments de la motion de l'opposition officielle sur lesquels je suis d'accord. C'est peut-être la première fois que je me trouve dans cette situation.

[Traduction]

Je suis rarement très favorable aux motions présentées par l'opposition officielle à l'occasion des journées de l'opposition. Je suis vigilante et je fais très attention au temps qu'il faut pour étudier, juger avec impartialité et prendre en considération les mesures législatives dont nous sommes saisis. Je vais essayer de soulever plusieurs points concernant les différents paragraphes de la motion de l'opposition.

Je vais commencer par parler d'une des annonces du gouvernement et de mon expérience en tant que parlementaire et citoyenne canadienne.

[Français]

On a fait une grande annonce le 27 avril, la veille de la présentation d'Un Canada fort pour tous: mise à jour économique du printemps de 2026. Le premier ministre a annoncé que nous aurions bientôt tous les renseignements concernant un nouveau fonds souverain, le Fonds pour un Canada fort.

[Traduction]

La grande annonce a été faite le 27 avril. Il y a eu une conférence de presse. Je ne pense pas me tromper en disant que le gouvernement a déclaré que tous les détails seraient communiqués le lendemain, le 28 avril.

[Français]

On connaîtrait les détails sur le fonctionnement de ce fonds souverain auquel les Canadiens pourraient participer de façon individuelle.

[Traduction]

On nous a dit que les Canadiens auraient la possibilité d'investir et de participer à notre fonds souverain, et que nous n'avions qu'à attendre une journée pour connaître les détails. Quand nous avons eu les détails, et c'est ce que je trouve étonnant, car cela semble arriver souvent, à la page 64 de la mise à jour économique du printemps, on nous dit que oui, et c'est très excitant, nous allons avoir un fonds « largement accessible aux Canadiens d'un océan à l'autre » avec « achat, détention et transaction simples ». Ce sera le Fonds pour un Canada fort, notre fonds d'investissement souverain, mais comment allons-nous en prendre connaissance?

La mise à jour indique: « Le gouvernement mettra en place un bureau de transition qui aura pour mandat de tenir des consultations

ciblées avec des participants au marché et des organismes de réglementation, en plus de mettre rapidement au point les modalités du Fonds. Plus de précisions seront fournies dans les prochains mois. » Je ne fais que citer le document. Je ne veux pas être injuste, mais c'est absurde. Ils ne peuvent pas dire qu'ils vont emprunter 25 milliards de dollars pour créer un fonds souverain qui aura toutes ces formidables caractéristiques, mais qu'ils doivent d'abord créer un bureau de transition.

On aurait pu faire les choses autrement. Le Canada a de très bons modèles de création de fonds souverains. Montons dans une machine à remonter le temps pour revenir à une époque riche en bonnes idées. En 1976, Peter Lougheed a créé un fonds souverain pour l'Alberta. La Norvège a envoyé des experts en Alberta pour apprendre comment la province avait créé ce fonds souverain. Le fonds souverain de la Norvège vaut maintenant plus de 2 billions de dollars américains.

La Norvège a créé son fonds souverain en se fondant sur des principes établis par le regretté et, je pense que nous en conviendrons tous, grand Canadien Peter Lougheed, qui, en favorisant l'exploitation des sables bitumineux et en investissant dans ceux-ci, a dit que nous devons nous intéresser à cette ressource et établir des règles.

L'une des premières règles de Peter Lougheed était de penser comme un propriétaire. Il a aussi décidé qu'il ne fallait pas vivre des rentes pétrolières. Il ne fallait pas que les recettes pétrolières servent à financer les dépenses du gouvernement. Il voulait les mettre de côté et en faire ce qu'on pourrait appeler un fonds de prévoyance.

L'Alberta a créé ce qu'on appelait alors le Fonds du patrimoine de l'Alberta, qui était financé en grande partie par les recettes tirées des ressources, qui ont été versées dans le fonds et accumulées. La richesse s'y accumulait.

La Norvège a suivi cet exemple. Ce sont là les caractéristiques du fonds de la Norvège. Je suis d'accord avec ma collègue de Lakeland, qui vient de prendre la parole et de souligner les différences entre la Norvège et le Canada.

• (1320)

Examinons ce que la Norvège a créé en se fondant sur les principes établis par Peter Lougheed. Le premier principe est qu'il doit être dirigé par un conseil d'administration indépendant. Aucun gouvernement ne peut entamer le capital, et les retraits sont strictement prévus par la loi. Ainsi, aucun autre politicien ne peut faire ce qui s'est passé en Alberta lorsque Ralph Klein est devenu premier ministre et a succédé à Peter Lougheed. Je ne me prononcerai pas sur les différences entre Ralph Klein et Peter Lougheed, mais je pense que tout le monde les connaît.

Le fonds souverain de la Norvège a été créé en tant que tel. C'est peut-être ce que nous cherchons à créer au Canada, mais nous devons emprunter 25 milliards de dollars pour le lancer. Je ne vois rien ici qui laisse entendre que d'autres que les Canadiens pourraient y investir.

Travaux des subsides

Est-ce que quelqu'un investirait? Nous ne savons pas de quoi il s'agit. C'est comme si on nous demandait d'acheter sans regarder la marchandise mais, en plus, on nous demande d'attendre qu'un bureau de transition, pour lequel nous payons quelques millions de dollars par année, décide de mener des consultations pour déterminer de quoi il s'agit. Je pense que nous devrions commencer par une mesure que nous savons efficace, c'est-à-dire taxer les recettes pétrolières et les mettre de côté.

La province de l'Alberta a mis en place et a géré le fonds du patrimoine. Cela relevait de sa compétence. La seule façon pour le gouvernement fédéral de faire de même, à ce stade — et je ne le propose pas à la Chambre, mais soyons clairs: nous pourrions le faire —, c'est en nationalisant ce secteur et en disant que nous réservons cette richesse pour les générations futures. Cela n'arrivera pas. Je sais que mes collègues rient et je suis sûre qu'ils ne rient pas de moi, mais avec moi.

Ce que je veux dire, c'est qu'à l'heure actuelle, au Canada, nous avons raté le coche dans la question de la création d'un fonds d'investissement souverain fondé sur les recettes tirées des ressources, à moins que le gouvernement ne mette en place ce que bon nombre d'entre nous, les néo-démocrates et les verts, réclament depuis un certain temps, à savoir un impôt sur les profits excessifs des grandes pétrolières, en particulier au moment où les prix montent en flèche à cause de la guerre et non en raison de leur gestion prudente de la ressource. Les prix ont bondi quand Benyamin Nétanyahou et Donald Trump se sont mis à bombarder l'Iran. Comme le souligne l'énoncé économique du printemps, cela fait monter le prix du pétrole et augmente les profits du secteur privé. Nous devrions assujettir à un impôt sur les profits excessifs ceux qui, en substance, profitent de la guerre dans le secteur.

Je me permets d'examiner un autre aspect de la motion très réfléchie de l'opposition. Je tiens d'ailleurs à les en remercier. Au sixième point, les conservateurs soulèvent une situation que je déplore à la Chambre depuis un certain temps. Il y a plus de 1 billion de dollars dans les fonds de pension canadiens. On parle de fonds souverains, alors que plus de 1 billion de dollars de fonds de pension ont été investis à l'étranger. Comment cela se fait-il?

Revenons un peu en arrière. La Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a été adoptée au Parlement sous l'ancien premier ministre, le très honorable Jean Chrétien, que nous respectons tous énormément. Celui-ci est toujours actif dans la vie publique et il a créé cette loi avec l'idée d'établir un office indépendant chargé de décider comment investir l'argent des pensions du Canada et le faire fructifier pour nous. Or, l'Office n'est même pas nécessairement composé de Canadiens, ce qui est malheureusement regrettable.

J'invite tous mes collègues à réfléchir à cela. Examinons la Loi sur l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada, qui exige que l'Office tienne compte d'un seul critère lorsqu'il investit les fonds de notre régime de retraite, à savoir le rendement des investissements. La Caisse de dépôt et placement du Québec, quant à elle, exige qu'on tienne compte du bien-être et des intérêts du Québec, ce qui ne semble pas être un seuil bien élevé. Ce critère fait défaut pour les fonds fédéraux. La loi qui régit où les fonds de notre régime de pensions sont investis ne mentionne pas l'intérêt du Canada, et la majeure partie de l'argent a été investie aux États-Unis, et non au Canada. L'argent a été investi ailleurs, à l'extérieur du Canada.

• (1325)

Un de ces investissements m'a stupéfiée, et je pense que nous devrions en être profondément bouleversés après ce qui est arrivé récemment à Tumbler Ridge. L'Office d'investissement du régime de pensions du Canada a décidé qu'il était judicieux et avantageux d'investir dans OpenAI et Grok, les développeurs de la technologie des hypertrucages fondée sur l'intelligence artificielle. Soit dit en passant, un des membres de cet office d'investissement, Mark Wiseman, est maintenant notre ambassadeur aux États-Unis. Deux cents millions de dollars provenant de notre régime de pensions ont été investis dans cette entreprise parce que l'Office a jugé que cela allait être rentable.

Aucune considération éthique n'influence la destination de notre argent. De toute évidence, il n'y a pas de considérations climatiques non plus. On ne se demande même pas si un investissement est dans l'intérêt du Canada.

William Stevenson (Yellowhead, PCC): Monsieur le Président, je tiens à remercier ma collègue de la Colombie-Britannique de nous avoir donné une petite leçon d'histoire de l'Alberta. C'était presque divertissant à certains moments.

Quand j'examine la situation, je suis un peu inquiet. L'un des problèmes que je vois, c'est que les libéraux veulent comparer la Norvège à l'Alberta, alors que l'Alberta a vu, au cours des 50 dernières années, 600 milliards de dollars en transferts quitter la province pour aller dans le reste du pays. Si cet argent était versé au Fonds du patrimoine de l'Alberta, on surpasserait probablement la Norvège en ce moment.

Ce qui me préoccupe, c'est l'absence de structure. Qui va contrôler cela? Comment les responsables seront-ils nommés? La députée craint-elle qu'il ne s'agisse que d'une autre caisse noire permettant au premier ministre de dicter à ses copains d'investir dans ce qui importe au gouvernement?

Elizabeth May: Monsieur le Président, je suis tout à fait d'accord. Comme mon collègue du Bloc québécois l'a dit plus tôt dans le débat, cela ressemble beaucoup à la Banque de l'infrastructure. Le gouvernement y investit de l'argent. C'est censé être une banque. On est censé trouver cela formidable.

Pour le moment, nous débattons d'une mesure mal définie, d'autant plus que nous n'avons pas de détails à ce sujet. Nous savons ce qui est arrivé dans le cas de la Banque de l'infrastructure, et nous sommes dans une situation à peu près semblable, comme l'a dit mon collègue, le député de Yellowhead.

[Français]

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, plusieurs choses ne fonctionnent pas dans l'argumentaire des libéraux.

Premièrement, on nous dit que ce fonds est semblable, et même comparable au fonds souverain de la Norvège, alors qu'on sait pertinemment que la Norvège ne s'est pas endettée pour financer son propre fonds. Deuxièmement, on nous dit que ce fonds va être indépendant, alors qu'on sait pertinemment qu'il devra financer ce qui sera issu du Bureau des grands projets, et que c'est le premier ministre qui décidera quels seront les projets qui feront partie du Bureau des grands projets. Nécessairement, il y aura donc une orientation politique à ce fonds.

Travaux des subsides

Comment est-ce possible que les libéraux nous disent qu'ils ont acheté un chat, mais que c'est un cheval, et qu'ils pensent que tout le monde croit que c'est un chat alors que c'est un cheval?

Elizabeth May: Monsieur le Président, dans le document sur la mise à jour économique, on trouve la phrase suivante: « Établir le propre fonds d'investissement souverain du Canada — le Fonds pour un Canada fort ». C'est tout. Il n'y a pas d'explications, pas de justification. Nous n'avons pas une seule raison d'avoir confiance en l'idée d'un fonds pour un Canada fort.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, la cheffe du Parti vert me déçoit un peu. Elle donne habituellement des renseignements, et j'attendais avec impatience ses observations.

J'ai une question à poser à la députée. La Banque de l'infrastructure du Canada traite des demandes provenant de différentes organisations et de programmes d'efficacité énergétique. Elle a été très efficace dans son rôle. Il est question ici d'un fonds souverain, de nature totalement différente, destiné à appuyer de grands projets qui généreront des retombées économiques et sociales pour les Canadiens. Ne fait-elle pas la distinction entre les deux? J'aurais cru que oui. Si ce n'est pas le cas, peut-être pourrions-nous, à un moment donné, nous asseoir ensemble et en discuter sérieusement.

• (1330)

Elizabeth May: Monsieur le Président, j'aime communiquer des renseignements, et je remercie mon collègue d'avoir souligné que je fais le travail avant de prendre la parole.

J'aurais certainement aimé pouvoir discuter du fonds souverain et de la façon dont il sera établi, sauf que tout ce que nous savons pour l'instant, c'est que les libéraux sont en train de créer un autre bureau chargé de mener des examens et des consultations. Si on nous avait donné des détails, j'aurais pu en tenir compte dans mon discours.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, les libéraux ont annoncé deux grandes nouvelles. Une de ces nouvelles était un budget qui, d'après ce que je peux voir, ne produirait aucun résultat concret pour les Canadiens, avec un déficit massif. Bien sûr, cela a une incidence sur les Canadiens qui ont actuellement du mal à payer leurs factures. Parallèlement, le premier ministre a annoncé une dette de 25 milliards de dollars pour un nouveau « fonds ».

Pour être juste envers le premier ministre, je dois dire que la propagande politique de son équipe au sujet de cette dépense est vraiment incroyable. En présentant ce fonds de dette comme le Fonds pour un Canada fort, ce qui évoque le patriotisme, comme un fonds d'investissement souverain, ce qui évoque la liberté, et comme un compte national d'épargne et de placement, ce qui évoque la stabilité, le premier ministre a donné à son annonce une prétention qui aurait fait rougir n'importe quel fondateur d'une entreprise à court de liquidités habitué à faire des présentations à des capital-risqueurs.

À ce stade, je ne peux pas vraiment reprocher au premier ministre ce degré de sans-gêne. Il fait face à une économie nationale chancelante qu'on doit aux libéraux, il a un gouvernement criblé de dettes et il compte sur l'élite canadienne qui s'est éprise de lui pour se laisser guider par l'émotion du moment et ne pas être trop regardante sur ce nouveau fonds de dette. Cependant, aucun bon gestion-

naire de placements ne ferait cela, et les Canadiens ne devraient pas le faire non plus.

Les Canadiens méritent d'avoir une vue d'ensemble du risque que le premier ministre leur demande de prendre, non seulement avec l'argent de leurs impôts, mais aussi, comme il les a implorés de le faire dans son annonce, avec des contributions supplémentaires après impôt. Il demande en fait aux Canadiens d'investir dans ce fonds de dette non seulement avec une très grande somme de fonds publics, mais aussi avec des contributions personnelles après impôt.

Si le diable est dans les détails de l'argumentaire du premier ministre, le diable est pour ainsi dire inexistant ici. Pour commencer, le modèle du fonds du premier ministre repose, comme mes collègues l'ont mentionné, sur la dette. Par conséquent, il est trompeur pour lui ou pour qui que ce soit d'autre de présenter ce fonds aux investisseurs comme un véritable fonds souverain semblable à celui de la Norvège, qui s'appuie sur la richesse et les excédents réels générés par les recettes tirées des ressources. En revanche, les dépenses de 25 milliards de dollars du premier ministre seraient entièrement financées par la dette à un moment où les déficits structurels des libéraux se creusent, ce qui est en quelque sorte la même chose qu'un investisseur individuel qui est déjà lourdement endetté et qui emprunte plus d'argent pour acheter des actions.

De plus, en dehors de l'annonce selon laquelle une société d'État la gérerait, tous les autres détails demeurent vagues, y compris la personne qui la gérerait. Je suppose qu'il s'agit de personnes nommées par les libéraux. Les critères qui seraient utilisés pour le financer sont tout aussi opaques.

Les Canadiens devraient aussi être alarmés par l'absence de garde-fous destinés à empêcher que ces 25 milliards de dollars soient canalisés vers des projets choisis pour des considérations politiques. Selon les propos du premier ministre, le fonds de dette prendrait les décisions d'investissement en fonction des priorités du gouvernement au lieu des seuls rendements du marché. Les libéraux ont un bilan lamentable en ce qui concerne le choix des projets gagnants. Par exemple, ils ont injecté dans des usines de batteries pour véhicules électriques des milliards de dollars qui ont quitté le pays sans aucun retour sur l'investissement. Il y a aussi les super-grappes, qui sont aussi désignées par un terme qui n'est pas parlementaire, la caisse noire environnementale, et l'application ArnaqueCAN. Le bilan du gouvernement consiste carrément à détourner l'argent des contribuables.

Ils proposent maintenant d'ajouter à un fonds des cotisations supplémentaires après impôt, alors qu'ils n'ont pas vraiment fait leurs preuves en matière de résultats. De surcroît, les Canadiens devraient prendre avec un grain de sel les bénéfices colossaux que le premier ministre ne cesse de faire miroiter, étant donné la capacité du gouvernement à gagner un tel pari, quelle que soit la situation.

En ce qui a trait à la viabilité et aux avantages du fonds de dette du premier ministre, d'autres problèmes méritent également d'être pris en considération, notamment dans le contexte actuel de stagnation économique au Canada. Premièrement, le fonds de dette du premier ministre pourrait créer ce que l'on appelle un effet d'éviction. En injectant 25 milliards de dollars de capitaux subventionnés dans les projets privilégiés par Ottawa, ce fonds de dette pourrait fausser considérablement les marchés privés.

C'est un élément important pour tous ceux qui ont investi dans un fonds de pension ou qui en perçoivent actuellement les prestations. Les banques et les investisseurs institutionnels investissent déjà des milliards de dollars dans les infrastructures et les ressources canadiennes. Ils auraient maintenant à rivaliser avec un acteur public qui bénéficie du soutien massif des contribuables et d'un lien direct avec le monde politique. Il s'agit là d'une énorme distorsion du marché qui pourrait, par exemple, compromettre la stabilité de l'épargne-retraite de certaines personnes. Cela pourrait se traduire par une augmentation des coûts pour les véritables projets privés ou par une fuite des capitaux vers des horizons plus prometteurs ou plus équitables.

• (1335)

Dans le même ordre d'idées, loin d'être une protection garantie contre les risques économiques, le fonds de dette que propose le premier ministre risque d'exercer une pression inflationniste supplémentaire sur l'économie canadienne.

De plus, les premières indications données par le premier ministre concernant des investissements étrangers liés à ce fonds de dette devraient susciter de sérieuses interrogations quant à son prétendu intérêt pour le Canada. Une part encore plus importante des recettes fiscales canadiennes pourrait ainsi être détournée vers l'étranger tandis que certains besoins urgents restent insatisfaits au pays. À l'inverse, si les dépenses du fonds de dette restent strictement intérieures, celui-ci pourrait devenir un acheteur captif pour les projets favorisés par les libéraux. Dans tous les cas, cette initiative risque fort de se transformer en un gigantesque gâchis et un véritable désastre.

C'est du déjà-vu. Rappelons-nous l'alliance financière de Glasgow pour la carboneutralité, ce grand fonds que le premier ministre a tenté de mettre sur pied. Or, dès qu'il a été question de couper progressivement le financement sans filet de sécurité ni solution de rechange, les députés ont reculé. Résultat: tout a fini par s'écrouler.

Qu'on me pardonne mon scepticisme, mais je ne vois pas quel directeur de service des placements accepterait d'investir 25 milliards dans le contexte actuel, sans avoir plus de détails. Ce serait impensable, et je ne peux certainement pas voter pour une telle proposition, qui irait à l'encontre des intérêts de mes concitoyens.

Tout cela montre bien pourquoi parler ici de fonds souverain est trompeur: les décisions prises en fonction de la dette publique ont des coûts de renonciation différents de ceux liés à de véritables fonds souverains.

Le fonds de dette présente également un risque important de dérive. Tant que sa portée reste floue, comme c'est le cas actuellement, il est facile d'imaginer qu'elle s'élargisse tranquillement une fois que le public aura relâché son attention initiale. Il faut donc s'interroger sur le risque de création d'une bureaucratie parallèle, ce qui alourdirait les coûts indirects et, comme par hasard, multiplierait les nominations partisans de libéraux au sein du conseil d'administration. Autrement dit, le fonds de dette ferait double emploi avec des structures comme le Fonds de croissance du Canada et la Banque de l'infrastructure du Canada.

Il y a d'autres motifs d'inquiétude auxquels les Canadiens devraient prêter attention. Le premier ministre a indiqué que le fonds de la dette se renflouerait grâce à des mécanismes tels que le « recyclage des actifs », ce qui, à Ottawa, est souvent un moyen détourné de dire que l'on vend des actifs publics à bas prix à des initiés. Le fonds de la dette risque également d'empiéter sur les compé-

tences provinciales, en particulier s'il tire ses ressources des taxes sur les exportations de ressources ou de tout autre type de remises.

Travaux des subsides

Les ressources relèvent incontestablement de la compétence des provinces, et toute tentative visant à bouleverser l'ordre constitutionnel serait non seulement très préoccupante, mais créerait également une grande instabilité à un moment où le premier ministre devrait s'efforcer davantage de renforcer l'unité nationale au sein de la fédération. Pour l'instant, cependant, cela ressemble à un affront. Va-t-il dire aux entreprises: « Oh, dites, vous devez payer une taxe pour bénéficier d'une exemption au titre du projet de loi C-5 ou pour contourner le projet de loi C-69 », au lieu de simplement supprimer les obstacles réglementaires qui rendent difficile et risqué pour les investisseurs de financer de grands projets au Canada?

Au-delà de toutes ces questions, le fait que les Canadiens signent un chèque en blanc au premier ministre pour ce projet pose un autre problème majeur: celui des coûts de renonciation. Avec 25 milliards de dollars, nous pourrions réduire les impôts, rembourser la dette ou apporter une aide financière directe aux Canadiens en difficulté. Les intérêts sur la dette fédérale absorbent déjà des dizaines de milliards de dollars et dépassent le montant des transferts en matière de santé versés aux provinces. Les Canadiens devront faire face à une situation encore plus difficile pour payer cette nouvelle dépense, à un moment où l'inflation pèse déjà sur le pouvoir d'achat dans tous les aspects de la vie canadienne.

Si le premier ministre cherche à constituer une réserve de capitaux plus importante pour les grands projets, on peut soutenir que le problème structurel auquel le Canada est confronté n'est pas l'absence d'un fonds de dette, mais le manque de certitude en matière d'investissement dans son environnement réglementaire et fiscal. Le gouvernement devrait abandonner les dispositions de mesures législatives comme le projet de loi C-69 pour attirer des capitaux au pays de manière naturelle et plus durable, afin de permettre la réalisation de grands projets d'infrastructure.

Sans réforme dans ces domaines, le nouveau fonds de dette du premier ministre revient à jeter de l'argent par les fenêtres pour tenter de régler un problème que l'argent ne peut pas résoudre. Le premier ministre n'a pas non plus expliqué aux familles pourquoi elles devraient confier à ce fonds l'argent qui pourrait devenir leur épargne pour la retraite, plutôt que de le placer à l'aide d'instruments traditionnels comme les REER ou les gestionnaires de fonds de pension qui ont fait leurs preuves. Il n'a pas non plus indiqué si, dans l'éventualité où ce fonds de dette perdrait de l'argent, les contribuables devraient le renflouer au détriment de besoins plus pressants. Investir dans un stratagème qui a le potentiel de payer les premiers investisseurs en utilisant l'argent des nouveaux investisseurs plutôt qu'en réalisant de véritables profits a un nom, et le premier ministre ferait bien de s'en souvenir.

Au bout du compte, je ne pense pas que le premier ministre, un soi-disant expert en investissements, investirait réellement dans ce fonds qu'il a lui-même proposé, et les Canadiens ne devraient pas le faire non plus.

Travaux des subsides

● (1340)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai déjà dit, je suis déçu que le Parti conservateur ne fasse pas suffisamment confiance aux Canadiens, et qu'il ne reconnaisse pas la nécessité de nous doter d'un fonds souverain ici, au Canada. De nombreux autres pays dans le monde ont un fonds semblable. Nous devrions tous entrevoir avec grand optimisme toutes les retombées économiques qu'un tel fonds peut apporter à l'ensemble des Canadiens. De toute évidence, les conservateurs préfèrent concentrer leur attention sur leur propre parti politique plutôt que sur les efforts pour bâtir un Canada plus fort et sain.

La députée pense-t-elle que les fonds souverains sont utiles, que ce soit au niveau fédéral ou provincial?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, supposons qu'une personne qui démarre une entreprise se rend dans un bureau de capital de risque et déclare: « Hé, je ne sais pas vraiment en quoi consiste mon produit et je n'ai pas vraiment de cadre pour régir mes activités, mais me donneriez-vous 25 milliards de dollars? Vous pouvez simplement mettre ça sur votre carte de crédit. » C'est ce qu'on nous demande de faire ici. Le député me demande si je crois en cette idée, qui pourrait aussi bien être la fée des dents ou quelque chose du genre. Je suis désolée, mais je pense que la fée des dents est fauchée au Canada en ce moment. Nous ne pouvons pas miser sur des espoirs, des rêves et toutes ces choses sans plans concrets. C'est...

[Français]

Le vice-président adjoint (John Nater): L'honorable député de Lac-Saint-Jean a la parole.

Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je veux poser une question simple à ma collègue.

Le gouvernement et le premier ministre ont été élus il y a un an, presque jour pour jour, sur la presque seule et unique promesse de mettre fin à la guerre tarifaire. Au mois d'avril 2025, le premier ministre nous avait promis qu'au mois de juin ce serait terminé. Il a ensuite reporté ça au mois de juillet, puis au mois de septembre. Finalement, nous sommes rendus un an plus tard et non seulement la guerre tarifaire est encore là, mais elle s'est amplifiée avec les récents décrets de M. Trump. La seule chose que ce gouvernement trouve à faire, c'est d'emprunter 25 milliards de dollars et de créer un fonds qui n'est ni souverain ni indépendant.

Qu'est-ce que ça dit de la vision du gouvernement à long terme?

[Traduction]

L'hon. Michelle Rempel Garner: C'est en effet plutôt incroyable, monsieur le Président, que le premier ministre n'ait rien accompli dans le dossier du commerce international. J'avais l'impression que c'était sa promesse phare. Ce gars-là fait toujours la même chose: il fait une promesse mirobolante, puis il ne la respecte pas. Les Canadiens commencent à s'en rendre compte, sauf qu'ils en paient déjà le prix.

Je termine sur une anecdote. Mon mari adore les motocyclettes, peut-être même trop. Hier, il a essayé de me convaincre de le laisser acheter une moto. Ce n'est probablement pas une décision judicieuse. Non, il ne faut pas l'encourager. Quoi qu'il en soit, il m'a dit: « Ne t'inquiète pas. Je vais simplement la payer avec mon fonds de dette souveraine. Je peux m'organiser. Tout ira bien. » J'aimerais

simplement faire savoir au premier ministre qu'il a une très mauvaise influence sur tout le monde.

Jasraj Hallan (Calgary-Est, PCC): Monsieur le Président, mon amie de Calgary Nose Hill a raison de dire qu'un véritable fonds souverain, comme celui de la Norvège, repose sur des excédents budgétaires, des redevances et des recettes tirées de ressources. Ce capital n'est pas investi à même la Norvège, de façon à éviter de causer des problèmes d'inflation.

La députée a évoqué la vive inquiétude des Canadiens relativement au fonds de dette du premier ministre libéral, puisque les libéraux sont connus pour leurs caisses occultes, l'argent qu'ils donnent aux proches du parti ainsi que la corruption et les scandales des 10 dernières années. Nous en dirait-elle un peu plus à ce sujet?

L'hon. Michelle Rempel Garner: Monsieur le Président, la mythologie grecque nous a légué le personnage de Cassandre, qui est condamnée à prédire l'avenir sans jamais être crue. Aujourd'hui, j'ai l'impression que tous les discours que nous entendons sont comme les prophéties de Cassandre: ça va échouer, c'est une mauvaise idée, ce n'est pas la bonne décision. Voilà pourquoi l'opposition ne peut appuyer une dépense de cette ampleur telle qu'elle est proposée. C'est carrément ridicule, surtout quand on sait, comme mon collègue l'a rappelé, à quel point le bilan du gouvernement à cet égard laisse à désirer.

Je ne veux pas me retrouver dans quelques années à dire que j'avais vu juste et que personne de l'autre côté de la Chambre n'avait voulu écouter. Le gouvernement devrait admettre qu'il s'agit d'une mauvaise utilisation des fonds publics et qu'il y a bien d'autres façons d'aider les Canadiens. Le gouvernement devrait faire marche arrière, reconnaître son erreur et voter en faveur de la motion.

● (1345)

[Français]

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, nous sommes ici aujourd'hui pour parler de l'annonce du gouvernement libéral, à savoir la création d'un fonds souverain, qui n'en est pas un, de 25 milliards de dollars. On ne parle pas de 25 millions ni de 2,5 milliards de dollars, mais bien de 25 milliards de dollars financés sur la carte de crédit des Canadiens et des Canadiennes.

Comme député conservateur, je veux être clair. Nous croyons à l'investissement stratégique, mais nous ne croyons pas à un chèque en blanc avec la carte de crédit des Canadiens et des Canadiennes. En fin de compte, cette facture ne sera pas payée par le gouvernement. Elle va être payée par les familles canadiennes, les travailleurs, les petites entreprises, nos enfants, nos petits-enfants et les générations futures. Un fonds financé à crédit, c'est un pari risqué.

Le premier problème fondamental à ce fonds souverain, c'est sa source de financement elle-même. Ce n'est pas un fonds financé par des surplus. Ce n'est pas un fonds alimenté par des revenus excédentaires, comme après l'exploitation de ressources naturelles. Les autres pays avec lesquels le ministre des Finances et du Revenu national a fait des comparaisons sont tous des pays qui exploitent leurs ressources naturelles, qui ont des surplus budgétaires, qui ont des excédents avec lesquels ils créent leur fonds. Le nôtre sera financé par l'endettement.

Autrement dit, on propose de mettre 25 milliards de dollars sur la carte de crédit dans un contexte où l'inflation frappe durement les ménages, où le coût de la vie explose et où la dette fédérale atteint un niveau historique. Le gouvernement fait le choix d'ajouter une nouvelle couche de risque financier. Un fonds souverain financé par la dette est un pari avec l'argent des autres. Lorsque les marchés fluctuent, comme ils le font toujours, ce sont les contribuables qui absorbent les pertes. C'est une duplication inutile d'outils qui existent déjà.

Il y a une autre question fondamentale. Pourquoi créer un fonds alors qu'on a déjà des outils qui existent? Le Canada dispose déjà de la Banque de l'infrastructure du Canada, une institution qui a été créée précisément pour financer des projets structurants, attirer des investissements privés, soutenir le développement d'infrastructures stratégiques et partager les risques financiers. C'était censé être l'outil central pour investir dans l'avenir économique du pays. La Banque de l'infrastructure du Canada dispose d'un capital de 35 milliards de dollars. Elle n'en a engagé présentement que 18,1 milliards. Il reste 16,9 milliards en attente d'une affectation par le gouvernement. Ce gouvernement ne parvient même pas à tirer le maximum de la bureaucratie actuelle. Si la Banque de l'infrastructure du Canada fait déjà le travail, pourquoi créer un autre véhicule?

Créer un nouveau fonds, c'est multiplier les structures bureaucratiques. Les libéraux sont les spécialistes en la matière. Ils sont les champions de la bureaucratie, les champions des structures, et on peut en ajouter encore. Créer un nouveau fonds, c'est aussi diluer les responsabilités, compliquer la reddition de comptes et augmenter les coûts administratifs. Au lieu d'améliorer ce qui existe déjà, le gouvernement choisit de réinventer la roue, et ce, à grands frais.

Un autre danger majeur de ce fonds est le risque d'ingérence politique. Quand un gouvernement contrôle un fonds de 25 milliards de dollars, il y a toujours un risque que les décisions d'investissement soient influencées par des considérations politiques, des priorités électorales ou des intérêts régionaux partisans. Un fonds souverain, un vrai fonds souverain, doit être indépendant, transparent et rigoureux. Le fonds souverain norvégien, d'une valeur de 2 000 milliards de dollars, considéré comme le plus performant au monde, n'est pas autorisé à investir dans le marché intérieur afin de garantir son indépendance. L'histoire nous montre que lorsque les gouvernements gèrent directement des milliards de dollars, les risques de favoritisme augmentent.

● (1350)

Nous devons nous poser des questions sérieuses. Qui décidera des investissements? Quels vont être les critères? Quelle sera la transparence réelle? Qui assumera les pertes si les investissements échouent? Toutes ces questions sont sans réponse. Il y en aura, des pertes. C'est inévitable dans tout portefeuille d'investissement. Encore une fois, ce sont les contribuables qui vont payer, avec une gouvernance qui est encore floue et qui n'apporte pas de réponse à nos questions.

Un autre point inquiétant est le manque de la clarté sur la gouvernance du fonds. Nous avons entendu des grandes annonces, mais nous avons eu peu de détails. Quelle va être la structure de la gestion de ce fonds? Quels vont être les mécanismes de reddition de comptes, les limites d'investissement et les mécanismes de protection des pertes? Un fonds de 25 milliards ne peut pas être basé que sur des promesses générales. Il doit reposer sur des règles strictes,

Travaux des subsides

des mécanismes solides et une transparence absolue. Pour l'instant, ce qu'on a, ce sont des slogans, et il n'y a pas de garantie.

Il est également important de regarder ce qui se fait ailleurs. Avant d'être premier ministre, Mark Carney a été impliqué dans des initiatives similaires...

Le vice-président adjoint (John Nater): Je rappelle au député qu'on ne peut pas nommer les députés, même le premier ministre.

L'honorable député de Richmond—Arthabaska peut continuer son intervention.

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, avant d'être premier ministre, le premier ministre actuel avait une autre vie et il a été impliqué dans des initiatives similaires au Royaume-Uni. Là aussi, l'idée était d'utiliser des fonds publics pour stimuler des investissements stratégiques, mais l'expérience britannique a démontré certaines limites: des résultats plus lents que prévu; des investissements concentrés dans certains secteurs; et des questions persistantes sur la rentabilité réelle. Ça nous révèle une chose essentielle. Créer un fonds ne garantit pas le succès économique, et ce n'est pas la taille d'un fonds qui crée la prospérité. Ce sont la discipline financière et la qualité des décisions qui créent de la prospérité.

Le coût d'opportunité, c'est ce que nous aurions pu faire autrement. Quand on parle de 25 milliards de dollars, il faut aussi parler des coûts d'opportunité, parce que cet argent, même emprunté, pourrait être utilisé autrement. On aurait pu faire le choix d'alléger le fardeau fiscal des familles, qui sont présentement égorgées. On aurait pu investir directement dans des infrastructures essentielles, soutenir des municipalités qui manquent cruellement de financement. Au lieu de ça, le gouvernement choisit de placer cet argent dans un véhicule financier incertain, et, ça, c'est un choix risqué. C'est un choix qui va avoir des conséquences pendant des décennies.

Les marchés financiers ne sont pas prévisibles. Même les meilleurs investisseurs subissent des pertes. Alors, imaginons un scénario simple: une récession mondiale, une chute des marchés, des investissements qui perdent de la valeur. Qu'est-ce qui va se passer? Le gouvernement va devoir encore injecter de l'argent dans le fonds ou absorber des pertes majeures. Encore une fois, ce sont les contribuables qui en seront responsables. Ce fonds n'élimine pas les risques, il les transfère directement aux citoyens avec la carte de crédit des Canadiens et des Canadiennes.

Du côté des conservateurs, nous croyons à une approche différente. Nous croyons à la discipline budgétaire, à la responsabilité financière, à l'utilisation efficace des outils déjà existants et, surtout, à la réduction du gaspillage gouvernemental. Avant de créer un nouveau fonds, nous devrions évaluer sérieusement l'efficacité de la Banque de l'infrastructure du Canada. Nous devrions améliorer ce qui existe déjà, pas multiplier les structures coûteuses.

Les Canadiens méritent mieux. Les Canadiens travaillent fort: ils paient leurs impôts et ils gèrent leur budget avec prudence. Ils savent qu'ils ne veulent pas vivre éternellement à crédit. Ils s'attendent à la même rigueur de la part de leur gouvernement, mais ce projet de fonds souverain donne l'impression inverse. Il donne l'impression d'un gouvernement qui est prêt à prendre de grands risques financiers sans offrir de garantie suffisante et sans transparence complète.

Déclarations de députés

En conclusion, soyons clairs, ce débat n'est pas contre l'investissement. Ce débat n'est pas contre l'innovation. Ce débat est contre l'imprudence financière. Créer un fonds de 25 milliards de dollars financé par la dette crée une duplication inutile, augmente les risques financiers, ouvre la porte à l'ingérence politique et impose un lourd fardeau aux générations futures, qui méritent un investissement transparent. C'est pourquoi, au nom de la responsabilité fiscale et de la transparence, et au nom des contribuables, je suis contre la création de ce fonds souverain.

• (1355)

L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir pu entendre le point de vue de mon collègue, qui a insisté sur l'importance d'investir au Canada et au Québec pour faire croître notre économie, pour créer de meilleurs et de plus nombreux emplois. Il a vraiment bien insisté sur l'investissement et l'importance de l'investissement.

Cependant, il a terminé en disant qu'au Canada, contrairement à d'autres pays dans le monde, nous serions incapables de le faire correctement en suivant les bonnes règles de gouvernance. Pourquoi est-il si sceptique envers les capacités des Canadiens de faire aussi bien que d'autres pays?

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, ma crainte ne porte pas sur les Canadiens et les Canadiennes. Ma crainte porte sur la gestion des finances publiques des Canadiens et des Canadiennes par le gouvernement libéral. Le gaspillage de l'argent des Canadiens et des Canadiennes, c'est ce que fait le gouvernement actuel depuis maintenant 11 ans. On est passé de 700 milliards de dollars de dettes lors de l'arrivée des libéraux à 1 400 milliards de dollars de dettes après 11 ans. Ma crainte, c'est de mettre l'argent dans les mains des libéraux.

Xavier Barsalou-Duval (Pierre-Boucher—Les Patriotes—Verchères, BQ): Monsieur le Président, hier, dans la mise à jour économique, le gouvernement a annoncé que les contribuables, M. et Mme Tout-le-Monde, seront en mesure de cotiser au fameux fonds souverain du Canada que le premier ministre veut mettre en place. Ça s'adonne aussi que son objectif, comme premier ministre, c'est un peu de dicter les investissements qu'il y aura dans le fonds souverain. En effet, tout ça se fera via les projets recommandés par le Bureau des grands projets, lesquels projets auront à leur tour été décidés par le bureau du premier ministre. C'est donc lui qui va décider ce dans quoi le fonds souverain va investir.

Est-ce que mon collègue a l'intention d'investir ses économies personnelles dans les préférences du premier ministre?

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, malheureusement, je n'ai pas les mêmes revenus que notre premier ministre. Mes investissements sont beaucoup plus modestes. Ce n'est assurément pas le choix que je ferai. Pour ce qui est des Canadiens et des Canadiennes, naturellement, du côté conservateur, nous sommes pour la liberté de choix. Je vais donc laisser les Canadiens et les Canadiennes faire leur choix en ce qui a trait à leurs investissements.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, comme je l'ai dit plus tôt, je suis un peu déçu que le Parti conservateur ne reconnaisse pas la valeur d'un fonds souverain national. Je pense à l'agrandissement du port de Montréal au Québec. Il y a tellement de potentiel pour des projets partout au Canada, au Québec et dans toutes les régions du pays. Le fonds donne aux Canadiens la possibilité de participer. Il permet de faire

croître notre économie, de créer des emplois et de contribuer à notre PIB. L'approche des conservateurs consiste à s'écarter du chemin. C'est tout ce qu'ils veulent faire.

Je dirais qu'ils ne pensent pas à bâtir un Canada fort. Ils se soucient davantage du Parti conservateur que des intérêts des Canadiens. Pourquoi le Parti conservateur n'appuie-t-il pas ce que de nombreux...

[Français]

Le Président: L'honorable député de Richmond—Arthabaska a la parole.

Eric Lefebvre: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question parce qu'encore une fois, nous avons la preuve que ce que le gouvernement libéral fait, c'est dédoubler et tripler les infrastructures. On ajoute des couches, on ajoute des structures. On a déjà la Banque de l'infrastructure du Canada, qui est là pour faire le travail. Que les libéraux utilisent les outils qui sont en place et qu'ils continuent de bâtir le Canada.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

• (1400)

[Français]

L'ÉCHO DES FEMMES DE LA PETITE PATRIE

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, Ind.): Monsieur le Président, c'est avec une immense fierté que je prends la parole pour souligner un jalon exceptionnel dans Rosemont—La Petite-Patrie. Cette année, nous célébrons le 40^e anniversaire de L'Écho des femmes. Depuis quatre décennies, cet organisme est bien plus qu'un simple lieu de rassemblement. C'est un pilier de solidarité, un rempart contre l'isolement et un moteur de changement social. Que ce soit par l'entraide, l'éducation populaire ou la défense des droits, L'Écho des femmes transforme des vies.

On ne peut en parler sans nommer une femme d'exception. Je tiens à saluer les 35 ans d'implication de Silvia Martinez. Silvia, c'est un des cœurs battants de l'organisme. Elle porte la voix de celles qui n'en ont pas assez. Son dévouement pour la justice et son regard souriant ont marqué des générations.

Dans un monde où les inégalités et la violence persistent, nous avons besoin de L'Écho des femmes et de femmes de la trempe de Silvia Martinez. Au nom de la population de Rosemont—La Petite-Patrie, je leur dis merci et je leur souhaite encore de nombreuses années de lutte et de victoire.

* * *

[Traduction]

L'ORGANISME OTTAWA STRAY CAT RESCUE

Anita Vandenberg (Ottawa-Ouest—Nepean, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour souligner le travail important de l'équipe d'Ottawa Stray Cat Rescue, un organisme entièrement géré par des bénévoles qui sauve des chats dans le besoin, qui prend soin d'eux grâce à un réseau de foyers d'accueil et qui les aide à trouver des familles sûres et aimantes. Si les chats sont trop sauvages pour être adoptés, l'organisme possède un bâtiment où ils peuvent vivre en sécurité et être nourris par un vétérinaire.

Chaque année, l'organisme Ottawa Stray Cat Rescue sauve plus de 750 chats. Les familles d'accueil jouent un rôle particulièrement important en aidant les chats à guérir, à socialiser et à se préparer à l'adoption. L'année dernière, j'ai adopté ma propre petite Coco par l'entremise d'Ottawa Stray Cat Rescue. Elle avait été accueillie affectueusement par Axelle et Scarlett, et nous leur en sommes très reconnaissants.

Je tiens à remercier tous les bénévoles, les familles d'accueil et les amis d'Ottawa Stray Cat Rescue des services exceptionnels qu'ils rendent à notre collectivité.

* * *

LES FINANCES

Rosemarie Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake, PCC): Monsieur le Président, le budget coûteux financé à crédit des libéraux affiche un déficit de 65,3 milliards de dollars. C'est plus du double du déficit de Justin Trudeau et le plus important déficit de notre histoire, si on exclut la période de la pandémie.

Ces dépenses inflationnistes financées à crédit ne restent pas confinées aux livres comptables d'Ottawa. Elles se traduisent par une hausse des coûts, des impôts et de la dette pour les Canadiens qui ont déjà du mal à joindre les deux bouts. Les intérêts sur la dette coûtent désormais 59 milliards de dollars par année aux Canadiens. Ce montant dépasse les transferts fédéraux en santé et excède les revenus tirés de la TPS. Le service de la dette coûte environ 3 400 \$ par année à une famille moyenne. Cette facture, ce sont tous les Canadiens qui la paient. Voilà les conséquences réelles.

Pendant que les libéraux se félicitent des dépenses déficitaires, les Canadiens voient la facture grimper. Au bout du compte, le gouvernement n'a pas d'argent. Cet argent appartient aux Canadiens et ce sont eux qui paient la note.

* * *

LE 150^E ANNIVERSAIRE DE ST. CATHARINES

Chris Bittle (St. Catharines, Lib.): Monsieur le Président, le 1^{er} mai 1876, St. Catharines a été constituée en ville, ce qui signifie qu'il y a 150 ans, la ville-jardin a vu le jour. Au fil des ans, St. Catharines est devenue une ville dynamique de près de 150 000 habitants. En cours de route, nous avons accueilli des collectivités comme Merriton, Louth, Grantham et Port Dalhousie, et oui, c'est la bonne prononciation.

Toutes les villes ont leurs histoires. Les générations se succèdent, les lieux d'intérêt changent et les souvenirs s'estompent, mais une chose demeure constante: la terre sous nos pieds. C'est pourquoi le thème des célébrations est « notre terre commune ». Notre territoire nous a soutenus et nous a permis de progresser. Il a été foulé par les Premières Nations, il a servi de refuge aux gens en quête de liberté qui ont emprunté le chemin de fer clandestin et il a favorisé l'émergence de voies navigables, de vignobles, de vergers, d'industries et de jardins qui nous définissent aujourd'hui.

J'invite tout le monde à se joindre à nous samedi, de midi à 16 heures, au parc Montebello, pour célébrer ce jalon remarquable. Même si l'épellation inhabituelle du nom de notre ville demeure un mystère, une chose est certaine: joyeux anniversaire, St. Catharines.

Déclarations de députés

LES NIGHTHAWKS DE NIVERVILLE

Ted Falk (Provencher, PCC): Monsieur le Président, je tiens aujourd'hui à féliciter une équipe extraordinaire de Provencher, les Nighthawks de Niverville, pour avoir remporté le championnat de la Ligue de hockey junior du Manitoba.

Les Nighthawks, qui n'en sont qu'à leur quatrième saison, ont eu une saison régulière exceptionnelle: 51 victoires, 6 défaites et 1 match nul. Ils se sont imposés comme l'une des équipes les plus dominantes de l'histoire de la ligue. Ils ont poursuivi sur leur lancée en séries éliminatoires, battant les Oil Caps de Virden pour remporter la Coupe Turnbull et devenir champions de la Ligue de hockey junior du Manitoba.

Cette réussite est le fruit d'un travail d'équipe, marqué par des rendements exceptionnels et un leadership exemplaire à tous les niveaux de l'organisation. Le gardien Austin Dubinsky a été désigné joueur le plus utile des séries éliminatoires, le capitaine Adam Vigfusson a montré l'exemple, Merik Boles s'est vu décerner le prix du meilleur esprit sportif et l'entraîneur Dwight Hirst a été nommé entraîneur de l'année. L'équipe représentera le Manitoba lors du tournoi de la Coupe du Centenaire à l'Île-du-Prince-Édouard, où elle affrontera les meilleures équipes juniors A de tout le Canada.

Au nom de la Chambre, je félicite les Nighthawks de Niverville pour leur incroyable exploit et je leur souhaite de continuer sur cette lancée dans leur quête du titre national. Allez les Nighthawks!

* * *

● (1405)

[Français]

LES SOINS DE SANTÉ BUCCODENTAIRE

L'hon. Jean-Yves Duclos (Québec-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je dis bravo aux 250 000 résidents de la grande région de Québec et de Chaudière-Appalaches qui sont maintenant couverts par le nouveau Régime canadien de soins dentaires, ce qui leur permet d'économiser en moyenne 900 \$ par année sur le coût des soins de santé buccodentaire.

Je dis bravo également au personnel et aux étudiants de la Faculté de médecine dentaire de l'Université Laval qui utiliseront un investissement additionnel de près de 4 millions de dollars pour améliorer encore davantage l'accès aux soins buccodentaires dans notre belle région. Cet investissement financera de nouveaux stages en dentisterie sociale à la clinique SPOT de la basse-ville de Québec, ainsi que dans une nouvelle clinique de la Rive-Sud. Cet investissement permettra aussi de déployer des stages en cabinets privés situés dans les secteurs moins bien desservis de la grande région de Québec.

Je dis bravo et merci à nouveau à tous les partenaires de cet important projet.

* * *

[Traduction]

LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, lors de récentes assemblées publiques, j'ai clairement compris que les gens ne se sentent pas en sécurité au centre-ville. Des habitants m'ont dit qu'ils évitaient de sortir le soir. Certains ne sortent de chez eux que pour monter directement dans un Uber.

Déclarations de députés

Les rues sont jonchées de matériel servant à consommer de la drogue, et il est désormais courant de voir des gens en consommer ouvertement dans le CTrain. Une étude de l'Institut Fraser révèle que Calgary se classe 27^e sur 334 municipalités en matière de crimes contre les biens.

Une vitrine fracassée peut être le coup de grâce pour une petite entreprise. Les vitrines placardées et les graffitis font fuir les clients, pas les délinquants. Les dégâts matériels entraînent une hausse des primes d'assurance et des frais de condo. Les services de première ligne sont débordés et n'ont pas les outils légaux nécessaires pour empêcher les récidivistes de sévir dans nos rues.

Nous ne devons pas accepter cela comme la nouvelle norme. Le projet de loi C-14 était la première étape pour retrouver nos rues. Il faut aller plus loin. Nous avons besoin de lois pour protéger les premiers intervenants, de peines préférentielles et de mesures qui accordent la priorité aux victimes. Les habitants de Calgary réclament des mesures concrètes afin de pouvoir retrouver des quartiers sécuritaires et normaux.

* * *

LE FESTIVAL MAY DAYS

Ron McKinnon (Coquitlam—Port Coquitlam, Lib.): Monsieur le Président, la semaine prochaine, les habitants de Port Coquitlam célébreront une des traditions les plus chères à notre collectivité, le festival May Days. Cette célébration du printemps, qui en est à sa 103^e année, rassemble les voisins, les familles et les visiteurs pour des festivités qui reflètent le meilleur esprit communautaire.

De la cérémonie d'ouverture dimanche au défilé du 1^{er} mai organisé par le club Rotary le samedi suivant, le 9 mai, le festival May Days nous rappelle le bénévolat dynamique et la fierté locale qui définissent notre collectivité. J'encourage tout le monde à y participer et à profiter des concerts, de la nourriture délicieuse et des nombreuses activités pour la famille qui font tout le charme du festival May Days. J'encourage tout le monde à venir célébrer ce qui fait de Port Coquitlam un endroit si dynamique où il fait bon vivre.

* * *

LES TAXES SUR LE CARBURANT

Rhonda Kirkland (Oshawa, PCC): Monsieur le Président, à Oshawa, on me parle de personnes âgées à revenu fixe, de familles et de travailleurs qui font tout ce qu'il faut, qui élèvent leurs enfants et dont la situation continue d'empirer. Chaque arrêt à la pompe met leur budget à rude épreuve et, pour beaucoup d'entre eux, faire le plein d'essence signifie couper ailleurs.

Le premier ministre doit se décider. Il dit que le coût de la vie est plus abordable qu'il ne l'a été au cours des 10 dernières années, mais il admet aussi qu'il y a un problème. Ces messages contradictoires n'aident aucunement mes concitoyens d'Oshawa, et son plan n'offre toujours qu'un répit partiel et temporaire qui n'allègera pas le véritable fardeau qui pèse sur eux.

Le plan des conservateurs est meilleur. Nous proposons d'éliminer toutes les taxes fédérales sur l'essence et le diesel pour le reste de 2026, y compris la taxe d'accise sur le carburant, la TPS sur l'essence, la taxe sur le carbone pour les industries et la norme sur les combustibles. Pour cette année, ça se traduirait par une réduction pouvant atteindre 25 ¢ le litre, et des économies de plus de 1 200 \$ pour une famille de quatre personnes, ce qui représenterait un vrai

répit. Il est temps que le gouvernement libéral offre un répit complet qui dure toute l'année.

* * *

● (1410)

[Français]

GUYLAINE BARRÉ

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, c'est vendredi dernier que Guylaine Barré a rendu son dernier souffle, à la grande surprise de ses proches. Comme le titrait avec justesse ce matin *Le Courrier de Saint-Hyacinthe*, elle était une « marchande de bonheur ».

Guylaine était un véritable pilier du milieu des affaires de notre région. J'avais l'immense bonheur de la côtoyer régulièrement, mes bureaux étant situés au centre-ville, tout près de sa boutique, Rita Fleuriste, qu'elle faisait vivre avec passion depuis 40 ans. Peu d'entrepreneurs auront laissé une empreinte aussi marquante chez nous. Bonne humeur, sourire contagieux, dynamisme: énumérer toutes ses qualités dépasserait largement le temps qui m'est alloué aujourd'hui. Guylaine, qui aimait tant les fleurs, était assurément une rose parmi les épines.

Au nom du Bloc québécois, j'offre mes plus sincères condoléances à sa famille, ainsi qu'à toute l'équipe de Rita Fleuriste. Ne nous y trompons pas, depuis près d'une semaine, c'est toute une communauté qui est en deuil.

Je salue Guylaine.

* * *

[Traduction]

FÉLICITATIONS À L'OCCASION D'UN DÉPART À LA RETRAITE

Ernie Klassen (Surrey-Sud—White Rock, Lib.): Monsieur le Président, Doug Tennant a consacré plus de 35 ans à promouvoir l'inclusion des personnes ayant une déficience intellectuelle, en tant que parent, bénévole et directeur général d'Uniti.

Doug a travaillé aux côtés de militants qui défendent leur propre cause afin de veiller à ce qu'ils bénéficient des mêmes droits et possibilités que tous les Canadiens. Il a contribué au lancement d'initiatives novatrices en matière de logement, créant ainsi des communautés qui offrent des logements de qualité pour tous, y compris les personnes handicapées. Son leadership a renforcé les partenariats entre les secteurs à but non lucratif, privé et public. Doug a siégé au conseil d'administration d'Uniti, de la Chambre de commerce de Surrey et du BC CEO Network. Il a été l'un des fondateurs du Canadian Business Disability Inclusion Network. Il met son influence au service de la lutte contre le sectarisme grâce à des initiatives telles que We Belong Surrey.

À l'approche de sa retraite, Doug prévoit de continuer à faire du bénévolat pour promouvoir l'inclusion et le logement abordable, dans l'espoir que son travail contribue à façonner les politiques, à inspirer les dirigeants et à bâtir des collectivités plus accueillantes. Je souhaite à Doug une heureuse retraite.

LES TAXES SUR LE CARBURANT

Larry Brock (Brantford—Brant-Sud—Six Nations, PCC): Monsieur le Président, les Canadiens continuent de se faire écorcher à la pompe, et les libéraux ne font qu'empirer les choses. Ils savent que les Canadiens peinent à joindre les deux bouts. Pourtant, ils continuent d'augmenter les taxes. Au lieu d'un véritable allègement, ils proposent un subterfuge: un tiers de l'allègement pour un tiers de l'année.

Pendant ce temps, les familles paient plus cher pour tout ce qu'elles achètent, car les taxes imposées par les libéraux font grimper le coût de la vie. Voici la réalité: la hausse du prix du carburant entraîne une augmentation de la facture d'épicerie. Que ce soit les camions, les livraisons ou les prix en magasin, tout augmente, et ce sont les Canadiens qui en paient le prix.

Quand les conservateurs ont proposé un plan visant à abolir toutes les taxes fédérales sur le carburant pour l'année, ce qui aurait permis de réduire les coûts de 25 ¢ le litre et de faire économiser plus de 1 200 \$ aux familles, les libéraux ont voté pour le maintien de ces taxes. Les libéraux ont ainsi choisi de continuer à ponctionner les Canadiens au moment où ils en ont le moins les moyens.

Les conservateurs proposent une aide concrète, un plan pour faire le plein d'essence sans se ruiner. Les Canadiens ne devraient pas avoir à choisir entre faire le plein d'essence et nourrir leur famille.

[Français]

DES ÉCOLES DE MONT-SAINT-BRUNO—L'ACADIE

Bienvenu-Olivier Ntumba (Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, Lib.): Monsieur le Président, ces dernières semaines, j'ai eu le plaisir de voir des jeunes de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie, où j'ai visité plusieurs écoles. J'ai parlé avec les élèves et avec les équipes de l'École de Monseigneur-Gilles-Gervais et de l'École Albert-Schweitzer. J'ai été touché par leur curiosité, par leur motivation et par leur intérêt pour l'avenir.

[Traduction]

J'ai également eu le plaisir d'accueillir sur la Colline du Parlement des élèves de l'école secondaire régionale Heritage. Ils sont venus voir comment fonctionne notre démocratie. Leurs questions étaient claires et réfléchies.

[Français]

Ces rencontres sont importantes. Elles montrent qu'il faut aider nos écoles. Elles montrent aussi qu'il faut aider les jeunes à prendre part à la vie citoyenne. Je remercie les directions, les enseignants et, surtout, les élèves de leur accueil et leur énergie.

[Traduction]

LES FINANCES

Shelby Kramp-Neuman (Hastings—Lennox and Addington—Tyendinaga, PCC): Monsieur le Président, le dernier rapport du Laboratoire de sciences analytiques en agroalimentaire de l'Université Dalhousie est sans équivoque: les pressions financières persistent, les Canadiens n'obtiennent pas de répit et ils sont contraints de payer des prix toujours plus élevés.

Déclarations de députés

Le gouvernement libéral, avec son récent budget financé à crédit, montre qu'il s'entête à maintenir une politique budgétaire qui consiste à dépenser maintenant et à ne jamais payer. Depuis plus de 10 ans, cette politique fait grimper le coût de tout, de la nourriture à l'essence en passant par les loyers. Le déficit a doublé, et qu'est-ce que les Canadiens ont obtenu en retour? Quels avantages concrets ces dépenses ont-elles apportés aux Canadiens?

Le premier ministre présente souvent le nouveau gouvernement comme un vecteur de changement, mais les Canadiens savent que ce sont les mêmes ministres et conseillers qui ont endetté le pays. Le simple fait de remplacer le premier ministre par l'architecte de cette politique ne dupe personne. Cette semaine, le gouvernement avait l'occasion d'aider les Canadiens et de changer de cap. Au lieu de cela, il a doublé le déficit, ce qui ne fera qu'alourdir le fardeau des ménages qui sont déjà à bout de souffle.

Il est encore possible d'emprunter une meilleure voie, une voie qui accorde la priorité à l'abordabilité et à la reddition de comptes.

● (1415)

[Français]

LES SÉRIES ÉLIMINATOIRES DE LA COUPE STANLEY

Claude Guay (LaSalle—Émard—Verdun, Lib.): Monsieur le Président, mes chers Canadiens de Montréal, la deuxième équipe la plus jeune de la Ligue nationale de hockey, participe aux séries éliminatoires de la Coupe Stanley à la suite d'une saison excitante.

[Traduction]

Ça me rappelle mon enfance à Montréal quand j'allais voir les Canadiens s'entraîner à l'Auditorium de Verdun. J'étais à quelques pieds de légendes qui ont brillé au Forum et à la télévision.

[Français]

On connaît leurs noms: Dryden, Savard, Robinson, Lapointe, Lafleur, Lemaire, Shutt, Gainey, Cournoyer. Dans les mêmes années, alors que j'étudiais au secondaire, à deux pas de l'ancien Forum, nous avons vécu trois incroyables Coupes Stanley.

[Traduction]

Les trois fois, j'ai été en retenue, tout heureux, parce que j'ai assisté au défilé de la coupe Stanley au lieu d'aller à l'école.

[Français]

Les jeunes glorieux d'aujourd'hui nous rendent aussi fiers.

[Traduction]

Je fais maintenant appel à tous les fantômes de l'ancien Forum de Montréal ainsi qu'à tous les partisans de LaSalle—Émard—Verdun et du Canada pour crier « Go Habs, go ».

LES FINANCES

Mark Strahl (Chilliwack—Hope, PCC): Monsieur le Président, les mêmes vieux libéraux maintiennent la même approche après une décennie de budgets financés à crédit. Non seulement ce premier ministre libéral dépensier a adopté les mêmes politiques d'emprunt et de dépenses que Justin Trudeau, mais il en a rajouté en doublant le déficit.

Questions orales

Ces politiques inefficaces ont laissé les Canadiens aux prises avec les pires coûts du logement, la pire croissance économique et la pire inflation du G7. Les coûts pour les Canadiens sont énormes. Les intérêts sur la dette nationale atteindront 60 milliards de dollars cette année et 90 milliards de dollars dans cinq ans. Cela représente 3 400 \$ en frais d'intérêt pour chaque famille canadienne cette année. Cet argent va à des banquiers et à des créanciers obligataires plutôt qu'à des médecins et à du personnel infirmier. Le paiement des intérêts sur la dette est maintenant l'élément du budget libéral qui connaît la croissance la plus rapide.

Les libéraux hypothèquent l'avenir, augmentent de façon égoïste les dépenses à crédit et refilent la facture à nos enfants et à nos petits-enfants. Assez, c'est assez. Il est temps de rétablir la responsabilité financière et de mettre fin aux budgets libéraux irresponsables et financés à crédit.

* * *

L'ARMÉE DU SALUT

L'hon. Robert Oliphant (Don Valley-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, j'ai le plaisir aujourd'hui d'accueillir à Ottawa les dirigeants mondiaux de l'Armée du Salut, le général Lyndon Buckingham et la commissaire Bronwyn Buckingham, ainsi que des officiers du siège social canadien, situé dans ma circonscription, Don Valley-Ouest.

Dévouée au bien d'autrui et ayant à cœur la dignité des personnes dans le besoin, l'Armée du Salut aide les Canadiens depuis plus d'un siècle. Grâce aux banques alimentaires et aux magasins d'occasions, aux refuges et aux logements, aux soins de longue durée et aux soins palliatifs, aux programmes pour les jeunes, à la formation professionnelle et aux interventions d'urgence en cas de catastrophe, l'Armée du Salut est le plus important fournisseur direct de services sociaux non gouvernemental au pays. L'Armée du Salut est un partenaire important du gouvernement fédéral, qui vient en aide aux personnes dans le besoin. Je sais que tous les députés sont reconnaissants du travail qu'elle accomplit dans leur circonscription.

Après avoir connu des débuts modestes au Royaume-Uni, l'Armée du Salut transforme désormais des vies dans 134 pays. Son travail fidèle continue d'être une source d'inspiration.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

LES FINANCES

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, cette semaine, notre carte de crédit nationale en a pris un coup avec de nouvelles dépenses inflationnistes de 37 milliards de dollars, ce qui représente environ 1 000 \$ pour chaque Canadien. Qui doit payer la note? Les familles canadiennes utilisent leurs propres cartes de crédit jusqu'à leur limite pour payer l'épicerie et le loyer. Malgré toutes ces dépenses, nous avons toujours l'inflation alimentaire et les prix du logement les plus élevés du G7, et les sommes consacrées au service de la dette dépassent maintenant celles qui sont versées aux provinces pour les soins de santé.

Quand le gouvernement cessera-t-il de déposer des budgets irresponsables financés à crédit pour que les familles canadiennes puissent trouver les moyens de s'en sortir?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, si investir dans les travailleurs qualifiés et les débouchés pour les jeunes, et si aider les apprentis à terminer leur formation dans un métier désigné Sceau rouge sont des dépenses inflationnistes et inutiles, je suppose que nous voyons où ces gens veulent en venir avec leur soutien.

Je me permets cependant de dire aux députés ce qu'ont déclaré hier des représentants du Syndicat des métiers de la construction, dont Sean Strickland et Robert Kucheran, et de nombreux autres syndicats. Ils ont dit que la mise à jour économique envoie un message fort et qu'elle permettra d'accomplir beaucoup de choses. Ils se réjouissent que le gouvernement investisse dans les travailleurs du tout le pays. Ils n'arrivent pas à croire que le Parti conservateur ne les appuiera pas.

● (1420)

Melissa Lantsman (Thornhill, PCC): Monsieur le Président, je me réjouis que la ministre ait mieux maîtrisé ses émotions aujourd'hui. Je ne suis pas surprise qu'une autre rescapée de l'ère du gouvernement Trudeau prétende que tout va bien. La réalité, c'est qu'avec ses hausses de taxes et ses dépenses inflationnistes, le gouvernement libéral a gravement nui à la classe moyenne et aux travailleurs, ceux-là mêmes qu'il dit protéger depuis plus de 10 ans. Les 37 milliards de dollars de dépenses supplémentaires prévues dans le plus récent budget financé à crédit ne feront qu'aggraver la situation. Tout le monde le sait.

Encore une fois, le gouvernement mettra-t-il fin à ses délires et arrêtera-t-il de dépenser pour permettre aux Canadiens de vraiment améliorer leur sort?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas de quels Canadiens parle la députée. Pour ma part, je pense à tous ceux qui travaillent fort chaque jour pour bâtir le pays: les électriciens, les plombiers, les mécaniciens, les grutiers et les conducteurs d'équipement lourd. En réalité, partout au pays, bon nombre de nos fils et de nos filles suivent une formation dans un métier spécialisé, mais ils ont du mal à joindre les deux bouts.

Les députés peuvent compter sur nous pour veiller à ce qu'aucun Canadien ne soit laissé pour compte. On ne peut pas en dire autant de ces gens-là.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, la coûteuse mise à jour budgétaire financée à crédit de cette semaine montre que les libéraux poursuivent sur leur lancée des 10 dernières années: davantage de dépenses, davantage de dettes, davantage de taxes et d'impôts, c'est encore du pareil au même. Il se trouve que le premier ministre n'a rien d'un as des finances: il n'est qu'un libéral dépensier comme les autres. Son déficit est deux fois supérieur à celui de Justin Trudeau. Il oblige les Canadiens à consacrer plus d'argent aux intérêts sur la dette qu'à la santé. Résultat? À cause des libéraux, l'inflation n'a jamais été aussi vertigineuse en 40 ans, l'inflation alimentaire n'a jamais été vertigineuse, point, et l'économie canadienne est, au sein du G7, la seule à se contracter.

Quand le premier ministre libéral renoncera-t-il à ses coûteux budgets financés à crédit, de manière à ce que les Canadiens aient de nouveau les moyens de vivre leur vie?

Questions orales

L'hon. John Zerucelli (secrétaire d'État (Travail), Lib.): Monsieur le Président, le député sait pertinemment que, dans le G7, c'est le Canada qui a la situation budgétaire la plus avantageuse.

Cela dit, au cours de la période des questions d'hier, je n'ai pas entendu les conservateurs prononcer même une seule fois le mot « travailleurs », alors laissons directement la parole aux travailleurs. Laissons la parole à Colin Daniels, qui représente l'organisme Saskatchewan Building Trades et qui est membre du fameux syndicat des travailleurs de fer structural. Voici ce qu'a dit Colin Daniels:

Le gouvernement libéral a fait là une annonce historique. Lorsqu'il s'agit pour le Canada d'investir comme jamais auparavant dans les infrastructures, il est essentiel d'offrir du soutien aux apprentis et aux centres de formation du syndicat des travailleurs de fer structural au moyen par exemple du Programme pour la formation et l'innovation en milieu syndical. La réalisation des projets d'intérêt national repose sur une main-d'œuvre solide et chevronnée...

Le Président: Le député de Regina—Qu'Appelle a la parole.

L'hon. Andrew Scheer (Regina—Qu'Appelle, PCC): Monsieur le Président, les travailleurs en ont assez de voir leur chèque de paie perdre de la valeur à cause de l'inflation libérale. C'est ce que disent les travailleurs partout au pays.

Cependant, après près d'une décennie de ce coûteux gouvernement libéral, les Canadiens doivent se serrer la ceinture au maximum, pendant que le premier ministre, lui, remplit la carte de crédit du pays au maximum. Si on veut jouer au jeu des citations, je ne suis pas le seul à le dire. Même le *Globe and Mail* a écrit: « Le gouvernement Trudeau a fait toutes sortes de choses qui n'ont cessé d'aggraver la situation, sur les plans financier et économique, et le gouvernement [du nouveau premier ministre] ne fera presque rien pour améliorer la situation. »

Encore une fois, quand les libéraux renonceront-ils à leur gestion budgétaire à crédit afin que les Canadiens aient les moyens de subvenir à leurs besoins?

L'hon. Gregor Robertson (ministre du Logement et de l'Infrastructure et ministre responsable de Développement économique Canada pour le Pacifique, Lib.): Monsieur le Président, notre mise à jour économique du printemps prévoit des investissements très judicieux et vise à rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. L'opposition ne semble jamais vouloir parler du logement abordable ni des résultats que nous obtenons, avec des loyers en baisse depuis 18 mois consécutifs.

Dans cette mise à jour, on peut voir que jusqu'à 100 000 travailleurs canadiens pourront contribuer à la construction de logements abordables dans les décennies à venir. Nous allons faire en sorte que la vie soit plus abordable, en particulier pour les jeunes Canadiens qui ont besoin de cet allègement fiscal pour acheter une première maison et qui souhaitent faire carrière dans la construction de logements pour les Canadiens.

[Français]

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, pendant la campagne électorale de 2025, le premier ministre se présentait comme un économiste rigoureux.

Aujourd'hui, Emmanuelle Latraverse, du *Journal de Montréal*, dit clairement, comme nous tous d'ailleurs, qu'il est bien plus un politicien libéral qu'un économiste. Dans sa mise à jour, il augmente les dépenses, il n'a aucun plan pour équilibrer le budget et il installe des déficits pour des années. Un économiste aurait imposé de la

discipline. Lui, actuellement, multiplie les programmes et repousse les décisions difficiles.

Pourquoi le premier ministre agit-il comme un libéral dépensier plutôt que comme le gestionnaire sérieux qu'il a prétendu être devant les Canadiens?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, quand j'écoute les conservateurs, je suis éblouie de voir qu'ils ne prennent pas vraiment au sérieux la guerre tarifaire. Nous devons gérer une menace tarifaire américaine. En même temps, nous sommes là pour bâtir une économie forte. Dans les circonstances, nous protégeons notre filet social et nous réduisons notre déficit de 11 milliards de dollars.

Parce que nous sommes là pour soutenir les Canadiens, nous allons le faire en maintenant la deuxième croissance économique la plus forte du G7. En même temps, nous allons le faire en ayant la position fiscale, la réalité fiscale la plus pertinente, la plus forte de tous les pays du G7.

• (1425)

Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de savoir que j'éblouis la ministre. Pendant ce temps, ce qui n'est pas éblouissant, c'est de voir qu'absolument rien n'a été réglé malgré ce qu'elle vient de dire. Les droits de douane sont encore en vigueur. Ils ont même été augmentés sur tous les produits liés à l'acier. C'est une catastrophe. Il y a des entreprises qui ferment. C'est ça, la vraie réalité.

On a des beaux mots de ce côté de la Chambre, mais, la vraie vie, c'est autre chose. Ce qu'on a eu avec la mise à jour économique du premier ministre, c'est un budget qui continue de dépenser et qui n'apporte aucune solution concrète pour régler les problèmes d'aujourd'hui.

Qu'est-ce que la ministre peut répondre de vraiment pertinent?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, les solutions concrètes sont claires. Nous avons créé 96 000 emplois dans les six derniers mois. C'est bien plus que ce qui aurait été créé par les conservateurs. En plus, nous avons été capables de maintenir la deuxième croissance la plus forte du G7 et nous avons été capables de garder la réalité fiscale la plus forte.

Bien entendu, nous savons que les Canadiens ont besoin d'aide. Nous savons que les prix de l'essence ont augmenté. Nous savons que les prix de l'épicerie sont encore trop chers. C'est pourquoi nous avons un filet social fort. C'est pourquoi nous sommes là pour aider les Canadiens d'un bout à l'autre du pays.

*Questions orales***L'INDUSTRIE PÉTROLIÈRE ET GAZIÈRE**

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, les libéraux poursuivent leur capitulation climatique avec leur mise à jour économique. Il n'y a pas un sou pour aider nos entreprises à faire face aux nouveaux droits de douane des Américains depuis le 6 avril, mais les pétrolières, elles, sablent le champagne. Les libéraux ont allongé 10 milliards de dollars de fonds publics pour essayer de leur trouver des partenaires d'affaires, 25 milliards de dollars de plus avec leur patente de fonds souverain, en plus de prolonger les crédits d'impôt. Ce sont nos PME qui risquent de fermer, pas les pétrolières.

Pourquoi est-ce que ce sont les pétrolières qui reçoivent de l'aide?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, Lib.): Monsieur le Président, ce qu'on voit en regardant la mise à jour économique du printemps, c'est que nous avançons en matière de lutte contre les changements climatiques et pour la nature.

Nous avons finalisé les règlements sur le méthane. Cela permettra de réduire les émissions de 400 mégatonnes. Nous avons une stratégie pour le secteur de l'automobile. En février, nous avons vu les ventes de voitures électriques augmenter de 47 % après que nous avons mis ça de l'avant. Nous continuons à être un chef de file, à lutter contre les changements climatiques et nous allons continuer ce travail.

Yves Perron (Berthier—Maskinongé, BQ): Monsieur le Président, les libéraux ont assez d'argent pour allonger pas loin de 40 milliards de dollars en aide aux pétrolières dans la mise à jour économique, mais pas un sou pour les médias en pleine crise qui accumulent les mises à pied, pas un sou pour les aînés qui subissent la hausse du coût de la vie, pas un sou pour nos PME face aux droits de douane américains. Par contre, quand vient le temps de dire oui aux pétrolières, les libéraux se précipitent.

Pourquoi les entreprises milliardaires du pétrole passent-elles avant tout le monde?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, ce n'est pas sérieux, ce que mon collègue dit. Je pense que lui-même ne croit pas ses propres lignes quand il les lit.

Ce matin, j'ai parlé avec mon nouveau collègue, mon nouvel homologue, le ministre de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie du Québec Bernard Drainville. Nous nous sommes entendus sur plusieurs projets fondamentaux pour l'économie québécoise. En plus, nous allons annoncer très bientôt de l'aide pour nos PME dans le domaine de l'acier et de l'aluminium. Nous savons que l'interprétation des droits de douane de la part de la Maison-Blanche a changé. Nous savons que des entreprises partout au pays, y compris au Québec, sont affectées. C'est pourquoi nous serons là pour les aider.

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, les libéraux prétendent que produire plus de pétrole n'affectera pas l'environnement à cause du captage et du stockage de carbone, mais, dans leur mise à jour économique, ils transforment leur solution miracle en un nouveau problème. Ils modifient leur crédit d'impôt pour le stockage de carbone pour qu'il serve aussi à la récupération assistée du pétrole. Ça veut dire injecter du CO₂ pour pomper plus de pétrole sale. En plus, ils veulent qu'on paie pour ça avec un crédit d'impôt de 14,5 milliards de dollars.

Comment peuvent-ils justifier ça?

L'hon. Julie Dabrusin (ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature, Lib.): Monsieur le Président, si on veut continuer à parler de notre mise à jour économique du printemps, je suis sûre que mon collègue a vu la stratégie pour la nature qui y est incluse. Cela inclut la protection d'une aire maritime dans la baie James. Je pense que le député aimerait bien voir cela.

Nous allons continuer. Nous faisons de nouveau des investissements du côté international avec des fonds pour l'action climatique internationale. Le Canada est chef de file dans le monde du côté international, du côté du méthane et du côté de la protection de la nature. C'est ce qu'on a vu dans la mise à jour économique.

* * *

● (1430)

[Traduction]

LES FINANCES

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, la mise à jour économique de cette semaine prouve que rien n'a changé. En fait, le premier ministre a doublé les déficits galopants de Justin Trudeau et il s'entête à maintenir le cap sur 10 années de budgets à crédit faramineux. Maintenant, les médias rapportent que le gouvernement envisage de recycler les capitaux des biens publics comme les aéroports pour les investir dans le nouveau fonds dit souverain.

Je pose la question suivante au premier ministre: quelle proportion des biens publics du Canada prévoit-il vendre pour financer d'autres dépenses libérales inutiles?

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, malgré les vents contraires qui soufflent sur le Canada, notre situation financière est solide. Voici les faits. Les salaires ont augmenté de 4,7 %, ce qui dépasse l'inflation. Nous avons le ratio dette-PIB le plus bas du G7. Nous créons des voies d'accès pour les jeunes Canadiens, en veillant à ce qu'ils aient des emplois spécialisés, en particulier 100 000 emplois qualifiés Sceau rouge. Nous le faisons tout en amenant les Canadiens à participer à notre Fonds pour un Canada fort. C'est ainsi que nous bâtissons un pays fort, et c'est avec les Canadiens que nous le ferons.

Leslyn Lewis (Haldimand—Norfolk, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a doublé les déficits de Justin Trudeau et, aujourd'hui, les Canadiens font la queue devant les banques alimentaires et n'ont pas les moyens de payer leur épicerie. Les libéraux veulent maintenant vendre des infrastructures nationales et verser l'argent dans leur fonds souverain. Nous avons déjà vu cette situation avec la Banque de l'infrastructure, qui est un échec, perd de l'argent et repose sur des déficits.

Le premier ministre comprend-il que ses dépenses effrénées laissent les Canadiens avec plus de dettes et des coûts plus élevés?

Questions orales

L'hon. Rechie Valdez (ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites Entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, grâce à notre mise à jour économique du printemps, nous soutenons les travailleurs et les jeunes Canadiens. Nous veillons à ce que la vie soit plus abordable pour les Canadiens. Nous bâtissons des collectivités fortes et sûres et, comme nous l'avons dit, nous mettons en place un fonds souverain qui permettra aux Canadiens de bénéficier directement de la réussite du Canada. La députée vient de l'Ontario. Je ne sais pas ce qu'elle a contre notre Bureau des grands projets, qui supervise la réalisation du projet de centrale nucléaire de Darlington à Bowmanville et le projet Crawford de Canada Nickel. Ce ne sont là que quelques-uns des investissements que nous faisons ici, dans cette province, et c'est ainsi que nous bâtirons un pays fort.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, les libéraux disent qu'il s'agit d'un nouveau gouvernement, mais les seules choses qui ont changé, c'est la couleur des chaussettes du premier ministre et l'ampleur du déficit. Ce premier ministre libéral a doublé le déficit de Justin Trudeau, a rempli la carte de crédit du pays et a forcé les Canadiens à allouer plus d'argent aux banquiers et aux créanciers obligataires qu'aux routes et aux hôpitaux. Même le *Globe and Mail* y voit clair: « Il est évident que les libéraux n'ont pas l'intention de changer leurs habitudes dépensières. » C'est peut-être la raison pour laquelle les libéraux envoient plus d'argent aux médias dans leur mise à jour économique.

Pourquoi le coûteux gouvernement libéral prétend-il que « nouveau » signifie « amélioré »?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, pendant que le parti d'en face s'entête à ne rien offrir aux Canadiens, nous allons bâtir l'économie la plus forte du G7. Nous venons de déposer la mise à jour économique du printemps, qui confirme que nous avons la position financière la plus solide du G7. Nous avons également annoncé le fonds d'investissement souverain, qui stimulera les investissements massifs dans notre pays, un fonds créé par le Canada pour les Canadiens. Il est temps que ce parti quitte les lignes de côté et nous aide à bâtir un Canada fort.

Andrew Lawton (Elgin—St. Thomas—London-Sud, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais bien que ce député fasse un effort pour répondre à une question, pour une fois. Ce budget prouve que rien n'a changé: les mêmes excuses libérales, le même penchant libéral pour les dépenses, la même carte de crédit libérale, mais avec une limite bien plus élevée. Les Canadiens paient plus cher pour l'épicerie et le loyer, ils paient davantage de taxes, mais le premier ministre s'entête à maintenir les mêmes politiques inefficaces d'emprunt et de dépenses qui ont donné au Canada la pire inflation depuis 40 ans.

J'ai une question toute simple: pourquoi devrait-on forcer les Canadiens à assumer les paiements de carte de crédit pour les dépenses inconsidérées du premier ministre?

L'hon. Wayne Long (secrétaire d'État (Agence du revenu du Canada et Institutions financières), Lib.): Monsieur le Président, le député peut bien dire que nous donnons les mêmes réponses, mais les conservateurs posent toujours les mêmes questions, les uns après les autres.

Notre priorité est de bâtir l'économie la plus forte du G7. Notre priorité est de rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. Nous réduisons les impôts. Nous venons de mettre en place l'allocation

pour l'épicerie et les besoins essentiels. Nous venons de suspendre la taxe d'accise fédérale sur le carburant. Si on ajoute à cela la suppression de la taxe sur le carbone, cela représente 28 \$. Notre mise à jour économique du printemps confirme la solidité de notre situation financière.

Nous avons le chef qu'il faut pour bâtir un Canada fort. Eux, ils ont un chef qui n'a jamais travaillé un seul jour en dehors de cette Chambre.

• (1435)

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont promis un « nouveau gouvernement », mais rien n'a changé: les dépenses coûteuses et les taxes continuent de s'accumuler, ce qui fait grimper les prix pour les Canadiens. Qu'il s'agisse de l'épicerie, de l'essence ou du prêt hypothécaire qu'ils essaient de rembourser d'un mois à l'autre, les Canadiens ont du mal à joindre les deux bouts à cause des politiques coûteuses du gouvernement. La seule chose que ces libéraux avides de dépenser semblent vouloir équilibrer, c'est leur propagande politique — et c'est exactement ce qu'ils font aujourd'hui.

Reconnaîtront-ils qu'ils ont effectivement laissé tomber les Canadiens, et promettent-ils de mieux faire à l'avenir?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, plus les conservateurs s'efforcent d'être précis, plus les Canadiens devraient se méfier de leurs dires. En effet, ils se concentrent sur les détails alors que la réalité du monde ne correspond absolument pas à ce qu'ils disent.

Parlons des faits: 20 accords sur le commerce et la sécurité ont entraîné une augmentation de 40 % des échanges commerciaux avec d'autres pays que les États-Unis; les salaires augmentent plus rapidement que l'inflation; l'année dernière, nous avons créé plus d'emplois que les États-Unis; les prix des maisons sont à la baisse; les loyers sont à la baisse; l'inflation globale demeure raisonnable depuis des mois; le protocole d'entente conclu avec l'Alberta a donné lieu à des mesures durables en faveur du climat, à la production d'énergie et à une production record dans la province. Tout ceci, nous l'avons accompli en ayant la position financière la plus solide du G7.

C'est ça, la réalité.

Rachael Thomas (Lethbridge, PCC): Monsieur le Président, concentrons-nous sur les faits. Les libéraux dépensent tellement qu'ils ont doublé le déficit du gouvernement Trudeau. C'est tout un exploit, car ce déficit était évidemment colossal, et même historique. Le fait que le gouvernement l'ait doublé est donc assez incroyable. Si cela revêt une telle importance, ce n'est pas parce qu'ils ont dépensé autant d'argent, mais parce qu'ils l'ont fait en s'endettant, et que cette dette pèse sur les épaules des Canadiens, qu'il s'agisse des familles, des aînés ou des étudiants, qui font de leur mieux pour joindre les deux bouts.

Le gouvernement libéral peut faire quelque chose pour y remédier, alors pourquoi insiste-t-il pour être aussi coûteux et inefficace?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je suis ravi de passer en revue cette liste une nouvelle fois. Je ne suis pas certain que les députés d'en face seront aussi ravis de l'entendre.

Questions orales

Mais parlons-en. En cette époque marquée par des conflits mondiaux, les guerres en Iran et en Ukraine, et des guerres commerciales avec les États-Unis, le Canada est en tête de peloton. Nous occupons le deuxième rang des pays du G7 pour notre croissance économique. Nous avons la position financière la plus solide du G7. Nous investissons dans les familles et dans les collectivités.

Il y a tant à faire, et nous ne faisons que commencer. Nous invitons les députés d'en face à se joindre à nous.

Cathay Wagantall (Yorkton—Melville, PCC): Monsieur le Président, ce budget coûteux financé à crédit signifie plus de dettes, plus de coûts, plus de dépenses, plus d'impôts; c'est du pareil au même. Les déficits hors de contrôle étouffent les travailleurs canadiens, qui devront payer 407 milliards de dollars en intérêts au cours des six prochaines années. Rien n'a changé, et rien ne va changer à l'avenir pour nos jeunes de 18 ans qui votent pour la première fois si ce gouvernement n'est pas freiné dans son élan. D'ici 2031, ils seront sur le marché du travail et aux prises avec une dette nationale supplémentaire de 462 milliards de dollars.

Les libéraux ont doublé le déficit de Justin Trudeau et imposé à la prochaine génération un budget financé à crédit, et qu'est-ce que les Canadiens ont obtenu en retour?

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Nous allons attendre que tout le monde se calme.

Le secrétaire d'État au Développement rural a la parole.

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je tiens à souligner qu'à la suite de la mise à jour économique du printemps...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: Les députés ne se sont pas encore calmés. J'en appelle à la bonne volonté de tout le monde.

Le secrétaire d'État au Développement rural a la parole.

L'hon. Buckley Belanger: Monsieur le Président, la Saskatchewan est fière de faire partie du Canada. Les Canadiens savent tout ce que cette province a à offrir: le pétrole, le gaz, la potasse, l'or, l'uranium, le cuivre, l'énergie, sans compter ses gens et ses idées.

Maintenant que nous savons que nous pouvons bâtir le Canada ensemble, je demande aux Canadiens de ne pas nous comparer à une situation idéale, mais plutôt aux gens d'en face. J'ai fait quelques recherches sur...

Le Président: Les résultats de la recherche devront attendre.

Le député d'Abitibi—Témiscamingue a la parole.

• (1440)

[Français]

LES SERVICES PUBLICS ET L'APPROVISIONNEMENT

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, depuis des mois, les libéraux répètent qu'il n'y a aucun problème avec Cûram. Ils répètent que ce n'est pas vrai que les retraités peinent à recevoir leur pension de vieillesse, que ce n'est pas vrai qu'il y a des dépassements de coûts et, surtout, qu'on n'a pas besoin de faire d'enquête ou de transmettre des documents.

Coup de théâtre: dans la mise à jour économique, le gouvernement rajoute 451 millions de dollars dans Cûram et dans l'Agence

du revenu du Canada « pour veiller à ce que les personnes âgées reçoivent des prestations exactes et en temps opportun ».

S'il n'y a pas de problème avec Cûram, à quoi sert cet argent?

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens s'attendent à ce que leur gouvernement leur verse leurs prestations de manière fiable. La modernisation du système est l'un des moyens les plus importants dont nous disposons pour protéger les prestations dont dépendent les Canadiens.

Les députés d'en face préféreraient que les Canadiens utilisent un système obsolète qui était en train de craquer.

Sébastien Lemire (Abitibi—Témiscamingue, BQ): Monsieur le Président, qu'ont-ils à cacher? Les libéraux viennent de prouver à quel point une enquête publique est essentielle. Ils savent qu'il y a des problèmes de traitement des pensions de vieillesse avec Cûram puisqu'ils dépensent 451 millions de dollars de plus, notamment pour corriger ça.

Ils savent qu'il y a eu des dépassements de coûts. Ils viennent d'en faire un autre. Bref, ils prouvent à tous que les deux problèmes sont réels et qu'ils sont au courant de cela depuis des années, même quand l'ancien premier ministre Justin Trudeau était en poste.

Pourtant, pas plus tard que lundi, ils étaient encore en train de faire de l'obstruction au Comité permanent des comptes publics pour cacher l'information. Qu'est-ce qu'ils ont à cacher? À quand une enquête publique et indépendante?

[Traduction]

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, j'ai comparu au moins deux fois devant le Comité à ce sujet, et nos fonctionnaires ont également témoigné au sujet de Cûram. Comme le député d'en face le sait, nous respectons le budget et nous procédons exactement comme il nous a demandé de le faire, c'est-à-dire de toute urgence, pour que les gens ne figurent pas sur des listes d'attente et pour qu'on s'occupe des cas les plus urgents. Au moins 20 000 cas qui figuraient sur la liste d'attente ont été réglés, et d'autres suivront.

[Français]

LES FINANCES

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, pendant que le gouvernement libéral est fier d'ajouter des dizaines de milliards de dollars au déficit, les familles, elles, font des choix impossibles. Selon le rapport de l'Université Dalhousie, les Canadiens n'achètent plus ce dont ils ont besoin, mais ce qu'ils peuvent se permettre. Des parents sautent des repas pour nourrir leurs enfants. Le premier ministre libéral a doublé le déficit de Justin Trudeau, et, sur le terrain, un Canadien sur trois doit maintenant s'endetter pour manger.

Combien de preuves faudra-t-il encore avant que le gouvernement comprenne que ses budgets coûteux font mal aux familles canadiennes?

Questions orales

Madeleine Chenette (secrétaire parlementaire du ministre de l'Identité et de la Culture canadiennes et ministre responsable des Langues officielles et du secrétaire d'État (Sports), Lib.): Monsieur le Président, je suis toujours étonnée de voir le côté toujours négatif de l'opposition quand il y a des bonnes nouvelles.

Le sport est le bâtisseur de notre nation par excellence. Grâce à la mise à jour économique du printemps, nous faisons un investissement générationnel de 750 millions de dollars. C'est l'investissement le plus important depuis 20 ans. Les citoyens de Thérèse-De Blainville et les concitoyens de ce député doivent être heureux d'avoir cet investissement pour les villages, pour les villes et pour nos communautés.

Nous bâtissons un Canada fort en travaillant ensemble et en investissant dans nos sports et dans notre jeunesse.

• (1445)

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, ce n'est pas moi qui suis négatif, c'est eux; ils sont deux fois plus négatifs que l'ancien premier ministre libéral, Justin Trudeau. Ils ont deux fois plus de dettes. Qui est négatif? C'est eux; ils sont dans le rouge.

Pendant ce temps-là, ils nous donnent des réponses vraiment absurdes. Je parle des familles qui ne sont pas capables de se nourrir, mais eux se vantent encore d'un autre programme qu'ils ont mis en place, qui va coûter encore plus cher, qui va créer encore plus d'inflation.

Je n'ai rien contre le sport. Je n'ai rien contre le fait qu'on investisse dans le sport. Le problème, c'est que si on veut être en santé, il faut se nourrir d'abord et avant tout.

Pourquoi ne veulent-ils pas que les Canadiens se nourrissent?

Marie-Gabrielle Ménard (secrétaire parlementaire de la ministre des Femmes et de l'Égalité des genres et secrétaire d'État (Petites entreprises et Tourisme), Lib.): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de représenter à peu près 110 000 personnes dans Hochelaga—Rosemont-Est.

Le 5 juin prochain, c'est 39 500 personnes qui vont bénéficier de l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. Lorsqu'on parle de coût de la vie, c'est près du tiers de la circonscription que je représente qui va pouvoir être soutenu par cette mesure-là.

Les conservateurs ont voté contre le Programme national d'alimentation scolaire. Dans Hochelaga, c'est essentiel pour la réussite des jeunes.

Bernard Généreux (Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Katakomiq—Témiscouata, PCC): Monsieur le Président, après 10 ans sous des gouvernements libéraux, c'est encore la même chose: plus de dépenses, plus de dettes, plus de taxes, coût de la vie qui explose. Cette mise à jour économique prouve que rien n'a changé. Le premier ministre libéral actuel poursuit les mêmes politiques et déficits incontrôlés de son prédécesseur. Il a même doublé le déficit, contrairement à ce que la ministre vient de nous dire. Ça n'a aucun sens.

Le *Globe and Mail* affirme que les libéraux n'ont aucune intention de freiner le déclin économique.

Est-ce que le premier ministre libéral va enfin comprendre qu'en copiant les politiques coûteuses de Trudeau, il nous mène directement dans le mur?

L'hon. Nathalie Provost (secrétaire d'État (Nature), Lib.): Monsieur le Président, soutenir nos familles, soutenir nos jeunes, soutenir nos aînés, c'est ce que nous faisons. Quand nous augmentons le déficit, ce n'est pas pour des dépenses, c'est pour investir. C'est pour investir ici, aujourd'hui, dans nos jeunes, nos familles, nos aînés, mais investir aussi pour que, dans 10 ans, dans 20 ans, dans 50 ans, nous soyons encore une nation forte. C'est ça: bâtir le Canada. C'est ce que nous sommes en train de faire.

Bernard Généreux (Côte-du-Sud—Rivière-du-Loup—Katakomiq—Témiscouata, PCC): Monsieur le Président, c'est ce que Trudeau disait il y a 10 ans. On l'entend clairement dans les propos de ma collègue: les libéraux sont complètement déconnectés de la réalité des Canadiens.

Les familles coupent dans l'épicerie, les jeunes abandonnent l'idée d'acheter une première maison, les aînés continuent de travailler après leur retraite pour être capables de survivre. Pendant ce temps, ce gouvernement continue de dépenser sans compter et s'applaît comme si l'argent poussait dans les arbres. Cela n'a aucun bon sens.

Le premier ministre va-t-il enfin admettre que c'est la même chose depuis 10 ans et qu'il a encore un gouvernement libéral coûteux?

Claude Guay (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, je ne sais pas qui est déconnecté de la réalité.

Quand on a la meilleure position économique du G7, qu'on est en crise tarifaire et qu'il y a tous les problèmes qu'on a sur l'abordabilité, c'est le temps d'investir dans les Canadiens. C'est le temps d'aider nos jeunes à avoir des bons emplois dans le futur et d'avoir des grands projets dans lesquels ils peuvent travailler.

Eric Lefebvre (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, en doublant le déficit prévu par l'ancien premier ministre, les libéraux gaspillent l'argent en utilisant la carte de crédit des générations futures, dont celle des élèves de Richmond qui sont ici sur la Colline aujourd'hui.

Dans la mise à jour économique, le scandale Cúram fait encore une fois son retour. Les libéraux ajoutent un demi-milliard de dollars de dépassement de coûts à ajouter aux 5 milliards de dollars de dépassement de coûts.

Chaque dollar gaspillé aujourd'hui représente plus de dettes pour les générations futures. Les libéraux ont déjà dépensé 6,6 milliards de dollars pour un système qui ne fonctionne pas.

Quelle est la limite de la carte de crédit libérale?

• (1450)

L'hon. David McGuinty (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, ils sont contre tout. Ils sont contre l'industrie canadienne de la défense et de la sécurité qui génère des revenus annuels de 14 milliards de dollars, qui contribue à la création de 81 000 emplois à temps plein et 200 000 emplois indirects...

Une voix: Oh, oh!

[Traduction]

Le Président: Le député d'York-Centre m'empêche d'entendre le ministre.

Le ministre peut reprendre là où il s'est arrêté.

Questions orales

[Français]

L'hon. David McGuinty: Monsieur le Président, parlons des emplois. Le projet de navire de soutien interarmées va permettre la création de 3 100 emplois. Le projet lié aux destroyers de la classe Fleuves et Rivières va permettre la création de 9 000 emplois. Le projet lié aux aéronefs de recherche et de sauvetage va permettre la création de 1 800 emplois. Le projet de modernisation des véhicules logistiques va permettre la création de 1 600 emplois. La liste est longue, mais nous ne faisons que commencer.

* * *

[Traduction]

LES PÊCHES ET LES OCÉANS

Jessica Fancy (South Shore—St. Margarets, Lib.): Monsieur le Président, dans ma circonscription, South Shore—St. Margarets, les ports pour petits bateaux sont le poumon de notre communauté. Ils sont le moteur de notre économie et font partie intégrante de notre culture. Les installations de pêche situées sur les quais sont capables de nourrir le monde entier.

La ministre des Pêches pourrait-elle expliquer à la Chambre en quoi l'énoncé économique du printemps contribue à renforcer le Canada?

L'hon. Joanne Thompson (ministre des Pêches, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue pour ses efforts inlassables à la défense des ports et des pêches du Canada.

Les ports pour petits bateaux sont bien plus que de simples infrastructures. Ils constituent le pilier de nos communautés côtières et génèrent des milliers d'emplois dans le secteur de la pêche et des produits de la mer. Voilà pourquoi la mise à jour économique du printemps prévoit près de 1 milliard de dollars de nouveaux investissements destinés à la réparation et au renforcement de ces ports essentiels. En investissant dans les ports pour petits bateaux, nous investissons dans les personnes qui en dépendent.

* * *

LES FINANCES

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, la coûteuse mise à jour budgétaire libérale de cette semaine confirme ce que les Canadiens ressentent déjà à la caisse. Ce coûteux budget financé à crédit se traduit par plus de dettes, plus de coûts, plus de dépenses, plus de taxes et plus de réchauffé. Rien n'a changé, car le premier ministre libéral n'est qu'un autre libéral qui coûte cher. Il a doublé le déficit de Trudeau.

Selon le plus récent indice de l'état d'esprit des Canadiens à l'égard des aliments, les Canadiens choisissent désormais des aliments en fonction de leur prix plutôt qu'en fonction de leur valeur nutritive, et ils doivent réduire les quantités simplement pour survivre. Près de 10 millions de Canadiens sont en situation d'insécurité alimentaire.

Combien d'autres signaux d'alarme devront clignoter avant que les libéraux cessent d'en rajouter sur la carte de crédit nationale et rendent enfin la nourriture plus abordable pour les Canadiens?

L'hon. David McGuinty (ministre de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, je pense qu'ils en veulent plus, alors je vais leur en donner plus.

Il y a la 5^e Escadre Goose Bay, qui devrait créer des dizaines de milliers d'emplois, un investissement de 8 milliards de dollars. Il y

a le projet Bay du Nord, qui fournira des milliers d'emplois, à 14 milliards de dollars. Il y a le projet éolien de la rivière Mersey: 200 emplois en construction, à 500 millions de dollars. Il y a l'interconnexion entre la Nouvelle-Écosse et le Nouveau-Brunswick: 600 emplois, 6 milliards de dollars. Il y a le projet du port de Montréal à Contrecoeur: 8 000 emplois, 1,2 milliard de dollars. Et il y a Nouveau Monde Graphite: 1 000 emplois, 1,8 milliard de dollars.

Monsieur le Président, la liste est longue. Au lieu de faire de l'obstruction, les députés peuvent se joindre à nous et nous aider à bâtir le Canada.

Vincent Ho (Richmond Hill-Sud, PCC): Monsieur le Président, c'est le résultat d'une recherche dans Google sur les choses que les libéraux ont mises sur la carte de crédit nationale. Ce budget coûteux financé à crédit augmente les dettes, les coûts, les dépenses et les impôts. C'est encore et toujours la même chose. Rien n'a changé.

Le premier ministre libéral n'est qu'un autre libéral dépensier, et il a réussi à doubler le déficit de Trudeau. Le nombre de visites aux banques alimentaires a doublé. Un Canadien sur trois emprunte pour se nourrir, et les familles ont de la misère à payer leur épicerie.

Les déficits font grimper les prix aujourd'hui et mèneront à des hausses d'impôts plus tard — et c'est une approche que les libéraux s'entêtent à conserver. Pourquoi les libéraux insistent-ils pour alimenter les hausses de coûts et les déficits au lieu d'éteindre le feu pour les Canadiens qui ont du mal à payer leur épicerie, leur essence et leur loyer?

L'hon. Maninder Sidhu (ministre du Commerce international, Lib.): Monsieur le Président, ce n'est pas une recherche dans Google. Ce sont de vrais projets et de vrais travailleurs qui contribuent à de grands projets.

Il y a le nouveau projet nucléaire de Darlington, à Bowmanville, qui représente 18 000 emplois, le projet d'expansion du port de Montréal, qui représente 8 000 emplois, le projet de mine de cuivre en Saskatchewan, qui représente 500 emplois, le projet de route et de port de Grays Bay, qui représente 3 000 emplois, et la phase 2 du projet de LNG Canada, qui s'en vient et qui créera 7 000 emplois.

Voilà comment on bâtit un Canada fort.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre, un ancien banquier qui devrait s'y connaître un peu en économie, a doublé le déficit de Trudeau. Des déficits plus élevés entraînent une dette plus importante, une inflation plus forte et, ultimement, une hausse des impôts pour les Canadiens. En réalité, il fait grimper la facture de la carte de crédit du gouvernement sans avoir le moindre plan pour rembourser le capital.

Les familles ne gèrent pas leur budget de cette manière. Les politiques libérales ne font qu'augmenter les coûts, ce qui se fait particulièrement sentir lorsque l'on fait ses courses à l'épicerie. Les Canadiens connaissent la plus forte inflation alimentaire du G7.

Quand le premier ministre libéral mettra-t-il fin à sa coûteuse gestion budgétaire à crédit, afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir?

• (1455)

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, les 4 milliards de dollars alloués à Cold Lake constitueront un bon point de départ pour générer le genre de retombées locales dont il est question. Nous entendons les députés d'en face poser souvent les mêmes questions. Nous avons bien compris. Je pense qu'ils aiment insister sur les prix et les déficits.

Parlons de la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Jetons-y un petit coup d'œil. Quelle est notre situation budgétaire parmi les pays du G7? C'est la meilleure. Quel genre d'investissements réalisons-nous? Nous nous concentrons sur le coût de la vie, les produits alimentaires et les produits de première nécessité, la suspension de la taxe d'accise sur l'essence et la réduction des cotisations au Régime de pensions du Canada. Si les conservateurs veulent nous dire ce qu'ils souhaitent supprimer...

Le Président: La députée de Fort McMurray—Cold Lake a la parole.

Laila Goodridge (Fort McMurray—Cold Lake, PCC): Monsieur le Président, j'ai des nouvelles pour le secrétaire parlementaire: les familles et les parents veulent nourrir leurs enfants. Ils ne veulent pas devoir compter sur l'État juste pour joindre les deux bouts. Je sais que les libéraux ont du mal à le comprendre, mais c'est ce que les parents répètent jour après jour.

Ma question est simple. Les libéraux vont-ils enfin mettre fin à toutes leurs dépenses déficitaires et rétablir l'équilibre budgétaire? Combien d'autres rapports devront être publiés avant que les libéraux mettent fin à ces dépenses coûteuses financées à crédit et rendent la nourriture plus abordable pour les familles?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais bien qu'on me pose une question directe. Parlons-nous de dépenses déficitaires, comme le programme de repas dans les écoles? Parlons-nous de dépenses déficitaires, comme l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels? Parlons-nous de dépenses déficitaires, comme la taxe d'accise sur l'essence?

J'aimerais bien savoir quelles dépenses déficitaires inquiètent les conservateurs, car de ce côté-ci de la Chambre, nous nous concentrons sur l'abordabilité. Nous allons nous assurer d'être là pour les Canadiens.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre a présenté un autre budget libéral financé à crédit, le 11^e de suite, et il a doublé le dernier déficit de M. Trudeau.

Cette année, les Canadiens dépenseront 60 milliards de dollars rien que pour payer les intérêts sur la dette que le Canada doit déjà, et ce chiffre ne fait qu'augmenter. Ce sont 60 milliards de dollars qui ne sont pas consacrés aux soins de santé, aux infrastructures essentielles, à la défense nationale ou à des mesures de réduction du coût de la vie pour aider les Canadiens à se nourrir ou à se loger.

Ma question est simple: qu'est-il advenu du slogan libéral de l'année dernière, soit « dépenser moins, investir plus »? S'agissait-il uniquement d'un slogan pour gagner les élections? Les libéraux sont-ils vraiment incapables de réduire les dépenses du gouvernement?

L'hon. Rebecca Chartrand (ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Pré-

Questions orales

sident, je ne sais pas à qui le député du Manitoba parle, mais examinons ce que nous faisons: nous permettrons l'embauche de jusqu'à 100 000 nouveaux travailleurs de métiers désignés Sceau rouge, le projet Port de Churchill plus avancé, des emplois liés aux minéraux critiques sont créés à Thompson et les corridors commerciaux du Manitoba sont renforcés.

À quoi le député d'en face s'oppose-t-il exactement? Êtes-vous contre la création de bons emplois, le renforcement des chaînes d'approvisionnement...

Le Président: Je demande à la députée de bien vouloir s'adresser à la présidence.

La députée peut poursuivre.

L'hon. Rebecca Chartrand: À quoi le député d'en face s'oppose-t-il? S'oppose-t-il aux bons emplois, aux chaînes d'approvisionnement ou à ce que le Manitoba devienne une porte d'entrée mondiale? Je ne comprends pas ce à quoi il s'oppose. Il doit joindre ses efforts aux nôtres.

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ont une longue liste de programmes coûteux et ils n'ont réussi à faire approuver aucun projet d'envergure pour le Manitoba. Je n'ai encore rencontré personne qui pense que ces programmes ont permis de faire baisser le prix des aliments ou du logement, ni que ces programmes coûteux sont réellement bien gérés. Les prix du logement et de l'alimentation ont explosé, et notre dette a doublé. Nous avons le taux de chômage chez les jeunes le plus élevé depuis des décennies, aucun nouveau projet d'envergure n'a été lancé, les files d'attente devant les banques alimentaires atteignent des niveaux records, et le nombre d'enfants vivant sous le seuil de pauvreté est plus élevé que jamais.

Ces résultats, malgré tous les beaux discours sur les prouesses financières des libéraux, sont la définition même de la folie, qui consiste à faire toujours la même chose et à s'attendre à des résultats différents. Après 11 ans sans aucun changement, ces libéraux ne correspondent-ils pas à cette définition?

L'hon. Rebecca Chartrand (ministre des Affaires du Nord et de l'Arctique et ministre responsable de l'Agence canadienne de développement économique du Nord, Lib.): Monsieur le Président, les Canadiens ont élu ce nouveau gouvernement libéral pour qu'il fasse avancer les choses, et c'est exactement ce que nous faisons.

Les Canadiens des circonscriptions conservatrices veulent nous voir travailler ensemble. Ils ne veulent pas d'excuses. Ils ne veulent pas de slogans. Ils veulent des résultats. Le député d'en face a voté contre tout ce qui aiderait réellement les Manitobains, notamment les services de garde abordables, les remboursements pour l'épicerie, la déclaration de revenus automatique, la réduction des taxes à la pompe et la création d'un programme alimentaire national pour que les enfants ne souffrent pas de la faim. Je ne comprends pas ce à quoi il s'oppose.

Questions orales

● (1500)

Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, c'est une honte nationale que 80 % des Canadiens disent maintenant que la nourriture constitue leur dépense qui augmente le plus rapidement et qu'un Canadien sur trois est obligé d'emprunter de l'argent simplement pour se nourrir. Le gouvernement libéral poursuit allégrement ses dépenses coûteuses, forçant les parents à faire des choix difficiles à l'épicerie. L'histoire montre qu'à mesure que les pays prospèrent, les gens mangent mieux, mais sous les libéraux, les Canadiens réduisent leurs dépenses en viande et en nutriments essentiels.

Quand le premier ministre mettra-t-il fin à sa coûteuse gestion budgétaire à crédit afin que tous les Canadiens aient les moyens de se nourrir correctement?

L'hon. Jill McKnight (ministre des Anciens Combattants et ministre associée de la Défense nationale, Lib.): Monsieur le Président, mon collègue vient de la Colombie-Britannique et dit que les gens s'inquiètent du fait que nous n'investissons pas suffisamment dans les Canadiens. Nous investissons dans les Canadiens.

Nous savons qu'un Canada ambitieux a besoin de travailleurs qualifiés. Nous investissons 2 milliards de dollars pour encourager les jeunes à faire carrière dans les métiers spécialisés. Nous investissons dans un supplément à la formation et dans une prime de 5 000 \$ liée à une accréditation Sceau rouge. Nous investissons 10 000 \$ par apprenti dans les PME de la Colombie-Britannique. Nous bâtissons un Canada fort.

Dalwinder Gill (Calgary McKnight, PCC): Monsieur le Président, après 11 ans de gouvernement libéral, près d'un Canadien sur quatre vit dans un ménage en situation d'insécurité alimentaire. Un Canadien sur trois emprunte de l'argent juste pour pouvoir se nourrir, et 2 millions de Canadiens ont recours aux banques alimentaires chaque mois. Les Canadiens savent que les déficits entraînent une hausse de l'inflation aujourd'hui et une hausse des impôts demain. Le premier ministre libéral a maintenant fait doubler le déficit de Trudeau.

Quand le premier ministre mettra-t-il fin à sa coûteuse gestion budgétaire à crédit afin que les Canadiens aient les moyens de se nourrir?

Corey Hogan (secrétaire parlementaire du ministre de l'Énergie et des Ressources naturelles, Lib.): Monsieur le Président, les mots me manquent presque. Les habitants de Calgary connaissent certainement la différence entre les achats par carte de crédit et les investissements, notamment ceux qui leur profitent directement. C'est ce que nous faisons avec l'Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. C'est ce que nous faisons avec la taxe sur l'essence.

Je vais dire autre chose aux députés. Les Albertains et les Calgariens sont très enthousiasmés par le protocole d'entente avec l'Alberta, qui trace la voie vers de nouvelles infrastructures énergétiques et une action climatique durable. La production bat des records. On pourrait s'attendre à ce que les conservateurs s'en jouissent.

Kevin Waugh (Saskatoon-Sud, PCC): Monsieur le Président, remplir sa carte de crédit ne fait qu'aggraver sa situation financière. Le gouvernement a encore une fois proposé un budget financé à crédit. Cela signifie plus de coûts, plus de dépenses, plus de taxes et toujours la même chose. Rien n'a changé. Le premier ministre n'est

qu'un autre libéral dépensier qui a doublé l'énorme déficit de Trudeau.

Le premier ministre reconnaîtra-t-il que sa proposition n'est qu'une répétition des 10 dernières années et qu'aujourd'hui, les Canadiens en paient le prix quand ils passent à la caisse à l'épicerie?

L'hon. Buckley Belanger (secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je demande aux Canadiens de ne pas comparer le nouveau gouvernement à la perfection, mais de le comparer à l'opposition. Le premier ministre et le gouvernement ont la capacité, la crédibilité et les moyens de faire avancer ce pays, et la Saskatchewan est de la partie.

À titre de comparaison, j'ai vérifié ce qu'ont fait les députés conservateurs de la Saskatchewan. La première année, ils n'ont rien fait. La deuxième année, ils n'ont rien fait. La troisième année, ils n'ont rien fait. La quatrième année, ils n'ont rien fait. La cinquième année, ils n'ont rien fait. La sixième année, ils n'ont rien fait. La septième année, ils n'ont rien fait. La huitième année, ils n'ont rien fait.

* * *

[Français]

L'ÉCONOMIE

Tim Watchorn (Les Pays-d'en-Haut, Lib.): Monsieur le Président, cette semaine, nous avons eu de bonnes nouvelles. La mise à jour économique du printemps ne pouvait pas arriver à un meilleur moment.

Notre économie est affectée par l'incertitude mondiale et des tensions commerciales. Les Canadiens ont besoin d'un gouvernement qui a un plan pour les protéger tout en défendant notre économie.

La ministre de l'Industrie peut-elle nous dire ce que cette mise à jour signifie pour les Canadiens?

L'hon. Mélanie Joly (ministre de l'Industrie et ministre responsable de Développement économique Canada pour les régions du Québec, Lib.): Monsieur le Président, la question de mon collègue est très pertinente parce qu'en effet, il faisait référence à la guerre tarifaire qui est réelle et qui affecte plusieurs régions au pays, dont la sienne.

Dans l'énoncé économique du printemps, ce que nous faisons, c'est que nous bâtissons une économie forte. Nous faisons en sorte également de protéger le filet social qui est si important pour des millions de Canadiens. En même temps, nous réduisons le déficit de 11 milliards de dollars. Nous le faisons alors que nous avons la deuxième croissance la plus forte du G7 malgré la guerre tarifaire et nous utilisons notre position fiscale pour justement redonner aux Canadiens.

C'est ça, bâtir un Canada fort.

* * *

● (1505)

[Traduction]

L'IMMIGRATION, LES RÉFUGIÉS ET LA CITOYENNETÉ

Brad Redekopp (Saskatoon-Ouest, PCC): Monsieur le Président, lorsqu'une personne se voit refuser l'entrée au Canada, obtenir un permis de séjour temporaire est son dernier recours.

Questions orales

La ministre de l'Immigration a récemment délivré un de ces permis à Mehdi Taj, et il est arrivé à Toronto cette semaine. Quiconque sait faire une recherche sur Google peut rapidement comprendre que cet homme est un ancien commandant du régime meurtrier de l'Iran, inscrit sur la liste des entités terroristes au Canada. Le ministre de l'Immigration a déjà laissé entrer des centaines d'autres représentants du Corps des Gardiens de la révolution islamique, qui se promènent librement au Canada. Les Canadiens ne se sentent donc pas en sécurité.

Pourquoi la ministre a-t-elle donné à un terroriste qui fait partie d'une secte sanguinaire le feu vert pour venir au Canada?

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, assurer la sécurité des Canadiens est notre priorité absolue. Nous ne pouvons pas commenter un cas particulier en raison des lois sur la protection de la vie privée, mais je tiens à donner à tous les Canadiens l'assurance que le Canada a des exigences d'admissibilité rigoureuses. Nous avons déclaré très clairement que les membres du Corps des Gardiens de la révolution islamique et les hauts fonctionnaires iraniens sont interdits de territoire au Canada.

Nous continuerons de travailler avec les services frontaliers et les organismes d'application de la loi pour assurer la sécurité de tous les Canadiens.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, « nous ne pouvons pas commenter » à ce sujet. Est-ce vraiment tout ce qu'ils ont trouvé comme réplique pour la période des questions?

Voici la réalité: la ministre de l'Immigration a délivré un permis. Elle l'aurait fait pour un membre connu d'une organisation terroriste reconnue. Voilà ce qu'a fait la ministre de l'Immigration, mais voilà maintenant que les libéraux ne peuvent pas commenter à ce sujet. C'est littéralement partout dans les médias. Tout le monde au Canada doit savoir comment cela s'est produit et comment le gouvernement compte y remédier.

Vous ne pouvez pas simplement dire que vous n'allez pas commenter là-dessus.

Le Président: Je répète que les députés doivent s'adresser à la présidence.

Le ministre de la Sécurité publique a la parole.

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à être très clair. Les membres du Corps des Gardiens de la révolution islamique ne sont pas admissibles au Canada, ni les hauts responsables iraniens. Nous continuerons à collaborer avec les services frontaliers et les forces de l'ordre pour assurer la sécurité des Canadiens. Cela dit, je ne suis pas en mesure de commenter un cas particulier.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, les libéraux ne laissent même pas la ministre de l'Immigration répondre à une question qui relève directement de son ministère.

Voici ce qui s'est passé: à un moment donné, la ministre de l'Immigration a estimé que le Canada avait tout intérêt à ce qu'un membre d'une organisation terroriste reconnue, un véritable terroriste, obtienne un permis spécial pour entrer dans notre pays. Si la situation a été découverte, c'est uniquement grâce à une organisation de journalistes indépendants. La ministre doit expliquer aux Canadiens comment elle a laissé une telle chose se produire.

L'hon. Gary Anandasangaree (ministre de la Sécurité publique, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de me répéter encore une fois. Les hauts responsables du Corps des Gardiens de la révolution islamique et les membres du régime iranien sont interdits de territoire au Canada. La sécurité des Canadiens est d'une importance primordiale pour le gouvernement. Cela dit, je ne peux pas me prononcer sur le cas en question pour des raisons liées à la protection de la vie privée.

* * *

LES JEUNES

Fares Al Soud (Mississauga-Centre, Lib.): Monsieur le Président, notre avenir économique dépend de ceux qui le bâtissent. L'un des plus grands privilèges de mon rôle est de pouvoir parler avec des jeunes de partout au pays. J'entends tous les jours qu'ils veulent participer et qu'ils savent qu'ils peuvent être au cœur de la construction de l'avenir du Canada.

Nous allons de l'avant avec de grands projets d'infrastructure, et j'aimerais que ma bonne amie la ministre de l'Emploi et des Familles informe la Chambre des moyens que prend le gouvernement pour que les jeunes Canadiens soient en mesure de tirer parti de ces possibilités et de contribuer à la réalisation de notre ambitieux programme économique, alors que d'autres veulent simplement réduire les soutiens.

L'hon. Patty Hajdu (ministre de l'Emploi et des Familles et ministre responsable de l'Agence fédérale de développement économique pour le Nord de l'Ontario, Lib.): Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de Mississauga-Centre d'être un ardent défenseur des jeunes de tout le pays. Sa sagesse et son expertise nous en apprennent vraiment beaucoup.

L'initiative Une Équipe Canada forte repose sur la voix des jeunes, et elle prévoit fournir à 100 000 jeunes une formation, un revenu et des stages professionnels rémunérés pour ceux qui veulent se joindre à la main-d'œuvre dans les métiers spécialisés. De ce côté-ci de la Chambre, nous nous concentrons sur la création de possibilités pour les jeunes, les travailleurs et l'économie. Les députés d'en face se rangeront-ils du côté des jeunes et des travailleurs ou voteront-ils contre ces possibilités?

* * *

● (1510)

LES FINANCES

Ziad Aboultaif (Edmonton Manning, PCC): Monsieur le Président, s'endetter fait qu'on paie plus cher. Après 10 ans d'emprunts croissants par les libéraux, la situation des Canadiens s'est détériorée et 60 % des Albertains déclarent avoir du mal à payer leurs factures mensuelles. Les libéraux ne cessent de dépenser, et le fardeau fiscal ne cesse d'augmenter. Les Canadiens n'ont plus les moyens de faire l'épicerie.

Le premier ministre libéral ne voit-il pas que ses politiques aggravent la situation des Canadiens?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'ai beaucoup de respect pour le député, mais je tiens à faire remarquer que, une fois de plus, 32 ou 33 questions d'affilée n'étaient en réalité qu'une seule et même question, rédigée directement par le chef de l'opposition.

Travaux de la Chambre

Je me dois de poser la question suivante aux députés de l'opposition: offrent-ils vraiment aux Canadiens ce qu'ils méritent en posant à 33 reprises, ici même pendant la période des questions, des questions préparées par le chef de l'opposition, ou ne devraient-ils pas plutôt poser des questions plus pertinentes et plus en phase avec ce que vivent les Canadiens au quotidien?

* * *

[Français]

LE TRANSPORT AÉRIEN

Alexandre Boulerice (Rosemont—La Petite-Patrie, Ind.): Monsieur le Président, l'accident dramatique à l'aéroport LaGuardia, qui a coûté la vie à deux pilotes, nous rappelle que des situations d'urgence surviennent sur les pistes des aéroports. Ce qu'on sait moins, c'est que les capacités de nos aéroports en cas d'incendie dans un avion ne respectent pas les normes internationales fixées par l'Organisation de l'aviation civile internationale, ou OACI. Par exemple, les pompiers d'aéroports n'ont pas d'obligation de sauvetage des passagers et, à un pompier par camion, ils n'en ont pas les capacités.

Est-ce que les libéraux vont respecter la motion M-96, qui a été adoptée par la Chambre, ainsi que les normes internationales de l'OACI pour garantir la sécurité des passagers lors d'un accident?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je peux rassurer la Chambre et l'ensemble des Canadiens: notre système de sécurité aérienne est parmi les meilleurs au monde. Nous travaillons certainement avec l'ensemble de nos partenaires internationaux, dont l'Organisation de l'aviation civile internationale, qui est située à Montréal, afin de peaufiner les normes et de continuer de viser le meilleur. Il est certain que nous allons continuer de travailler avec les intervenants en nous basant sur la meilleure science afin d'assurer la sécurité de tous.

* * *

[Traduction]

LA SANTÉ MENTALE ET LES DÉPENDANCES

Leah Gazan (Winnipeg-Centre, NDP): Monsieur le Président, la mise à jour économique du printemps des libéraux remplit les poches des entreprises tout en réduisant le financement des programmes de santé mentale et de lutte contre la toxicomanie, qui sauvent des vies. En une seule fin de semaine, 10 clients de l'organisme Main Street Project sont décédés après avoir consommé des drogues toxiques. Je parle ici d'un seul organisme. Le nombre de décès ne cesse d'augmenter.

Il y a cinq ans, le gouvernement a mis sur pied le Groupe d'experts sur la consommation de substances de Santé Canada, mais il n'a pas donné suite à ses recommandations. Combien de personnes devront mourir dans les rues de Winnipeg avant que le gouvernement agisse?

Maggie Chi (secrétaire parlementaire de la ministre de la Santé, Lib.): Monsieur le Président, j'apprécie la question très importante de ma collègue. Bien sûr, nous sommes de tout cœur avec les familles touchées par cette tragique crise de santé publique. Voilà pourquoi au gouvernement, nous croyons que nous devons utiliser tous les outils à notre disposition pour protéger la santé et la sécurité des Canadiens. Nous avons élargi les traitements. Nous appuyons la prévention communautaire et travaillons avec les provinces et les territoires pour veiller à offrir les services de soutien

nécessaires dans chaque collectivité. Nous continuerons de soutenir les collectivités touchées.

* * *

PRÉSENCE À LA TRIBUNE

Le Président: Je voudrais signaler aux députés la présence à notre tribune de l'honorable Nate Glubish, ministre de la Technologie et de l'Innovation de l'Alberta.

Des voix: Bravo!

* * *

• (1515)

[Français]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

Luc Berthold (Mégantic—L'Érable—Lotbinière, PCC): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de me lever aujourd'hui pour poser cette question fort attendue, au moment le plus palpitant et le plus excitant de la semaine à la Chambre des communes, c'est-à-dire le moment auquel l'opposition demande au gouvernement quels seront les travaux prévus pour demain et la semaine suivante.

Aujourd'hui, nous avons assisté, à la période des questions orales, à des questions vraiment variées de la part de toute l'opposition, mais nous avons assisté à une cérémonie de réponses rédigées par le bureau du premier ministre. Ce sont 41 réponses rédigées par le bureau du premier ministre, et ça m'a fait craindre quelque chose. Étant donné la nouvelle réalité de la Chambre, où nous avons vu quatre comités passer à huis clos, j'ai craint un instant que le leader du gouvernement à la Chambre décrète que la Chambre serait à huis clos pour la période des questions orales. Toutefois, chacun sait que nous allons être transparents.

Pour assurer la transparence, est-ce que le leader du gouvernement à la Chambre peut nous assurer qu'il n'y aura pas de huis clos décrété demain et la semaine prochaine pour la période des questions orales, et nous dire quels seront les sujets que nous allons aborder demain et la semaine prochaine?

L'hon. Steven MacKinnon (ministre des Transports et leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, les gens qui nous écoutent à la maison savent qu'à peu près à 32 ou 33 reprises aujourd'hui, les députés du Parti conservateur ont posé littéralement la même question écrite par leur chef et qui leur était donnée. Ils ont des ordres pour réitérer tout simplement ce que leur chef dit. Je pense que quelqu'un qui fait tout le travail pour se rendre ici, à la Chambre des communes, devrait pouvoir espérer mieux que de lire les lignes du chef de l'opposition.

Évidemment, nous allons continuer de travailler dans la plus grande transparence et ouverture avec l'opposition, avec tous les députés à la Chambre, pour faire avancer les dossiers prioritaires des Canadiens.

Cet après-midi, nous continuerons l'étude de la motion de l'opposition du Parti conservateur. Demain, nous entamerons le débat à l'étape de la deuxième lecture du projet de loi C-30, loi d'exécution de la mise à jour économique du printemps 2026. Il y a beaucoup de bonnes nouvelles là-dedans pour les Canadiens. Lundi, nous reprendrons l'étude à l'étape du rapport du projet de loi C-11, loi sur la modernisation du système de justice militaire.

[Traduction]

Mercredi prochain, nous reprendrons le débat en deuxième lecture du projet de loi C-30, Loi d'exécution de la mise à jour économique du printemps 2026, et de toutes les bonnes nouvelles qu'il contient pour les Canadiens.

Enfin, mardi et jeudi de la semaine prochaine seront des jours désignés.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

TRAVAUX DES SUBSIDES

MOTION DE L'OPPOSITION — LE FONDS SOUVERAIN

La Chambre reprend l'étude de la motion.

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est un véritable privilège de pouvoir participer au débat de cet après-midi pour parler de la motion de l'opposition. Ceux qui me connaissent savent que, pendant mes sept années en tant que député, j'ai toujours adoré les motions de l'opposition, car elles donnent aux députés ministériels l'occasion de critiquer les textes et les politiques qui sont proposés par les députés de l'opposition, et évidemment, la motion d'aujourd'hui ne fait pas exception à la règle.

Je tiens d'abord à profiter de l'occasion pour expliquer aux Canadiens qui nous écoutent à la maison ce que le gouvernement a annoncé cette semaine, car c'est au cœur de la motion présentée par l'opposition. Selon l'opposition, ce que nous avons proposé n'est pas une bonne politique. Je pense que le rôle des parlementaires canadiens est d'expliquer les positions stratégiques et les approches que le gouvernement compte adopter, puis de laisser les Canadiens déterminer qui, selon eux, propose la meilleure approche pour faire face aux circonstances actuelles.

Cette semaine, le premier ministre a annoncé la création du Fonds pour un Canada fort. Il s'agit du premier fonds d'investissement souverain du Canada. Il prévoit une allocation initiale de 25 milliards de dollars de la part du gouvernement. Les Canadiens qui nous écoutent à la maison pourraient se demander en quoi consiste un fonds d'investissement souverain et ce que le gouvernement cherche à faire en proposant cette initiative stratégique.

Il faut d'abord comprendre que le gouvernement a l'intention d'effectuer et de mobiliser des investissements de l'ordre de 1 billion de dollars au Canada au cours des cinq prochaines années. Je répète: Le gouvernement a l'intention d'investir et de mobiliser des investissements privés à hauteur de 1 billion de dollars. C'est une somme colossale. Je ne doute pas que pour beaucoup de gens, des parlementaires à la Chambre et des citoyens à la maison, il est difficile d'imaginer le montant que cela représente, mais c'est un gros investissement dans l'avenir du Canada.

Bien sûr, cela se reflète dans le travail que le gouvernement est en train d'accomplir pour établir le Bureau des grands projets, pour déterminer quels sont les grands projets d'intérêt national, pour simplifier les processus en supprimant certains obstacles réglementaires, pour accélérer les mises en chantier, pour attirer des investissements étrangers et pour atteindre son objectif.

Travaux des subsides

J'ai observé — et je le dis publiquement depuis que je suis député, soit depuis 2019 — que, quand le gouvernement cherche à inciter le secteur privé à venir dépenser de l'argent au pays, quand nous dégageons des fonds publics, les parlementaires canadiens de tous les partis à la Chambre ont déterminé qu'il existe un mécanisme important concernant le rendement pour l'intérêt public. Nous pouvons prendre une participation au capital, et par « nous », j'entends le gouvernement, c'est-à-dire les Canadiens. Les retombées économiques positives de ces projets peuvent être utilisées pour financer des programmes sociaux et les types de projets d'intérêt national que nous pourrions souhaiter promouvoir en tant que pays à l'avenir.

Bien sûr, quand nous investissons dans des projets, par exemple si nous construisons ce qu'Enbridge s'engage à faire en Colombie-Britannique, un pipeline de gaz naturel de 4,4 milliards de dollars, cela s'accompagne d'avantages intrinsèques sous la forme de salaires qui iraient à des ménages canadiens. Il y a des impôts sur les salaires, et ils servent à financer les programmes sociaux mis en place par le gouvernement. Nous pourrions considérer les emplois dans le secteur de la construction. Nous pourrions considérer les importations économiques ou peut-être les redevances liées à l'exploitation des ressources naturelles au Canada. Il s'agit d'un avantage macroéconomique global qui profiterait au pays.

Par contre, si le gouvernement du Canada investissait dans le genre de projets qui rapportent beaucoup tout en générant des retombées économiques aussi bien pour les parties prenantes que pour l'État, ou qu'il en devenait un partenaire stratégique, il serait à même de faire fructifier la richesse globale du pays.

Beaucoup de Canadiens considèrent la Norvège comme l'exemple parfait. La Norvège a mobilisé ses richesses naturelles pour créer un fonds qui atteint plus de 1 billion de dollars. Je n'ai pas le montant exact, mais je sais que c'est dans ces eaux-là. Elle y est arrivée parce que le gouvernement du pays, dans les années 1980, a décidé d'adhérer en tant que partenaire stratégique à des projets d'intérêt national pour la Norvège. Aujourd'hui, comme pays et comme société, la Norvège et les Norvégiens possèdent un fonds souverain de plus de 1 billion de dollars.

Nous sommes convaincus que le gouvernement du Canada peut accomplir la même chose. Nous sommes convaincus que nous arriverons à attirer des investissements. Nous sommes convaincus que le fonds d'investissement souverain du Canada permettra au pays de devenir un actionnaire minoritaire, mais déterminant dans des projets qui changeront la donne au pays, qui généreront un rendement économique et où les Canadiens eux-mêmes pourront jouer un rôle. Les Canadiens seront en mesure de devenir pour ainsi dire des détenteurs d'obligations. Ils pourront personnellement acquérir une participation dans le fonds d'investissement souverain du Canada en y plaçant de l'argent, ce qui leur permettra, d'un océan à l'autre, de contribuer à l'édification d'un pays qui fera leur fierté. Qui-conque dispose d'un revenu disponible pourra le placer dans le fonds d'investissement souverain.

● (1520)

Bien entendu, à mesure que les paramètres seront établis, les Canadiens qui choisissent de retirer leur investissement du fonds d'investissement souverain pourront toucher un bénéfice portant intérêt pour la période concernée. Par ailleurs, à mesure que le fonds souverain prendra de la valeur et que les projets généreront des revenus, les Canadiens auront la possibilité d'investir dans le fonds pour bâtir leur avenir et celui de la population.

Travaux des subsides

Je trouve curieux que les conservateurs fassent preuve de si peu d'ouverture et voient d'un si mauvais oeil les avantages que pourrait procurer un tel fonds. Par exemple, d'après le texte de la motion, « les fonds souverains doivent être composés de fonds provenant d'excédents budgétaires et de recettes provenant de l'exploitation des ressources ». Nous avons certainement des recettes provenant de l'exploitation des ressources dans ce pays.

Parmi les fonds souverains les plus prospères au monde figurent ceux de la Norvège, des Émirats arabes unis et de certains pays du Golfe. Tous ont été créés sur la base des mêmes principes que ceux retenus par le gouvernement du Canada aujourd'hui: une mise de fonds initiale suivie d'investissements continus dans des projets économiques à l'échelle mondiale. Nous avons une occasion en or de faire de même.

Les Canadiens suivent ce que le gouvernement s'efforce d'accomplir. Le nouveau premier ministre est en poste depuis un an. Nous nous concentrons sur les résultats à obtenir pour les Canadiens, mais il faut dire avec fierté, quelles que soient, pour ainsi dire, les couleurs que nous portons à la Chambre, que le Canada possède ce que le monde veut.

En tant que secrétaire parlementaire du premier ministre, j'ai eu l'occasion, comme tous les parlementaires, de rencontrer des responsables diplomatiques étrangers, notamment des ambassadeurs et des hauts-commissaires en poste à Ottawa pour représenter leur pays. De manière générale, quand nous nous entretenons avec des représentants diplomatiques comme des hauts-commissaires ou des ambassadeurs, ils nous disent qu'ils veulent davantage de ce que le Canada a à offrir.

Nous pouvons observer ce qui se passe actuellement au Moyen-Orient, avec toute l'incertitude engendrée par le blocage du détroit d'Ormuz. Les pays souhaitent disposer de ce que le Canada a à offrir sur le plan énergétique. Nous nous attachons à développer le secteur énergétique canadien et à faire en sorte que nos produits puissent accéder aux marchés internationaux. C'est l'une des façons dont le Canada peut continuer à approvisionner le monde en énergie.

Nous parlons d'agriculture. Je représente Kings—Hants, dans la vallée de l'Annapolis. Même si nous sommes la plus grande circonscription agricole du Canada atlantique, nous ne sommes pas très impressionnants si on nous compare à certaines grandes circonscriptions, souvent situées dans les Prairies, où se concentre une grande partie des exportations du pays. J'ai une bonne relation de travail avec le premier ministre de la Saskatchewan, et j'ai passé beaucoup de temps dans l'Ouest canadien. Je reconnais l'importance du rôle que jouent les agriculteurs des Prairies dans l'économie et l'identité canadiennes et de leur travail quotidien pour nourrir la planète. Nous en sommes fiers.

Nous pensons aussi aux minéraux critiques. Encore une fois, que ce soit du point de vue de la défense ou des énergies propres, les minéraux critiques du Canada contribueront à façonner l'économie d'aujourd'hui et de demain. Voilà ce sur quoi le gouvernement se concentre.

Le Fonds pour un Canada fort permettra au Canada de prendre les participations financières dont je parle, de contribuer à l'avancement de grands projets partout au pays et de créer des avantages à long terme pour les Canadiens. Le premier ministre a déclaré que ce fonds « appartiendra à la population ». Il nous permettra d'investir

dans chaque Canadien, dans notre pays et dans la société en général.

Comme on le sait, le fonds pour un Canada fort n'est qu'une mesure parmi toutes celles que le gouvernement a annoncées dans l'énoncé économique du printemps, alors je m'en voudrais de ne pas prendre le temps d'évoquer en particulier l'interaction entre le fonds pour un Canada fort et les autres initiatives que nous projetons dans le but de rendre l'économie plus résiliente.

Tout d'abord, puisque nous avons tous accès au libellé de la motion de l'opposition, voici quelques faits. Au cours de la période des questions, tout à l'heure, le leader à la Chambre a relevé le fait que les députés de l'opposition ont posé 33 questions pratiquement identiques. Ils n'ont pas dévié de leur thème.

J'ouvre d'ailleurs une parenthèse, en retirant un instant mon chapeau de secrétaire parlementaire, pour dire qu'en tant que parlementaire, je trouve que c'est perturbant. Oui, les députés de l'opposition se doivent de marteler des questions sur un thème d'envergure nationale, et les deux ou trois premières questions devraient sans doute chercher à faire répondre le gouvernement de ses décisions sur les enjeux macroéconomiques du moment. Cela va de soi. Par contre, quand est-ce que les députés de la loyale opposition de Sa Majesté posent des questions, à titre individuel, sur des enjeux qui touchent leur circonscription? Je ne me rappelle pas la dernière fois où des ministres se sont fait interroger directement sur des dossiers précis, ciblés. Ça n'arrive jamais, ou presque.

Des voix: Oh, oh!

Kody Blois: Si les députés de l'opposition ont une réaction aussi épidermique, monsieur le Président, c'est parce qu'ils savent que c'est vrai.

● (1525)

J'espère que le chef de l'opposition officielle et les députés compétents et avertis d'en face, y compris le député de Regina—Lewvan, qui a beaucoup à dire et dont j'attends les questions avec impatience, prendront le temps d'échanger au sein de leur caucus afin de se demander s'ils agissent véritablement dans l'intérêt des personnes qu'ils représentent et s'ils posent les questions difficiles qui s'imposent. À mon avis, pour bien faire leur travail, ils devraient aborder les vraies priorités de leurs circonscriptions lorsqu'ils demandent des comptes au gouvernement. Or, c'est rarement le cas.

Examinons les faits. Même l'opposition, dans sa motion, parle d'une logique d'endettement semblable à celle des cartes de crédit. Je ne peux parler qu'en mon nom, mais lorsque mon épouse et moi avons acheté notre première maison en Nouvelle-Écosse, nous n'avions pas les moyens de tout payer d'un coup. Peut-être que certains députés ont pu le faire, qu'ils avaient des économies et qu'ils ont payé leur maison d'un coup. Quant à nous, nous avons dû emprunter pour acheter un bien que nous jugions indispensable.

Quand les Canadiens achètent une maison, ils n'ont généralement pas l'argent nécessaire pour tout payer d'un coup. Que font-ils? Ils empruntent de l'argent pour offrir un avenir meilleur à leur famille. Souvent, cette résidence principale devient un fonds de retraite. Lorsque les Canadiens prennent leur retraite, ils la vendent à un prix supérieur à leur investissement initial.

Les gouvernements se ressemblent beaucoup. Les gouvernements prennent des décisions exactement de la même façon. Ils déterminent s'ils vont faire un investissement à long terme pour générer de la prospérité économique à long terme. Alors que les conservateurs parlent de dépenses prétendument inconsidérées, et j'y reviendrai dans un instant, le meilleur indicateur demeure le ratio entre la dette nationale par rapport à la taille de notre économie et à notre propension au remboursement. On n'entend jamais cette nuance.

Nous n'entendrons jamais les députés de l'opposition dire que le Fonds monétaire international a répété que le Canada a la situation financière la plus solide du G7. Si les conservateurs estiment qu'il ne s'agit plus d'un indicateur valable permettant au Canada et aux élus d'analyser notre situation financière et que nous devons pousser l'analyse, nous pouvons en discuter.

Les conservateurs aimeraient peut-être élargir l'échantillon de pays servant de comparaison, ce qui est tout à fait leur droit, mais ils ne parlent jamais du fait que nous sommes les mieux placés. Ils ne disent jamais que nous affichons le meilleur ratio dette nette-PIB du G7, c'est-à-dire le niveau d'endettement du Canada par rapport à la taille de son économie. C'est un fait. Les députés du Parti conservateur n'en parlent pas. Ils peuvent bien dire qu'ils voudraient que le Canada soit encore plus fort, que nous fassions encore mieux.

Nous sommes d'avis que nous faisons des investissements importants, notamment dans les Forces armées canadiennes, et que nous faisons les investissements qui comptent pour les infrastructures dans nos collectivités. Parallèlement, la mise à jour économique du printemps montre que le déficit est inférieur de 11 milliards de dollars. C'est important, car nous croyons que le moment est venu d'investir.

J'ai beaucoup de respect pour M. Harper. Je n'étais peut-être pas d'accord avec toutes ses décisions, mais il a servi le pays en tant que premier ministre. Je rappelle aux Canadiens que dans les dernières années de M. Harper au pouvoir, le Parti conservateur avait réduit les dépenses de défense à moins de 1 % du PIB. J'ajouterais qu'à mon avis, les gouvernements conservateurs et libéraux ont tous deux manqué à leur devoir de s'attaquer sérieusement à la question des dépenses en matière de défense pendant beaucoup trop longtemps. Je suis fier que le gouvernement ait atteint sa cible de 2 % du PIB pour la défense, et qu'il ait comme objectif d'atteindre la cible de 3,5 %, conformément à ce qui est demandé à tous les partenaires de l'OTAN.

Ma question pour les députés conservateurs est la suivante: ne reconnaîtront-ils pas qu'une partie de ces dépenses, de la capacité de s'endetter, est un investissement dans nos hommes et nos femmes en uniforme et un investissement dans nos collectivités? Ne croient-ils pas que les achats que nous faisons pour fournir l'équipement nécessaire à nos hommes et à nos femmes en uniforme constituent de véritables investissements dans nos collectivités partout au pays? Ils ne reconnaissent pas cela du tout, mais je pense que c'est important.

Voici quelque chose d'autre d'important que nous n'entendrons jamais de la part des députés de l'opposition. C'est pourquoi je tiens à dire aux Canadiens vivant dans des circonscriptions conservatrices — qui ne trouveront pas cette information dans des bulletins parlementaires ou dans des clips sur les médias sociaux — que le Canada est le pays qui, en 2025, a reçu le plus d'investissements étrangers directs au monde par habitant. C'est parce que les pays veulent investir au Canada. Je peux dire au député de Regina—

Travaux des subsides

Lewvan que c'est la pure vérité. Je serais heureux de lui donner les statistiques. Il doit absolument aller au-delà des arguments bidon avancés sur les médias sociaux.

C'est le travail de l'opposition officielle de faire pression sur le gouvernement pour le pousser à agir. Au bout du compte, les investisseurs affluent. C'est grâce aux conditions et à la culture que le gouvernement met en place, lorsqu'il affiche clairement sa volonté d'attirer des investissements dans le pays; de l'ordre de 1 billion de dollars, comme je viens de le dire.

● (1530)

En lien avec ces grands projets, avec le fonds d'investissement souverain, il faut que les femmes et les hommes de ce pays aient la capacité de bâtir ce pays. C'est pourquoi nous avons prévu 6 milliards de dollars pour les métiers spécialisés. Nous voulons contribuer à soutenir de 80 000 à 100 000 nouveaux travailleurs des métiers spécialisés désignés Sceau rouge au Canada au cours des cinq prochaines années. Nous investissons pour soutenir les jeunes et les nouveaux venus dans les métiers. Nous voulons encourager les gens à se lancer dans les métiers. Encore une fois, je demanderais aux députés conservateurs d'au moins faire en sorte que cette information circule dans leur collectivité, de faire savoir que ces programmes sont mis en œuvre.

Comme il a été mentionné pendant la période des questions, il y a près de 1 milliard de dollars pour soutenir les ports pour petits bateaux dans tout le pays. C'est extrêmement important dans les collectivités du Canada atlantique.

La réduction des cotisations au Régime de pensions du Canada pour les employés des petites entreprises est modeste, mais elle est importante. Elle réduit le montant cotisé par les employés et les employeurs au Régime de pensions du Canada, en fonction du revenu et du montant des retenues. Encore une fois, ce sont des mesures importantes que nous essayons de prendre pour soutenir les petites entreprises.

Les conservateurs devraient aimer celle-ci. Le projet de loi C-273 a été présenté par le député de Bow River, en Alberta. Ce projet de loi est le reflet exact de celui que j'avais présenté il y a trois ans. J'ai une bonne nouvelle pour mes amis conservateurs. S'ils ont lu le texte de la mise à jour économique du printemps — et je félicite la ministre de la Santé et le ministre de l'Agriculture —, ils ont vu que nous allons modifier la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments et ce qu'on appelle désormais la Direction de la réglementation des pesticides.

Cela permettra de garantir une approche économique et de prendre de meilleures décisions réglementaires. En effet, la ministre de la Santé a confirmé aujourd'hui, publiquement, que nous allons nous appuyer sur des données scientifiques fiables provenant d'autres pays afin d'accélérer la mise à disposition des outils pour les agriculteurs.

Travaux des subsides

Le Parti conservateur a présenté en avril 2025 un programme électoral qui ne proposait absolument rien pour les agriculteurs, aucune précision sur les programmes, aucune précision concernant Agri-marketing, rien pour la gestion des risques de l'entreprise et certainement rien sur ce type de mesure réglementaire. C'était bien de voir les conservateurs me voler mes idées, mais pourtant, ce n'est pas nécessaire, car nous allons réellement de l'avant en tant que gouvernement. Nous apprécions que les conservateurs continuent à soutenir cette initiative. Je m'attends à ce que, lorsque ces mesures reviendront dans le budget, si les conservateurs n'approuvent pas tous les éléments de la mise à jour économique du printemps, ils organisent un vote distinct et appuient cet élément qui pourrait être adopté. Je l'espère vraiment. Nous pensons que c'est extrêmement important.

Nous croyons que nous pouvons créer un fonds d'investissement souverain du Canada qui sera avantageux pour les Canadiens dans les jours à venir. Ce sera un outil important pour soutenir les intervenants et les grands projets nationaux d'intérêt public, et qui rapportera des fonds qui seront réinvestis pour les Canadiens et les générations à venir.

Nous rejetons la prémisse selon laquelle ce type de dépenses consacrées à des investissements nationaux à long terme visant à stimuler l'économie et la productivité va en quelque sorte alimenter et accroître les pressions inflationnistes. Selon nous, les circonstances que nous observons à l'échelle mondiale — comme la fermeture du détroit d'Ormuz, les répercussions des changements climatiques et la perturbation des relations commerciales dans un monde qui tourne de plus en plus le dos au libre-échange — contribuent davantage aux pressions inflationnistes que n'importe quelle mesure du gouvernement.

Par ailleurs, comme je l'ai déjà fait valoir et comme le premier ministre l'a expliqué sans détour, et contrairement à l'idée que le fonds ne pourra pas servir à soutenir les Canadiens ordinaires, nous estimons que les Canadiens ordinaires pourront investir dans le fonds souverain du Canada afin de contribuer à leur pays, d'investir dans le pays dans lequel ils croient et dans les personnes qui contribuent à la réalisation de ces projets. Nous avons une vision positive de ce que nous pouvons accomplir dans notre pays, et j'aimerais que les conservateurs se joignent à nous.

Le dernier élément concerne l'abordabilité, car il est question du carburant et de la nourriture. Encore une fois, il n'y avait rien dans le programme électoral des conservateurs, lors de leur dernière campagne, qui concernait les agriculteurs. En ce qui concerne l'abordabilité, nous avons mis en place une série de mesures pour soutenir les Canadiens. Qu'il s'agisse de l'allocation pour l'épicerie et les besoins essentiels, de l'Allocation canadienne pour enfants, du Programme national d'alimentation scolaire ou des soins dentaires pour les aînés, il y a une pléthore de programmes que nous jugeons importants pour les Canadiens ordinaires. À chaque occasion, même si ces programmes profitent à leurs propres concitoyens, les conservateurs votent contre.

Je répondrai avec plaisir aux questions de mes collègues. Je suis heureux d'avoir l'occasion de participer à ce débat.

• (1535)

Warren Steinley (Regina—Lewvan, PCC): Monsieur le Président, habituellement, j'aime entendre les interventions du député de Kings—Hants. Nous avons travaillé ensemble au sein du comité de l'agriculture. Cependant, je pense qu'il a trop écouté le député de Winnipeg-Nord, car il a fait de nombreuses remarques trom-

peuses à l'égard des Canadiens dans son discours, notamment au sujet du fonds de dette souveraine. Il a parlé du fonds souverain de la Norvège. Il est incroyable qu'il n'ait pas mentionné que ce fonds est constitué grâce à des surplus. Ce fonds n'est pas autorisé à investir à l'extérieur de la Norvège. Il n'y a aucune comparaison possible entre le fonds de dette canadien et le fonds souverain norvégien.

La deuxième observation que je voudrais adresser au député — et il s'agit d'une chose qui me déçoit profondément —, c'est qu'hier, grâce à notre équipe de direction, j'ai pu prendre la parole et poser une question très importante concernant l'accident des Broncos de Humboldt. Le député a minimisé l'importance de cette question, et je pense qu'il devrait présenter des excuses, car nous avons le droit de soulever des sujets qui sont importants pour nos collectivités.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je vais faire un retour en arrière. Je respecte également mon collègue. Nous avons fait de l'excellent travail ensemble.

Contrairement à ce que vient de dire le député, je n'ai jamais minimisé l'importance de quoi que ce soit concernant les Broncos de Humboldt dans mon discours. Je respecte tout à fait la déclaration qu'il a faite. J'aimerais d'ailleurs que les conservateurs en fassent davantage. C'est le point que j'ai cherché à faire valoir tout au long de mon discours parce que, à quelques exceptions près, que ce soit dans l'intervention du député de Regina—Lewvan ou dans quelques autres interventions similaires, nous venions d'entendre 33 questions consécutives sur le même commentaire à la Chambre des communes. J'aimerais que l'on tienne davantage compte des priorités locales, régionales et des circonscriptions. Le député ne devrait en aucun cas laisser entendre que j'essaie de brouiller ce qu'il a dit l'autre jour à la Chambre.

Pour revenir de nouveau à la Norvège, encore une fois, qu'il y ait ou non un excédent, que le gouvernement choisisse ou non de faire des investissements, c'est ce que nous continuons de faire et c'est le principe sur lequel nous nous concentrons.

• (1540)

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, ce nouveau fonds est manifestement une « patente » fédérale pour prendre de l'argent public afin de l'investir, entre autres, dans des projets comme les grands projets de gaz naturel liquéfié. On en a déjà identifié. Il y a également un grand projet de pipeline que le gouvernement veut réaliser. Cependant, on n'investirait pas juste les grands projets, mais aussi dans toutes les entreprises et les projets qui ont déjà reçu de l'aide du fédéral. Ça veut dire par exemple que l'agrandissement qu'on veut faire du projet Trans Mountain, qui nous a déjà coûté 34 milliards de dollars, pourrait être financé par ce fonds-là.

J'aimerais savoir ce que pense mon collègue de la Nouvelle-Écosse, qui est frappé par l'augmentation du niveau de la mer en raison des changements climatiques. Est-ce qu'il est préoccupé par le fait que le Canada se donne les moyens de prendre notre argent pour investir encore plus dans le pétrole et le gaz, alors qu'il fait des compressions dans le transport collectif et dans les autres moyens qui nous permettraient justement de réduire notre dépendance au pétrole et au gaz?

[Traduction]

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, ce député siège à la Chambre des communes depuis un an, et je pense qu'il n'a abordé aucune autre question que celle qu'il soulève aujourd'hui, au sujet de laquelle il tente de prendre le gouvernement en défaut, à savoir l'investissement dans notre secteur des ressources naturelles. Pourquoi ne regarde-t-il pas la façon dont le gouvernement investit au Québec dans de grands projets comme celui de Contrecœur? Pourquoi ne parle-t-on pas de Nouveau Monde Graphite ainsi que des projets qui se concrétisent et des ressources naturelles qui sont disponibles au Québec?

Nous allons investir dans différents projets partout au pays, y compris au Québec. Il n'a qu'une seule idée en tête. J'ose croire que les gens de Repentigny aimeraient qu'un député amène des idées plus diversifiées à la Chambre et qu'ils accueilleraient favorablement les types d'investissements que les gouvernements peuvent faire pour soutenir des projets dans tout le pays, y compris au Québec, afin de stimuler notre secteur des ressources naturelles, mais aussi de stimuler les projets d'énergie renouvelable dont nous aurons besoin, car nous aurons besoin de tout cela.

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, c'est un privilège de faire une brève observation sur cette motion d'opposition, qui s'inscrit dans la tendance des motions d'opposition qui semblent chercher à démolir ou à dénoncer des mesures destinées à venir en aide aux personnes les plus vulnérables de notre société, comme le Programme fédéral de santé intérimaire pour les réfugiés, ou, dans le cas présent, qui vise à démolir quelque chose que nous sommes en train de construire. Nous savons que les fonds souverains prennent des générations et des années à croître et à offrir des avantages.

J'aimerais demander ceci à mon ami de Kings—Hants: selon lui, quels projets dans sa circonscription et dans sa région pourraient finir par bénéficier de cet investissement, de ce fonds?

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, le Canada atlantique offre une multitude de possibilités dans le domaine de l'énergie. Le premier ministre de la Nouvelle-Écosse a parlé de Wind West et du fait que nous avons l'un des meilleurs facteurs de capacité au monde en ce qui concerne l'énergie éolienne extracôtière.

C'est une belle occasion pour la Nouvelle-Écosse. C'est aussi une occasion pour le Canada, car nous avons la possibilité d'intégrer cinq gigawatts d'électricité propre dans le réseau à l'échelle du pays. L'industrie a la capacité de travailler avec un partenaire comme Hydro-Québec ou de travailler dans toute la région de l'Atlantique. Ce fonds d'investissement souverain est un moyen pour le Canada de participer en capital dans un grand projet d'intérêt public. Les Néo-Écossais et les Canadiens pourront profiter de ce type de pensée économique dans l'avenir. Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres.

J'approuve la façon dont mon collègue a présenté les choses. L'opposition doit commencer à trouver des idées pour contester le gouvernement, au lieu de s'attaquer à tout ce qu'il fait sans vraiment proposer d'idées originales pour avancer.

Kelly DeRidder (Kitchener-Centre, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais apporter quelques précisions sur la différence entre le fonds d'investissement de la Norvège et le fonds de dette du Canada. Pour constituer son fonds souverain, la Norvège a utilisé les revenus de ses ressources qu'elle a investis à l'étranger au profit de ses citoyens. Le fonds de dette souveraine du Canada, quant à lui, reposerait sur l'endettement, que le gouvernement présente

Travaux des subsides

comme un moyen d'accroître rapidement les revenus issus de l'exploitation de nos ressources, alors que la Norvège a mis 36 ans à bâtir son fonds. Je ne suis pas en train de résoudre la quadrature du cercle.

Tout ce que je demande, de grâce, c'est que le député d'en face reconnaisse que le gouvernement induit les Canadiens en erreur en comparant le fonds d'investissement de la Norvège au fonds de dette souveraine du Canada.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, je vais essayer d'aider le député à comprendre. Les principes sont exactement les mêmes.

Qu'il s'agisse de prendre des redevances et de les verser dans un fonds souverain, de choisir de prendre un excédent national et de le verser dans un fonds national ou de placer un financement provenant d'emprunts dans un fonds national, l'objectif global consiste à utiliser cet argent pour participer à de grands projets nationaux. Dans le cas de la Norvège, il s'agit de projets réalisés partout dans le monde. De notre côté, nous préférons nous concentrer sur le Canada. L'idée, c'est que l'argent du fonds servirait à participer à de grands projets nationaux ou à des projets d'exploitation des ressources au Canada, de manière à ce que cet investissement procure un avantage à long terme et serve les intérêts des contribuables et des citoyens canadiens.

Les Canadiens peuvent investir dans le fonds souverain et obtenir un rendement, et cet argent servirait à catalyser le financement du secteur privé. Le principe est très semblable. Il s'agit de participer à des investissements pour créer un intérêt public à long terme. C'est aussi simple que cela.

● (1545)

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je prends la parole en raison de la réponse du député de Kings—Hants à une question du député de Repentigny.

J'inviterais le député de Kings—Hants à se demander s'il était approprié d'attaquer, en quelque sorte, le député de Repentigny sous prétexte qu'il parle continuellement de la crise climatique, alors que cette crise s'intensifie rapidement et que nous risquons d'arriver à des points de non-retour et à une situation où il y aura 50 % de probabilité que le système de circulation de l'océan s'effondre complètement, ce qui comprend le Gulf Stream et aurait des effets dévastateurs pour la Nouvelle-Écosse.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, dans mes interventions d'aujourd'hui, je n'ai jamais nié que le gouvernement a du travail à faire, que nous devons continuer à appuyer la réduction des émissions et que nous comprenons les répercussions des changements climatiques.

Je siège avec le député de Repentigny au comité Construire le Canada et je l'ai vu essayer d'obtenir une réponse par oui ou par non de la part de la première dirigeante du Bureau des grands projets lorsqu'il lui a demandé si un grand projet d'intérêt national faisant appel à un certain type de combustible fossile pourrait apporter un avantage environnemental. Évidemment, Dawn Farrell s'est engagée dans une explication plus nuancée en évoquant notamment le gaz naturel à faible teneur en carbone ou encore le bitume, par exemple, utilisé dans des véhicules qui, à terme, deviendraient des véhicules électriques permettant de réduire les émissions liées au transport. Le député ne voulait rien savoir. Il voulait une réponse par oui ou par non. C'était le genre de politique visant à prendre les gens en défaut.

Travaux des subsides

Il faut être plus réfléchis que cela. La députée de Saanich—Gulf Islands est parfois très réfléchie. Nous ne sommes peut-être pas toujours d'accord. Voilà le genre de politique que je veux voir à la Chambre.

[Français]

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a décrit le fonds souverain comme étant quelque chose de très gros, comme un acte important, comme un événement majeur. C'est aussi comme ça que le gouvernement nous l'a présenté.

Or, quand il y a un événement majeur comme ça, il me semble que la moindre des choses est de consulter les partis de l'opposition. Nous aurions pu avoir des choses à dire, des suggestions à faire. Ça aurait été constructif, surtout de la part d'un gouvernement qui, au moment où il est devenu majoritaire de façon plus ou moins légitime, avait promis qu'il y aurait de la concertation avec les partis de l'opposition.

L'hon. Kody Blois: Monsieur le Président, nous sommes toujours prêts à ce qu'il y ait un esprit de coopération ici. Bien sûr, c'est notre prérogative d'avancer et de déposer une mise à jour économique au printemps. Je suis secrétaire parlementaire et je suis absolument ouvert à recevoir des suggestions de la part de mon honorable collègue et de mes autres collègues du côté de l'opposition.

[Traduction]

Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec mon collègue de Regina—Lewvan.

J'ai entendu pour la première fois lundi matin l'annonce de la création d'un fonds d'investissement souverain par le gouvernement. Je dois avouer que la première chose à laquelle j'ai pensé, c'est que le gouvernement préparait un grand écran de fumée parce qu'il allait avoir une journée misérable, le lendemain, avec les annonces budgétaires.

Oui, le budget est toujours déficitaire de 67 milliards de dollars pour cette année. Il s'agit toujours du budget le plus élevé de l'histoire, et il est le double de ce que Justin Trudeau, le premier ministre précédent, avait prévu pour cette période.

Le gouvernement ne voit aucune raison de freiner l'expansion du budget et l'endettement toujours plus lourd qu'il impose aux Canadiens. Comme je m'en suis rendu compte ces derniers jours, c'est quelque chose que les libéraux prennent en fait très au sérieux. Or, nous sommes ici aujourd'hui, au Parlement, pour remettre en question leurs plans. Nous sommes ici pour leur demander de quoi ils parlent, comment ils entendent structurer leur projet, et leur fournir un peu de contexte.

Comme les députés le savent sans doute, j'ai géré des fonds autrefois. J'espère pouvoir aider les députés à comprendre les principes fondamentaux de ce domaine. Je ne souhaite pas pour autant donner un cours à mes collègues d'en face, mais je constate qu'il y a de nombreuses lacunes dans leurs discours. Le gouvernement libéral semble multiplier les annonces grandiloquentes dans lesquelles il promet de grandes choses. Toutefois, il convient de s'intéresser aux détails.

Il y a beaucoup d'excellents fonds souverains dans le monde, dans toutes sortes de pays comme la Norvège, dont nous avons beaucoup parlé ici, Singapour, l'Arabie saoudite et d'autres États du Golfe, qui accumulent des fonds grâce à leurs excédents. Ces excé-

dents proviennent souvent de l'exploitation des ressources naturelles. Pourquoi n'en avons-nous pas au Canada? C'est parce que l'exploitation de nos ressources est freinée par un gouvernement borné et plein de préjugés. Il n'aime pas les hydrocarbures. Il l'a très clairement dit plusieurs fois à la Chambre des communes.

Voilà un vrai problème. Si l'on regarde ce qui se passe dans la région du Golfe, on constate que cette région regorge d'argent. Elle achète le patrimoine de l'Europe, acquiert toutes sortes d'actifs en Asie et au Canada. Où va la richesse canadienne? Elle part à l'étranger, car elle ne trouve pas d'opportunités au Canada.

Revenons à l'essentiel de ce dont nous parlons. Quelles sont les conditions pour créer un fonds d'investissement souverain au Canada?

Ce serait bien d'en avoir un, si nous avions réellement l'argent pour en créer un, mais le gouvernement s'est dit: « Ne vous inquiétez pas. Il suffit d'emprunter l'argent. » Quelqu'un a-t-il remarqué un emprunt à cette fin dans le budget? Eh bien, il y en avait un. Il figure en fait dans le tableau des flux de trésorerie à la fin.

Les gens pensent que le Canada a une dette de 1,4 billion de dollars, ce qui est un chiffre embarrassant compte tenu de la situation dans laquelle nous étions il y a 10 ans. Ce chiffre a plus que doublé au cours de la dernière décennie. Il est regrettable que, en face, le gouvernement ait pris tant de risques avec l'argent des Canadiens qu'il ait doublé la dette, et qu'il continue sur cette voie.

Récemment, en mars dernier, les libéraux sont revenus à la charge en augmentant la marge de manœuvre du gouvernement en matière d'emprunt, la faisant passer de 2 à 2,5 billions de dollars; c'est donc de 2,5 billions de dollars dont il dispose. Les Canadiens pensent que la dette du gouvernement s'élève à 1,4 billion dollars, mais ses emprunts atteignent en réalité près de 2 billions de dollars à l'heure actuelle.

Quelle est la différence entre 1,4 billion de dollars et 2 billions de dollars? C'est tout l'argent que les libéraux injectent dans les sociétés d'État, comme la Banque du Canada. Or, personne ne se rend compte de la dette et du déficit contractés par la Banque du Canada, car ceux-ci continuent de fluctuer. La Banque comporte des actifs et des passifs, et qui sait ce qu'elle vaut tant qu'on ne l'a pas réellement amortie? En réalité, elle est endettée de près de 900 millions de dollars, soit près de 1 milliard de dollars. Les députés peuvent y réfléchir. Cette dette n'apparaît nulle part dans le bilan du gouvernement, sauf dans l'état des liquidités, où figure le montant qu'elle emprunte à des institutions étrangères, auxquelles nous devons verser l'argent des contribuables canadiens pour que ces fonds puissent permettre au gouvernement de fonctionner. C'est embarrassant. Nous devons nous assurer de bien comprendre à quel point le gouvernement est en train de ruiner le Canada et à quel point nous dépendons déjà de la richesse étrangère.

Pour enfoncer le clou, comme les libéraux ne cessent de le faire, ces 25 milliards de dollars supplémentaires dont ils parlent vont venir s'ajouter au bilan, mais les députés remarqueront, une fois de plus, que cette somme ne figurait pas dans le budget, à l'exception des 6 millions de dollars qu'ils comptaient dépenser pour mettre en place le bureau et embaucher toute une équipe chargée de suivre l'évolution du projet. C'est une somme embarrassante à dépenser pour créer un fonds.

On peut demander à n'importe quel administrateur de fonds pourquoi, s'il disposait de 25 milliards de dollars, il lui faudrait 6 millions de dollars pour mettre ce fonds sur pied. Il s'agit en fait de mettre en place une structure. Or, la plupart de ces structures sont assez bien connues, donc cela ne devrait pratiquement rien coûter. Si cela coûte 1 million de dollars, c'est déjà excessif, mais 6 millions, c'est tout simplement scandaleux. Je sais où cet argent va finir, car le gouvernement a beaucoup de poches à remplir, et c'est en partie pour cela que nous nous trouvons dans une situation d'endettement aussi critique dans ce pays.

● (1550)

Parlons des définitions, puisque la notion de fonds souverain a déjà été expliquée par de nombreux intervenants. On investit des surplus ailleurs. On évite d'investir dans sa propre économie pour ne pas provoquer ce qu'on appelle le syndrome hollandais. Je sais que mes collègues d'en face ne seront pas familiers avec ce terme. Il renvoie à un phénomène survenu en Hollande, aux Pays-Bas, à la suite d'un afflux excessif de revenus concentrés dans un seul secteur économique, ce qui a eu pour effet d'affamer le reste de l'économie. Ce n'est pas pour rien qu'on parle du syndrome hollandais. Aujourd'hui, tous les pays citent cet exemple et font attention de ne pas surinvestir dans un seul secteur pour ne pas déséquilibrer toute leur économie.

Cependant, la première étape de la mise en place d'un fonds souverain consiste à dégager un excédent, et non à afficher un déficit de 67 milliards de dollars comme celui de cette année. Nous devons rétablir l'équilibre budgétaire et commencer à dégager un excédent, puis probablement rembourser la dette du gouvernement canadien avant de commencer à réinvestir cet excédent dans de nouveaux instruments de dépenses. La meilleure façon d'accumuler de la richesse, c'est de ne pas perdre d'argent. La règle numéro un pour faire de l'argent, c'est de ne pas perdre d'argent. Si quelqu'un est gestionnaire de fonds, il ne doit pas perdre d'argent, mais faire preuve de prudence et de circonspection avec l'argent des autres. C'est l'une des premières choses que l'on apprend en finance.

Les fonds reposent avant tout sur un principe: la discipline financière. Or, le gouvernement n'en a aucune. Nous l'avons constaté à maintes reprises et nous aurons d'autres exemples flagrants à présenter dans les semaines à venir au Parlement pour illustrer la manière dont le gouvernement dépense sans discernement. Il dépense sans discernement et sans rendre de comptes, tout en veillant à nourrir tous ses poissons. Je sais qu'il s'agit d'une drôle de tournure de phrase, mais c'est ce que disent vraiment les libéraux. Il est temps de nourrir les poissons. Toutes les petites gens qui soutiennent les libéraux en adhérant à tous leurs discours et en leur donnant de l'argent reçoivent ce discours en retour.

C'est ce qu'on appelle une économie circulaire. Il y a déjà beaucoup de fonds au Canada. J'ai apporté une liste. Je sais que je n'aurai pas le temps de terminer mon discours, car j'ai beaucoup de choses à dire, mais jetons un coup d'œil à tous les fonds dont le gouvernement dispose déjà. Il y en a beaucoup. Je pense que lorsque le gouvernement a présenté ce projet de loi, il s'est contenté de faire un copier-coller d'un tas d'autres fonds qu'il avait réunis et avec lesquels il gaspille l'argent des Canadiens. Il y a la Corporation de développement des investissements du Canada. Selon les députés, qui a investi dans l'oléoduc Trans Mountain? La Corporation de développement des investissements du Canada. Le pipeline Trans Mountain a coûté 35 milliards de dollars.

Travaux des subsides

Il y a toute une série d'autres investissements qui proviennent de la Corporation de développement des investissements du Canada. Je pense à la taille de ce fonds et je me demande pourquoi nous avons besoin d'un autre fonds dès maintenant dans l'intérêt des Canadiens. C'est un fonds souverain. Ce n'est pas un fonds souverain. C'est un moyen d'augmenter considérablement notre endettement et de rendre l'argent moins pertinent pour les Canadiens.

Il y a ensuite le Fonds de croissance du Canada. Quelle farce! Il s'agit d'une forme de manipulation financière, mais là encore, on parle de milliards de dollars. Le gouvernement y affecte une autre part de l'argent des Canadiens qu'il tente de s'approprier et de se servir pour emprunter. Nous avons parlé de ce bilan pour emprunter et rembourser des fonds, car le gouvernement souhaite cibler certains secteurs de l'économie qui permettront à la population d'aller de l'avant.

La Banque de l'infrastructure du Canada en est un exemple. La Banque de l'infrastructure du Canada a été créée. C'est une farce, bien franchement. Elle a été créée alors qu'il existait déjà toute une série de fonds d'infrastructure au Canada qui souhaitaient investir au Canada. Je pense à notre déficit d'investissement à l'heure actuelle. Toutes sortes de fonds ont été créés pour l'investissement dans les infrastructures au Canada, puis soudainement, le gouvernement a mis en place un fonds, et tous ces fonds ont dû rembourser les investisseurs ou investir à l'étranger, car le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait en matière d'infrastructures. Le gouvernement ne sait pas ce qu'il fait en matière de dette. C'était terrible.

Je ne passerai pas en revue toute la liste, car elle est longue. Il y a Exportation et développement Canada. Il y a le Compte du Canada, d'Exportation et développement Canada — encore un autre compte. Il y a donc deux comptes au sein d'une même organisation. Il y a FinDev Canada, qui a des milliards de dollars à investir. Il y a la Banque de développement du Canada, qui dispose de plus de 55 milliards de dollars. Il y a la Société canadienne d'hypothèques et de logement, qui investit des milliards de dollars au nom des Canadiens. Il y a Financement agricole Canada. Il y a le nouveau Fonds pour un Canada fort. Comme je l'ai dit, ils font du copier-coller. C'est une merveilleuse façon d'agir sans aucun principe.

Il y en a beaucoup d'autres, comme le Fonds d'investissement stratégique, que les libéraux vont aussi devoir utiliser. Il y a eu le Fonds d'appui technologique au développement durable. Je me souviens de ce gâchis de 400 millions de dollars. Le gouvernement s'était fait prendre à verser des tonnes d'argent dans les poches de ses amis. Ce projet-ci est un autre gâchis.

Je sais que mon temps de parole tire à sa fin. Comme je ne peux plus ajouter grand-chose, je tiens à passer directement à ma conclusion. J'avais beaucoup de choses à dire, alors si quelqu'un veut m'entendre de nouveau, il n'a qu'à me le faire savoir. En conclusion, créer ce fonds est l'une des pires choses que le gouvernement puisse faire. Le gouvernement emprunte des dizaines de milliards de dollars pour créer un autre véhicule d'investissement dirigé par l'État. Le Parlement doit d'abord répondre à la question qui sous-tend le débat d'aujourd'hui: est-ce vraiment la voie la plus responsable qu'on puisse suivre pour les Canadiens?

Travaux des subsides

• (1555)

Le vice-président: Avant de passer aux questions et observations, je tiens à faire un rappel à tous les députés. Lorsqu'ils ont plusieurs pages de notes qui sont brochées, ils frappent parfois le micro en tournant une page, ce qui produit un bruit très fort dans les oreilles des interprètes. Ceux-ci ont alors du mal à continuer d'interpréter.

[Français]

L'honorable secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie a la parole.

[Traduction]

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, j'ai écouté avec intérêt les observations de mon collègue de Calgary-Centre, qui jouit d'une grande crédibilité et d'une grande expertise en matière économique. C'est pourquoi je suis quelque peu perplexe quant à sa critique de la Banque de l'infrastructure du Canada. On peut supposer que si l'on critique cette banque, c'est que l'on critique également les projets dans lesquels elle investit.

Je suis curieux de savoir si le député appuie ou désapprouve l'investissement de la Banque de l'infrastructure dans le terminal Contrecoeur du port de Montréal, dans le Peace Hills Trust, dans le projet éolien de la rivière Mersey ou dans le projet de travaux préliminaires de la ligne de transport d'électricité de la côte nord. N'est-ce pas là le genre de projets dans lesquels nous devrions investir par l'intermédiaire d'un organisme comme la Banque de l'infrastructure du Canada?

Greg McLean: Monsieur le Président, la Banque de l'infrastructure du Canada est un organisme créé par le gouvernement qui a dû modifier son mandat parce qu'elle n'avait rien à faire. Elle a modifié son mandat pour empiéter sur d'autres fonds déjà présents sur le marché.

C'était une institution gouvernementale à la recherche d'un marché qui n'existait pas, et elle s'est donc transformée pour en créer un. Ces projets auraient été financés plus efficacement et avec moins de frais généraux s'ils n'avaient pas été financés par l'État.

J'invite mon collègue d'en face à se pencher sur mon contre-interrogatoire de la direction de la Banque de l'infrastructure du Canada concernant ses investissements dans Lion Électrique, car il s'agissait là d'un véritable gâchis.

• (1600)

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Monsieur le Président, tantôt, j'ai posé une question à l'honorable député de Kings—Hants sur le fait que ce fonds va entre autres financer des projets pétroliers et gaziers alors qu'il y a des défis en matière de changements climatiques. Or, les changements climatiques ne le préoccupent pas vraiment. Il dit que ça le préoccupe, mais il n'a pas répondu à la question.

Ma question était claire. Est-ce que mon honorable collègue est d'accord pour que le gouvernement prenne 25 milliards de dollars d'argent public et qu'il l'utilise pour financer des projets de gaz naturel liquéfié, de pipelines, de sables bitumineux ou d'autres projets qui augmenteraient, par exemple, la production? Est-ce que prendre de l'argent public pour faire ça est acceptable, sachant que ces projets contribuent entre autres aux changements climatiques?

Greg McLean: Monsieur le Président, c'est une bonne question. En ce moment, je ne suis pas d'accord pour qu'on investisse l'argent des contribuables canadiens dans des projets faits par d'autres investisseurs au Canada. Le problème avec le Canada, actuellement, c'est que la réglementation est trop concentrée sur l'investissement dans le secteur qui est le plus important de l'économie canadienne. Il faut un système de réglementation qui fait mieux pour tout le pays.

[Traduction]

Jeremy Patzer (Swift Current—Grasslands—Kindersley, PCC): Monsieur le Président, je vais dire les choses simplement pour le gouvernement. Les libéraux accusent un déficit de 66 milliards de dollars cette année. Cela signifie qu'il n'y a pas d'argent supplémentaire ni d'excédent à verser dans un fonds pour investir dans quoi que ce soit. C'est comme utiliser une carte de crédit pour cotiser, par exemple, au régime enregistré d'épargne-études d'un enfant ou quelque chose du genre. On s'endette pour faire des économies.

Mon collègue peut-il expliquer un peu plus en détail pourquoi le fonds ne fonctionnera jamais à cause de leur bilan financier désastreux?

Greg McLean: Monsieur le Président, je remercie vivement mon collègue pour cette intervention, car il y a un élément de mon discours que je n'ai pas eu l'occasion d'aborder: le coût de la dette. Plus on emprunte, plus le coût de la dette augmente. Cette augmentation n'est pas simplement linéaire, mais bien exponentielle. Le député le sait certainement, car il excelle aussi dans les questions de finances.

Le problème, bien sûr, c'est que plus le gouvernement accumule les dépenses, plus il emprunte de l'argent. Il veut emprunter davantage, et cela profite à ceux qui prêtent l'argent. Il n'y a aucun risque à prêter de l'argent au Canada. Les taux vont augmenter. Ceux qui courent vraiment un risque, ce sont ceux qui doivent justement l'assumer. Ce sont les Canadiens, et le risque sera d'autant plus grand qu'il va s'accroître exponentiellement à mesure que le coût du capital augmentera et que les projets entrepris par le gouvernement seront de plus en plus téméraires. Le gouvernement veut financer toute une série de projets que le marché ne veut pas financer. C'est là le problème.

Voici la solution: modifions les règlements et nous ferons avancer les choses au pays.

Warren Steinley (Regina—Lewvan, CPC): Monsieur le Président, je suis heureux de participer au débat d'aujourd'hui concernant notre motion de l'opposition sur le fonds de dette souveraine. La motion est la suivante:

Que, étant donné que,

- (i) les fonds souverains doivent être composés de fonds provenant d'excédents budgétaires et de recettes provenant de l'exploitation des ressources,
- (ii) ce gouvernement n'a fait aucun excédent, mais seulement des déficits, depuis les 11 dernières années et n'a aucun fonds à investir,
- (iii) le premier ministre propose de mettre son fonds de 25 milliards de dollars sur la carte de crédit nationale, ce qui augmentera encore davantage la pression inflationniste,
- (iv) le premier ministre a déjà créé 12 nouvelles sociétés d'État, agences et organisations bureaucratiques,
- (v) quand le gouvernement affecte des fonds, ceux-ci vont toujours à ceux qui ont de l'influence politique et non pas à ceux qui le méritent,
- (vi) les libéraux ont fait sortir du Canada plus d'un billion de dollars en argent de fonds de retraite que nous pourrions rapatrier en accélérant l'attribution de permis, en réduisant les impôts et en favorisant la libre entreprise,

(vii) l'augmentation des prix du carburant et des aliments constitue déjà un fardeau pour les ardents travailleurs canadiens qui ne peuvent se permettre de payer plus pour faire des cadeaux aux initiés libéraux et aux élites du monde des affaires,

la Chambre demande donc au gouvernement d'abandonner ce fonds de dette souveraine.

Voilà de quoi nous parlons aujourd'hui, et je trouve cela tellement ironique. Je viens de la Saskatchewan, qui compte des gens vaillants et compétents dans les secteurs de l'agriculture, des mines, du pétrole et du gaz, de la fabrication, des petites entreprises et de l'entrepreneuriat. Nous sommes déjà passés par là. Nous avons déjà vu ce film en Saskatchewan, où le gouvernement pense savoir mieux que le secteur privé comment investir de l'argent. Le film s'intitulait « Seize ans de rien sous un gouvernement néo-démocrate ».

Il y a quelqu'un à la Chambre qui faisait partie de ce gouvernement néo-démocrate, qui vient du Nord de la Saskatchewan et qui était une catastrophe au sein du gouvernement de la Saskatchewan. En fait, selon la vieille blague qui circulait en Saskatchewan lorsque le NPD était au pouvoir, le dernier à traverser la frontière de l'Alberta a éteint les lumières. Il faisait vraiment sombre en Saskatchewan sous le NPD.

Je vois le même scénario se répéter à l'échelle nationale avec le gouvernement libéral, ce gouvernement libéral fatigué qui a duré 11 ans. Il ressemble beaucoup au gouvernement néo-démocrate qui était au pouvoir en Saskatchewan.

J'aimerais revenir sur certains investissements réalisés par un ancien gouvernement néo-démocrate usé en Saskatchewan. Plusieurs de ces projets ont échoué, coûtant des centaines de millions de dollars aux contribuables. Du milieu des années 1990 au début des années 2000, la province a perdu 15 millions de dollars dans Channel Lake et 72 millions de dollars dans Navigata. L'un des pires fiascos financiers de la Saskatchewan a été l'investissement de 35 millions de dollars dans Spudco, une entreprise de pommes de terre qui a fait faillite.

Tout cela réveille chez moi certains souvenirs. Lorsque j'entends les libéraux évoquer le fonds de dette souveraine, je repense à tout l'argent perdu en Saskatchewan sous un gouvernement néo-démocrate qui se croyait plus avisé que le secteur privé en matière d'investissements. Au total, les investissements ratés du gouvernement de la Saskatchewan durant cette période ont entraîné une perte réelle de 283,5 millions de dollars de fonds publics, soit l'équivalent de plus de 1 milliard de dollars en valeur actuelle.

Ça ressemble drôlement à ce dont nous parlons aujourd'hui. Le gouvernement ne fait jamais mieux que le secteur privé. C'est pour ça que nous continuons d'expliquer pourquoi nous avons besoin de meilleurs investissements. Si le gouvernement veut attirer plus d'investissements au pays, il devrait commencer par éliminer les formalités administratives. Il devrait commencer par se débarrasser du projet de loi C-69 et du moratoire sur les pétroliers sur la côte Ouest de Vancouver. Il y a tant de choses que le gouvernement pourrait faire sans mettre plus d'argent public en péril, comme il le fait aujourd'hui avec le fonds d'investissement souverain.

Beaucoup de députés libéraux veulent qu'on les compare à la Norvège, à l'Arabie saoudite et aux Émirats arabes unis. Ils veulent que l'on compare leur fonds d'investissement à tous les autres fonds qui y ont été créés. Or, il y a une énorme différence que les Canadiens doivent connaître: ces autres gouvernements ont financé leurs fonds avec des surplus. Leurs excédents budgétaires étaient versés

Travaux des subsides

dans des fonds souverains pour que les générations futures en profitent. Ils ne les ont pas financés à crédit. Si le gouvernement en place veut lancer une telle initiative, il doit commencer par mettre de l'ordre dans son budget. Il doit en arriver à un point où il y a suffisamment d'investissements au pays pour avoir des budgets excédentaires qui nous permettent d'investir.

• (1605)

Une autre énorme différence entre ce que le premier ministre veut faire et ce qui a été fait en Norvège réside dans le fait que l'argent n'a pas été investi en Norvège, mais à l'extérieur de la Norvège. Il s'agit d'un mandat énorme qui est très différent de ce que le gouvernement fait ici aujourd'hui.

Je remercie l'intervenant précédent, mon collègue de Calgary-Centre, de ses observations. Il connaît très bien le secteur financier. Il a dit que le fonds est identique aux autres que le gouvernement a mis en place, comme Banque de l'infrastructure du Canada inefficace, qui a construit un pipeline en Chine et n'en a pas construit au Canada. Nous ne nous rendons pas compte que ce fonds ressemble beaucoup à la caisse noire environnementale.

Excusez-moi, monsieur le Président, c'est à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures que le gouvernement a versé des fonds. Je vais rectifier les faits parce que, contrairement à d'autres députés, j'aime être aussi factuel que possible et ne pas induire les gens en erreur.

Je me souviens que, juste avant les dernières élections, le Parlement examinait une autre caisse noire: la caisse noire environnementale. En effet, un Président libéral avait jugé recevable une question de privilège, qui nous empêchait de débattre d'autre chose que de cette caisse noire environnementale; de 300 à 400 millions de dollars de fonds publics ont été versés à des proches du Parti libéral, à des amis et à des élites. On a recensé pas moins de 186 conflits d'intérêts dans ce fonds de 300 millions de dollars.

Une fois que l'ami banquier du premier ministre aura été nommé chef de la direction et que tous ses amis de l'élite laurentienne siégeront au conseil d'administration, les députés peuvent-ils imaginer le nombre de conflits d'intérêts qu'on retrouvera dans le fonds de dette souveraine d'ici à ce que les libéraux aient fini de distribuer les 25 milliards de dollars à certains de leurs meilleurs amis et initiés? Voilà ce que nous entendons, aujourd'hui, par économie politique. Le travailleur canadien moyen est à 200 \$ de la faillite à la fin du mois. Avant même la fin du mois, il ne lui reste déjà plus d'argent dans son compte. Cependant, les proches du Parti libéral n'ont jamais eu la vie aussi belle.

Je ne peux pas poursuivre sans évoquer la mise à jour économique du printemps. Elle s'avère fantastique pour les banquiers et les créanciers obligataires, qui n'ont jamais été aussi choyés. Le poste budgétaire qui augmente le plus vite est le déficit qui s'élève à 60 milliards de dollars, que l'on affecte à la dette. Le financement de la dette coûte plus cher que les transferts en santé versés aux provinces, ce qui est honteux. Quand on voit combien d'argent est destiné aux initiés du monde des affaires, on comprend pourquoi le fonds d'endettement souverain est une si mauvaise idée. Les libéraux ne savent pas gérer l'argent, comme le Parti néo-démocrate en Saskatchewan durant les années 2000. Ils gèrent très mal l'argent des contribuables. Ils le perdront, et c'est pourquoi nous sommes si préoccupés par l'allure que prendra ce fonds.

Travaux des subsides

Je terminerai en soulignant que nous n'avons aucune confiance dans la capacité du gouvernement actuel à gérer les fonds sans que de nouveaux conflits d'intérêts surviennent. Il s'agit du gouvernement le plus problématique sur le plan de l'éthique que notre pays ait connu. Il y a eu plus de manquements à l'éthique et de conflits d'intérêts au sein du gouvernement au cours des 10 dernières années que dans tous les gouvernements canadiens réunis. Justin Trudeau a été trouvé coupable de deux manquements à l'éthique alors qu'il était premier ministre, une première dans l'histoire. Voilà maintenant que le premier ministre actuel dispose d'une fiducie sans droit de regard et ne pense pas qu'il se trouvera en situation de conflit d'intérêts dans aucune de ses nombreuses transactions. Je pense qu'il croit que les lettres « PM » signifient « petit magot », et non « premier ministre ». Il est là pour Brookfield et pour lui-même, pas pour le peuple canadien. Voilà pourquoi ce fonds souverain, ou fonds de dette souveraine, ne serait qu'un autre moyen pour lui d'enrichir ses amis du monde des affaires. En fin de compte, ce sont les contribuables canadiens qui en paient le prix. Ce fonds appauvrirait les Canadiens, mais le premier ministre et ses amis du circuit des cocktails au champagne s'enrichiraient.

• (1610)

L'hon. Kody Blois (secrétaire parlementaire du premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, bien que j'aurais inversé le député de Calgary-Centre et celui de Regina—Lewvan dans ces observations, je respecte la façon dont le député a présenté ses questions.

Je vois se dessiner un avenir plus prometteur pour le pays et pour la Saskatchewan. Je pense à l'investissement de BHP et à la mine Jansen. Je pense aux efforts consentis pour soutenir la mine Foran. Sur une note plus personnelle, je suis fier du travail que j'ai accompli aux côtés du premier ministre saskatchewanais, Scott Moe, pour venir en aide aux producteurs de canola et de pois des Prairies et de la Saskatchewan. Même si je reconnais que le rôle du député consiste à demander des comptes au gouvernement et à mettre en lumière ce qu'il perçoit comme des failles, pourrait-il au moins admettre devant la Chambre que le gouvernement fédéral et la province ont fait du bon travail pour réduire les droits de douane qui touchent les agriculteurs et les citoyens de sa province ?

Warren Steinley: Monsieur le Président, il y a un point que le député de Kings—Hants a omis de mentionner. L'entreprise Nutrien, dont le siège social est à Saskatoon, a décidé de construire un port dans l'État de Washington plutôt qu'à Vancouver à cause de la lourdeur des formalités administratives. Elle ne croit pas que le gouvernement fédéral l'autoriserait à construire dans les ports de Vancouver et de Prince Rupert. Elle a dû se tourner vers les États-Unis. C'est honteux, et le blâme revient au gouvernement.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, j'ai beaucoup aimé le discours du député. Nous avons dû passer une bonne partie de la journée à essayer de réfuter certaines des affirmations des députés d'en face.

Le député aimerait-il prendre une minute ou deux de plus pour leur expliquer la différence entre un fonds d'investissement souverain, où les gouvernements investissent les richesses accumulées à partir des excédents, et le simple ajout de 25 milliards de dollars sur la carte de crédit nationale ?

• (1615)

Warren Steinley: Je remercie le député de son commentaire, monsieur le Président, et je suis heureux qu'il me donne cette occasion.

Je vais l'expliquer comme mon épouse et moi expliquerions le budget de notre ménage. Nous avons trois enfants et nous tenons à mettre de l'argent de côté pour leurs études, sauf que l'argent ne pousse pas dans les arbres, d'autant plus que le panier d'épicerie coûte de plus en plus cher alors que les enfants mangent de plus en plus en grandissant. Pour mettre de l'argent de côté pour leurs études, nous devons donc couper dans d'autres dépenses. C'est ainsi que nous dégageons un excédent, de l'argent non affecté qu'on peut mettre de côté pour les études de nos enfants.

Ce n'est pas ce qui se passe avec le fonds de dette souveraine. Les libéraux accumulent des dettes par-dessus des dettes. Si mon ménage faisait la même chose, au lieu de trouver de l'argent à mettre de côté pour les études de mes enfants, je paierais leurs études avec ma carte de crédit, et mes enfants finiraient avec une carte de crédit à rembourser en plus de leur prêt d'études. C'est ce qui arrivera aux Canadiens.

[Français]

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, je veux savoir si mon collègue peut commenter le fait que ce fonds souverain n'est aucunement souverain, qu'il n'est absolument pas indépendant du gouvernement et que son travail va être tout simplement de mettre en avant les projets qui ont déjà été déterminés par ce même gouvernement dans l'énoncé économique.

[Traduction]

Warren Steinley: Monsieur le Président, mon collègue du Bloc soulève là un point très pertinent. Je n'ai pas eu l'occasion d'en parler dans mon discours. Nous n'avons aucune idée de qui dirigera ce fonds de dette. Nous ne savons pas qui siègera au conseil d'administration ni comment les décisions seront prises. Il y a un tel manque de transparence.

Je dirais à mon collègue que, dans ce cas précis, le gouvernement choisit une fois de plus les gagnants et les perdants au lieu de laisser le libre marché décider. C'est le genre de décision qui nous cause des problèmes. C'est pour cela que les contribuables vont perdre de l'argent.

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, je suis déçu que les conservateurs ne voient pas la situation dans son ensemble. Ils évoquent la Banque de l'infrastructure du Canada, à laquelle ils s'opposent farouchement depuis des années, alors que les Canadiens de toutes les régions du pays ont bénéficié de ce programme. Les provinces, les municipalités et le secteur privé y ont effectivement participé. Nous parlons de milliards et de milliards de dollars, près de 30 milliards de dollars. Les conservateurs affirment que cela n'a rien donné. Pff, n'importe quoi. S'ils faisaient une simple recherche sur Google, ils verraient les projets qui ont été approuvés.

Les conservateurs soutiennent-ils les projets que la Banque de l'infrastructure du Canada a approuvés ?

Warren Steinley: Monsieur le Président, même si le député a fait preuve d'une grande immaturité en s'exclamant « Pfff, n'importe quoi! », je dirais que la Banque de l'infrastructure du Canada était censée distribuer une enveloppe de capital de 35 milliards de dollars d'ici 2027-2028. Cependant, en juillet 2025, le directeur parlementaire du budget a indiqué qu'elle n'avait déboursé que 14,9 milliards de dollars, 21,1 milliards de dollars moins que prévu. Seul un libéral pourrait acclamer un projet raté dont les résultats sont 50 % inférieurs aux prévisions. Les libéraux se félicitent de leurs échecs, et c'est pourquoi ils se trouvent dans la situation où ils sont.

Ce fonds sera un autre projet raté, ce que nous ne manquerons pas de souligner lors des prochaines élections. Les libéraux ne cessent de décevoir les Canadiens à tout bout de champ.

Carlos Leitão (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Monsieur le Président, c'est à mon tour, si je peux me permettre...

Une voix: Non.

Carlos Leitão: Non? D'accord. C'est beau de voir la démocratie en pleine action.

Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de participer au débat d'aujourd'hui.

Dans le budget de 2025, nous avons présenté notre plan pour bâtir un Canada fort. Depuis, nous avons agi rapidement pour construire de grandes infrastructures, des logements et des industries qui font croître l'économie canadienne et créent une prospérité durable, qui donnent plus de moyens aux Canadiens en leur offrant de meilleures carrières et une vie plus abordable, et qui protègent nos collectivités, nos frontières et notre mode de vie. Nous avons permis aux Canadiens de réaliser des économies concrètes tout en soutenant les grandes priorités nationales et en continuant d'axer les investissements sur les résultats.

Nous maintenons une position financière solide avec la « Mise à jour économique du printemps 2026 », qui montre que les déficits projetés sont inférieurs à ceux qui étaient prévus pour la période de projection et que nous sommes en voie d'atteindre nos cibles budgétaires.

Je me permets de parler un peu de notre stabilité et de notre force financières, des éléments auxquels nos collègues d'en face ne semblent pas croire. Ils ne cessent de répéter que, depuis une dizaine d'années, un déficit n'attend pas l'autre et que le Canada est un cas désespéré. À les entendre, rien ne va plus, rien ne fonctionne et les villes canadiennes sont des zones de guerre.

Voyons donc. Si c'était le cas, pourquoi le Canada aurait-il toujours sa cote de crédit AAA? Pourquoi les créanciers obligataires de divers pays seraient-ils parfaitement disposés à financer la dette du Canada? En passant, le rendement sur 10 ans des obligations du gouvernement du Canada tourne actuellement autour de 3,5 %, si je ne me trompe pas. Par comparaison, pour le Trésor étatsunien, c'est presque 1 point de pourcentage de plus, rien de moins. La dette du Canada est donc beaucoup mieux perçue sur les marchés financiers que celle des États-Unis ou de bien d'autres pays du G7. L'Allemagne a conservé sa cote AAA, mais le Canada aussi.

Le déficit actuel, qui est finalement inférieur de 11 milliards de dollars à ce que nous avions estimé en novembre dernier, s'élève à 67 milliards de dollars. C'est 2,1 % du PIB, c'est vrai, ce qui n'a rien d'ingérable. Comparons-nous de nouveau aux États-Unis, qui sont

Travaux des subsides

apparemment dans la situation idéale, puisque nos collègues n'arrêtaient pas de mentionner les entreprises américaines en nous disant de nous tasser du chemin et d'abaisser les taxes et impôts étant donné que les entreprises savent quoi faire: le déficit des États-Unis frôle les 10 % du PIB. Ça, c'est un problème. La dette nette des États-Unis correspond à 100 % du PIB. Au Canada, par contre, c'est la dette fédérale nette qui correspond à 10 % du PIB. C'est donc 1 zéro de moins que les États-Unis. Bref, la situation budgétaire du Canada est aussi stable que viable.

Oui, il y a eu des déficits au cours des 10 dernières années, mais regardons ce qui s'est passé durant cette période. Nous avons subi choc après choc. L'économie se portait raisonnablement bien en 2018-2019. L'économie s'était bien redressée, et le taux de chômage était très faible à l'échelle nationale et dans la plupart des provinces, y compris au Québec, où il s'élevait à 5 %, du jamais vu. Les choses allaient dans la bonne direction, et les déficits fédéraux diminuaient rapidement. Dans certaines provinces, comme au Québec, il y a eu un surplus budgétaire en 2018. Tout allait bien. Que s'est-il passé ensuite? Nous avons subi un coup dur. La pandémie a contraint les gouvernements — pas seulement le gouvernement libéral du Canada mais les gouvernements de tous les pays, plus particulièrement ceux du G7 — à intervenir massivement dans l'économie.

• (1620)

En gros, les gouvernements ont interrompu les activités de leur économie. Nous ne savions pas comment gérer la pandémie à l'époque et nous avons donc interrompu nos activités économiques. Les gouvernements sont intervenus en offrant une foule de mesures de soutien. En France par exemple, le président Macron et son gouvernement avaient pour mot d'ordre « *quoi qu'il en coûte* », parce que le gouvernement devait soutenir l'économie dont il avait interrompu les activités.

Au Canada, par exemple, on se souviendra que l'ancien gouverneur de la Banque du Canada, M. Poloz, a dit au sujet des mesures prises par la banque centrale qu'on ne penserait jamais à reprocher à un pompier d'avoir utilisé trop d'eau pour éteindre un incendie. C'est ce qu'il fallait faire et c'est ce qui a été fait.

Après, oui, on a assisté à une forte poussée de l'inflation, à cause des chaînes d'approvisionnement interrompues et de la demande refoulée qui s'est libérée d'un seul coup vers 2022. Puis, alors que la situation commençait à s'améliorer, un autre choc majeur est survenu: l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la perturbation de la production et de la vente des céréales, dont l'Ukraine était un grand exportateur. Bien entendu, les exportations russes de pétrole et de gaz naturel ont également été interrompues, ce qui a provoqué, après le choc de la pandémie, une hausse marquée des prix de l'énergie et des denrées alimentaires. On a aussi vu les déficits augmenter dans les pays du G7. Il ne faut pas oublier que le Canada n'est pas seul: nous vivons dans un monde interrelié.

Travaux des subsides

Ensuite, juste au moment où l'économie se stabilisait enfin et que nous reprenions le contrôle de l'inflation, une guerre tarifaire avec les États-Unis a éclaté. Des droits de douane injustifiés et tout à fait contre-productifs ont été imposés, provoquant de graves perturbations du commerce international, alors même que les États-Unis étaient et demeurent le principal marché et partenaire du Canada. Du jour au lendemain, ce partenaire n'était plus fiable, ce qui a porté un coup dur à l'économie. Devant l'incertitude totale créée par les États-Unis, beaucoup d'entreprises, ici comme à l'étranger, ont mis leurs investissements en veilleuse, laissant de nombreux projets en suspens.

Et comme si cela ne suffisait pas, alors que nous pensions avoir retrouvé une certaine stabilité, la guerre au Moyen-Orient a éclaté, et le prix du pétrole brut a doublé. Si l'on y réfléchit bien, en deux mois, de fin février à aujourd'hui, le prix du pétrole brut est passé d'environ 60 \$ à 120 \$ le baril. Cela a des répercussions sur les prix, sur l'inflation, sur les coûts de l'énergie et sur le prix de l'essence.

Autre risque majeur: le déclenchement d'une nouvelle spirale inflationniste. Selon la Banque du Canada, qui s'est exprimée hier, rien ne permet encore d'affirmer qu'elle aura lieu. La Banque a maintenu son taux directeur inchangé, car, pour l'instant du moins, les risques semblent bien équilibrés, mais, bien sûr, la banque centrale restera très vigilante à cet égard. Malheureusement, si cela s'avérait nécessaire, on pourrait augmenter le taux directeur. On ne se prépare pas encore à le faire, mais cela reste une possibilité.

Comme l'a déclaré la directrice générale du Fonds monétaire international, nous vivons actuellement dans un climat de profonde incertitude. Le brouillard de l'incertitude est en effet extrêmement dense en ce moment, ce qui a des répercussions sur l'économie, sur les perspectives et sur la politique gouvernementale.

● (1625)

C'est là que réside une différence majeure entre notre façon de voir les choses et celle des conservateurs. Les conservateurs considèrent le monde comme si rien de tout cela ne s'était produit, comme si ces chocs n'existaient pas vraiment et que tout ce qui s'est passé était entièrement de la faute des libéraux. Bien entendu, ce sont les libéraux qui ont bombardé l'Iran, qui ont fermé le détroit d'Ormuz et qui ont provoqué la pandémie de COVID-19. Pourquoi pas? La grande différence, c'est que nous pensons que c'est le moment où les gouvernements doivent être prêts et disposés à intervenir, prêts et disposés à soutenir l'économie.

La pire chose que l'on puisse faire en ce moment, en 2026, en matière de politique publique, de politique économique et de politique financière, serait d'adopter un budget d'austérité, de réduire le budget canadien de 30 à 40 milliards de dollars à ce stade-ci. Ce serait la pire chose que nous puissions faire. Ce serait la recette idéale pour déclencher une récession.

C'est le moment d'agir. Le monde a changé, et c'est maintenant qu'il faut passer à l'action. C'est maintenant que nous agissons. C'est maintenant que le gouvernement propose de nouvelles politiques et de nouvelles mesures pour soutenir l'économie et la réorganiser, afin de nous assurer de trouver de nouveaux partenaires et de nouveaux marchés pour nos produits et de réduire ainsi notre dépendance vis-à-vis des États-Unis.

C'est une autre grande différence entre notre vision du monde et celle des conservateurs. La vision que les conservateurs ont du monde et de ce qui se passe aux États-Unis, c'est que ce qui se

passe aux États-Unis en ce moment n'est pas très réjouissant, mais qu'il ne faut pas s'inquiéter parce que M. Trump ne sera pas là pour toujours et que les choses reviendront à la normale. Eh bien, nous disons que non, les choses ne reviendront pas à la normale. Le protectionnisme aux États-Unis restera une force puissante. S'il y a une leçon à tirer de tout cela, c'est que ce partenaire n'est pas fiable.

Ce partenaire sera toujours notre voisin. Il sera toujours là. Nous ne pouvons pas changer la géographie, mais nous ne pouvons plus nous permettre de dépendre entièrement de ce seul partenaire. Nous devons diversifier nos marchés, diversifier nos exportations et nous tourner vers d'autres partenaires qui partagent nos valeurs, à savoir un monde prévisible et fondé sur des règles, ce qui ne semble pas être la préférence de l'administration américaine actuelle. Ces partenaires sont en Europe, dans l'Union européenne. Ils sont dans l'Asie-Pacifique, en particulier au Japon et en Corée du Sud. Ils sont également en Amérique du Sud, avec le Mexique et des pays comme ceux du Mercosur.

Oui, nous travaillons sans relâche pour diversifier nos marchés, nouer de nouvelles alliances et établir de nouveaux partenariats avec d'autres acteurs. Ce matin même, avant de venir ici, j'ai assisté à un séminaire avec des représentants du conseil économique de l'Arctique, basé en Norvège, au cours duquel nous avons échangé de nombreux témoignages sur le développement du Nord et sur les moyens de le développer, en particulier sur les possibilités de collaboration avec nos partenaires, qu'il s'agisse de la Norvège, de la Suède, de la Finlande ou du Danemark et du Groenland. Ces relations ne cessent de s'approfondir.

Il en va de même lorsque nous nous rendons en Europe et que nous discutons avec nos partenaires européens. Ils sont très intéressés par la possibilité de faire des affaires avec le Canada et d'investir au Canada. Le Canada possède ce dont le monde a besoin à l'heure actuelle. Nous disposons de minéraux critiques et de minéraux plus courants qui sont généralement importants de nos jours, tels que le cuivre et le nickel. Nous disposons également d'énergie, tant renouvelable que non renouvelable, ainsi que d'un secteur de haute technologie bien développé. Nous figurons parmi les leaders mondiaux en matière d'intelligence artificielle.

● (1630)

Nous disposons de nombreuses ressources dont le monde a besoin, des ressources que nous continuerons de fournir au monde et qui permettront de réduire notre dépendance à l'égard de notre seul pays voisin. Je crois avoir fait valoir que c'est maintenant qu'il faut investir et mettre à profit la capacité financière dont dispose le Canada, et non dans cinq ans, car alors, il sera trop tard. C'est ce que nous faisons.

L'autre élément dont je voudrais parler, qui s'inscrit également dans la discussion d'aujourd'hui, concerne la création du fonds d'investissement souverain, qui est d'ailleurs l'objet ou le thème de la motion conservatrice.

Les députés ne seront pas surpris d'apprendre que nous allons voter contre cette motion. Pourquoi? Beaucoup de choses ont été dites au sujet de ce fonds d'investissement souverain que nous sommes en train de créer.

Travaux des subsides

[Français]

J'aimerais maintenant m'adresser à la Chambre en français. J'aimerais parler de ce qui constitue le meilleur exemple en ce qui concerne le fonds souverain, que nous avons annoncé hier, et qui n'a pas encore été créé. On nous a accusés d'avoir toutes sortes d'intentions, mais nous allons commencer le processus de consultation et de conversation avec beaucoup d'acteurs du milieu économique canadien pour établir ce fonds de la bonne façon.

Je trouve qu'un des exemples les plus marquants est celui de deux fonds qui existent au Québec. Ceux qui nous écoutent et qui sont au Québec pourront bien comprendre cela. Le premier, c'est le Fonds des générations, qui a été créé par le gouvernement du Québec il y a déjà presque une vingtaine d'années. Le deuxième, c'est la Caisse de dépôt et placement du Québec, ou CDPQ.

Quand le Fonds des générations a été créé par le gouvernement du Québec, ce dernier n'avait pas de surplus non plus. Le gouvernement enregistrait un déficit. Ce n'est pas tout à fait la même chose, mais cela a été créé et c'est un succès énorme.

Quant à la CDPQ, il est important de tenir compte du fait qu'elle a présentement un portefeuille d'à peu près 90 milliards de dollars dans des actions de compagnies québécoises. C'est ça qui va servir de modèle au fonds que nous créons ici aujourd'hui. Ce fonds va nous permettre d'investir directement dans les entreprises canadiennes qui, elles, vont participer au développement de projets d'intérêt national. L'État va être partenaire et propriétaire en partie de ces projets. C'est comme ça que nous allons créer de la richesse et de la prospérité pour tous les Canadiens à très long terme.

● (1635)

Le vice-président: Conformément à l'article 38 du Règlement, je dois faire connaître à la Chambre les questions qu'elle abordera lors de l'ajournement ce soir, à savoir: l'honorable députée de Saanich—Gulf Islands, Le logement; l'honorable député de Brandon—Souris, L'économie; l'honorable député de Terra Nova—Les Péninsules, L'économie.

[Traduction]

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, le député a parlé de beaucoup de choses dans son discours, mais je voudrais m'attarder sur un élément précis de son intervention qui était extrêmement trompeur. C'est un argument que nous avons déjà entendu. Il a affirmé que le ratio de la dette totale du Canada par rapport à son PIB était de 10 %, contrairement à celui des États-Unis, qui serait de 110 %, ou quelque chose du genre.

Le député croit-il que l'ensemble des actifs du Régime de pensions du Canada constitue une réserve de liquidités immédiatement disponible qui pourrait servir à rembourser la dette du Canada? Reconnaît-il qu'en fait, si on tient compte de la part réellement significative de notre dette et on inclut celles des provinces et des territoires, ainsi que les actifs du Régime de pensions du Canada, le ratio dette-PIB dépasse 100 %?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, j'ai bien précisé qu'il s'agissait de la dette fédérale nette. Je ne parlais pas de la dette totale. Si on veut inclure la dette totale, y compris celle des provinces, il faut également tenir compte des actifs. Les provinces possèdent de nombreux actifs financiers. Si on fait le calcul, excluant le Régime de pensions du Canada, la dette fédérale canadienne totale se situe toujours autour de 40 % du PIB, ce qui reste l'un des taux les plus bas de l'OCDE.

[Français]

Simon-Pierre Savard-Tremblay (Saint-Hyacinthe—Bagot—Acton, BQ): Monsieur le Président, mon collègue a déjà fait partie du gouvernement du Québec. Il a siégé à l'Assemblée nationale du Québec. Il a même été ministre des Finances. Il connaît donc très bien la structure financière du Québec ainsi que la relation avec le Canada dans tout ça.

Il a aussi fait partie d'un gouvernement qui s'est battu, comme tous les gouvernements depuis les années 1990, pour que le Québec ait sa juste part en matière de transferts en santé. Le gouvernement du Québec a exercé des pressions en ce sens. Il a même souvent, par des motions adoptées à l'unanimité à l'Assemblée nationale du Québec, dénoncé Ottawa, qui n'a pas respecté le paiement de sa juste part.

Je vais citer les chiffres qui sont dans l'énoncé économique. Ce ne sont pas des chiffres que je sors de nulle part. Pour ce qui est des transferts en santé, on parle d'une croissance de 54,7 milliards de dollars, en 2025-2026, à 67,5 milliards de dollars, en 2030-2031. Pour ce qui est des frais de la dette publique, pour les mêmes années que je viens de mentionner, on voit que celle-ci passe de 54 milliards de dollars à 80,9 milliards de dollars.

La croissance des dépenses pour simplement payer les frais de la dette publique est donc très largement supérieure à la croissance des dépenses dans quelque chose d'aussi important que les transferts en santé. J'aimerais entendre les commentaires de mon collègue à ce sujet.

● (1640)

Carlos Leitão: Monsieur le Président, en effet, en ce qui concerne le Transfert canadien en matière de santé, une formule a été négociée par le gouvernement fédéral et les gouvernements des provinces et les montants sont indexés. Ce que je peux dire, c'est que, lors des prochaines rencontres fédérales-provinciales, il y aura des négociations et des discussions, et je suis certain que cette formule des transferts va être mise à jour lors des négociations qui auront lieu dans les années à venir. Cette formule n'est pas gravée dans la pierre. Elle peut être adaptée, et elle devrait être adaptée.

[Traduction]

Pauline Rochefort (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État (Développement rural), Lib.): Monsieur le Président, je trouve toujours les observations de mon collègue très éclairées et instructives, et j'ai l'impression qu'elles rehaussent la qualité du débat à la Chambre, alors je l'en remercie.

Ce matin, j'ai participé à une réunion avec la directrice parlementaire du budget, et elle a évoqué la mise à jour du printemps. Elle a décrit l'économie canadienne comme étant résiliente, et elle a aussi parlé du fait que plusieurs indicateurs économiques avaient dépassé ce qui avait été prévu. Je tenais simplement à ajouter ces observations à celles de mes collègues.

Mon collègue pourrait-il nous en dire plus sur sa connaissance et son expérience du fonds souverain du point de vue du Québec?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, oui, l'économie canadienne est très résiliente. Malgré tous les chocs que j'ai mentionnés, 2025 a été une année de croissance économique importante. Jusqu'à présent, nous avons été en mesure de résister à ce brouillard d'incertitude.

Travaux des subsides

Pour en revenir au fonds souverain, le but du fonds souverain, tel que nous le définissons ici et comme on l'a fait dans le cas du Québec, est de permettre à l'État, au gouvernement, d'être un partenaire financier dans les grands projets. Nous voulons que la population canadienne puisse bénéficier des investissements dans ces projets. Nous savons que ces projets prendront 10, 20 ou 30 ans, mais ils seront très importants pour la richesse canadienne. Si les Canadiens pouvaient être propriétaires d'une partie de ces projets, ce serait un grand avantage. C'est pourquoi nous mettons sur pied un fonds souverain.

Ellis Ross (Skeena—Bulkley Valley, PCC): Monsieur le Président, je dois avouer que ce discours couvre bien des aspects. Plusieurs collègues du député ont pris la parole pour dire que les conservateurs devraient se rallier à eux, travailler avec eux et simplement approuver le fonds d'investissement souverain, sous prétexte que c'est bon pour le pays. En fait, ce n'est pas ainsi que notre système fonctionne. Le modèle de Westminster inclut l'opposition officielle, et normalement, nous devrions renvoyer le projet de loi au comité, mais la composition des comités favorise tellement le gouvernement que nous ne pouvons pas vraiment en débattre sans que les votes lui soient favorables. De plus, la plupart de nos comités siègent maintenant à huis clos, de sorte que nous ne pouvons pas discuter de la teneur de leurs délibérations.

Le député a-t-il une opinion sur la façon dont nous pouvons collaborer, en dehors des comités, qui ont été paralysés avec les nouvelles nominations?

Carlos Leitão: Monsieur le Président, je ne peux parler qu'au nom du comité des finances, dont je suis membre. Jusqu'à présent, nous avons pu discuter et parvenir à un consensus au sein de ce comité. Si nous pouvons donner l'exemple aux autres comités, c'est tant mieux, mais les choses fonctionnent et peuvent fonctionner.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lestiguj, BQ): Monsieur le Président, je veux inviter mon collègue à préciser sa pensée.

Il y a quelques minutes, il nous a répondu qu'il était d'avis que le mécanisme derrière le Transfert canadien en matière de santé vers les provinces devrait être modifié à l'occasion de futures négociations à tenir lors de la prochaine rencontre fédérale-provinciale. Qu'est-ce que mon collègue veut dire exactement? Qu'est-ce qu'il propose? Quelle est son opinion?

• (1645)

Carlos Leitão: Monsieur le Président, ce que je voulais dire et ce que j'ai dit, c'est que cette formule, qui détermine l'indexation du Transfert canadien en matière de santé, n'est pas permanente. C'est une formule qui s'ajuste avec le temps.

J'étais présent à d'autres négociations qui, à l'époque, ont permis d'établir la formule. Cette formule peut toujours être ajustée, elle peut toujours être mise à jour. Si c'est l'intention des gouvernements du Canada et des provinces dans les années à venir, tant mieux. Cela peut se faire. On n'est pas enfermé dans un cadre qui ne peut pas changer; le cadre peut changer.

[Traduction]

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, nous célébrons le fait qu'un peu plus d'un an s'est écoulé depuis l'élection de ce gouvernement. Pratiquement dès le premier jour, l'accent a été mis sur l'idée de bâtir un Canada fort

pour tous. Pour ce faire, il faut notamment réaliser de grands projets.

Aujourd'hui, l'opposition a choisi de parler d'un fonds souverain. Les initiatives de ce genre que le gouvernement a présentées visent à bâtir une économie plus forte et plus saine.

Je me demande si mon collègue pourrait nous donner une vision plus globale des nombreuses initiatives que le gouvernement a prises au cours de la dernière année pour soutenir les Canadiens de bien des façons, car notre objectif est de bâtir un pays plus fort et en meilleure santé.

Carlos Leitão: Monsieur le Président, nous avons emprunté plusieurs voies parallèles. Nous essayons d'accélérer les grands projets; c'est très important. Nous avons également créé différents programmes pour soutenir les sociétés et les entreprises canadiennes directement touchées par les droits de douane dans les secteurs de l'acier, de l'aluminium, de l'automobile et du cuivre, en leur versant une aide directe. Nous gardons également à l'esprit que les familles canadiennes ont besoin d'aide. Nous avons donc mis en place plusieurs...

Le vice-président: Nous reprenons le débat. La députée de Newmarket—Aurora a la parole.

Sandra Cobena (Newmarket—Aurora, PCC): Monsieur le Président, on ne peut pas créer de la richesse en s'endettant. Plus que toute autre chose, un fonds souverain nécessite de la richesse. Pourtant, après 11 ans, le gouvernement libéral veut créer un fonds souverain en empruntant 25 milliards de dollars, qui s'ajouteront à notre dette nationale de 1,3 billion de dollars. Appelons les choses par leur nom. Ce n'est pas un fonds souverain. C'est un fonds de dette souveraine, et ce sont les Canadiens qui se retrouvent avec la facture.

Demandons aux Canadiens s'ils se sentent riches. Posons la question aux 2,2 millions de Canadiens qui dépendent des banques alimentaires. Demandons aux jeunes familles qui ont tout doucement renoncé à devenir propriétaires. Demandons aux parents qui étirent autant qu'ils peuvent chaque dollar pour mettre du pain sur la table. Je ne pense pas qu'ils se sentent riches.

Examinons le bilan: nous avons une dette de 1,3 billion de dollars, nous sommes le pays du G7 où le logement est le moins abordable, celui où le niveau d'investissement par travailleur est plus faible et où le prix des aliments augmente plus rapidement que partout ailleurs. Nous apprenons maintenant que les paiements d'intérêts s'élèveront à près de 81 milliards de dollars par année en 2030. On parle de plus de 3 400 \$ par ménage rien que pour le service de la dette. Ce n'est pas avec ça qu'on crée de la richesse. Le Canada devrait être le pays le plus riche du monde, mais il faudrait d'abord être honnête, instaurer une discipline et appeler les choses par leur nom. Ce n'est pas de la richesse, et les Canadiens méritent mieux.

Ce plan me rappelle quelque chose. C'est comme si quelqu'un remplissait sa carte de crédit, puis appelait sa banque pour dire qu'il n'a pas dépensé cet argent, mais l'a plutôt investi en lui-même. Ça ne fonctionne pas avec les banques et ça ne fonctionne certainement pas pour notre économie.

Les fonds souverains comme ceux de la Norvège ou de l'Arabie saoudite sont financés à partir de leurs excédents. Ils débloquent les ressources, génèrent de la richesse, puis investissent cet argent. Au Canada, le gouvernement libéral bloque les ressources et retarde les projets. Il nous fait perdre des investissements, puis il emprunte de l'argent et essaie d'appeler ça de la richesse.

Travaux des subsides

Les Canadiens comprennent quelque chose de simple: ce n'est pas en augmentant le fardeau fiscal et en dépensant qu'on rend la vie plus abordable. Ils comprennent également qu'un gouvernement qui ne peut pas vivre selon ses moyens ne rendra jamais la vie abordable pour tous ceux qui doivent le faire. Cela dit, ils comprennent aussi quelque chose qui donne de l'espoir: lorsque le Canada bâtit, il en sort gagnant. Nous en sortons gagnants quand nous disons oui aux projets, oui aux énergies et oui aux innovations. Lorsque le gouvernement se tasse du chemin, les possibilités, les investissements et la prospérité s'ensuivent.

Nous n'avons pas besoin de plus d'illusions. Nous n'avons pas besoin de plus de bureaucratie ou de complications supplémentaires. Nous avons besoin d'un pays qui croit à nouveau en lui-même, car il n'y a alors aucune limite à ce que les Canadiens peuvent bâtir.

Nous avons déjà vu ce film, et les Canadiens savent comment il se termine. La Banque de l'infrastructure du Canada, le Fonds de croissance du Canada et la caisse noire environnementale — ou Technologies du développement durable Canada —, toutes ces initiatives portaient des noms différents, mais promettaient la même chose: faisons-leur confiance et ils débloquent les investissements. Pourtant, après tout ça, le Canada a le pire bilan du G7 en matière d'investissements. Près de 1 billion de dollars ont quitté le pays depuis 2015, selon la RBC.

• (1650)

Prenons l'exemple de la Banque de l'infrastructure du Canada. Elle devait investir 35 milliards de dollars, mais elle n'y est toujours pas arrivée, loin de là. Par ailleurs, au terme de sept années d'existence, elle n'avait pas réussi à absorber ses propres coûts d'exploitation. C'est une banque qui n'est même pas capable de subvenir à ses besoins, mais elle a tout de même trouvé le moyen de verser 8 millions de dollars en primes à ses dirigeants en un an. Les Canadiens font la queue devant les banques alimentaires, et les proches du parti font la queue pour obtenir des primes.

Ce n'est pas de l'investissement. C'est un mauvais choix de priorités. Nous pouvons faire mieux. Le Canada n'a pas besoin d'autres projets expérimentaux ni de nouvelles structures bureaucratiques, de nouvelles sociétés d'État ou de nouveaux bureaux de transition. Revenons à l'essentiel et la confiance des investisseurs suivra.

Ma question est simple: si un projet mérite d'être appuyé, pourquoi ne pas simplement l'approuver? Au lieu de cela, le gouvernement libéral propose la création d'une nouvelle société d'État, d'un nouveau bureau de transition et d'un palier supplémentaire d'approbation politique pour les entreprises. Cette approche est d'autant plus centralisée qu'il n'y a pas de bureau d'investissement véritablement indépendant. Tout remonte au premier ministre. Or, ce n'est pas ainsi qu'on attire les investissements. Au contraire, cette façon de faire tend à les décourager, car les investisseurs ne veulent pas d'un environnement politisé. Ils attendent plutôt de la prévisibilité, des règles claires, un processus équitable et des chances égales de prospérer.

C'est là le principal problème. Au lieu de libérer le potentiel du Canada, le premier ministre a créé 13 entités gouvernementales en seulement un an. Il y a plus de formalités administratives, de complications et de distance qui empêchent les Canadiens de saisir de belles occasions. Les Canadiens ne demandent pas davantage d'intervention du gouvernement. Ils veulent que le gouvernement libère le potentiel de nos ressources et de nos gens.

La meilleure économie n'est pas celle où peu de gens sont choisis. Dans la meilleure économie, tout le monde a eu une chance, pas seulement les personnes ayant leurs entrées dans le monde politique, les amis des politiciens et les particuliers ou les entreprises triés sur le volet par le gouvernement du moment. La réussite doit être le fruit du travail, pas un cadeau ou le résultat d'un choix politique. Le Canada donne de meilleurs résultats quand il est ouvert, juste et libre. Quand c'est le cas, les Canadiens ne font pas seulement partie de la concurrence, ils sont en tête de file. Nous l'avons déjà vu.

Le Canada n'a pas de problème de financement. Il a un problème de confiance. Pour la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, il y a une pénurie d'entrepreneurs, car, depuis six trimestres consécutifs, le nombre des fermetures d'entreprises dépasse celui des ouvertures. Seulement 18 % disent que c'est le bon moment pour se lancer en affaires. Nous devrions tous être inquiets, car lorsque les entrepreneurs perdent confiance, la croissance s'arrête, le dynamisme se meurt et les emplois disparaissent.

Voici une bonne nouvelle: le Canada a tout ce dont il a besoin. Il a du talent, des ressources, des idées et des gens. Cela dit, il a aussi besoin que le gouvernement libéral se tasse du chemin. Il faut lever les obstacles et approuver les projets plus rapidement. Il faut que le système récompense le travail acharné et que les investisseurs affluent au pays, non pas parce qu'ils y sont contraints, mais parce que c'est une décision judicieuse.

Le Canada n'est pas un pays en déclin; il est bridé par le gouvernement libéral. Dès que nous aurons levé les obstacles dont j'ai parlé, et dès que nous aurons rétabli la confiance, notre pays se développera et jouera un rôle de premier plan. Commençons par créer de la richesse, parce que le Canada a tout ce qu'il faut pour y parvenir.

• (1655)

L'hon. Kevin Lamoureux (secrétaire parlementaire du leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, le Canada est ouvert aux affaires. Il y a un an, les Canadiens ont élu un nouveau premier ministre et un nouveau gouvernement qui se sont activement employés à attirer des investissements et à accroître les exportations. Nous avons maintenant présenté un fonds qui attirera littéralement des milliards de dollars supplémentaires. Nous verrons notre économie devenir plus forte et plus saine parce que notre gouvernement et notre premier ministre comprennent l'économie et les mesures à prendre pour assurer sa croissance à l'avenir.

Les conservateurs n'arrêtent pas de nous dire de nous tasser du chemin. Y a-t-il un pays qui, selon la députée d'en face, réussit bien à suivre le modèle qu'elle préconise?

Sandra Cobena: Monsieur le Président, je ne m'appuie pas sur des théories. Je m'appuie sur les exemples que me rapportent les entrepreneurs. En voici un parmi d'autres. Un entrepreneur de ma circonscription a demandé un permis pour agrandir son entreprise. Il avait un contrat en poche. L'obtention du permis a pris tellement de temps que cet entrepreneur a failli perdre son contrat. Il a décidé de prendre l'avion pour les États-Unis. En quelques jours, il a obtenu des permis et des subventions. Il suffisait d'aller voir à côté pour obtenir des fonds. Quand il est revenu, il n'avait toujours pas reçu de nouvelles au sujet de son permis canadien. Voilà ce qui fait perdre des investissements à notre pays.

Travaux des subsides

Nous n'avons pas besoin de grandes annonces. Nous n'avons pas besoin d'un forum. Nous n'avons pas besoin de faire des milliers de voyages à travers le monde. Nous devons réparer ce qui est essentiel.

[Français]

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lis-tuguj, BQ): Monsieur le Président, je veux bénéficier de l'expertise de ma collègue dans le monde des finances.

Au Bloc québécois, nous sommes inquiets au sujet de ce fonds souverain. D'abord, des fonds publics sont investis dans un cadre qui ne nous rassure pas en matière de transparence.

Est-ce que ma collègue est parvenue à estimer le coût total des fonds publics qui devront être investis dans le fonds souverain, notamment pour payer les intérêts associés au montant de 25 milliards de dollars, mais aussi pour tous les crédits d'impôt qui pourraient être offerts afin de favoriser l'investissement dans ce fonds? Aussi, qu'est-ce qu'elle pense de l'idée que des fonds publics soient investis dans des projets d'infrastructures, notamment pétrolières?

• (1700)

[Traduction]

Sandra Cobena: Monsieur le Président, la réalité, c'est que nous avons très peu de détails sur ce fonds. Toutefois, nous savons qu'il aura initialement recours à des emprunts pour financer son capital de démarrage. Nous savons que cette façon de faire n'a aucun sens, car les fonds souverains fonctionnent dans un environnement où ils puisent dans des surplus réels, où il y a une responsabilité budgétaire et où ils sont indépendants de toute influence politique. Ici, le pouvoir serait concentré entre les mains du premier ministre, car c'est lui qui sélectionnerait les projets. Il n'y a pas de mandat clair concernant ces projets. Il n'y a ni transparence ni discipline budgétaire au sein du gouvernement. Ce fonds ne fonctionnera pas.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais que la députée commente les comparaisons qui ont été faites entre ce nouveau fonds et la Banque de l'infrastructure du Canada. Lundi, lors d'une réunion du comité, des témoins experts nous ont expliqué que la Banque de l'infrastructure était un exemple de politique industrielle ratée et que ce fonds ne serait qu'une nouvelle version de la même chose. Nous avons entendu des arguments en faveur de la Banque de l'infrastructure. En fait, l'un des députés libéraux a affirmé qu'elle mobilisait des fonds du secteur privé. On avait promis qu'elle rapporterait cinq dollars pour chaque dollar de fonds publics. On nous a également dit au comité des finances qu'il y aurait environ 60 ¢ d'investissement privé pour chaque dollar. La députée pourrait-elle commenter les échecs de la Banque de l'infrastructure et leur lien avec ce nouveau gâchis à venir?

Sandra Cobena: Madame la Présidente, la comparaison avec la Banque de l'infrastructure du Canada est intéressante. Le comité a mené une étude approfondie sur cette banque et a recommandé sa fermeture. Les statistiques montrent qu'il lui a fallu sept ans pour générer suffisamment de fonds pour couvrir ne serait-ce que ses frais d'exploitation...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous reprenons le débat. Le député de Calgary Crowfoot a la parole.

Pat Kelly (Calgary Crowfoot, PCC): Madame la Présidente, le nouveau fonds annoncé par les libéraux ne devrait en aucun cas être qualifié de « fonds souverain ». Un fonds souverain est un fonds qui utilise les excédents budgétaires de l'État, provenant générale-

ment des recettes d'exportation de ressources naturelles, pour les investir à l'étranger. C'est ce qu'on entend par « fonds d'investissement souverain », selon l'acception courante du terme.

Le gouvernement a d'ailleurs explicitement comparé son nouveau fonds à de véritables fonds souverains, comme ceux de la Norvège et de l'Arabie saoudite, mais il ne dispose d'aucun excédent. Il empruntera la totalité des fonds nécessaires pour constituer son fonds; il ne s'agit donc nullement d'un fonds souverain. Ce sera une caisse noire libérale qui deviendra inévitablement un jouet pour le premier ministre et les proches des libéraux, financée par le crédit national.

Voici ce qu'indiquait l'annonce du gouvernement: « [...] le gouvernement fournira au départ un financement de 25 milliards de dollars sur trois ans, selon la comptabilité de caisse. » Or, les libéraux viennent de présenter un énoncé économique faisant état d'un déficit de 67 milliards de dollars, sans compter les 8,3 milliards de dollars dont le gouvernement aura besoin pour constituer le capital de départ du fonds, somme qui figure dans le tableau des flux de trésorerie et n'apparaît pas au bilan.

Les libéraux contractent cette nouvelle dette avec un actif compensatoire qui ne produit rien, mais les Canadiens devront tout de même rembourser la dette contractée pour alimenter le nouveau fonds. Le fonds est créé par une nouvelle dette qui devra être remboursée par les Canadiens, et non par des excédents investis au nom des Canadiens pour leur avenir. Cela va représenter une charge de 25 milliards de dollars sur la carte de crédit nationale. On ne peut tout simplement pas le nier. Les annonces du gouvernement et sa mise à jour économique le confirment.

Le gouvernement a dit: « Conjointement avec d'autres investisseurs, il financera des entreprises et des projets stratégiques canadiens, dans l'objectif de réaliser des rendements commerciaux qui enrichiront le Canada. » C'est merveilleux, n'est-ce pas? Qui pourrait s'opposer à des projets canadiens et à des investissements dans des entreprises qui génèrent des rendements commerciaux au profit de tous les Canadiens?

Cependant, cette annonce habilement formulée ne peut masquer la réalité. Le problème, c'est qu'emprunter de l'argent pour le remettre aux politiciens et à leurs acolytes triés sur le volet afin qu'ils investissent dans des entreprises qui cherchent à obtenir un traitement réglementaire préférentiel et des subventions et à s'enrichir elles-mêmes, le tout avec la carte de crédit du pays, c'est sans aucun doute la pire façon qui soit de bâtir le Canada et la richesse des Canadiens. La meilleure façon de le faire consiste à abroger les lois que les libéraux ont adoptées au cours des 10 dernières années, qui ont entraîné une fuite des capitaux hors du Canada et une stagnation économique.

En 2015, le gouvernement a hérité du budget équilibré du gouvernement précédent. Le *New York Times*, qui est loin d'être un organe de presse conservateur, disait à l'époque que le Canada avait la classe moyenne la plus prospère au monde. Les logements étaient abordables pour la plupart des gens. La nourriture était abordable. Un projet de pipeline vers la côte Ouest avait été approuvé. Kinder Morgan se préparait à investir des milliards de dollars pour l'expansion du réseau Trans Mountain sur la côte Ouest. Pour ce qui est du projet de pipeline TransCanada, comme on l'appelait à l'époque, on en était aux travaux préliminaires en vue de proposer la construction d'un pipeline sur la côte Est. Voilà les projets qui étaient prévus en 2015.

Ensuite, les libéraux ont formé leur gouvernement en novembre 2015, et leur promesse électorale était de faire des déficits modestes pendant trois ans afin de financer des investissements sans précédent dans les infrastructures du pays, ce qui devait stimuler la croissance économique au point où le budget allait s'équilibrer de lui-même. Cependant, leur toute première décision fut d'annuler l'approbation qui avait déjà été accordée pour le projet de pipeline vers la côte Ouest. Ils l'ont fait au moyen d'un arrêté ministériel avant même que le Parlement ne se réunisse en novembre 2015.

S'ils n'avaient pas fait cela, le projet de pipeline vers la côte Ouest serait déjà réalisé. Un demi-million de barils de pétrole canadien seraient vendus sur les marchés mondiaux aujourd'hui. Selon les prix actuels, la valeur de ces exportations de produits énergétiques canadiens s'élèverait à 50 millions de dollars par jour. Aux prix actuels, cela représente près de 20 milliards de dollars par année. Maintenant, les libéraux se demandent soudainement pourquoi nous ne pouvons pas fournir de l'énergie à nos alliés et au marché mondial.

• (1705)

Avant que quelqu'un dise: « Un instant, M. Trudeau n'est plus là. Tous les libéraux qui prônent de « laisser les ressources dans le sol » ont été relégués aux banquettes arrières ou mis sur la touche, ou ils ont été nommés à un poste diplomatique confortable. » Aucun député ne doit oublier qu'en 2021, le premier ministre actuel a comparu devant le comité de l'industrie et a été interrogé par le chef de l'opposition. Lorsqu'on l'a interrogé sur la décision d'annuler le projet de pipeline sur la côte Ouest, il a répondu que c'était la bonne décision.

Les libéraux se trompent sur toute la ligne depuis 10 ans. Leurs déficits n'ont pas été un investissement transformateur dans la construction d'infrastructures visant à améliorer la productivité qui ont permis au budget de s'équilibrer de lui-même. Leurs déficits sont rapidement devenus structurels et ont depuis grimpé en flèche.

En fait, la situation a atteint un point critique à la fin de la session de 2024. Quelqu'un se souvient-il de ce qui s'est passé en décembre 2024? C'est à ce moment-là que le déficit projeté de 30 milliards de dollars pour cette année-là était si élevé que Chrystia Freeland a refusé d'y apposer sa signature. Les députés s'en souviennent-ils? Se souviennent-ils que c'est ce déficit de 30 milliards de dollars qui l'a poussée à démissionner de son poste de ministre des Finances? Se souviennent-ils de la vague de démissions et d'annonces de retraites? Se souviennent-ils du moment où la gestion financière est enfin devenue la question principale qui a obligé M. Trudeau à partir?

L'homme qui était alors censé être un adulte sérieux, expérimenté, qualifié et technocrate, capable de redresser les finances du Canada après neuf ans de négligence, redouble maintenant d'efforts pour perpétuer le capitalisme de copinage et de recherche de rente dirigé par l'État des années Trudeau et a doublé ce déficit, qui représentait une crise en raison de sa taille considérable à l'époque.

Prenons maintenant l'exemple de la Banque de l'infrastructure du Canada. Il y a neuf ans, le gouvernement a déclaré que cette nouvelle initiative, qu'il avait annoncée avec enthousiasme, allait transformer le Canada. Ses députés ministériels ont affirmé qu'elle permettrait de stimuler l'investissement du secteur privé et de débloquer des centaines de milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures. C'était de la foutaise. Selon le communiqué de

Travaux des subsides

presse du gouvernement, chaque dollar investi par le secteur public en attirerait quatre du secteur privé.

Les députés se souviennent-ils de Bill Morneau? Il a même surpassé ses propres prévisions et a déclaré, dans le discours qu'il a donné pour annoncer la banque, que chaque dollar investi en attirerait cinq. Neuf ans plus tard, des milliards de dollars n'ont toujours pas été investis, aucun projet n'a été mené à bien et le montant réel des investissements du secteur privé mobilisés s'élève à 66 ¢ pour chaque dollar investi. Aujourd'hui, le premier ministre actuel veut faire la même chose avec le nouveau fonds.

Je n'ai pas le temps d'expliquer tout ce qui ne va pas avec la Banque de l'infrastructure du Canada. Il s'agit de la même politique industrielle qui a échoué avec la Banque de l'infrastructure du Canada. Dans le cadre de ce système, le gouvernement établit des règles qui tuent les investissements, puis crée un bureau doté de personnes nommées par le premier ministre, choisit les projets auxquels il ne veut pas que les lois existantes du Canada s'appliquent et prend la liberté de créer les règles ou les subventions futures pour forcer le contribuable à garantir le succès du projet qu'il a choisi. C'est ce que le premier ministre a plus ou moins admis lui-même.

Tout ce que le gouvernement a à faire pour réparer les dommages causés au cours des 10 dernières années, c'est d'abroger ses lois anti-développement, de limiter ses déficits et de réduire ou d'abroger ses taxes et ses impôts. S'il fait tout ça, les investissements afflueront, et la conclusion logique sera que des projets seront réalisés, des emplois seront créés, les taxes et les impôts seront perçus, les services publics seront financés, les taxes et les impôts seront réduits et les gens seront libres de vivre dans le confort, l'abondance et la liberté.

C'est pourquoi nous demandons au gouvernement d'annuler cette caisse noire libérale qui est financée à même la carte de crédit nationale. Son approche ne repose pas sur la libre entreprise, mais sur le contrôle par l'État, une approche qui mène toujours au déclin, à la pauvreté et, en fin de compte, à sa conclusion logique: la perte de liberté. Je demande au gouvernement de ne pas créer une autre caisse noire libérale.

• (1710)

[Français]

Caroline Desrochers (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Madame la Présidente, ce que je trouve vraiment dommage, c'est que l'opposition officielle a environ 15 jours par année pour proposer des débats intelligents à la Chambre. De plus, ils ont environ 45 minutes par jour pour tenir le gouvernement responsable. Toutefois, au lieu d'amener de vrais débats et d'avoir de vraies discussions, on passe le temps avec des slogans, avec des critiques sur tout ce que fait le gouvernement. Aujourd'hui, on a passé la journée à argumenter sur le nom d'un fonds souverain alors que, en fait, le but de ce fonds est de bâtir un Canada fort et que c'est ce dont les Canadiens ont besoin en ce moment.

De ce côté-ci de la Chambre, nous sommes responsables, nous sommes ambitieux et nous continuons de répondre aux besoins des Canadiens. Nous sommes capables d'imaginer l'avenir et nous n'avons pas froid aux yeux pour prendre les décisions qui s'imposent.

Les conservateurs ont-ils un plan ou une solution de rechange à proposer? Je ne les ai pas entendus en parler.

Affaires émanant des députés

[Traduction]

Pat Kelly: Madame la Présidente, la députée n'a pas dû écouter mon discours, c'est dommage. J'ai été très clair quant à l'approche que les libéraux devraient adopter et celle qu'ils devraient proscrire. Il faut une arrogance sans bornes pour présumer de ce qui importe à l'opposition, porter un jugement et affirmer que nous ne devrions pas profiter d'une journée de l'opposition pour nous opposer à la politique désastreuse proposée par le gouvernement et suggérer une solution de rechange. C'est à cela que servent les journées de l'opposition.

À la période des questions, nous posons des questions importantes qui nécessitent des réponses. Nous n'avons pas besoin que le gouvernement nous dise quelles questions poser ou à quelles politiques nous opposer ou pour lesquelles proposer une solution de rechange.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Comme il est 17 h 15, je dois interrompre les délibérations et mettre aux voix sur-le-champ toute question nécessaire à l'expédition des travaux des subsides.

• (1715)

[Français]

Le vote porte sur la motion suivante.

[Traduction]

Puis-je me dispenser d'en faire la lecture?

Des voix: Non.

[La présidence donne lecture de la motion.]

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Si un député participant en personne désire que la motion soit adoptée ou adoptée avec dissidence ou si un député d'un parti reconnu participant en personne désire demander un vote par appel nominal, je l'invite à se lever et à l'indiquer à la présidence.

Pat Kelly: Madame la Présidente, je demande un vote par appel nominal.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Conformément à l'article 45 du Règlement, le vote par appel nominal est reporté au lundi 4 mai, à la fin de la période prévue pour les questions orales.

L'hon. Kevin Lamoureux: J'invoque le Règlement, madame la Présidente. Je crois que vous constaterez qu'il y a consentement unanime pour dire qu'il est 17 h 30, de façon à commencer l'heure réservée aux initiatives parlementaires.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): D'accord?

Des voix: D'accord.

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

[Français]

LOI RELATIVE AU CADRE NATIONAL SUR LA DURABILITÉ DES PRODUITS ÉLECTRONIQUES ET DES APPAREILS DOMESTIQUES ESSENTIELS

Abdelhaq Sari (Bourassa, Lib.) propose que le projet de loi C-267, Loi établissant un cadre national visant à promouvoir la durabilité des produits électroniques et des appareils domestiques essentiels, soit lu pour la deuxième fois et renvoyé à un comité.

— Madame la Présidente, j'aimerais d'abord préciser que j'ai l'appui du député de Carleton.

C'est avec un grand sentiment de responsabilité et avec beaucoup d'espoir pour l'avenir que je prends la parole aujourd'hui à l'étape de la deuxième lecture de mon premier projet de loi ici à la Chambre des communes, le projet de loi C-267, qui vise à établir un cadre national sur la durabilité et la réparabilité des produits électroniques et des appareils domestiques. Il s'agit du premier projet de loi que je présente à la Chambre, comme je viens de le dire, et je suis fier de le déposer au nom des familles de Bourassa et de Montréal et de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes, qui méritent mieux en ce qui a trait à leurs appareils.

[Traduction]

Commençons par une petite mise en situation. Quelqu'un rentre à la maison, et son lave-vaisselle ne fonctionne plus. La personne appelle un technicien, qui lui dit que la pièce nécessaire ne se vend plus ou que la réparation coûterait plus cher qu'un appareil neuf. Elle est donc obligée de dépenser 500 \$ ou 1 000 \$, et parfois plus, pour remplacer un appareil qui aurait techniquement pu être réparé. Bon an mal an, c'est une situation que des milliers de Canadiens vivent. Or, ce n'est pas par accident: c'est le résultat d'un modèle économique qui privilégie le remplacement plutôt que la réparation. Le consommateur n'a pas d'information, il n'a pas le choix et, bien souvent, il n'a aucun recours. Le projet de loi vise à remédier à tout cela.

[Français]

Dans l'exemple que je viens de donner, la pièce n'existe parfois tout simplement plus, ou l'information ou la procédure de réparation n'est pas disponible. C'est très opaque. Pour le réparateur lui-même, ça devient vraiment difficile de faire la réparation. Comme je l'ai dit, ça coûte parfois plus cher de le réparer que de le remplacer, même si c'est techniquement ce qu'on aurait préféré, soit que cet appareil demeure toujours fonctionnel, au lieu de le jeter pour en acheter un autre.

Ce projet de loi vise à changer cela.

• (1720)

[Traduction]

Il s'agit d'améliorer les choses pour le consommateur sur le plan de la transparence, de la durabilité et de la réparabilité. C'est un projet de loi qui s'impose parce que trop de consommateurs canadiens achètent des appareils électroménagers ou électroniques sans savoir quelle est leur durée utile, s'il sera possible de se procurer des pièces ou pendant combien de temps le logiciel continuera à fonctionner.

[Français]

Cette situation coûte cher à nos familles. Elle pousse au remplacement prématuré d'appareils qui pourraient autrement être réparés. Elle contribue aussi à l'augmentation des déchets électroniques, qui représentent l'un des flux de déchets qui croissent le plus rapidement dans le monde.

[Traduction]

Trop de Canadiens sont aujourd'hui forcés de remplacer des produits qui pourraient, et devraient, être réparés. Cette situation accentue la production de déchets électroniques, l'un des flux de déchets qui augmentent le plus rapidement dans le monde.

[Français]

Comme je l'ai dit, concrètement, ce projet de loi demande au gouvernement fédéral de mettre en place un cadre national pour informer les consommateurs et pour renforcer la durabilité et la réparabilité des appareils vendus ici, au Canada. C'est une approche à la fois économique, environnementale et profondément favorable aux consommateurs. C'est une approche économique parce qu'un appareil qui dure plus longtemps coûte moins cher à long terme. C'est une approche environnementale parce que réparer plutôt que jeter permet de réduire le gaspillage et de préserver nos ressources. Finalement, cette approche est favorable aux consommateurs parce qu'elle rétablit un meilleur équilibre entre les fabricants, d'un côté, et les citoyens, de l'autre.

[Traduction]

C'est bon pour les familles, c'est bon pour l'environnement et c'est bon pour une économie plus responsable.

[Français]

Parlons de chiffres. Parlons de réalités concrètes. Les déchets électroniques sont le flux de déchets qui croît le plus rapidement dans le monde. Chaque année, des millions de tonnes d'appareils encore fonctionnels ou réparables sont mis aux rebuts. Au Canada, on estime que des centaines de milliers de tonnes d'équipements électroniques sont jetées annuellement, dont une proportion importante aurait pu et aurait dû être réparée si les pièces, l'information et le soutien avaient été disponibles.

Le problème n'est pas seulement environnemental ou juste un enjeu économique, c'est également une question d'équité. Quand je parle d'équité, c'est bien évidemment une équité entre le fabricant d'un côté et le consommateur de l'autre. C'est également un problème de pouvoir d'achat. Dans un contexte où le coût de la vie est la préoccupation numéro un des ménages canadiens, où les familles peinent à boucler leur budget, le remplacement forcé d'appareils représente un fardeau injuste. Ce n'est pas un luxe. Un réfrigérateur, c'est essentiel. Un lave-vaisselle, une cuisinière, un téléviseur, un ordinateur, un téléphone intelligent, tous ces appareils sont maintenant essentiels au quotidien. Notre économie numérique est également devenue essentielle.

Lorsqu'on achète un de ces appareils aujourd'hui, on ne sait pas combien de temps il va durer. On ne sait pas si les pièces de rechange seront disponibles dans cinq ans. On ne sait pas si le fabricant assurera le soutien logiciel après deux ans. C'est une asymétrie d'informations fondamentales entre les fabricants d'un côté qui savent tout et les consommateurs qui ne savent presque rien. Cette asymétrie coûte cher à nos familles canadiennes.

À cela s'ajoute un phénomène que les spécialistes qualifient d'obsolescence programmée: des appareils conçus délibérément pour ne pas durer, pour ne pas être réparables de façon à forcer leur remplacement. Ce n'est pas une théorie du complot, c'est une réalité documentée, reconnue par les régulateurs partout dans le monde, et qui est en train d'être corrigée législativement en Europe, aux États-Unis, au Royaume-Uni. Le Canada doit agir, et c'est exactement ce que propose le projet de loi C-267.

• (1725)

[Traduction]

À cela s'ajoute un phénomène que les spécialistes qualifient d'obsolescence programmée. L'obsolescence programmée consiste à concevoir délibérément des appareils qui ne vont pas durer et qui

Affaires émanant des députés

ne peuvent être réparés afin d'inciter les consommateurs à les remplacer. Ce n'est pas une théorie complotiste, c'est une réalité documentée, reconnue par des organismes de réglementation partout dans le monde.

[Français]

Je veux être clair sur la nature de ce projet de loi, sur ce qu'il propose et ce qu'il ne propose pas. Il ne s'agit pas d'une réglementation rigide imposée d'en haut à l'industrie. Il ne s'agit pas d'un gouvernement qui dit aux fabricants quoi faire dans les moindres détails. Il ne s'agit certainement pas d'une ingérence dans les compétences des provinces. Ce projet de loi établit un cadre national, souple, progressif, collaboratif, dont l'élaboration repose sur une consultation approfondie avec les provinces et les territoires, l'industrie et les groupes de défense des consommateurs.

Concrètement, voici ce que prévoit la loi. Elle mandate le ministre de l'Industrie pour l'élaboration, en consultation avec ses homologues provinciaux et territoriaux, d'un cadre national qui inclura des mesures portant sur: la durabilité minimale des produits pour que les appareils durent raisonnablement longtemps; la réparabilité pour que les consommateurs puissent faire réparer leurs appareils grâce à des pièces, des outils et de l'information accessible; la disponibilité de pièces de rechange pour que les fabricants ne cessent pas de les produire prématurément; l'accès à la documentation technique pour que les réparateurs indépendants puissent exercer leur métier; le soutien logiciel pour que les mises à jour ne servent pas à rendre obsolètes des appareils encore parfaitement fonctionnels; l'étiquetage informatif pour que les consommateurs sachent avant d'acheter leur appareil combien de temps il durera.

Ce cadre national devra être déposé devant les deux Chambres du Parlement dans les mois qui suivent. Cinq ans plus tard, un examen de son efficacité sera mené, avec un rapport au Parlement.

[Traduction]

Il s'agit d'une approche mesurée et transparente qui respecte les processus parlementaires et qui donnerait au gouvernement les outils nécessaires pour agir tout en évitant d'imposer des solutions sans consulter toutes les parties prenantes.

[Français]

Le Canada ne part pas de zéro, comme je l'ai dit tout à l'heure. Il s'inscrit dans un environnement mondial qui prend de l'ampleur depuis plusieurs années. L'Union européenne a adopté en juin 2024 une directive sur le droit à la réparation qui couvre une large gamme d'appareils: téléphones intelligents, tablettes, lave-linge, lave-vaisselle, réfrigérateurs et ainsi de suite. Cette directive de l'Union européenne oblige les fabricants à rendre disponibles les pièces de rechange, à fournir la documentation technique aux réparateurs indépendants et à ne pas entraver la réparation par des mises à jour logicielles.

Le Royaume-Uni, depuis 2021, impose des obligations similaires sur la disponibilité des pièces de rechange pour plusieurs catégories d'appareils électroménagers. Aux États-Unis, plus d'une vingtaine d'États ont adopté ou sont en train d'adopter des lois sur le droit à la réparation avec un soutien bipartisan remarquable. Autant de républicains que de démocrates y voient un enjeu de liberté du consommateur et de compétitivité économique locale.

Affaires émanant des députés

Ce que cela signifie concrètement, c'est que les grands fabricants internationaux qui vendent au Canada s'adaptent déjà à ces nouvelles normes dans leurs autres marchés. Je cite ici les grands fabricants Samsung, LG, Whirlpool, Apple ou autres. Ils ont tous annoncé des programmes d'accès aux pièces de rechange sous la pression réglementaire internationale. Le fardeau d'adaptation de ces grands fabricants, ici au Canada, devient à ce moment-là beaucoup plus minime. Ces entreprises le font déjà ailleurs.

• (1730)

[Traduction]

Il ne s'agit pas d'un projet de loi avant-gardiste, mais plutôt d'un rattrapage nécessaire.

[Français]

Je veux être très clair: ce projet de loi n'est pas une fin en soi. Ce n'est pas un objectif qu'on veut atteindre. C'est un point de départ sérieux. C'est une base législative qui permettra de faire avancer le débat, d'entendre les experts, les groupes de consommateurs et les intervenants de l'industrie, et de renforcer le texte en comité.

Qui bénéficiera de ce projet? En premier lieu, ce seront les familles canadiennes. En deuxième lieu, ce seront les petites entreprises de réparation, ces ateliers locaux qui sont souvent tenus par des immigrants qui viennent ici, par des artisans, par des techniciens de métier qui sont aujourd'hui privés de l'accès à des pièces. En troisième lieu, ce sera l'environnement. Chaque appareil réparé plutôt que remplacé est une ressource naturelle préservée. En quatrième lieu, ce sera l'industrie elle-même. Un marché plus transparent, des normes claires, des règles du jeu équitables pour tous les fabricants, c'est ce que ce cadre leur offrira.

Je veux terminer là où j'ai commencé: avec les familles canadiennes. Chaque jour, dans la circonscription de Bourassa, dans les rues de Montréal-Nord ou d'Ahuntsic, je rencontre des gens ordinaires qui font face à des choix difficiles; des aînés qui doivent choisir entre réparer leur réfrigérateur et en acheter un neuf; des jeunes familles qui s'endettent pour remplacer un téléphone qui aurait pu être réparé; des petits entrepreneurs qui perdent des contrats parce qu'ils n'arrivent pas à obtenir les pièces nécessaires à leur travail.

Ce projet de loi leur dit que nous les voyons, que nous les entendons et que nous agissons. Ce n'est pas un projet de loi partisan, ce n'est pas un projet de loi idéologique. C'est un projet de loi de bon sens, ancré dans la réalité des ménages canadiens, soutenu par un mouvement mondial et bâti sur la collaboration. Je tends d'ailleurs la main à mes collègues à la Chambre, de tous les partis politiques, de toutes les régions, pour qu'ils appuient le renvoi de ce projet de loi en comité. Là, nous pourrions l'examiner, l'améliorer, entendre des témoins et le renforcer ensemble. Réparer plutôt que remplacer, informer plutôt qu'ignorer, collaborer plutôt qu'imposer, c'est l'esprit de ce projet de loi. C'est l'esprit que j'apporte à la Chambre aujourd'hui.

[Traduction]

Il ne devrait pas s'agir d'une question partisane...

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Nous devons poursuivre.

Nous passons aux questions et observations. Le député de Peace River—Westlock a la parole.

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, je m'interroge sur le manque de précision de ce projet de loi. Le député a notamment parlé d'obsolescence programmée ou d'obsolescence planifiée, une problématique bien connue pour les désagréments qu'elle occasionne aux consommateurs.

Je me demande pourquoi le député n'a pas présenté un projet de loi ciblé pour s'attaquer directement à ce problème, au lieu d'un vaste projet de loi-cadre qui essaie de tout faire en même temps.

[Français]

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de cette question très intéressante.

Oui, nous voulons un projet de loi qui va permettre de contrer l'obsolescence programmée, mais ce n'est pas tout. Nous voulons également qu'il soit obligatoire de donner l'information au consommateur. Quand le consommateur veut faire un achat, il doit pouvoir choisir entre deux appareils: celui qui vient avec le plus de garanties ou celui dont les pièces de remplacement seront disponibles pendant le plus longtemps, celui qu'il sera possible de réparer pendant le plus longtemps.

Alors c'est vrai, oui, mais ce n'est pas tout. Il y a d'autres choses dans ce projet de loi.

Alexis Deschênes (Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Lestiguj, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa contribution. Au Bloc québécois, nous voulons travailler contre l'obsolescence programmée. C'est une question de respect du consommateur et une question aussi de respect de ce que la planète peut nous offrir, parce que nous consommons présentement à un rythme effréné et la planète a du mal à répondre à notre demande. Alors, voilà une option qui est intéressante.

Je n'ai pas entendu mon collègue mentionner le projet de loi qui a été adopté à l'unanimité à l'Assemblée nationale du Québec le 3 octobre 2023, le projet de loi n° 29. Peut-être l'a-t-il fait, mais je veux l'entendre à ce sujet. Le Québec a été le premier en Amérique à légiférer contre l'obsolescence programmée, et je suis assez fier de le dire. Un projet de loi a été adopté en 2023 et il contient plusieurs mesures clés: disponibilités de pièces, garanties de bon fonctionnement, choix du réparateur, nombre de chargeurs universels.

Qu'est-ce que mon collègue a à dire sur cette initiative québécoise, et en quoi son projet de loi apportera-t-il quelque chose de mieux pour les Québécois?

• (1735)

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, ce n'est pas une bonne question; c'est une excellente question.

La loi québécoise est inspirante. Elle interdit l'obsolescence programmée, mais ce n'est pas tout. Elle crée également une garantie de bon fonctionnement automatique, elle impose des pièces de rechange disponibles et elle prévoit également des sanctions.

C'est fort, mais le Québec agit comme province dans ses champs de compétence. Nous agissons dans les nôtres. Je le dis clairement: le projet de loi C-267 n'est pas le plafond, c'est le plancher sur lequel on doit travailler pour que l'ensemble du Canada, et pas seulement le Québec, puisse également avoir les mêmes normes partout, qu'on soit en Alberta ou au Québec. L'objectif est que le fédéral travaille dans ses champs de compétence et qu'il donne cette possibilité aux autres provinces.

Affaires émanant des députés

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie mon cher collègue le député de Bourassa.

Je suis également fière de donner mon appui à son projet de loi émanant d'un député, qui est important. Ma question est la suivante: est-ce que le député a l'appui du gouvernement pour ce projet de loi afin qu'il soit accepté et qu'il devienne une loi au Canada?

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, je suis très heureux de constater l'appui de mes collègues aujourd'hui. Je peux leur dire ceci: non seulement j'ai l'appui du gouvernement, mais j'ai également travaillé avec lui pour créer ce projet de loi.

Ce qu'on peut ajouter, c'est qu'il sera étudié en comité. Il y a d'autres parties prenantes que j'ai rencontrées, notamment Option consommateurs, *Protégez-Vous* et d'autres personnes qui veulent travailler en comité pour que ce projet de loi soit renforcé pour les familles, l'environnement, nos PME et notre industrie.

Bruce Fanjoy (Carleton, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député de Bourassa de son excellent discours et de son projet de loi très important. Peut-il nous parler des parties prenantes qui ont contribué à ce projet de loi?

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député de Bourassa a la parole pour 25 secondes.

Abdelhaq Sari: Madame la Présidente, en 25 secondes, je remerciais tout d'abord mon collègue le député de Carleton.

Oui, j'ai rencontré plusieurs parties prenantes, notamment Option consommateurs. On veut aller plus loin avec ce projet de loi. C'est très intéressant, parce qu'on veut collaborer et on veut travailler ensemble. J'invite ces gens à participer à l'étude du projet de loi en comité, afin que ce projet de loi soit renforcé.

[Traduction]

Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Madame la Présidente, c'est un privilège pour moi d'ajouter ma voix au débat sur le projet de loi C-267. Comme je l'ai mentionné plus tôt, on dirait que ce projet de loi cherche à tout faire en même temps. C'est un projet de loi-cadre. Il vise un objectif louable: faire en sorte que les produits que nous achetons puissent servir pendant longtemps et qu'ils ne finissent pas trop vite dans les sites d'enfouissement.

Un de mes nombreux cousins a une expression que je trouve toujours intéressante. Il dit: « C'est de la pure décharge. » En gros, c'est comme ça qu'il qualifie un produit d'une qualité tellement mauvaise qu'un acheteur ferait aussi bien de l'envoyer directement à la décharge, puisqu'il n'aura jamais l'utilité promise. C'est ce à quoi je pense toujours lorsque nous parlons de ce projet de loi en particulier.

La vie constitue en gros une série de compromis, surtout si on achète un produit de consommation, il y a beaucoup de compromis à faire. Je trouve cela intéressant. Plus tôt aujourd'hui, nous avons entendu le chef de l'opposition dire que quand les libéraux voient quelque chose bouger, ils le taxent. Si la chose bouge encore, ils la réglementent et si elle s'arrête de bouger, ils la subventionnent. Il s'agit essentiellement de la partie subvention de l'équation.

Au fil des ans, les libéraux ont multiplié les exigences les unes après les autres, qu'il s'agisse de la consommation d'eau et d'énergie ou des produits qu'on peut utiliser. Aujourd'hui, on se rend compte que les produits ne durent pas nécessairement aussi longtemps qu'avant. Prenons l'exemple d'un lave-vaisselle. Avec toutes les exigences concernant la consommation d'eau et d'énergie qui s'appliquent à l'appareil, il semble que, de nos jours, quand quelqu'un

achète un lave-vaisselle, ce n'est pas l'efficacité de l'appareil pour laver la vaisselle qu'on vante, mais plutôt sa faible consommation d'eau et d'énergie. Ce que je veux, c'est un lave-vaisselle qui fait la vaisselle. L'autre chose, c'est que le lave-vaisselle que ma mère avait a duré 30 ans, et que les lave-vaisselle que moi j'achète semblent durer 10 ans. Les députés voient où je veux en venir.

Voilà où nous en sommes. Les consommateurs sont frustrés, car ils s'attendent à ce que les produits qu'ils achètent durent plus longtemps qu'ils ne le font en réalité, et ils ne parviennent pas non plus à se procurer les pièces de rechange nécessaires. C'est la réalité. Ce n'est pas nécessairement le marché qui est responsable de la situation, car le gouvernement a multiplié les règlements les uns après les autres, ou imposé tel ou tel code. C'est la réglementation. Le gouvernement s'apprête maintenant à proposer une solution à tous ces problèmes qu'il a lui-même créés, en déclarant: « Oh, désormais, les fabricants doivent faire en sorte que leurs produits durent une durée déterminée. »

Cette idée est elle-même problématique à bien des égards. L'obsolescence programmée me rend dingue. Je viens du monde de l'automobile et je suis mécanicien de métier. Dans le cas des vieux véhicules qui avaient des moteurs Cummins de 12 valves, par exemple, il n'y avait pas d'obsolescence programmée. Le moteur durait de trois à quatre fois plus longtemps que le véhicule lui-même. Si la carrosserie devenait toute rouillée après une dizaine d'années, on retirait le moteur pour le remplacer dans un autre véhicule. On voit souvent des moteurs de ce genre à vendre, et le véhicule dans lequel ils se trouvent est vraiment en piètre état. On sort le moteur et on le met dans une autre pièce d'équipement, car il n'a pas été conçu avec une obsolescence programmée: il a été construit pour durer, et c'est ce qu'il fait.

On constate, une fois de plus, que les préoccupations concernent surtout l'efficacité et d'autres aspects. Il est vrai que les produits qui ne durent pas longtemps se retrouvent dans les sites d'enfouissement. Par contraste, le moteur Cummins, probablement conçu vers 1990, fonctionne toujours et, comme il est excellent, on va le retirer de la camionnette dans laquelle il se trouve pour le remplacer une autre pièce d'équipement, et on évitera ainsi le site d'enfouissement. Je peux garantir aux députés qu'il continuera de fonctionner.

● (1740)

Étant donné que cette technologie existe probablement depuis les années 1970, je m'attends à ce que le moteur fonctionne pendant encore 30 ans, peu importe la pièce d'équipement dans laquelle il est placé. Je n'ai pas de doute à ce sujet. Comme il est si bien construit, il bénéficie d'un excellent soutien. Une dizaine d'entreprises fournissent des pièces pour le marché secondaire. Comme il est tellement populaire et connu, une dizaine d'entreprises le copient, construisent d'autres pièces compatibles, construisent des accessoires et ce genre de choses. Tout cela est très bien.

Affaires émanant des députés

On le voit aussi avec la technologie des avions. Beaucoup d'avions volent aujourd'hui avec une technologie des années 1930 dans leurs moteurs, parce que l'industrie a compris. La progression des avions a eu lieu de 1912 aux années 1930, et c'est à ce moment-là qu'on s'est vraiment demandé à quoi devait ressembler un moteur d'avion. Depuis, il n'y a eu que des ajustements mineurs. Pour cette raison, il y a une foule d'entreprises qui travaillent sans relâche pour créer un produit qu'il est facile de faire entretenir et qui dure longtemps. Il ne se retrouve jamais vraiment dans un site d'enfouissement, parce qu'on ne cesse de le reconstruire et de le remettre en état.

Les deux exemples que j'ai donnés, les moteurs d'avion et les moteurs Cummins, sont des choses qui ont été entièrement conçues par le marché. Ils n'étaient soumis à pratiquement aucune réglementation gouvernementale. Cette réalité existe.

Nous assistons à une expansion bureaucratique de l'État. Je vais m'attarder plus particulièrement sur les appareils visés par ce projet de loi. Je ne pense pas qu'il y ait nécessairement d'opposition à l'établissement d'une durée de vie minimale obligatoire, ce qui revient essentiellement à fixer une norme en matière de garantie.

Cela se fait déjà dans l'industrie automobile. Il existait autrefois une réglementation concernant les réparations à la suite de collisions mineures. Si quelqu'un percutait un poteau à moins de 30 kilomètres à l'heure, un test était prévu pour ce cas de figure. Si cela se produisait et qu'une réparation s'avérait nécessaire, celle-ci devait coûter moins de 2 500 dollars ou moins de 300 dollars, selon l'endroit où l'on se trouvait dans le monde. Il était utile que le gouvernement fixe ce seuil en précisant que, à la suite d'un certain type de collision, la réparation d'un véhicule ne devait pas coûter plus d'un certain montant. Il est possible d'instaurer ce genre de mesure.

J'aurais aimé que le projet de loi prévoise beaucoup de mesures de ce genre. Nous pouvons inscrire dans la loi, et la Chambre peut en assumer la responsabilité, qu'un produit donné doit avoir une durée de vie déterminée. Nous l'avons fait pour les compagnies aériennes. Nous avons débattu de la pertinence d'une telle mesure, mais nous aurions pu faire de même avec ce projet de loi, en précisant quelles devraient être les durées de vie des produits de consommation, et nous aurions pu créer une annexe à cette fin. La Chambre peut faire tout cela.

Cependant, ce projet de loi est à l'image de la stratégie adoptée par les libéraux la plupart du temps. Ils ont une excellente idée, comme aller dans l'espace, ou peu importe, mais ils omettent d'inclure les détails dans le projet de loi. Ils ne font pas tout le travail nécessaire pour assurer la gouvernance du pays. Ils disent qu'on peut leur faire confiance et que le ministre s'en occupe, puis le ministre prend son stylo et décide de ce qui doit être inclus ou non, en collaboration avec telle ou telle partie prenante.

Le Parlement élabore les lois du pays. Je comprends qu'un projet de loi servant à réglementer tout un tas d'éléments peut être volumineux, mais le gouvernement ne s'est jamais empêché de présenter des projets de loi volumineux. C'est possible, mais je ne comprends pas.

Enfin, il arrive que le gouvernement empiète un peu sur les champs de compétence des provinces. Je sais qu'un certain nombre de collègues ont soulevé des préoccupations en ce qui concerne les compétences provinciales et le fait que ce projet de loi dépasserait peut-être certaines des limites établies. C'est aussi une préoccupation pour nous. Il faudrait peut-être laisser ça aux provinces. Pour

ce qui est de la réglementation sur les tracteurs en particulier, je sais qu'il y a eu...

• (1745)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): Le député peut en parler au sein du comité.

Nous reprenons le débat. Le député de Repentigny a la parole.

[Français]

Patrick Bonin (Repentigny, BQ): Madame la Présidente, tous les jours, nous avons des rappels de l'importance de faire notre part dans un environnement sain, mais parfois, dans notre quotidien, on peut se sentir impuissant.

Il fut un temps où un réfrigérateur durait trois générations. J'ai d'ailleurs encore la bonne vieille Shop-Vac de mon père qui fonctionne toujours. Aujourd'hui, c'est un peu le contraire. On peut changer à plusieurs occasions une balayeuse dans une vie, parce qu'elle brise et parce que c'est moins cher d'en racheter une neuve que de la réparer. Souvent, ce n'est même pas possible de la réparer. Dans le temps, on produisait pour que ça dure. Aujourd'hui, on produit pour que ça brise et qu'on en rachète toujours plus. Cela implique évidemment qu'on crée toujours plus de déchets. On est à un moment charnière de notre rapport à la consommation.

Depuis longtemps, notre économie repose sur un modèle linéaire qui est complètement insoutenable, qui vise à extraire, fabriquer, consommer et, trop rapidement, jeter. Ce cycle du « jetable » n'est plus seulement une aberration environnementale, c'est une injustice flagrante pour les citoyens et les citoyennes qui voient leur pouvoir d'achat s'effriter devant des produits conçus pour briser. Combien de familles se retrouvent avec un immense trou dans leur budget, parce qu'une simple puce électronique, une petite pièce de plastique ou un bouton de lave-vaisselle est devenu introuvable, ou que leur appareil nécessite, par exemple, l'intervention d'un technicien agréé à un coût ahurissant?

Le projet de loi C-267, qui vise à établir un cadre national pour promouvoir la durabilité des produits électroniques et des appareils domestiques, arrive sur nos bureaux comme une réponse nécessaire, bien que tardive, à cette culture de l'obsolescence programmée.

Le Bloc québécois est en faveur de ce projet de loi pour qu'il soit étudié en comité. Nous croyons fermement que la durabilité et le droit à la réparation sont des piliers essentiels de la transition écologique. Toutefois, notre appui n'est pas un chèque en blanc.

Le projet de loi C-267 prévoit des mesures à entreprendre, mais les mesures en question ne sont pas encore concrètes. C'est-à-dire que le projet de loi ne crée pas un cadre national sur la durabilité des produits et des appareils, il donne plutôt le mandat au ministre de l'Industrie de faire ce cadre. Nous nous interrogeons sur l'arriimage que ce cadre aura avec certaines lois provinciales. La question des compétences et du respect des compétences est très importante.

Quand je dis que cette initiative arrive un peu tard, c'est qu'au Québec nous avons déjà une loi qui vise essentiellement les mêmes objectifs, soit la Loi protégeant les consommateurs contre l'obsolescence programmée et favorisant la durabilité, la réparabilité et l'entretien des biens, adoptée en 2023. Le Québec était la deuxième autorité compétente dans le monde à adopter une telle mesure et la première en Amérique du Nord. Cela démontre à quel point le Québec est un leader à plusieurs égards, particulièrement en matière d'environnement. Il pourrait l'être encore plus s'il n'était pas retardé par le fédéral. Cependant, dans ce cas-ci, nous sommes très contents de pouvoir dire que, encore une fois, le Québec inspire par son leadership et fait en sorte que cette loi arrive au fédéral. Elle a du retard, mais elle a le mérite d'être là.

Ce dont on discute aujourd'hui, c'est d'un cadre national. Oui, le Québec a montré la voie. En 2023, l'Assemblée nationale a même adopté à l'unanimité ce régime, qui est ambitieux, pour lutter contre l'obsolescence programmée. Le Québec, avec ça, a transformé la Loi sur la protection du consommateur pour, entre autres, y inclure une garantie de disponibilité des pièces de rechange et des services de réparation.

Pour ce qui est du projet de loi C-267, vaut mieux tard que jamais, mais puisqu'il reste flou sur le cadre qui sera établi, la question suivante se pose: assisterons-nous à un nivellement par le bas ou à un rehaussement des cadres provinciaux?

• (1750)

Le modèle québécois devrait donc être une source d'inspiration, et, minimalement, c'est le niveau d'ambition que le gouvernement devrait viser. L'Union européenne s'est elle aussi montrée très proactive sur la question. Elle a entre autres poussé plusieurs entreprises à changer leur façon de faire. Par exemple, Apple a été forcé d'adopter un connecteur universel, soit le USB-C. Emboîtons le pas, mais faisons-le pour que cela en vaille la peine.

Il ne faut pas oublier également que l'obsolescence n'est pas que matérielle; elle est aussi logicielle. Par exemple, c'est un non-sens qu'en raison d'un logiciel, une cafetière d'une certaine marque n'accepte pas l'utilisation de capsules de café d'une autre marque. Trop souvent, on a acheté la mauvaise sorte d'encre pour une imprimante, parce qu'elle ne prend pas les cartouches d'encre génériques. Quand un fabricant ne produit plus les cartouches ou les capsules, l'imprimante ou la cafetière deviennent de facto un déchet technologique. On ne peut plus les utiliser.

Il faudra voir, avec le projet de loi C-267, s'il y a lieu de considérer un examen plus large sur la concurrence. L'utilisation abusive du droit d'auteur pour verrouiller les appareils reste un obstacle majeur à la réparation, et le droit d'auteur est de compétence fédérale.

La problématique est évidente dans le cas de véhicules modernes, qui intègrent de nombreuses technologies et programmes informatiques. Même un changement d'huile nécessite un accès à l'ordinateur de bord afin de remettre à zéro le compteur pour l'alerte de changement d'huile. Or, l'accès à l'ordinateur nécessite un contournement des mesures de sécurité, soit des mesures techniques de protection.

Un garage ne pouvait donc pas — légalement, c'est-à-dire avec l'approbation du fabricant — contourner ou modifier le logiciel du véhicule sous prétexte que celui-ci est protégé par le droit d'auteur et que le contournement passait par une violation du droit d'auteur. On comprend rapidement qu'avec ces mesures techniques de pro-

tection, les garages de concessionnaires avaient donc le quasi-monopole sur les réparations, l'entretien et le diagnostic des voitures.

Le projet de loi C-244, Loi modifiant la Loi sur le droit d'auteur (diagnostic, entretien et réparation) a été adopté à la 44^e législature pour s'attaquer à ce type de problématique. Nous nous demandons évidemment si le gouvernement juge que le projet de loi C-244 n'allait pas assez loin, étant donné qu'il arrive avec le projet de loi C-267. C'est un questionnement que nous tenterons d'analyser en comité.

Le cadre national devra aussi s'attaquer de front aux mesures de protection qui créent des monopoles de réparation au profit des grands fabricants et au détriment des petits réparateurs locaux et de l'économie locale et circulaire.

Enfin, nous devons être conscients des défis de mise en œuvre et dialoguer avec l'industrie et les experts. Le projet de loi prévoit des consultations avec les provinces, et c'est évidemment le minimum. Le fédéral doit se comporter en partenaire et non en donneur de leçons, surtout face au Québec, qui est déjà rendu beaucoup plus loin dans sa législation. Toute mesure législative découlant de ce cadre devra respecter scrupuleusement le régime établi par la loi québécoise.

La durabilité n'est pas une option, mais une nécessité. L'important est de lancer le signal clair que le mode jetable est terminé. Chaque appareil que nous réparons, c'est de l'énergie économisée, des mines qu'on n'a pas besoin de creuser et des sites d'enfouissement qui ne débordent pas.

Le projet de loi C-267 est un pas dans la bonne direction. Il reconnaît que le consommateur a le droit de savoir ce qu'il achète et le droit de garder ses biens beaucoup plus longtemps. C'est pourquoi le Bloc québécois appuiera le renvoi de ce projet de loi en comité. Évidemment, nous travaillerons avec rigueur pour nous assurer que le cadre national est à la hauteur de l'urgence et, par-dessus tout, qu'il respecte le leadership et la compétence du Québec en matière de protection des consommateurs.

Il est temps de redonner aux citoyens le pouvoir sur leurs propres achats. Il est temps de légiférer pour l'avenir, et non pas pour le prochain rapport trimestriel de multinationales de l'électronique.

• (1755)

Karim Bardeesy (secrétaire parlementaire de la ministre de l'Industrie, Lib.): Madame la Présidente, c'est un très grand plaisir de participer au débat, et je veux saluer l'effort du député de Bourassa pour nous avoir présenté ce projet de loi et nous avoir parlé de ce grand défi avec puissance. Je veux le saluer pour son discours dans lequel il a décrit les bienfaits dont pourront profiter les travailleurs si on fait les choses qui sont prévues par le projet de loi.

[Traduction]

Je tiens également à remercier les autres participants au débat, notamment le député de Peace River—Westlock, qui, selon moi, possède une grande expérience et de solides connaissances à partager sur les points particuliers qui sont abordés dans le projet de loi.

Affaires émanant des députés

[Français]

Je veux saluer les interventions des députés de Gaspésie—Les Îles-de-la-Madeleine—Listuguj et de Repentigny. Je salue le Bloc québécois, car il appuie ce projet de loi et reconnaît le travail du député de Bourassa. Je souhaite saluer moi aussi les efforts déployés par la province de Québec et par les Québécoises et les Québécois afin de se positionner à l'avant-garde dans ce dossier.

[Traduction]

Je tiens également à remercier le député de Scarborough—Woburn, qui, au cours des législatures précédentes et en Ontario, s'est montré un ardent défenseur du droit de réparer. Comme on l'a mentionné, nous nous appuyons sur l'exemple donné par les provinces du Québec et du Manitoba ainsi que par l'Union européenne. L'Ontario fait des progrès.

Quand on réfléchit à la notion de droit de réparer, il ne s'agit peut-être pas d'un droit de la personne au sens strict, mais la réparation est fondamentale pour tout ce qui touche à l'humain. Le projet de loi est donc une initiative profondément humaine qui redonne aux personnes le contrôle de la technologie et des objets qui régissent de plus en plus nos vies.

Je tiens à remercier notre ami de Bourassa d'avoir mis en lumière cette question et d'avoir affirmé avec force que les choses allaient changer; que nous travaillons dans le sens inverse, pour que ce soient les humains qui contrôlent la technologie; que nous, en tant qu'êtres humains, entretenons un lien intime avec ce qui nous entoure; et que nous avons le droit de réparer.

Cela me rappelle un ouvrage récemment publié par Stewart Brand, intitulé *Maintenance: Of Everything*. Stewart Brand a toujours été à l'avant-garde des réflexions les plus récentes sur la technologie, les relations humaines et les grandes idées de notre époque. Je voudrais citer un long passage de *Maintenance: Of Everything*, car je pense qu'il reflète bien l'humanité que le député de Bourassa a si bien mise en lumière dans son discours, de même que ce qui nous motive tous, et ce qui est à l'origine des frustrations et des avantages liés à ce projet de loi. Les frustrations ont été exprimées par mes collègues d'en face, tout comme les avantages que ce projet de loi pourrait apporter.

Dans son livre, M. Brand écrit:

L'entretien, c'est ce qui fait que tout continue. C'est ce qui fait que la vie continue.

Tout être vivant consacre beaucoup de temps et d'efforts à préserver sa propre vie et celle des écosystèmes dont il dépend. Les plantes entretiennent la vie du sol dans lequel elles poussent. Les castors entretiennent leurs barrages et, par là même, l'étang qui les protège. Les humains entretiennent leur corps, leurs véhicules, leurs maisons, leurs villes et bien d'autres choses encore. Presque tout ce qui mérite d'être entretenu s'inscrit dans un ensemble plus large qui mérite encore davantage d'être préservé.

Cependant, toutes ces tâches d'entretien peuvent être fastidieuses. On peut finir par en avoir marre de se brosser les dents et de faire des vidanges d'huile. Ce sont des tâches ingrates, répétitives, ennuyeuses, souvent frustrantes, et interminables. Comme l'entretien peut être pénible, on évite de le faire, on le remet à plus tard, on ne prévoit pas assez de temps et d'argent pour le faire, et on l'inscrit au bas de notre liste des priorités. Il est facile d'agir ainsi parce que les besoins d'entretien s'accumulent de manière invisible et graduelle. Puis, soudainement, l'objet se brise, le système flanche, plus rien ne fonctionne, et cela entraîne son lot de perturbations, de dépenses et de reproches.

Plusieurs d'entre nous ont vécu cela avec leurs appareils mobiles. Je viens de parler avec mon épouse, qui m'a fait part de sa frustration à la suite du dernier incident impliquant son téléphone.

Revenons à l'ouvrage de Stewart Brand:

Cela révèle une réalité profondément paradoxale: l'entretien est à la fois absolument nécessaire et facultatif. Il est facile de le remettre à plus tard, mais il faut le faire. Remettre à plus tard, c'est regretter plus tard.

La négligence tue.

Alors que doit-on faire?

Ce que j'aime beaucoup dans ce débat à la Chambre, c'est que le député de Bourassa s'est demandé ce qu'on devait faire. Que doit-on faire dans cette situation paradoxale où l'entretien nécessaire est remis à plus tard, et où nous devons compter sur des systèmes plus vastes qui valent la peine d'être entretenus, et qui, selon Stewart Brand, aident le monde entier à fonctionner.

La réponse du député de Bourassa est que nous allons agir. Nous allons nous inspirer de ceux qui se soucient de l'entretien et qui ont une bonne connaissance de leurs produits et de leurs appareils, comme l'a si bien décrit le député de Peace River—Westlock, en rappelant peut-être une époque où il existait un lien plus étroit entre les appareils des fabricants et ceux qui les utilisaient. Aujourd'hui, trop souvent, les fabricants d'appareils sont loin de nous. Les bénéficiaires d'une économie où l'entretien est dévalorisé se trouvent souvent à l'extérieur du Canada, mais nous pouvons agir. Nous pouvons adopter ce projet de loi.

D'après ce que je peux en juger, et comme l'ont souligné certains de mes collègues d'en face, le projet de loi présenterait trois principaux types d'avantages: des avantages environnementaux, des économies pour les consommateurs et une stimulation de l'activité économique.

● (1800)

[Français]

Les avantages environnementaux de l'entretien et le coût associé au fait de ne pas investir dans l'entretien sont très clairs. J'ai des données provenant du groupe Équiterre, qui a publié un sondage il y a huit ans. Nous avons parmi nous à la Chambre le député de Laurier—Sainte-Marie, qui est étroitement lié à cette organisation non gouvernementale, qui est très forte. L'obsolescence des appareils électroménagers et des produits électroniques augmente d'année en année. En 2016, 44,7 millions de tonnes de déchets électroniques ont été générées à l'échelle mondiale. Cinq ans plus tard, la croissance de cette quantité de déchets a été estimée à 17 %.

[Traduction]

Les appareils domestiques et les produits électroniques génèrent 44,7 millions de tonnes de déchets dans le monde. Ce chiffre date d'il y a huit ans. Les Canadiens en sont conscients, et cela les exaspère. En fait, trop de Canadiens et trop de gens dans le monde ont jeté l'éponge parce qu'ils présument que nous ne pouvons rien faire pour corriger la situation.

D'ailleurs, dans un sondage mené en 2018, 86 % des répondants ont indiqué qu'ils croyaient que les appareils domestiques et les produits électroniques sont délibérément conçus pour avoir une courte durée de vie utile, et 80 % des répondants ont déclaré avoir acheté leurs appareils neufs. Dans une économie où il y a tous ces appareils, les gens sont contraints d'acheter de nouveaux appareils, en particulier électroniques, parce qu'ils ne durent pas assez longtemps. Les enjeux liés à l'obsolescence programmée, comme il a été mentionné, sont au cœur du problème. En effet, selon le sondage, 61 % des Canadiens ont conservé leurs appareils électroniques moins de cinq ans. Pour les appareils domestiques, c'était 45 %.

Il y a quelque chose que nous pouvons faire à ce sujet. Nous pouvons nous concentrer sur les avantages environnementaux. Ce projet de loi-cadre — que nous devons renvoyer au comité dès que possible — donnerait aux Canadiens, nous l'espérons, la possibilité d'entretenir leurs appareils de la manière décrite par Stewart Brand, plutôt que de s'en débarrasser aussi rapidement.

De toute évidence, les économies des consommateurs sont un sujet de premier ordre en cette période où le coût de la vie inquiète les Canadiens. Comme je l'ai mentionné, trop souvent, notre argent finit dans les poches de fabricants d'appareils dans d'autres pays. Le député de Bourassa a parlé avec passion du genre de personnes qu'il rencontre tous les jours et qui se demandent quoi faire avec leur appareil qui a cessé de fonctionner trop tôt. Si nous réussissons à mettre en œuvre ce projet de loi, je crois que nous pourrions épargner des dépenses considérables aux consommateurs.

Il y a aussi la question de l'activité économique. Ce projet de loi pourrait créer un nouvel ensemble d'industries et un nouveau bassin d'apprentis. Nous en avons d'ailleurs appris un peu sur les futures prestations pour les apprentis dans l'énoncé économique du printemps. Imaginons une nouvelle génération de jeunes travailleurs qui travaillent dans des ateliers, sur la rue principale de leur localité, et ils font ce genre de réparations à une fraction du coût d'achat d'un nouvel appareil. Cet argent reste dans la localité, et on crée des économies partout au Canada. Peu importe l'endroit, en ville comme en région rurale, s'il y a un appareil, il faut quelqu'un pour le réparer. Cela me fait penser à Parkdale People's Economy, dans ma circonscription, une initiative qui a vraiment mis en lumière la nécessité de changer notre approche pour certaines de nos activités économiques.

Comme l'a si bien dit le député de Bourassa, le droit de réparer n'est peut-être pas un droit de la personne, mais il est fondamental à ce que signifie être humain. Renvoyons ce projet de loi au comité. Regagnons un peu de ce qui nous rend humains. Admettons que ce ne sont pas les technologies et les appareils qui nous gouvernent; ce sont nous qui les gouvernons. Admettons que nous sommes en partenariat les uns avec les autres et que nous pouvons avoir une meilleure qualité de vie. Nous pouvons profiter des avantages de vivre dans une collectivité en entretenant avec ces appareils, ces électroménagers et ces technologies une relation qui soit plus humaine et plus conforme au reste de l'économie et au reste de la collectivité où nous nous trouvons.

Adoptons le projet de loi. Inspirons-nous du député de Bourassa. Inspirons-nous de Stewart Brand. Inspirons-nous de l'Union européenne, du Québec, du Manitoba et d'ailleurs. Renvoyons le projet de loi au comité.

• (1805)

Fraser Tolmie (Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, PCC): Vous semblez en pleine forme, madame la Présidente. Je suis ravi de vous voir au fauteuil.

Je veux parler d'un principe qui, aux yeux de beaucoup de Canadiens, relève du gros bon sens: quand quelqu'un possède quelque chose, il devrait pouvoir le réparer. Le Canada a déjà fait des progrès sensibles à ce sujet. En effet, les projets de loi C-244 et C-294 ont déjà éliminé des obstacles à la réparation d'appareils numériques qui reposaient sur le droit d'auteur.

Le député de Swift Current—Grasslands—Kindersley, qui est un ami proche, avait justement présenté le projet de loi C-294 parce qu'il était conscient des répercussions de telles restrictions dans les

Affaires émanant des députés

domaines de l'agriculture, de la construction ainsi que de l'exploitation minière et forestière en Saskatchewan. Il les avait exposées explicitement.

Ces mesures législatives-là ont apporté des changements porteurs et ciblés. C'est important de le reconnaître.

Je tiens à remercier le député de Bourassa d'avoir présenté ce projet de loi-ci. Il a mis le doigt sur un problème bien réel et il a fait ce qu'il fallait pour nous soumettre sa solution. Le mécontentement à l'origine de ce projet de loi est légitime. Les Canadiens devraient avoir davantage d'options lorsque les produits qu'ils possèdent brisent. Cependant, cette mesure législative n'est pas la bonne solution, et je vais expliquer pourquoi. Lorsqu'un gouvernement institue le droit de réparer comme il se doit, il cible l'aspect où les besoins sont le plus criants. Il institue des droits en bonne et due forme, pas des cadres ni des processus de consultation: des droits.

En 2023, le Colorado est devenu le premier État américain à adopter une loi sur le droit de réparer le matériel agricole, la Consumer Right to Repair Agricultural Equipment Act. Cette loi garantissait aux agriculteurs et aux mécaniciens indépendants l'accès aux logiciels et à tout le nécessaire pour réparer les tracteurs et le matériel agricole. C'était une loi qui a créé de véritables droits concrets dès son adoption.

La Federal Trade Commission a par la suite intenté, en janvier 2025, une poursuite pour violation des lois antitrust contre John Deere, alléguant que l'entreprise avait monopolisé le marché de la réparation en restreignant l'accès aux outils de diagnostic. Plus tôt ce mois-ci, un recours collectif contre John Deere a abouti à un règlement de 99 millions de dollars, assorti d'un engagement de 10 ans à mettre les outils de diagnostic à la disposition des agriculteurs et des commerces indépendants.

Aux États-Unis, 16 États ont déjà adopté des lois sur le droit de réparer le matériel agricole. Les agriculteurs américains qui utilisent de la machinerie John Deere ont donc des outils juridiques que les Canadiens n'ont pas. Ce vide réglementaire crée ainsi un désavantage concurrentiel.

Les producteurs des Prairies doivent composer avec des coûts que leurs homologues américains évitent en grande partie: la tarification du carbone pour les industries, le coût des engrais, le coût plus élevé du carburant et le coût des intrants. Ces producteurs, en tant que preneurs de prix, ne peuvent refiler ces hausses de coûts à un acheteur qui fixe le prix sur les marchés mondiaux des produits de base. Ils encaissent donc tous les coûts à la ferme. Il s'agit pour eux d'un désavantage structurel de plus.

Ma circonscription, Moose Jaw—Lake Centre—Lanigan, est plus vaste que la Suisse. Elle fait cinq kilomètres carrés de plus que ce pays, avec ses 41 290 kilomètres carrés de terres agricoles, de collectivités rurales et de certaines des productions de grains et de canola les plus productives au Canada. On trouve trois points de service autorisés de John Deere dans toute la circonscription. Le Colorado a compris comment donner de vraies options à ses agriculteurs. Le présent projet de loi n'en donnerait aucune aux agriculteurs de ma circonscription.

Motion d'ajournement

Je tiens à préciser que je ne critique pas les concessionnaires d'équipement. Ils servent bien leurs clients et font partie des collectivités que je représente. Ils jouent un rôle essentiel. Le problème, ce sont les verrous logiciels. Un agriculteur près de Craik ou de Tugaskie ne peut pas remettre à son mécanicien l'outil de diagnostic dont il a besoin parce que le fabricant en contrôle l'accès. Si on dispose du bon logiciel, la réparation prend un après-midi. Autrement, il faut attendre le seul technicien autorisé qui possède la clé. En Saskatchewan, les périodes de récolte se calculent en jours, et non en semaines. Une réparation de deux jours ne représente pas un simple inconvénient: cela peut coûter une récolte entière.

• (1810)

C'est exactement ce que le secteur agricole a fait valoir lors des consultations sur le droit de réparer que le gouvernement a réalisées en 2024. L'Association nationale des engraisseurs de bovins a souligné directement auprès d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada que les agriculteurs doivent composer avec un environnement non concurrentiel et qu'ils sont obligés d'accepter les coûts et les calendriers de réparation des fabricants. La Fédération de l'agriculture de l'Ontario a demandé une loi obligeant les fabricants à débloquent les accès. Alberta Grains, qui représente plus de 18 000 producteurs de blé et d'orge, a fait valoir que les producteurs étaient tellement frustrés par les monopoles de réparation que certains préféreraient utiliser de l'équipement moins avancé qu'ils pourraient réparer.

Agriculture et Agroalimentaire Canada a organisé ses propres tables rondes portant spécifiquement sur l'équipement agricole et l'interopérabilité. Le secteur a répondu à l'appel. Le gouvernement a organisé des tables rondes consacrées précisément au problème que ce projet de loi ne réglerait pas. En outre, le projet de loi dont la Chambre est saisie aujourd'hui ne contient même pas le mot « agriculture ».

Bref, le projet de loi dont nous sommes saisis comporte deux problèmes. Le premier découle de ce qu'il ne ferait pas, et le deuxième, de ce qu'il ferait.

En ce qui concerne le premier problème, le projet de loi vise explicitement les produits électroniques et les appareils ménagers essentiels, définis comme des appareils destinés à un usage ménager courant. Cette définition ferme complètement la porte aux équipements agricoles. Un cadre qui couvre les lave-vaisselle et les téléphones intelligents, mais pas les moissonneuses-batteuses, n'est pas un cadre sur le droit de réparer qui profite aux producteurs qui nourrissent le pays.

En ce qui concerne le deuxième problème, le projet de loi ne porterait pas uniquement sur la réparabilité. Il établirait des normes minimales de durabilité et un cadre réglementaire fédéral régissant la conception et la fabrication des produits de consommation. Je comprends l'attrait que cela présente pour les consommateurs. Les Canadiens ont raison d'être frustrés lorsque des produits sont conçus pour ne pas durer, mais nous devons être honnêtes quant à la nature du projet de loi. Il s'agirait d'une nouvelle couche réglementaire fédérale qui s'appliquerait à une vaste catégorie de produits de consommation et s'ajouterait aux régimes provinciaux de protection des consommateurs qui sont déjà en voie d'être mis en place dans ce dossier.

Le projet de loi 29 du Québec est en vigueur. L'Ontario propose sa propre mesure législative. Les provinces agissent. Le fait qu'Ontario ajoute un cadre fédéral parallèle de normes de durabilité à

cette mesure provinciale ne constitue pas une simplification. C'est un dédoublement.

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante vient de publier son rapport, intitulé « La pénurie d'entrepreneurs au Canada ». Le Canada traverse une période prolongée pendant laquelle il y a un plus grand nombre de fermetures d'entreprises que d'ouvertures d'entreprises chaque trimestre. En Saskatchewan en particulier, la création nette d'entreprises a été négative pendant la majeure partie de la dernière décennie. La conformité à la réglementation coûte 51,5 milliards de dollars par année aux entreprises canadiennes, dont près de 18 milliards sont imputables à de simples formalités administratives. Environ 87 % des propriétaires de petites entreprises affirment que la réglementation excessive réduit considérablement leur capacité à se développer.

Cette semaine, de grands groupes industriels canadiens ont déclaré au *Financial Times* que les formalités administratives fédérales coûtaient plus cher au pays que les droits de douane imposés par Donald Trump. Nutrien, dont le siège social se trouve en Saskatchewan, a préféré construire un port d'une valeur de 1 milliard de dollars dans l'État de Washington plutôt que sur la côte Ouest du Canada, invoquant la réglementation canadienne comme facteur déterminant dans cette décision. Ce n'est pas le moment d'ajouter un nouveau cadre réglementaire fédéral à la liste.

Je ne peux pas appuyer ce projet de loi. Ce n'est pas parce que le droit de réparer est une mauvaise chose, car ce n'est pas le cas. Ce n'est pas non plus parce que les préoccupations du député de Bourassa sont infondées, car ce n'est pas le cas. Je m'oppose au projet de loi parce qu'il instaurerait un nouveau cadre réglementaire alors que les provinces sont déjà à l'œuvre.

• (1815)

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La période réservée à l'étude des affaires émanant des députés est maintenant écoulée, et l'affaire retombe au bas de l'ordre de priorité du Feuilleton.

MOTION D'AJOURNEMENT

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office conformément à l'article 38 du Règlement.

[Traduction]

LE LOGEMENT

Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je prends la parole aujourd'hui pour revenir sur une question que j'ai posée lors de la période des questions du 27 février. C'était juste après la présentation du budget du gouvernement de la Colombie-Britannique. Je dois dire que je pense que tous les députés de la Colombie-Britannique ont été choqués. Le gouvernement néo-démocrate de la Colombie-Britannique a annulé un programme très important: le fonds pour le logement communautaire. La raison pour laquelle je soulève cette question dans le contexte de notre Parlement fédéral, c'est que, de toute évidence, le gouvernement canadien prend de nombreux engagements pour construire de nombreux logements canadiens. Les mises en chantier augmentent. Il en est question, bien sûr, dans la mise à jour économique du printemps.

Ma préoccupation — à laquelle on n'a pas répondu correctement pendant la période des questions — est la suivante: certes, le gouvernement fédéral accorde du financement au gouvernement de la Colombie-Britannique, mais une occasion en or s'offre ici à nous, et j'espère que le ministre fédéral du Logement la saisira. Selon le dernier chiffre que j'ai trouvé depuis que j'ai posé ma question, après l'annulation du fonds pour le logement communautaire de la Colombie-Britannique, le gouvernement fédéral s'est engagé à verser 170 millions de dollars à la Colombie-Britannique. Ce montant fait partie des 15 milliards de dollars alloués à l'organisme Maisons Canada, approuvés lors de l'adoption du projet de loi C-15, la loi d'exécution du budget. Selon les données les plus récentes que j'ai trouvées, c'est le montant que le gouvernement fédéral s'est engagé à verser au gouvernement de la Colombie-Britannique. Je tiens à être claire: il s'agit du total, qui englobe tous types de logements — logements du marché, logements sociaux, coopératives d'habitation, et cetera.

Le gouvernement fédéral a une occasion en or à saisir. Les municipalités, les localités et les associations à but non lucratif ont déjà dépensé des centaines de milliers de dollars pour se préparer à construire d'excellents logements. Elles ont acheté des terrains. Elles ont embauché des architectes. Les études sont terminées et le zonage a été fait. Alors qu'elles sont prêtes à lancer les projets, le gouvernement de la Colombie-Britannique retire soudainement le financement, ce qui met en péril la construction de milliers de logements dans la province. Le sort de nombreux projets est désormais incertain.

Voici ce que je demande au gouvernement dans le cadre du débat d'ajournement de ce soir: il doit établir des exigences claires. Les parties ont le terrain. Elles sont prêtes à se mettre au travail. Elles se sont conformées aux règlements de zonage. Elles ont obtenu leurs permis. Les plans sont prêts. Il manque simplement un supplément du gouvernement fédéral spécialement conçu pour le logement sans but lucratif en Colombie-Britannique. Comme je l'ai déjà mentionné dans ma question lorsque je l'ai posée en février, il y a des projets sur l'île Galiano et l'île Mayne, ainsi qu'à Saanich. Cori Ramsay, membre du conseil de Prince George et président de l'Union of BC Municipalities, dit la même chose. Un grand nombre de ces merveilleux projets vont passer entre les mailles du filet. Nous sommes prêts à aller de l'avant.

Nous demandons au gouvernement fédéral de s'engager à créer un programme de financement spécial, conçu pour la Colombie-Britannique et pour les projets qui sont prêts à démarrer, mais qui risquent de passer à travers les mailles du filet et de ne jamais se concrétiser à moins que le ministre du Logement, qui est un Britannno-Colombien, puisse intervenir et concevoir un projet qui permette de débloquer les fonds nécessaires à la construction de ces logements pour les Britannno-Colombiens.

• (1820)

Jennifer McKelvie (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Madame la Présidente, le gouvernement du Canada s'est engagé à construire des logements partout au pays: plus intelligents, plus rapides, plus abordables et à un rythme jamais vu depuis des générations. Nous investissons également dans les infrastructures essentielles pour soutenir la construction de nouveaux logements et renforcer les collectivités. Dans le budget de 2025, nous faisons des investissements généraux de 25 milliards de dollars sur cinq ans pour le logement et de 115 milliards de dollars sur cinq ans pour les infrastructures. Ces

Motion d'ajournement

investissements stratégiques permettent aux Canadiens d'améliorer leur sort et de créer une prospérité durable.

Le gouvernement fédéral fait croître l'économie canadienne en catalysant une industrie de la construction de logements moderne, novatrice et plus productive. Nous renforçons les économies locales en créant plus d'emplois ici même, au Canada, en employant des travailleurs canadiens et en construisant avec des matériaux canadiens. C'est également pourquoi le premier ministre a lancé le programme Maisons Canada en septembre 2025, afin de construire des logements abordables à grande échelle. Cette nouvelle agence fédérale tire parti des terres publiques, offre des incitatifs financiers flexibles, attire des capitaux privés et facilite la réalisation de grands projets de portefeuille. Il aide les fabricants modernes à construire les logements dont les Canadiens ont besoin.

Nous n'agissons pas seuls. Le gouvernement du Canada tire parti de ses partenariats pour faire construire des logements. Les gouvernements provinciaux et territoriaux, les municipalités, les partenaires autochtones et les intervenants de l'ensemble de l'écosystème se mobilisent à tous les niveaux pour lancer les travaux. Nous travaillons ensemble pour construire les logements dont le Canada a besoin.

Le 7 avril 2026, le premier ministre a également lancé le Fonds pour bâtir des collectivités fortes. Il fournira 51 milliards de dollars sur 10 ans, à partir de 2026-2027, et 3 milliards de dollars par année par la suite pour soutenir la construction et la rénovation d'infrastructures publiques. Le Fonds pour bâtir des collectivités fortes investira dans un large éventail de projets d'infrastructure qui favorisent la prospérité économique, le logement, l'éducation, la santé, le transport en commun et l'adaptation aux changements climatiques. En partenariat avec les provinces et les territoires, cet investissement servira également à réduire les droits d'aménagement dans les régions où ces droits sont les plus élevés. Cela contribuera à réduire le coût de la construction de logements et à faire construire plus de logements. Jusqu'à présent, une série de 13 projets ont été annoncés dans le cadre du Fonds pour bâtir des collectivités fortes, ce qui permet de faire avancer des projets d'infrastructure publique et des projets prioritaires partout au pays.

Le gouvernement du Canada est déterminé à résoudre la crise du logement et à jouer un rôle de premier plan dans ce domaine. Pour ce faire, nous supprimons les obstacles à la construction, réduisons les risques pour les constructeurs d'habitations et réalisons des investissements importants dans le logement abordable. En collaborant étroitement avec les constructeurs, nous mettrons en œuvre des solutions novatrices pour obtenir des résultats.

Le gouvernement du Canada continuera de collaborer avec ses partenaires pour bâtir à un rythme et à une échelle sans précédent, de Whitehorse à St. John's et de Grise Fiord à Windsor. Il s'agit d'investissements non seulement dans le logement, mais aussi dans les personnes, les familles et les quartiers. Ensemble, nous construirons des logements pour les Canadiens, et nous bâtirons un Canada fort.

• (1825)

Elizabeth May: Madame la Présidente, je suis vraiment désolée. C'était mon premier échange avec la députée qui vient d'être élue dans Ajax. Je la félicite pour sa nomination à titre de secrétaire parlementaire.

Motion d'ajournement

La question que j'ai posée à la période des questions, et encore ce soir, était très précise. En Colombie-Britannique, pour des projets qui sont prêts à démarrer, il y a une occasion qui pourrait disparaître. C'est une occasion que le gouvernement fédéral pourrait saisir à l'aide d'un programme sur mesure, limité dans le temps et conçu pour englober les projets en Colombie-Britannique qui sont prêts à être mis en œuvre, mais qui pourraient passer entre les mailles du filet. Bien que j'appuie la vision nationale que la secrétaire parlementaire vient de décrire, elle ne concerne pas du tout, je dois malheureusement le dire, la question que j'ai soulevée à la fin du mois de février: l'occasion qui se présente en ce moment de faire construire très rapidement des logements sans but lucratif en profitant des projets prêts à démarrer qui pourraient passer entre les mailles du filet avant que le gouvernement fédéral ne tente de les sauver.

Jennifer McKelvie: Madame la Présidente, le portail de Maisons Canada est désormais ouvert, et nous encourageons tous les promoteurs ayant des projets prêts à démarrer à les soumettre. Nous recherchons des projets d'un océan à l'autre, y compris en Colombie-Britannique. Le gouvernement du Canada adopte une nouvelle approche audacieuse et réalise des investissements sans précédent afin d'accroître l'offre de logements partout au pays. Cela comprend à la fois les logements abordables et les logements supervisés. Grâce à Maisons Canada et au Fonds pour bâtir des collectivités fortes, ainsi qu'à d'autres initiatives novatrices, nous faisons progresser des projets importants en matière de logement et d'infrastructure.

Le gouvernement fédéral travaille en collaboration avec les provinces, les territoires et les municipalités, ainsi qu'avec les partenaires autochtones, afin d'éliminer les obstacles locaux susceptibles de freiner la construction de nouveaux logements. Il s'agit notamment de tirer parti des investissements dans les infrastructures pour réduire les droits d'aménagement. Nous permettons aux constructeurs de lancer plus rapidement et plus facilement leurs projets, y compris en Colombie-Britannique. En collaboration avec les autres ordres de gouvernement et nos partenaires du secteur de l'habitation, nous construisons des logements, créons des emplois et stimulons l'économie.

L'ÉCONOMIE

Grant Jackson (Brandon—Souris, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui. La semaine dernière, j'ai interrogé le ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire sur les problèmes criants d'abordabilité des aliments au Canada et sur les mesures concrètes prises par le gouvernement pour accroître la production alimentaire au pays. Il me semble logique que si nous cultivons davantage et produisons plus d'aliments, leur prix devrait baisser. Ce dernier n'est pas assujéti aux droits de douane en vigueur, et il n'est pas non plus influencé par les intempéries dans d'autres régions du monde, qui ont souvent une incidence sur les prix au Canada. Malheureusement, la réponse que j'ai obtenue était tout sauf une réponse. Le ministre de l'Agriculture a ensuite énuméré toute une série de programmes qui n'ont absolument rien à voir avec la production alimentaire ou sa croissance à l'échelle nationale.

Je voudrais donc donner à la députée d'en face la chance de répondre à la même question. Que fait exactement le gouvernement pour augmenter la production alimentaire au Canada, et quand les libéraux reconnaîtront-ils enfin que, lorsque les régions comme la mienne qui cultivent les aliments n'ont même pas les moyens de les acheter, le reste du pays traverse assurément une crise?

Jennifer McKelvie (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Madame la Présidente, le gouvernement ne ménage aucun effort pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens. De nombreux travailleurs canadiens continuent de souffrir à cause du coût de la vie, car le coût des biens essentiels, du logement et des dépenses courantes reste élevé. C'est pourquoi nos mesures visent avant tout à permettre aux Canadiens de garder dans leur poche une plus grande partie de leur argent durement gagné.

La mise à jour économique du printemps, intitulée « Un Canada fort pour tous », que le gouvernement a présentée le 28 avril, expose les prochaines étapes à suivre pour atteindre notre objectif: bâtir un pays plus fort, plus résilient et plus abordable. Nous avons récemment présenté le projet de loi C-30, Loi portant exécution de certaines dispositions de la mise à jour économique du printemps déposée au Parlement le 28 avril 2026. Il s'agit d'une mesure législative essentielle pour aider à atténuer les effets de la hausse des prix.

Commençons par la hausse du coût du panier d'épicerie, qui constitue une préoccupation majeure pour les Canadiens. Le 5 juin, plus de 12 millions de Canadiens bénéficieront d'une aide supplémentaire grâce à la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels. La mise à jour économique du printemps, au moyen du projet de loi C-30, propose des mesures supplémentaires visant à soutenir davantage les Canadiens confrontés à la pression financière liée à leurs factures d'épicerie. L'adoption du projet de loi C-30 aiderait les producteurs à stimuler la production alimentaire nationale au Canada grâce à des modifications fiscales qui permettraient la déduction immédiate des serres. Cette mesure devrait se traduire par un allègement fiscal de 41 millions de dollars sur 6 ans.

Le gouvernement s'est également engagé à élaborer une stratégie nationale de sécurité alimentaire. Cette stratégie permettrait aux Canadiens d'accéder plus facilement à des aliments abordables et nutritifs, et renforcerait la résilience et la capacité du Canada à répondre aux besoins nationaux. Le projet de loi C-30 modifierait la Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments et la Loi sur les produits antiparasitaires afin d'y inclure la prise en compte de la sécurité alimentaire et du coût des aliments.

Le projet de loi C-30 promet également de contribuer à répondre aux préoccupations liées à l'abordabilité du logement. C'est une évidence: le coût élevé du logement exerce une pression considérable sur le budget des ménages, en particulier pour les jeunes Canadiens. Notre gouvernement reconnaît que de nombreux Canadiens qui ont récemment acheté leur première maison ou qui envisagent de le faire pourraient bénéficier d'une augmentation de leurs liquidités. C'est pourquoi le projet de loi C-30 propose de prolonger le délai de grâce pendant lequel les acheteurs ne sont pas tenus de commencer à rembourser les retraits de leur REER au titre du Régime d'accession à la propriété. La prolongation proposée passe de deux à cinq ans. Ce changement permettrait un allègement financier pouvant atteindre 4 000 \$ par personne et par an sur trois ans, période pendant laquelle les acheteurs ne seraient pas tenus de rembourser le montant dans leur REER.

Le projet de loi C-30 prévoit d'autres mesures, comme une modification importante au Régime de pensions du Canada qui permettrait aux Canadiens de garder une plus grande partie de leur argent dans leur compte bancaire. Le Régime de pensions du Canada est la pierre angulaire du système de revenu de retraite au Canada. Il fournit un revenu de pension stable et prévisible à des millions de Canadiens. Pour aider à atténuer les pressions en matière d'abordabilité auxquelles sont confrontés tant de ménages, les ministres des Finances du Canada ont convenu à l'unanimité, en avril, de réduire le taux de cotisation au Régime de pensions du Canada. Ce changement ferait passer le taux de cotisation au régime de base de 9,9 % à 9,5 % à compter du 1^{er} janvier 2027. Cette réduction de 40 points de pourcentage se traduirait par des économies annuelles pouvant atteindre 133 \$ pour un employé gagnant 70 000 \$ par année, avec des économies équivalentes pour son employeur. Ce changement permettrait d'atteindre cet objectif tout en assurant la viabilité à long terme du Régime de pensions du Canada.

Comme les députés peuvent le constater, le gouvernement agit avec célérité pour réduire le coût de la vie. Nous avons déjà accompli beaucoup de choses, et ce ne sont là que quelques-uns des plus récents exemples des efforts que nous déployons pour éliminer certains obstacles auxquels se heurtent les Canadiens.

• (1830)

Grant Jackson: Madame la Présidente, malheureusement, il fallait s'y attendre de la part du gouvernement libéral.

La question portait précisément sur la production alimentaire, et je ne suis pas certain que la députée libérale d'en face ait utilisé l'expression « production alimentaire » une seule fois dans sa réponse. Malheureusement, ce comportement est devenu monnaie courante, ce qui est d'autant plus regrettable quand c'est le ministre de l'Agriculture qui répond ainsi à mes questions lors de la période des questions. La secrétaire parlementaire et lui sont manifestement trop occupés ce soir pour répondre à ces questions.

Il s'agit d'une mesure importante que nous devons examiner, car le pays doit produire davantage d'aliments pour répondre à ses besoins nationaux, faire baisser les prix pour les Canadiens et continuer à nourrir le monde, ce que font tant d'habitants de ma région et des Prairies. Il est très décevant que les libéraux n'aient aucun plan pour augmenter la production alimentaire au Canada.

Jennifer McKelvie: Madame la Présidente, nous savons que l'abordabilité est la préoccupation la plus urgente pour de nombreux Canadiens. Le gouvernement s'est engagé à élaborer une stratégie nationale de sécurité alimentaire. Cette stratégie faciliterait l'accès des Canadiens à des aliments abordables et nutritifs et renforcerait la résilience et la capacité du Canada à répondre aux besoins nationaux.

Depuis le début, nous avons placé les gens et l'abordabilité au cœur de notre plan économique, car nous savons que les pressions sont réelles et qu'elles exigent une action immédiate. Nous croyons en un Canada pour tous.

L'ÉCONOMIE

Jonathan Rowe (Terra Nova—Les Péninsules, PCC): Madame la Présidente, je suis reconnaissant d'avoir le privilège de prendre la parole aujourd'hui.

Il y a quelques semaines, j'ai posé une question dans cette enceinte au sujet de l'accessibilité financière. Le postulat de cette question était le suivant: sous le gouvernement Trudeau, les dépenses ont été importantes et l'inflation a augmenté; puis, un nou-

Motion d'ajournement

veau premier ministre est arrivé. Il a promis de faire de l'abordabilité son cheval de bataille, fort d'un parcours de banquier, de redresser le pays et de faire baisser l'inflation.

Malheureusement, nous nous retrouvons en fait avec un budget qui prévoit des dépenses supérieures à celles de Justin Trudeau. C'est vraiment décevant. Je pense que certains Canadiens commencent à se sentir floués maintenant que ces budgets ont été présentés. L'inflation est causée par l'impression d'argent, essentiellement. Plus il y a d'argent en circulation et l'offre de produits reste la même, plus le coût par produit est élevé. C'est ce dont parlait notre chef conservateur. Juste avant la pandémie de COVID, et pendant la frénésie de dépenses de Justin Trudeau, notre chef conservateur n'a cessé de répéter que plus nous dépensons, plus l'inflation augmente et plus les taux d'intérêt augmentent.

Que s'est-il passé? Les taux d'intérêt ont augmenté. À cause de cela, les prêts hypothécaires et les loyers ont augmenté. À Terre-Neuve, les loyers ont connu une hausse de 10 % par rapport à l'an dernier, en partie à cause de la hausse des taux d'intérêt ainsi que de l'inflation. C'est très décevant parce que les Canadiens gagnent à peu près le même salaire. Ils travaillent plus fort, mais ils n'arrivent pas à améliorer leur sort. S'ils sont dans cette situation, c'est parce que le gouvernement dépense plus qu'avant, et c'est vraiment décevant.

À la page 12 du budget, il y a un graphique qui montre comment le ratio du déficit par rapport au PIB a augmenté après l'élection de l'actuel premier ministre. Il a été élu il y a exactement un an, et le ratio déficit-PIB a augmenté considérablement. Cela me dépasse, car c'est le contraire de ce que le premier ministre avait promis pendant sa campagne.

Un tiers des Canadiens de la région de l'Atlantique affirment ne plus avoir les moyens de payer leurs factures. Chaque fois que nous évoquons la décennie Harper et que nous rappelons qu'à l'époque, les Canadiens avaient les moyens de se nourrir, qu'ils pouvaient joindre les deux bouts et peut-être même s'offrir un voyage à l'étranger pour les vacances, nous entendons toujours la même excuse: « Le prix du pétrole était élevé. Les temps étaient bons, le prix du baril était élevé, et tout allait pour le mieux. » Ils ne mentionnent pas que c'était en pleine crise économique, en 2008. Non, ils disent que c'est le prix du pétrole qui a sauvé le Canada. D'accord, c'est peut-être vrai, mais, ce qui est intéressant, c'est que maintenant, quand nous parlons de l'inflation, les libéraux répondent qu'elle est due à la guerre en Iran. Ils disent que la guerre en Iran a fait augmenter le prix du pétrole, ce qui a fait grimper tous les prix et a alimenté l'inflation. Dans ce cas, qu'est-ce qui est vrai? C'est tellement frustrant.

Le Canada s'en sort mieux quand le prix du pétrole est à la hausse. Nous faisons des profits. On devrait donc s'attendre à ce que l'économie canadienne se porte mieux dans ce contexte. C'est tellement frustrant d'entendre ces arguments circulaires. On dirait que les libéraux essaient de rejeter la faute sur tout le monde. D'abord, ils ont blâmé Justin Trudeau, puis ils l'ont renvoyé. Ensuite, ils ont blâmé Donald Trump. Maintenant qu'ils disent qu'ils s'en foutent et que c'est impossible de négocier avec M. Trump, voilà qu'ils blâment la guerre avec l'Iran.

Voici ce que je voudrais savoir: quand les libéraux cesseront-ils de chercher un bouc émissaire à qui imputer cette inflation, au lieu de se regarder dans le miroir, d'assumer leurs responsabilités et de se demander qui dirigeait ce pays au cours de la dernière décennie, lorsque l'inflation est devenue incontrôlable?

Motion d'ajournement

● (1835)

Jennifer McKelvie (secrétaire parlementaire du ministre du Logement et de l'Infrastructure, Lib.): Madame la Présidente, dans un monde qui évolue rapidement, le gouvernement se concentre sur ce qu'il peut contrôler, à savoir renforcer l'économie afin de réduire le coût de la vie pour les Canadiens.

De nombreux Canadiens sont à court de moyens, car le coût des produits de première nécessité, du logement et des achats quotidiens reste élevé. Voilà pourquoi le gouvernement intervient pour aider les Canadiens dans leurs dépenses quotidiennes. Par exemple, depuis le 20 avril, la taxe fédérale d'accise sur l'essence et le diesel, partout au Canada, est suspendue jusqu'à la fête du Travail. Cela réduit de 10 ¢ le litre le prix à la pompe de l'essence ordinaire et de 4 ¢ le litre celui du diesel. Cette mesure aidera les automobilistes canadiens et réduira les coûts d'exploitation des camionneurs et des entreprises des secteurs de l'alimentation, de l'agriculture, du logement, de la construction et de la livraison.

J'aimerais maintenant aborder certaines des nouvelles mesures annoncées dans la mise à jour économique du printemps du 28 avril, qui contribueront à réduire le coût de la vie pour les Canadiens. Tout d'abord, cette mise à jour a révélé l'intention du gouvernement de présenter des modifications à la loi concernant le Régime de pensions du Canada afin de réduire le taux de cotisation de base au régime pour le faire passer de 9,9 % à 9,5 %, à compter du 1^{er} janvier prochain. Cela se traduirait par une économie annuelle d'environ 133 \$ pour un employé gagnant 70 000 \$ par an, avec une économie équivalente pour les employeurs pour chaque travailleur. Ce changement a été approuvé par les ministres des Finances des provinces, en tant que co-gestionnaires du régime, et il permettrait de maintenir une réserve financière prudente pour protéger le Régime de pensions du Canada contre les risques économiques et démographiques futurs, tout en offrant un allègement significatif des cotisations.

Pour les nouveaux acheteurs, la mise à jour propose de prolonger le délai de grâce avant le début du remboursement des retraits effectués dans le cadre du Régime d'accession à la propriété à partir d'un REER, le faisant passer de deux à cinq ans pour les participants effectuant un premier retrait entre le 1^{er} janvier 2026 et le 31 décembre 2028. Cela permettrait un allègement pouvant atteindre 4 000 \$ par personne par année pendant les trois années supplémentaires où ils ne sont plus tenus de commencer à rembourser le montant dans leur REER.

Cette mesure s'inscrit dans la foulée de la récente suppression de la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur maximale de 1 million de dollars et de la réduction de la TPS pour les acheteurs d'une première maison neuve d'une valeur comprise entre 1 million et 1,5 million de dollars, ce qui permet des économies pouvant atteindre 50 000 \$.

Ce ne sont là que quelques-unes des mesures prises par le gouvernement pour rendre la vie plus abordable pour les Canadiens.

● (1840)

Jonathan Rowe: Madame la Présidente, le gouvernement ne peut pas parvenir à la prospérité par les impôts ni combattre l'inflation à coups de dépenses. C'est ce qui est si frustrant: le gouvernement persiste à employer ces deux approches. Il s'y prend de travers.

Réduire le prix du diesel de 4 ¢, c'est presque une blague. Le gouvernement en tire probablement plus de 4 ¢ grâce à la TPS, vu la hausse des prix. C'est presque une blague. C'est le diesel qui permet de transporter les aliments. C'est ce qui permet de transporter tous les produits au Canada. À bien des égards, c'est presque le pilier de l'économie canadienne.

Les conservateurs ont demandé une réduction de 25 ¢ — une réduction de toutes les taxes afin de donner un répit aux contribuables. Nous pourrions compenser ces coûts grâce à toutes les redevances que le Canada perçoit sur le pétrole et le gaz, tout en fournissant à nos alliés certains des meilleurs produits pétroliers et gaziers au monde.

Jennifer McKelvie: Madame la Présidente, je tiens à mentionner une autre mesure importante qui vise à accroître l'abordabilité et à soutenir les personnes les plus touchées par la hausse du prix des aliments. En janvier, le gouvernement a annoncé la nouvelle Allocation canadienne pour l'épicerie et les besoins essentiels, qui aidera plus de 12 millions de Canadiens à se procurer des produits essentiels.

Cette allocation s'appuie sur le crédit pour la TPS existant. Elle fournira un soutien additionnel sous la forme d'un supplément unique qui sera versé le 5 juin. Celui-ci correspondra à une augmentation de 50 % de la valeur annuelle du crédit pour la TPS pour 2025-2026. Il y aura aussi une augmentation de 25 % de la valeur du crédit pour la TPS pour les cinq prochaines années. Cela signifie qu'une famille de quatre personnes recevrait jusqu'à 1 890 \$ de plus cette année et environ 1 400 \$ par année pour les quatre prochaines années, et qu'une personne seule recevrait jusqu'à 950 \$ cette année et environ 700 \$ par année pour les quatre prochaines années.

Le gouvernement se soucie de l'abordabilité.

La vice-présidente adjointe (Alexandra Mendès): La motion portant que la Chambre s'ajourne maintenant est réputée adoptée. La Chambre s'ajourne donc à demain, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à 18 h 43.)

TABLE DES MATIÈRES

Le jeudi 30 avril 2026

AFFAIRES COURANTES

Les pêches et les océans

Thompson 7649

Les comités de la Chambre

Anciens combattants

Lalonde 7649

Richards 7649

Environnement et développement durable

Miedema 7649

Ross 7649

Bonin 7649

Comptes publics

Williamson 7650

Loi sur la protection des jeunes contre l'exposition à la pornographie

Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake) 7650

Projet de loi S-209. Présentation et première lecture 7650

Adoption de la motion et première lecture du projet de loi 7650

Questions au Feuilleton

Lamoureux 7650

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Le fonds souverain

Poilievre 7650

Motion 7650

Lamoureux 7654

Brunelle-Duceppe 7654

Cobena 7654

Turnbull 7655

Barsalou-Duval 7655

Ruff 7655

Turnbull 7655

Viersen 7657

Barsalou-Duval 7657

Lamoureux 7658

Steinley 7658

Brunelle-Duceppe 7658

Ste-Marie 7659

Stevenson 7660

Lamoureux 7660

Barsalou-Duval 7661

Barsalou-Duval 7661

Ruff 7662

Lamoureux 7663

Muys 7663

Menegakis 7663

Lamoureux 7664

Wagantall 7665

Housefather 7665

Ho 7665

Housefather 7667

Brunelle-Duceppe 7667

Viersen 7668

Lamoureux 7668

Williamson 7671

Brunelle-Duceppe 7671

Johns 7671

Housefather 7671

Steinley 7672

Brunelle-Duceppe 7672

Lantsman 7672

Lamoureux 7674

Barsalou-Duval 7674

Anderson 7674

Stubbs 7674

Kayabaga 7676

Muys 7676

Barsalou-Duval 7677

Les athlètes olympiques et paralympiques du Canada

Kayabaga 7677

Motion 7677

Adoption de la motion 7677

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Le fonds souverain

Housefather 7677

Anderson 7679

Barsalou-Duval 7679

Deschênes-Thériault 7679

May 7680

Stevenson 7681

Brunelle-Duceppe 7681

Lamoureux 7682

Rempel Garner 7682

Lamoureux 7684

Brunelle-Duceppe 7684

Hallan 7684

Lefebvre 7684

Duclos 7686

Barsalou-Duval 7686

Lamoureux 7686

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

L'Écho des femmes de la Petite Patrie

Boulerice 7686

L'organisme Ottawa Stray Cat Rescue

Vandenbeld 7686

Les finances

Falk (Battlefords—Lloydminster—Meadow Lake) 7687

Le 150^e anniversaire de St. Catharines

Bittle 7687

Les Nighthawks de Niverville	
Falk (Provencher)	7687
Les soins de santé buccodentaire	
Duclos	7687
La sécurité publique	
McLean (Calgary-Centre)	7687
Le festival May Days	
McKinnon	7688
Les taxes sur le carburant	
Kirkland	7688
Guylaine Barré	
Savard-Tremblay	7688
Félicitations à l'occasion d'un départ à la retraite	
Klassen	7688
Les taxes sur le carburant	
Brock	7689
Des écoles de Mont-Saint-Bruno—L'Acadie	
Ntumba	7689
Les finances	
Kramp-Neuman	7689
Les séries éliminatoires de la Coupe Stanley	
Guay	7689
Les finances	
Strahl	7689
L'Armée du Salut	
Oliphant	7690

QUESTIONS ORALES

Les finances	
Lantsman	7690
Hajdu	7690
Lantsman	7690
Hajdu	7690
Scheer	7690
Zerucelli	7691
Scheer	7691
Robertson	7691
Paul-Hus	7691
Joly	7691
Paul-Hus	7691
Joly	7691
L'industrie pétrolière et gazière	
Perron	7692
Dabrusin	7692
Perron	7692
Joly	7692
Bonin	7692
Dabrusin	7692
Les finances	
Lewis (Haldimand—Norfolk)	7692
Valdez	7692
Lewis (Haldimand—Norfolk)	7692
Valdez	7693

Lawton	7693
Long	7693
Lawton	7693
Long	7693
Thomas	7693
Hogan	7693
Thomas	7693
Hogan	7693
Wagantall	7694
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill)	7694
Les services publics et l'approvisionnement	
Lemire	7694
Hajdu	7694
Lemire	7694
Hajdu	7694
Les finances	
Berthold	7694
Chenette	7695
Berthold	7695
Ménard	7695
Généreux	7695
Provost	7695
Généreux	7695
Guay	7695
Lefebvre	7695
McGuinty	7695
Les pêches et les océans	
Fancy	7696
Thompson	7696
Les finances	
Ho	7696
McGuinty	7696
Ho	7696
Sidhu (Brampton-Est)	7696
Goodridge	7696
Hogan	7697
Goodridge	7697
Hogan	7697
Jackson	7697
Chartrand	7697
Jackson	7697
Chartrand	7697
Dalton	7698
McKnight	7698
Gill (Calgary McKnight)	7698
Hogan	7698
Waugh	7698
Belanger (Desnethé—Missinippi—Rivière Churchill)	7698
L'économie	
Watchorn	7698
Joly	7698
L'immigration, les réfugiés et la citoyenneté	
Redekopp	7698
Anandasangaree	7699
Rempel Garner	7699
Anandasangaree	7699
Rempel Garner	7699
Anandasangaree	7699

Les jeunes	
Al Soud	7699
Hajdu	7699
Les finances	
Aboultaif	7699
MacKinnon	7699
Le transport aérien	
Boulerice	7700
MacKinnon	7700
La santé mentale et les dépendances	
Gazan	7700
Chi	7700
Présence à la tribune	
Le Président	7700
Les travaux de la Chambre	
Berthold	7700
MacKinnon	7700

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Travaux des subsides

Motion de l'opposition — Le fonds souverain

Motion	7701
Blois	7701
Steinley	7704
Bonin	7704
Bardeesy	7705
DeRidder	7705
May	7705
Savard-Tremblay	7706
McLean (Calgary-Centre)	7706
Bardeesy	7708
Bonin	7708
Patzer	7708
Steinley	7708
Blois	7710
Kelly	7710
Savard-Tremblay	7710
Lamoureux	7710
Leitão	7711

Kelly	7713
Savard-Tremblay	7713
Rocheffort	7713
Ross	7714
Deschênes	7714
Lamoureux	7714
Cobena	7714
Lamoureux	7715
Deschênes	7716
Kelly	7716
Kelly	7716
Desrochers	7717
Report du vote sur la motion	7718

AFFAIRES ÉMANANT DES DÉPUTÉS

Loi relative au cadre national sur la durabilité des produits électroniques et des appareils domestiques essentiels

Sari	7718
Projet de loi C-267, Deuxième lecture	7718
Viersen	7720
Deschênes	7720
May	7721
Fanjoy	7721
Viersen	7721
Bonin	7722
Bardeesy	7723
Tolmie	7725

MOTION D'AJOURNEMENT

Le logement

May	7726
McKelvie	7727

L'économie

Jackson	7728
McKelvie	7728

L'économie

Rowe	7729
McKelvie	7730

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>